



Comptes de la protection sociale en 2005

Julien BECHTEL, Alexandre BOURGEOIS, Laurent CAUSSAT,
Michel DUÉE, Nadine LEBOURG et Pascale LEVREY

sommaire ■

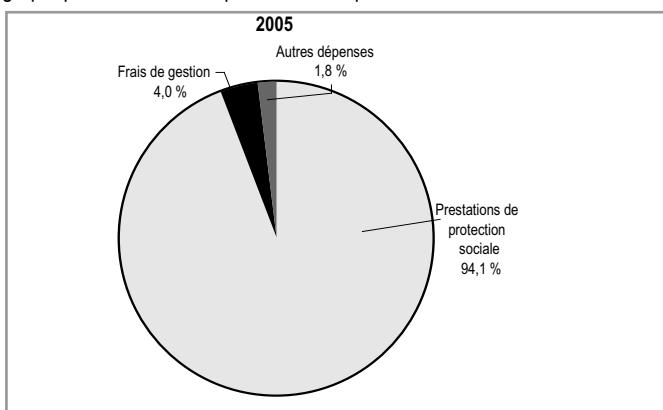
| | |
|--|----|
| LES COMPTES DE LA PROTECTION SOCIALE EN 2005 | 5 |
| FICHES THÉMATIQUES | 37 |
| • fiche 01 : le cadrage général | 38 |
| • fiche 02 : la conjoncture économique en 2005 | 40 |
| • fiche 03 : les administrations publiques | 42 |
| • fiche 04 : les prestations de protection sociale par risque et par nature | 44 |
| • fiche 05 : la structure des ressources de la protection sociale | 46 |
| • fiche 06 : l'intervention des différents régimes de protection sociale | 48 |
| • fiche 07 : l'intervention des administrations publiques centrales dans la couverture des risques de la protection sociale | 50 |
| • fiche 08 : la protection sociale complémentaire et supplémentaire | 52 |
| • fiche 09 : la protection sociale dans les pays de l'Union européenne en 2003 | 54 |
| • fiche 10 : les prestations maladie | 56 |
| • fiche 11 : l'invalidité, le handicap et les accidents du travail | 58 |
| • fiche 12 : les prestations de vieillesse-survie | 61 |
| • fiche 13 : les prestations du risque <i>famille-maternité</i> | 64 |
| • fiche 14 : les prestations liées à l'emploi | 66 |
| • fiche 15 : les prestations de logement | 68 |
| • fiche 16 : les prestations du risque <i>pauvreté et exclusion sociale</i> | 70 |
| • fiche 17 : les cotisations sociales | 72 |
| • fiche 18 : les impôts et taxes affectés | 74 |
| • fiche 19 : les contributions publiques et les transferts | 76 |
| • fiche 20 : les autres dépenses et recettes de protection sociale | 78 |
| ANNEXES | 81 |
| • annexe I : glossaire | 83 |
| • annexe II : nomenclatures | 91 |
| • annexe III : tableaux détaillés | 97 |

LES COMPTES ■ DE LA PROTECTION SOCIALE EN 2005

Vue d'ensemble ■

En 2005, les prestations de protection sociale¹ se sont élevées à 505,5 milliards d'euros en nouvelle base, dite «base 2000», des comptes nationaux (voir note méthodologique), représentant 29,6% du produit intérieur brut (graphique 1 et fiche 1). Par rapport à l'année précédente, elles ont progressé de +0,2 point en part du PIB, de +3,9% en valeur, et de 1,9% en termes réels. L'ensemble des dépenses hors transferts entre régimes s'est quant à lui accru de 3,6% en valeur, pour atteindre 536,7 milliards, et de 1,6% en termes réels. Dans le même temps, l'ensemble des ressources hors transferts de la protection sociale a progressé de 4,4% en valeur, soit 2,4% en termes réels. Cette croissance des ressources de protection sociale, plus rapide que celle des dépenses, a permis une diminution sensible du besoin de financement des administrations de Sécurité sociale dans leur ensemble (-3,8 milliards d'euros en 2005 après -15,9 milliards en 2004), et de celui du principal régime, le régime général (-5,3 milliards d'euros après -14,3 milliards d'euros en 2004).

1. Les prestations de protection sociale comprennent les prestations sociales et les prestations de services sociaux. En revanche, elles n'incluent pas les prestations fiscales, réductions ou exonérations d'impôts au titre d'un risque de la protection sociale.

graphique 01 • Part des prestations de protection sociale dans le PIB²

Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale* ; INSEE, *Comptes nationaux*.

Chaque année, les Comptes de la protection sociale reflètent, d'une part, les tendances des principaux indicateurs macroéconomiques en lien avec la protection sociale (emploi, salaires, revenus et consommation des ménages, etc.), et, d'autre part, l'impact des mesures de politique sociale prises au cours de l'année ou des années précédentes. En règle générale, les années de faible croissance économique se caractérisent par une progression importante des dépenses de protection sociale, du fait de leur caractère *contra-cyclique*³. À l'inverse, les ressources de la protection sociale, fortement liées à la croissance du PIB ou de la masse salariale, progressent modérément. Des évolutions inverses s'observent habituellement en cas de conjoncture économique favorable.

L'année 2005 paraît toutefois, à cet égard, relativement atypique : alors que la croissance économique a marqué un infléchissement (+1,2 % pour la croissance en volume du PIB, contre +2,3 % en 2004), les dépenses de protection sociale ont nettement ralenti en volume (+1,6 % en 2005, après +3,2 % l'année précédente), tandis que les ressources ont quant à elles connu une légère accélération (+2,4 % en euros constants, contre +1,9 % en 2004). C'est en effet l'impact des politiques sociales, plus que le contexte macroéconomique, qui a exercé en 2005 un rôle directeur sur l'évolution des agrégats sociaux. C'est notamment le cas de la réforme de l'assurance maladie issue de la loi du 13 août 2004 : d'une part, cette dernière a pu contribuer au ralentissement des dépenses de protection sociale afférentes au risque maladie et, d'autre part, elle a induit des recettes supplémentaires de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) au bénéfice des régimes sociaux.

Avant de commenter de façon plus détaillée les tendances des emplois et des ressources de la protection sociale en 2005, il est donc utile de les replacer dans l'environnement économique de la France et de rappeler les principales évolutions de la législation sociale.

2. Pour rappel, les évaluations des dépenses et des ressources de la protection sociale en «base 2000» des comptes nationaux ont amené à revoir légèrement à la baisse le montant des prestations sociales par rapport à la base précédente, dite «base 1995». D'une part, le périmètre de la protection sociale a été légèrement réduit, notamment du fait de la comptabilisation au titre de l'action sociale marchande des soins de longue durée reçus en établissements pour personnes âgées. D'autre part, le changement de base des comptes nationaux a entraîné une révision à la hausse du PIB, de 1,7 % en moyenne sur la période 2000-2003. Pour 2003, dernière année pour laquelle on dispose d'évaluations à la fois dans la «base 1995» et la «base 2000», la part des prestations de protection sociale dans le PIB est ainsi révisée à la baisse de 0,8 point dans la nouvelle base (29,03 %, contre 29,86 %).

3. En période de faible croissance, le chômage augmente rapidement et donc avec lui les dépenses d'indemnisation du chômage. Plus généralement les périodes de basse conjoncture se caractérisent par une progression modérée du revenu des ménages qui entraîne un recours plus important aux prestations sociales soumises à condition de ressources.

I • L'environnement économique et social de la France en 2005

I.1 ■ LES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES

Sur le plan démographique, selon les données provisoires publiées en janvier 2006 par l'INSEE, l'année 2005 a été marquée par une nouvelle augmentation des naissances (807 400 contre 800 200 l'année précédente) et de l'indicateur conjoncturel de fécondité⁴ (1,94 enfant par femme – estimation provisoire –, contre 1,92 en 2004). Cela confirme l'augmentation de la fécondité intervenue au cours des dix dernières années, qui paraît largement indépendante de la conjoncture économique. Par ailleurs, l'espérance de vie s'est maintenue au haut niveau enregistré en 2004 (76,7 ans pour les hommes et 83,8 ans pour les femmes à la naissance), ce qui signifie que la mortalité s'est à nouveau située en 2005 en deçà de sa tendance de moyen terme. Avec le recul, il semble que la réduction importante de la mortalité constatée en 2004 et 2005 aille au-delà d'un simple rattrapage des décès plus nombreux observés en 2003 en lien avec l'épisode caniculaire de l'été, et correspond à des causes structurelles telles que, peut-être, la diminution des accidents de la route ou l'amélioration à partir de 2004 de la prise en charge et de la qualité de l'hébergement des personnes très âgées.

I.2 ■ LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

La croissance économique s'est infléchie en 2005, renouant avec les taux de croissance relativement modestes des années 2002 et 2003: +1,2% en volume, contre +2,3% en 2004 (tableau 1). Ce résultat moyen sur l'ensemble de l'année découle de deux semestres très contrastés (fiche 2): alors que la croissance du PIB avait été très modeste aux deux premiers trimestres (+0,1%, puis +0,0%), elle a connu une accélération sensible au second semestre (+0,6% et +0,3% aux troisième et quatrième trimestres).

4. L'indicateur conjoncturel de fécondité est égal à la somme des taux de fécondité par âge, et correspond à la descendance finale d'une génération fictive qui aurait, à chaque âge, le taux de fécondité du moment.

tableau 01 ● Les principaux indicateurs économiques

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | en milliards d'euros et en % |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------------------------|
| PRODUIT INTÉRIEUR BRUT | | | | | | | |
| Montants en valeur | 1441,4 | 1497,2 | 1548,6 | 1594,8 | 1659,0 | 1710,0 | |
| Évolution en valeur | 5,5 | 3,9 | 3,4 | 3,0 | 4,0 | 3,1 | |
| Évolution en volume | 4,0 | 1,9 | 1,0 | 1,1 | 2,3 | 1,2 | |
| PART DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DANS LE PIB (en pourcentage) | 51,6 | 51,6 | 52,6 | 53,4 | 53,2 | 53,8 | |
| BESOIN DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | | | | | | | |
| Montants en valeur | -21,3 | -23,3 | -49,1 | -66,8 | -61,0 | -50,0 | |
| En points de PIB | -1,5 | -1,6 | -3,2 | -4,2 | -3,7 | -2,9 | |
| PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES | | | | | | | |
| Montants en valeur | 636,0 | 655,7 | 667,8 | 683,3 | 715,8 | 752,2 | |
| Évolution en valeur | 3,5 | 3,1 | 1,8 | 2,3 | 4,8 | 5,1 | |
| Taux de prélèvements obligatoires* | 44,1 | 43,8 | 43,1 | 42,8 | 43,1 | 44,0 | |
| CHÔMAGE AU SENS DU BIT (au 31/12) | | | | | | | |
| Niveau de chômage (CVS, milliers de personnes)** | 2517 | 2329 | 2445 | 2682 | 2734 | 2717 | |
| Taux de chômage dans la population active (CVS) | 9,5 | 8,7 | 9,0 | 9,8 | 9,9 | 9,8 | |

* Prélèvements obligatoires effectifs rapportés au PIB.

** Personnes sans emploi, à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles.

Sources : INSEE, Comptes nationaux.

En 2005 (tableau 2) la dépense de consommation des ménages est restée la principale composante de la croissance des emplois de biens et services, même si c'est dans une moindre mesure qu'en 2004. L'effet positif des variations de stocks des entreprises observé en 2004 s'est par ailleurs estompé. La consommation des administrations publiques a connu un net ralentissement, cependant que l'investissement a conservé un rythme de croissance soutenu (+3,6 % après +3,0 % en 2004), les administrations prenant le relais des entreprises.

tableau 02 ● Évolution des composantes du PIB et contributions à la croissance

en volume, aux prix de l'année précédente

| | Évolutions en volume au prix de l'année précédente | | | Contributions à la croissance du PIB 2005 |
|---|--|------|------|---|
| | 2003 | 2004 | 2005 | |
| Produit intérieur brut (PIB) | 1,1 | 2,3 | 1,2 | 1,2 |
| Importations | 1,1 | 6,6 | 6,1 | -1,5 |
| Total des emplois finals | 1,1 | 3,2 | 2,2 | 2,7 |
| Consommation effective des ménages, dont : | 2,2 | 2,3 | 1,9 | 1,4 |
| - dépense de consommation des ménages | 2,2 | 2,3 | 2,1 | 1,2 |
| - consommation individualisable des adm. publiques | 2,7 | 2,2 | 1,7 | 0,3 |
| Consommation effective des administrations publiques | 0,7 | 2,4 | -0,2 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe*, dont | 2,2 | 3,0 | 3,6 | 0,7 |
| - sociétés non financières et entreprises individuelles | 0,4 | 4,7 | 3,6 | 0,4 |
| - ménages | 2,2 | 4,0 | 4,1 | 0,2 |
| - administrations publiques | 5,9 | 2,8 | 3,5 | 0,1 |
| Variation de stocks (en contributions à la croissance) | -0,3 | 0,6 | -0,1 | -0,1 |
| Exportations | -1,2 | 3,9 | 3,1 | 0,8 |

* La formation brute de capital fixe (FBCF) est constituée par les acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production.

Sources : INSEE, Comptes nationaux.

Comme en 2004, les échanges extérieurs ont contribué négativement à la croissance en 2005. Malgré le ralentissement de la demande intérieure, les importations ont également crû à un rythme relativement soutenu (+6,1% en euros constants après +6,6% en 2004). Les exportations sont également restées dynamiques (+3,1%), quoique en ralentissement par rapport à 2004 (+3,9%), du fait d'un contexte international moins porteur mais en tout cas sensiblement moins élevé que celui des importations. L'activité économique a ralenti aux États-Unis (+3,5% après +4,2%) tout en s'étant maintenue sur une trajectoire de croissance rapide. L'ajustement a été plus important au Royaume-Uni (+1,8% après +3,2%), tandis que la croissance s'est consolidée au Japon (+2,6% après +2,3%). Dans la zone euro, l'activité économique a également été légèrement moins bien orientée qu'en 2004 (+1,4% contre +1,8%), avec en particulier une croissance presque nulle (+0,2%) en Italie. Cela explique en partie qu'au total, en 2005, le commerce extérieur ait contribué négativement (-0,8 point) à la croissance du PIB.

tableau 03 ● Les agrégats relatifs aux ménages

en milliards d'euros courants et en %

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES | | | | | | |
| Montants en valeur | 923,0 | 970,4 | 1015,5 | 1043,6 | 1086,8 | 1120,0 |
| Évolution en valeur | 5,7 | 5,1 | 4,7 | 2,8 | 4,1 | 3,1 |
| Évolution en termes de pouvoir d'achat | 3,4 | 3,4 | 3,6 | 0,9 | 2,2 | 1,1 |
| SALAISONS BRUTS | | | | | | |
| Montants en valeur | 552,5 | 579,8 | 604,7 | 619,9 | 641,6 | 660,6 |
| Évolution en valeur | 6,2 | 4,9 | 4,3 | 2,5 | 3,5 | 3,0 |
| SALAISONS NETS | | | | | | |
| Montants en valeur | 480,9 | 504,5 | 524,9 | 537,2 | 556,2 | 571,4 |
| Évolution en valeur | 6,3 | 4,9 | 4,1 | 2,3 | 3,5 | 2,7 |
| PRESTATIONS SOCIALES VERSÉES AUX MÉNAGES RÉSIDENTS (autres que les transferts sociaux en nature) | | | | | | |
| Montants en valeur | 273,3 | 283,7 | 299,2 | 311,6 | 324,1 | 336,6 |
| Évolution en valeur | 2,5 | 3,8 | 5,5 | 4,1 | 4,0 | 3,9 |
| CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE DES MÉNAGES | | | | | | |
| Montants en valeur | 1009,6 | 1053,9 | 1098,2 | 1145,5 | 1193,4 | 1240,6 |
| Évolution en valeur | 5,7 | 4,4 | 4,2 | 4,3 | 4,2 | 4,0 |
| Évolution en volume | 3,4 | 2,7 | 3,1 | 2,2 | 2,3 | 1,9 |
| DONT DÉPENSE DE CONSOMMATION INDIVIDUELLE | | | | | | |
| Montants en valeur | 783,9 | 817,4 | 844,4 | 878,3 | 915,5 | 953,3 |
| Évolution en valeur | 6,0 | 4,3 | 3,3 | 4,0 | 4,2 | 4,1 |
| Évolution en volume | 3,6 | 2,6 | 2,2 | 2,2 | 2,3 | 2,1 |
| TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES* | | | | | | |
| | 15,1 | 15,8 | 16,9 | 15,8 | 15,8 | 14,9 |
| INDICES DE PRIX DE LA DÉPENSE DE CONSOMMATION FINALE INDIVIDUELLE DES MÉNAGES | | | | | | |
| Taux d'évolution | 2,3 | 1,7 | 1,1 | 1,8 | 1,9 | 2,0 |

* Épargne brute rapportée au revenu disponible brut.

Sources : INSEE, Comptes nationaux.

En ce qui concerne le revenu disponible des ménages (tableau 3), sa progression de +3,1% en valeur correspond à des gains de pouvoir d'achat de 1,1%, contre 2,2% en 2004. L'indice des prix de la consommation finale des ménages, qui sert de déflateur des revenus et des dépenses des ménages, a connu une légère accélération (+2,0% contre +1,9% en 2004), consécutif à l'augmentation importante des prix de l'énergie. En ce qui concerne la masse des salaires bruts reçus, l'année 2005 a été marquée par une progression de 3,0%, soit +1,0% en termes réels. Cette évolution relativement modérée est moins liée à l'amélioration

de l'emploi qu'à celle des salaires par tête : en 2005, selon les données des comptes trimestriels de l'INSEE, le nombre d'emplois salariés des branches essentiellement marchandes non agricoles aurait progressé de +0,4 % en glissement annuel (soit 60 000 emplois salariés supplémentaires) et de +0,2 % en moyenne annuelle.

L'emploi total aurait quant à lui progressé de +0,4 % en glissement annuel, ne permettant qu'une légère inflexion du taux de chômage sur l'ensemble de l'année (9,8 % de la population active contre 9,9 % l'année précédente), bien que le nombre de demandeurs d'emploi ait commencé à diminuer nettement à partir du milieu de l'année. Cette progression modérée de l'emploi a été compensée par une augmentation plus importante du pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (+0,9 % en moyenne dans les entreprises non financières), à laquelle la forte revalorisation du Smic (+5,5 % au 1^{er} juillet 2005⁵) a sans doute contribué. Les salaires nets reçus par les ménages ont quant à eux progressé moins rapidement que les salaires bruts (+2,7 % en valeur, et +0,7 % en euros courants), en raison de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) intervenue en application de la réforme de l'assurance maladie. La masse des prestations sociales a augmenté à un rythme identique à celui observé en 2004 (+3,9 % après +4,0 %) et a ainsi apporté une contribution essentielle à la progression du revenu disponible des ménages. Mais l'augmentation des revenus n'aurait pas suffi à assurer le dynamisme observé de la consommation des ménages, si celui-ci n'avait pas bénéficié d'une diminution importante du taux d'épargne (14,9 % du revenu disponible brut contre 15,8 % en 2004).

Dans le domaine des finances publiques, l'année 2005 a vu une augmentation de 0,6 point de la part des dépenses publiques dans le PIB (53,8 % contre 53,2 % en 2004). En l'espèce, l'évolution en 2005 paraît symétrique de celle de l'année précédente : en effet en 2004, la croissance économique a été supérieure aux prévisions, ce qui a contribué à une diminution de la part des dépenses publiques, le phénomène inverse étant observé en 2005. De leur côté, les prélèvements obligatoires ont continué à progresser, passant de 43,1 % en 2004 à 44,0 % en 2005. Ce sont les prélèvements obligatoires bénéficiant aux administrations publiques locales et aux administrations de Sécurité sociale qui ont le plus vivement progressé (respectivement +8,6 % et +6,0 % par rapport à 2004), alors que les recettes fiscales de l'État augmentaient au contraire moins rapidement que le PIB en valeur (+2,8 %). Cela s'explique, d'une part par la poursuite de la décentralisation de compétences nouvelles aux collectivités locales assortie du transfert de recettes antérieurement détenues par l'État et, d'autre part, par l'augmentation des taux de certains prélèvements sociaux – contribution sociale généralisée (CSG), contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) – en application de la réforme de l'assurance maladie.

Dans le cas des administrations de Sécurité sociale, il y a également lieu d'évoquer :

- La recette exceptionnelle liée à la «soulte» de 8,4 milliards d'euros versée par les industries électriques et gazières à l'occasion de l'intégration de leur régime de retraite dans le régime général et dans les régimes complémentaires (voir ci-dessous) ;
- Les changements de périmètre avec en particulier la création du fonds de financement des prestations sociales agricoles (FFIPSA) qui se substitue au budget annexe des prestations agricoles (BAPSA) intégré au budget de l'État ;

Ou encore, la création du régime additionnel de retraite de la fonction publique (RAFP).

En conséquence, le besoin de financement des administrations publiques dans leur ensemble a sensiblement diminué, de 3,7 % du PIB en 2004 à 2,9 % en 2005 au sens du traité

5. Cette dernière augmentation importante a été programmée pour assurer la convergence des divers salaires minimaux créés lors de la mise en œuvre de la réduction de la durée légale du travail.

de Maastricht (fiche 3) : le redressement a été particulièrement spectaculaire dans le cas des administrations de Sécurité sociale, dont le besoin de financement est passé de 15,9 milliards d'euros en 2004 à 3,8 milliards en 2005.

I.3 ■ LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2005 DANS LE DOMAINE DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIAL

La réforme de l'assurance maladie

En matière de protection sociale, l'année 2005 a été marquée par le début de la mise en œuvre de la réforme de l'assurance maladie issue de la loi du 13 août 2004. L'objectif poursuivi par cette réforme est de responsabiliser les patients et les professionnels de santé afin que les prescriptions et les recours au système de santé assurent un meilleur rapport entre coût et qualité des soins. Sont ainsi prévus, notamment :

- la création d'une haute autorité de santé (HAS), autorité indépendante dont le rôle est en particulier d'évaluer scientifiquement l'intérêt médical des médicaments, des dispositifs médicaux et des actes professionnels et de proposer ou non leur remboursement par l'assurance maladie, ainsi que d'identifier et de diffuser les meilleurs usages des techniques et des biens médicaux ;
- le développement du « dossier médical personnel », qui contiendra les informations relatives à chaque patient ; sous le contrôle de ce dernier, elles pourront être accessibles aux professionnels de santé, afin d'éviter des duplications d'actes et de prescriptions ;
- un renforcement des contrôles des protocoles de soins applicables aux malades en affection de longue durée (ALD) qui bénéficient de l'exonération du ticket modérateur de l'assurance maladie ;
- une surveillance accrue des arrêts de travail, comprenant des sanctions financières des salariés, des employeurs et des médecins en cas d'abus ;
- la rationalisation de l'accès à la médecine libérale spécialisée, qui ne pourra donner lieu aux conditions normales de remboursement qu'après orientation par un « médecin traitant » choisi par chaque assuré ; en l'absence d'une telle orientation, le patient supportera une diminution du remboursement de la consultation de spécialiste par l'assurance maladie, ainsi qu'un éventuel dépassement tarifaire que le médecin spécialiste pourra pratiquer ;
- une participation forfaitaire d'un euro pour chaque consultation ou acte réalisé par un médecin ainsi que pour les analyses de biologie médicale ; cette participation est déduite du remboursement par l'assurance maladie, et les organismes dispensateurs de couvertures maladie complémentaires sont dissuadés de la prendre en charge au moyen d'incitations de nature fiscale ;
- l'augmentation progressive, de 13 euros en 2004 à 16 euros en 2007, du forfait journalier hospitalier ;
- la reprise par la caisse autonome d'amortissement de la dette sociale (Cades) de la dette accumulée par la branche maladie du régime général, ainsi que des déficits prévisionnels au titre des exercices 2005 et 2006, dans la limite de 15 milliards d'euros ;
- des mesures visant à augmenter les recettes, à travers l'élargissement de l'assiette de la contribution sociale généralisée (CSG), la réduction de 5 % à 3 % de la déduction représentative des frais professionnels sur les salaires et l'augmentation des taux portant sur les revenus de remplacement et du patrimoine. S'y adjoignent une hausse de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et un transfert des recettes de taxes sur les tabacs du budget de l'État ; ces mesures ont pris effet au 1^{er} janvier 2005.

La mise en œuvre complète de cette réforme s'inscrit sur le moyen terme. Ainsi, par exemple, la mise en place du dossier médical personnel donne-t-elle lieu à des expérimentations dans des sites pilotes en 2005 et 2006, en vue d'un déploiement prévu au cours de l'année 2007. Cependant, des mesures importantes ont été mises en œuvre dès 2005, comme le renforcement des contrôles des protocoles de soins applicables aux malades en ALD, la faculté laissée aux médecins spécialistes du secteur à honoraires conventionnés de pratiquer des dépassements en cas de consultation hors parcours de soins (au 1^{er} juillet), le choix par les patients de leur médecin traitant (au 1^{er} janvier), la participation forfaitaire d'un euro (au 1^{er} janvier), la hausse du forfait journalier hospitalier à 14 euros (au 1^{er} janvier), les mesures de désendettement et de recettes (au 1^{er} janvier). Au 1^{er} janvier 2006, sont entrées en vigueur la diminution du remboursement de l'assurance maladie en cas de consultation en dehors du parcours de soins et la deuxième augmentation, à 15 euros, du forfait journalier hospitalier.

La convention médicale du 12 janvier 2005

En application des nouvelles dispositions législatives, une partie des organisations représentatives des médecins libéraux ont signé une convention médicale nationale avec l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (UNCAM). Cette convention prévoit des objectifs concertés d'économies, fondés sur la maîtrise médicalisée des dépenses de santé dans l'ensemble des domaines de la médecine ambulatoire :

- une application plus rigoureuse des protocoles applicables aux assurés souffrant d'une ALD, devant entraîner une diminution de 455 millions d'euros des dépenses de soins de ville du régime général en 2005 ;
- des accords de bon usage de certains examens (anti-agrégants plaquettaires, coloscopies, examens thyroïdiens), devant entraîner une économie de 55 millions d'euros sur les dépenses de l'assurance maladie en 2005, grâce à un transfert estimé à 5 % des dépenses exonérées du ticket modérateur vers les dépenses avec ticket modérateur.
- des engagements en matière de prescriptions de certains médicaments (statines, antibiotiques, anxiolytiques-hypnotiques), devant produire 280 millions d'euros d'économies en 2005 ;
- un objectif de limitation de la progression en valeur des dépenses d'indemnités journalières à +1,6 % en 2005.

La convention médicale du 12 janvier 2005 a également prévu des revalorisations d'honoraires en faveur des professionnels de santé, le plus souvent associées à des actes particuliers. En particulier, il a été institué une rémunération forfaitaire de 40 euros attribuée aux médecins pour chaque patient atteint d'une ALD qu'ils suivent comme médecin traitant.

Comme on le verra plus loin, l'année 2005 a été marquée par un ralentissement sensible des dépenses d'assurance maladie, en volume comme en prix, dont une partie est sans doute liée à la mise en œuvre de réforme de l'assurance maladie et de la convention médicale du 12 janvier 2005.

La réforme des retraites

L'année 2005 a vu la poursuite de la réforme des retraites issue de la loi du 21 août 2003. S'agissant des régimes des fonctions publiques : la durée de services requise dans ces régimes pour bénéficier d'une retraite sans application d'une décote a été portée à 154 trimestres au 1^{er} janvier 2005, en vue d'atteindre 160 trimestres en 2008, soit la durée en vigueur

dans le régime général. À noter également la création du régime additionnel de retraite de la fonction publique, régime entièrement préfinancé, qui a commencé à prélever des cotisations sur les rémunérations accessoires perçues par les fonctionnaires, au taux de 5%, dans la limite de 20% du traitement brut, ces cotisations étant partagées également entre le fonctionnaire et l'administration employeuse.

Pour le régime général, l'une des principales mesures nouvelles contenue dans cette réforme est la possibilité offerte aux salariés totalisant de longues durées de carrière et ayant commencé à travailler avant 17 ans de liquider leurs droits à retraite avant 60 ans : au total, 230 000 personnes ont ainsi bénéficié de cette mesure en 2004 et 2005 (fiche 12). Un relèvement de 0,2 point des cotisations d'assurance vieillesse a en outre été prévu à partir de 2006, afin de couvrir les charges supplémentaires induites par cette mesure. En outre, la « décote » applicable en cas de durée inférieure à la durée permettant d'obtenir une retraite à taux plein a été réduite en 2005 à 9% par année manquante contre 10% avant la réforme.

Un tel mécanisme de « décote » est introduit progressivement dans les régimes des fonctions publiques à partir de 2006. Un mécanisme de « surcote » a par ailleurs été instauré en 2004, dans le régime général comme pour les Fonctions publiques, afin d'encourager la poursuite de l'activité des salariés ayant atteint l'âge de 60 ans, et dont la durée d'assurance est suffisante pour obtenir une retraite à taux plein ; ainsi, il s'appliquera un coefficient de majoration (surcote), fixé à 0,75% par trimestre supplémentaire cotisé, dans la limite de 20 trimestres. Par ailleurs, la garantie apportée par la loi aux anciens salariés du secteur privé ayant effectué une carrière complète de percevoir une pension au moins égale à 85% du Smic s'est concrétisée par deux revalorisations du « minimum contributif » en vigueur dans le régime général, de 3% chacune aux 1^{er} janvier 2004 et 2006. La réforme des pensions de réversion du régime général est également entrée en vigueur en 2005 : elle prévoit la diminution progressive de la condition d'âge, fixée à 52 ans en 2005, en vue de sa suppression à terme (ce qui implique en corollaire celle de l'assurance veuvage), ainsi que la prise en compte des revenus du conjoint survivant autres que les pensions de réversion. Enfin, des mécanismes de rachat des droits à la retraite correspondant aux périodes d'études ont été mis en place, initialement au bénéfice des assurés âgés de 55 à 59 ans, puis étendus à l'ensemble des assurés âgés de plus de 20 ans à partir de 2006.

L'adossement du régime de retraite des industries électriques et gazières au régime général

La loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières a prévu l'adossement à partir du 1^{er} janvier 2005 du régime spécial des salariés de ces entreprises au régime général et aux régimes complémentaires de retraite (AGIRC – retraite complémentaire des cadres – et ARRCO – retraite complémentaire des salariés). La loi a créé la Caisse nationale des industries électriques et gazières (CNIEG), organisme paritaire de Sécurité sociale, qui gère le régime spécial de retraite de la branche, qui verse désormais les prestations aux retraités de la branche. Les droits des assurés du régime sont inchangés (prestations, conditions de départ en retraite) ; seules les modalités de gestion et de financement du régime spécial sont modifiées. À cet égard, une contribution tarifaire sur les prestations de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel (CTA) est instituée pour financer, notamment, les droits spécifiques passés relatifs à l'activité « régulée » (transport et distribution).

Afin de compenser l'incidence du déséquilibre démographique du régime des IEG sur l'équilibre financier à long terme du régime général et des régimes complémentaires, il est

prévu le versement sur plusieurs années de contributions exceptionnelles à ces différents régimes, d'un montant total de 8,4 milliards d'euros (7,6 milliards pour le régime général, 0,8 milliard pour l'AGIRC et l'ARRCO, ces deux régimes ayant prévu une clause de révision en 2010). Une partie de ces contributions exceptionnelles est financée par une fraction de CTA. Dans les comptes nationaux, ce montant de 8,4 milliards d'euros a été intégralement imputé en recette exceptionnelle de l'exercice 2005 pour les administrations de Sécurité sociale. Les Comptes de la protection sociale, bien qu'ils constituent un compte satellite des comptes nationaux, ne décrivent pas les opérations en capital des régimes de protection sociale. De ce fait, leur solde, qui correspond à une notion d'épargne brute, n'enregistre pas l'impact de cette importante ressource exceptionnelle.

Le plan de cohésion sociale et le développement des services à la personne

L'année 2005 a été marquée par la mise en œuvre de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005. Les mesures prévues par cette loi s'ordonnent autour de trois grands axes : emploi et travail, égalité des chances, logement. Plusieurs d'entre elles ont des incidences sur le système de protection sociale, parmi lesquelles :

- le développement et la simplification des contrats aidés (contrat d'accompagnement dans l'emploi dans le secteur non marchand, contrats initiative emploi et jeune en entreprise dans le secteur marchand, contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et d'avenir réservés aux bénéficiaires de minima sociaux) ;
- l'objectif de 100 000 places d'accueil et d'hébergement des personnes en difficulté d'ici à 2006.

Par ailleurs, la loi du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne a créé un « Chèque emploi service universel » (CESU), qui doit favoriser le recours des particuliers à des services à la personne, soit directement en tant qu'employeurs, soit en échange d'un paiement à un prestataire. La loi donne aux employeurs privés et publics la possibilité de cofinancer l'achat par leurs salariés de ces CESU, avec dans ce cas une exonération de charges sociales et un avantage fiscal sur ce cofinancement.

La compensation du handicap et de la dépendance

La loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » a eu pour effet d'étendre les missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), déjà en charge du financement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et des établissements médico-sociaux pour personnes âgées, au financement de la future prestation de compensation du handicap, qui est entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006, et au soutien financier des établissements hébergeant des personnes handicapées. Les dépenses de la CNSA prennent la forme de transferts aux conseils généraux qui ont en charge l'organisation des dispositifs de prise en charge des personnes handicapées et âgées. Elle bénéficie pour l'exercice de ses missions des ressources suivantes :

- l'affectation du produit de 0,1 point de la contribution sociale généralisée (CSG), antérieurement affecté au fonds de financement de l'APA ;
- des versements des régimes de base d'assurance vieillesse et d'assurance maladie ;
- le produit de la contribution instituée à partir du 1^{er} juillet 2004 sur les salaires à la

charge des employeurs et sur les revenus du patrimoine et des placements, au taux de 0,3 %, dont le coût pour les entreprises est équilibré par la suppression d'un jour chômé dit «journée de solidarité».

Les revalorisations des prestations sociales

Les principales prestations sociales ont par ailleurs bénéficié en 2005 de revalorisations selon le calendrier et pour des montants indiqués dans le tableau 4 suivant.

tableau 04 ● Revalorisations en 2005 des principales prestations sociales

| Prestation | Date de la revalorisation | Taux de la revalorisation (en %) |
|---|---------------------------|----------------------------------|
| Allocation aux adultes handicapés | 1 ^{er} janvier | +2,00 |
| Minimum vieillesse | 1 ^{er} janvier | +2,00 |
| Pensions de vieillesse du régime général | 1 ^{er} janvier | +2,00 |
| Pension ARRCO (retraite complémentaire non cadre) | 1 ^{er} avril | +2,00 |
| Pension AGIRC (retraite complémentaire cadre) | 1 ^{er} avril | +2,00 |
| Allocation de solidarité spécifique | 1 ^{er} janvier | +1,75 |
| Base mensuelle des allocations familiales | 1 ^{er} janvier | +2,20 |
| Allocation de parent isolé | 1 ^{er} janvier | +2,20 |
| Revenu minimum d'insertion | 1 ^{er} janvier | +1,80 |

II • Les agrégats des Comptes de la protection sociale

En 2005, le montant des prestations de protection sociale reçues par les ménages s'élève à 505,5 milliards d'euros (+3,9% en valeur après +5,1% en 2004). Cette évolution en valeur des prestations correspond à une progression de +1,9% en termes réels, après +3,2% en 2004, compte tenu d'une augmentation en 2005 de +2,0% des prix de la dépense de consommation des ménages, déflateur commun utilisé pour apprécier les évolutions en termes réels des agrégats décrits dans la suite de ce document. Leur part dans le PIB (ratio habituellement dénommé «taux de redistribution sociale») atteint 29,56%, contre 29,33% en 2004 et seulement 27,68% en 2000. Ce ratio a connu une hausse constante depuis le début de la présente décennie, en raison d'une part du ralentissement de la croissance économique entre 2000 et 2003 et d'autre part de la croissance prononcée des dépenses de protection sociale au cours de la même période. En 2004, la croissance économique avait été plus forte, mais les dépenses de protection sociale avaient également connu une légère accélération, entraînant une poursuite de la hausse de leur part dans la richesse nationale. En 2005, les dépenses de protection sociale ont nettement ralenti, mais cela a aussi été le cas de l'activité économique (+3,1% pour le PIB en valeur, contre +4,0% en 2004), ce qui explique que le taux de redistribution sociale ait encore légèrement progressé (tableau 5).

tableau 05 • Taux de redistribution sociale

en %

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Santé | 9,4 | 9,7 | 10,1 | 10,2 | 10,3 | 10,4 |
| Vieillesse-survie | 12,3 | 12,2 | 12,4 | 12,6 | 12,8 | 13,0 |
| Maternité-famille | 2,7 | 2,6 | 2,6 | 2,6 | 2,6 | 2,6 |
| Emploi | 2,0 | 2,0 | 2,2 | 2,3 | 2,3 | 2,1 |
| Logement | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |
| Pauvreté - exclusion sociale | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,5 |
| Prestations totales | 27,7 | 27,8 | 28,5 | 29,0 | 29,3 | 29,4 |

Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*; INSEE, *Comptes nationaux*.

tableau 06 • Taux de socialisation des revenus

en %

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|------|------|------|------|------|------|
| Prestations de protection sociale/RDB ajusté | 34,7 | 34,5 | 34,8 | 35,3 | 35,7 | 35,9 |
| Transferts de biens et services non marchands individuels/RDB ajusté | 9,6 | 9,7 | 9,8 | 9,8 | 9,5 | 9,5 |
| Prestations sociales et transferts en nature/RDB ajusté | 44,4 | 44,1 | 44,6 | 45,1 | 45,2 | 45,4 |

Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*; INSEE, *Comptes nationaux*.

Le «taux de socialisation des revenus» est défini comme la part des prestations de protection sociale et des transferts de biens et services non marchands individuels dans le revenu disponible brut ajusté des ménages. Atteignant 45,4% en 2005 contre 45,2% en 2003 et 44,4% en 2000 (tableau 6), ce ratio a connu une progression sensible au cours de la présente décennie. Au sein de ces revenus socialisés, les transferts sociaux relatifs à des opérations sans lien avec des risques de la protection sociale (éducation, culture, loisirs, etc.) représentent une part relativement stable du revenu des ménages, légèrement inférieure à 10%. Au contraire, les prestations de protection sociale, qui sont les transferts sociaux étudiés en détail dans le présent document, suivent une évolution clairement contra-cyclique et sont plus nettement orientées à la hausse, leur part dans le revenu disponible ajusté des ménages ayant progressé de plus d'un point depuis 2000.

La protection sociale recouvre tous les mécanismes institutionnels, publics ou privés, prenant la forme d'un système de prévoyance collective ou mettant en œuvre un principe de solidarité sociale, et qui couvrent les charges résultant pour les individus ou les ménages de l'apparition ou de l'existence de certains risques sociaux identifiés (santé, vieillesse-survie, maternité-famille, emploi, logement, pauvreté-exclusion sociale). Elle implique le versement de prestations aux individus ou aux ménages confrontés à la réalisation de ces risques. Ces mécanismes compensent tout ou partie de la diminution de ressources ou de l'augmentation de charges, sans qu'il y ait contrepartie équivalente et simultanée des bénéficiaires. Ce dernier terme implique en particulier que le bénéficiaire n'est pas soumis, contrairement au cas des assurances classiques, au versement de primes ou de cotisations établies en fonction de risques spécifiques qu'il présente (âge, morbidité antérieure, antécédents familiaux...). Conformément à cette définition, la protection sociale recouvre non seulement les régimes obligatoires tels que le régime général de la Sécurité sociale, les institutions chargées de l'indemnisation du chômage ou les régimes de retraite complémentaires, mais aussi les assurances collectives telles que les contrats gérés par les institutions de retraite supplémentaire ou de prévoyance, alors que les assurances individuelles en sont exclues. Les prestations versées par les mutuelles régies par le Code de la mutualité, à adhésion individuelle, entrent également dans le champ de la protection sociale car leur tarification est essentiellement indépendante des caractéristiques individuelles des assurés.

Dans cette perspective, ils tentent d'agrégier les interventions des régimes publics, financés pour l'essentiel par des prélèvements obligatoires, avec les interventions mutualisées de la sphère privée :

- | | |
|------------------------|---|
| régimes publics | <ul style="list-style-type: none"> – régimes d'assurances sociales, regroupant les régimes de base de Sécurité sociale, les régimes complémentaires et les régimes d'indemnisation du chômage ; – régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics (État et collectivités locales) financés au moyen de leurs budgets ; – régimes d'employeurs publics. |
| régimes privés | <ul style="list-style-type: none"> – régimes d'employeurs privés ; - mutuelles, retraites supplémentaires et institutions de prévoyance ; - Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). |

Le tableau 7 ci-dessous décrit l'intervention de chacune de ces catégories de régimes en 2005 pour la couverture des différents risques.

tableau 07 ● Répartition des prestations de protection sociale par risques et par régimes en 2005

en %

| RISQUES | Assurances sociales | | | | | Régimes d'employeurs | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des ISBLSM | TOTAL | | | | | |
|--|--------------------------------|----------------|-------------|------------------------------------|-------------|----------------------|--|---|---|--------------|--|--|--|--|--|
| | Régimes de la sécurité sociale | | | Régimes d'indemnisation du chômage | Total | | | | | | | | | | |
| | Régime général | Autres régimes | Total | | | | | | | | | | | | |
| SANTÉ | 64,3 | 14,9 | 79,2 | - | 79,2 | 0,9 | 9,1 | 7,3 | 3,4 | 100,0 | | | | | |
| Maladie | 72,1 | 15,3 | 87,4 | - | 87,4 | 0,9 | 10,1 | 1,5 | 0,0 | 100,0 | | | | | |
| Invalidité | 18,0 | 8,2 | 26,2 | - | 26,2 | 0,3 | 5,8 | 43,6 | 24,2 | 100,0 | | | | | |
| Accidents du travail | 67,6 | 29,4 | 97,0 | - | 97,0 | 2,3 | 0,7 | - | - | 100,0 | | | | | |
| VIEILLESSE - SURVIE | 33,4 | 59,6 | 93,0 | 0,0 | 93,0 | 0,0 | 2,4 | 4,6 | - | 100,0 | | | | | |
| Vieillesse | 34,7 | 59,0 | 93,7 | - | 93,7 | 0,0 | 1,3 | 4,9 | - | 100,0 | | | | | |
| Survie | 26,0 | 62,9 | 88,9 | 0,0 | 88,9 | - | 8,4 | 2,7 | - | 100,0 | | | | | |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 69,1 | 0,9 | 70,0 | - | 70,0 | 6,8 | 0,5 | 22,7 | - | 100,0 | | | | | |
| Maternité | 93,9 | 5,4 | 99,3 | - | 99,3 | - | 0,7 | - | - | 100,0 | | | | | |
| Famille | 65,4 | 0,2 | 65,6 | - | 65,6 | 7,8 | 0,4 | 26,1 | - | 100,0 | | | | | |
| EMPLOI | - | 2,8 | 2,8 | 71,9 | 74,7 | 10,2 | - | 15,1 | - | 100,0 | | | | | |
| Chômage | - | 3,0 | 3,0 | 73,4 | 76,4 | 10,9 | - | 12,7 | - | 100,0 | | | | | |
| Insertion et Réinsertion professionnelle | - | - | - | 51,7 | 51,7 | - | - | 48,3 | - | 100,0 | | | | | |
| LOGEMENT | 25,2 | 1,0 | 26,1 | - | 26,1 | - | - | 73,9 | - | 100,0 | | | | | |
| EXCLUSION SOCIALE | - | - | - | - | - | - | - | 80,5 | 19,5 | 100,0 | | | | | |
| TOTAL DES PRESTATIONS | 44,4 | 32,0 | 76,3 | 5,1 | 81,5 | 1,7 | 4,3 | 11,0 | 1,5 | 100,0 | | | | | |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

Les régimes d'assurances sociales tiennent une place déterminante dans la couverture des risques santé (79 %) et vieillesse-survie (93 %) ; toutefois, les régimes mutualistes et de prévoyance concourent parallèlement à près de 10 % de la couverture du risque santé (fiche 6). Cette prépondérance des régimes d'assurances sociales est un peu moins nette dans le domaine de la maternité et de la famille (69 %) et dans celui de l'emploi (72 %), où les régimes d'employeurs, en matière de famille et d'indemnisation du chômage notamment, et l'intervention sociale des pouvoirs publics – en ce qui concerne les risques famille et insertion et réinsertion professionnelle, en particulier – tiennent une place significative. Enfin, les prestations versées au titre du logement et de l'exclusion sociale sont à hauteur des quatre cinquièmes à la charge des pouvoirs publics, avec cependant une contribution appréciable (19,5 %) des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) dans le domaine de l'exclusion sociale.

III • Les emplois et les ressources de la protection sociale ■

Au cours de l'année 2005, malgré le ralentissement de l'activité économique, la croissance des emplois hors transferts de l'ensemble des régimes de protection sociale a connu un infléchissement important par rapport à l'année précédente (+3,6% en valeur et de 1,6% en termes réels après respectivement +5,1% et 3,2% en 2004, voir tableau 8). Pour la première fois depuis 2001, les emplois ont progressé, hors transferts, plus lentement que les ressources (+4,4% en valeur contre +3,8% en 2004).

tableau 08 ● Évolution des Comptes de la protection sociale

montants en millions d'euros courants

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| EMPLOIS | | | | | | |
| Prestations de protection sociale | 399 020 | 415 927 | 441 443 | 463 008 | 486 624 | 505 476 |
| Prestations sociales | 349 325 | 363 893 | 385 143 | 403 512 | 421 546 | 438 310 |
| Prestations en espèces | 264 854 | 274 924 | 290 730 | 304 240 | 316 837 | 329 187 |
| Prestations en nature | 84 471 | 88 969 | 94 413 | 99 272 | 104 709 | 109 124 |
| Prestations de services sociaux | 49 695 | 52 034 | 56 301 | 59 496 | 65 077 | 67 166 |
| Frais de gestion | 18 061 | 18 645 | 19 066 | 20 115 | 20 997 | 21 505 |
| Transferts | 73 312 | 76 346 | 81 061 | 87 358 | 91 425 | 100 996 |
| Frais financiers | 316 | 468 | 461 | 545 | 725 | 407 |
| Autres dépenses | 7 173 | 7 887 | 9 211 | 9 335 | 9 837 | 9 510 |
| Total des emplois | 497 881 | 519 272 | 551 243 | 580 361 | 609 608 | 637 894 |
| Total des emplois hors transferts | 424 568 | 442 926 | 470 181 | 493 003 | 518 182 | 536 898 |
| RESSOURCES | | | | | | |
| Cotisations | 284 830 | 299 385 | 312 429 | 323 763 | 333 749 | 345 565 |
| Impôts et taxes affectés | 82 795 | 89 924 | 92 477 | 94 505 | 83 083 | 91 680 |
| Transferts | 73 261 | 76 287 | 81 010 | 87 358 | 91 425 | 100 996 |
| Contributions publiques | 48 438 | 47 414 | 50 064 | 51 625 | 70 615 | 71 531 |
| Produits financiers | 2 193 | 2 371 | 2 425 | 2 151 | 1 926 | 1 983 |
| Autres recettes | 14 108 | 14 424 | 14 408 | 14 726 | 16 002 | 16 933 |
| Total des ressources | 505 625 | 529 804 | 552 812 | 574 127 | 596 799 | 628 689 |
| Total des ressources hors transferts | 432 364 | 453 517 | 471 803 | 486 769 | 505 374 | 527 692 |
| SOLDE | 7796 | 10 591 | 1621 | -6 234 | -12 808 | -9 205 |

tableau 08 ● Évolution des Comptes de la protection sociale (suite)

| | 2005/2000 (*) | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 | évolution en % |
|--------------------------------------|---------------|------------|------------|------------|------------|------------|----------------|
| EMPLOIS | | | | | | | |
| Prestations de protection sociale | 4,8 | 4,2 | 6,1 | 4,9 | 5,1 | 3,9 | |
| Prestations sociales | 4,6 | 4,2 | 5,8 | 4,8 | 4,5 | 4,0 | |
| Prestations en espèces | 4,4 | 3,8 | 5,7 | 4,6 | 4,1 | 3,9 | |
| Prestations en nature | 5,3 | 5,3 | 6,1 | 5,1 | 5,5 | 4,2 | |
| Prestations de services sociaux | 6,2 | 4,7 | 8,2 | 5,7 | 9,4 | 3,2 | |
| Frais de gestion | 3,6 | 3,2 | 2,3 | 5,5 | 4,4 | 2,4 | |
| Transferts | 6,6 | 4,1 | 6,2 | 7,8 | 4,7 | 10,5 | |
| Frais financiers | 5,2 | 48,1 | -1,4 | 18,2 | 33,0 | -43,9 | |
| Autres dépenses | 5,8 | 10,0 | 16,8 | 1,3 | 5,4 | -3,3 | |
| Total des emplois | 5,1 | 4,3 | 6,2 | 5,3 | 5,0 | 4,6 | |
| Total des emplois hors transferts | 4,8 | 4,3 | 6,2 | 4,9 | 5,1 | 3,6 | |
| RESSOURCES | | | | | | | |
| Cotisations | 3,9 | 5,1 | 4,4 | 3,6 | 3,1 | 3,5 | |
| Impôts et taxes affectés | 2,1 | 8,6 | 2,8 | 2,2 | -12,1 | 10,3 | |
| Transferts | 6,6 | 4,1 | 6,2 | 7,8 | 4,7 | 10,5 | |
| Contributions publiques | 8,1 | -2,1 | 5,6 | 3,1 | 36,8 | 1,3 | |
| Produits financiers | -2,0 | 8,1 | 2,3 | -11,3 | -10,5 | 3,0 | |
| Autres recettes | 3,7 | 2,2 | -0,1 | 2,2 | 8,7 | 5,8 | |
| Total des ressources | 4,5 | 4,8 | 4,3 | 3,9 | 3,9 | 5,3 | |
| Total des ressources hors transferts | 4,1 | 4,9 | 4,0 | 3,2 | 3,8 | 4,4 | |

* Évolution en moyenne annuelle.

Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

III.1 L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS

La décélération de l'ensemble des emplois résulte en majeure partie de celle des prestations de protection sociale qui représentent 94 % des emplois hors transferts en 2005. À cet égard, tous les types de prestations décélèrent en 2005 : +3,9 % en valeur après +4,1 % en 2004 pour les prestations en espèces⁶, +4,2 % après +5,5 % pour les prestations en nature, +3,2 % après +9,4 % pour les prestations de services sociaux. S'agissant de ces dernières dépenses, l'évolution ralentie s'explique par le fait que les dépenses d'hébergement des personnes âgées et handicapées, qui sont intégrées aux prestations de services sociaux depuis la base 2000 des comptes, avaient connu une forte croissance en 2004.

Les prestations liées au risque maladie

Les prestations liées au risque santé représentent 178,4 milliards d'euros en 2005, soit 35,3 % de l'ensemble des prestations de protection sociale. En leur sein, les prestations de maladie progressent de 3,6 % en valeur et de 1,6 % en termes réels (fiche 10), après plusieurs années de forte croissance (+6,2 % en valeur en 2003 et 2004, +7 % en 2002). Les soins de santé, qui représentent plus de 90 % de ces prestations, sont fortement affectés par ce ralentissement : ils croissent de +3,8 % contre +6,3 % en 2004. Cette inflexion est tout à

6. On distingue les prestations en espèces (retraites, prestations familiales, allocations de chômage...) et les prestations en nature qui constituent le remboursement d'une dépense par un tiers payant (soins de santé, allocations logements, bons de transports), ou la prise en charge d'une dépense liée à un risque social, comme par exemple l'aide ménagère.

encadré 01 ●

Le ralentissement des dépenses de soins de ville remboursées par l'assurance maladie en 2005 : une analyse économétrique

Afin d'analyser les causes du ralentissement des dépenses d'assurance maladie en 2005, la DREES a réalisé une étude* dont les résultats permettent de fournir une mesure approximative de l'incidence de la mise en œuvre de la réforme de l'assurance maladie.

En utilisant les statistiques mensuelles des dépenses remboursées par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMETS), cette étude modélise l'évolution trimestrielle de cinq postes de dépenses : les honoraires de médecins et de dentistes, les médicaments, les prescriptions d'analyses biologiques et d'actes d'auxiliaires médicaux, les produits inscrits sur la liste des produits et prestations sanitaires, également dénommés « dispositifs médicaux », et les indemnités journalières de maladie et d'accidents du travail. L'évolution en volume de chacune de ces catégories de dépenses dépend de variables macroéconomiques ou démographiques, comme le produit intérieur brut (PIB) qui explique le montant des honoraires, ou la situation du marché du travail et la part de la population active âgée de plus de 55 ans qui expliquent les dépenses d'indemnités journalières. Les honoraires entrent de plus comme variable explicative dans les équations qui déterminent les autres catégories de dépenses.

Une fois ce modèle économétrique estimé, on peut calculer la contribution des variables explicatives retenues à l'évolution observée de chacune des dépenses : on détermine ainsi la tendance de ces dépenses. La partie de l'évolution observée non expliquée par le modèle rend compte de l'impact d'autres facteurs, tels que des changements de comportements de dépenses de santé et de prescription induits par la mise en œuvre de la réforme de l'assurance maladie en 2005.

Le tableau ci-dessous présente les parts expliquées et inexpliquées de l'évolution des cinq catégories de dépenses en 2005.

L'évolution du poste « médicaments » est entièrement expliquée par les variables qui forment la tendance : il n'y aurait donc pas eu en 2005 d'impact significatif de la mise en œuvre de la réforme de l'assurance maladie, et de fait le ralentissement de cette catégorie de dépenses n'a débuté qu'en toute fin d'année.

Dans le cas des prescriptions d'analyses de biologie et des actes d'auxiliaires médicaux, l'évolution observée est même légèrement supérieure à la tendance prévue par le modèle. En revanche, on remarque une contribution inexpliquée négative à la croissance observée en 2005 des dépenses d'honoraires, de dispositifs médicaux et d'indemnités journalières. Si l'on doit interpréter avec prudence le ralentissement des dépenses de dispositifs médicaux, en raison du rythme élevé de croissance de ce poste, il est permis de penser que le demi-point de croissance inexpliqué pour les honoraires et les indemnités journalières traduisent un premier impact des mesures prises dans le cadre de la réforme de l'assurance maladie.

tableau ● Évolutions expliquées et inexpliquées de la croissance en volume de cinq postes de dépenses d'assurance maladie

| | Évolution observée (1) | Principales variables retenues dans la modélisation économétrique | Évolution expliquée par la modélisation (2) | Évolution inexpliquée imputable à la réforme de l'assurance maladie (3) = (2) - (1) |
|----------------------------------|------------------------|--|---|---|
| Honoraires | 1,7 | PIB, prix relatif des honoraires | 2,2 | -0,5 |
| Médicaments | 6,8 | Honoraires, tendances temporelles | 6,8 | 0,0 |
| Analyses et auxiliaires médicaux | 4,5 | Honoraires | 4,1 | 0,4 |
| Dispositifs médicaux | 7,0 | Honoraires | 8,2 | -1,2 |
| Indemnités journalières | -3,7 | Emploi, chômage, part de la population active âgée de 55 ans et plus, honoraires | -3,2 | -0,5 |

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMETS), calculs DREES.

* Azizi K., 2006, « Les dépenses de soins de ville remboursées par le régime général en 2005 », *Études et Résultats*, n° 511, août, DREES.

fait conforme à celle de la consommation de soins et biens médicaux (+3,9 % en 2005 après +5,1 % en 2004) retracée dans les Comptes nationaux de la santé⁷. Elle est sensible pour toutes les catégories de dépenses, à l'exception de l'hospitalisation privée, et s'explique autant par l'évolution des prix des soins et des biens médicaux (+1,1 % après +1,7 %) que par celle des volumes (+2,7 % après +3,4 %). La modération des prix est à la fois liée à l'achèvement de la mise en œuvre de la réduction de la durée légale du travail dans les établissements de santé, qui a eu un impact sur les coûts salariaux hospitaliers, et à la poursuite de la pénétration des médicaments génériques sur le marché pharmaceutique : ceux-ci représentent 8,1 % de l'ensemble du marché des médicaments remboursables en 2005, contre 6,9 % en 2004⁸. L'infléchissement des volumes est particulièrement sensible pour les dépenses de soins ambulatoires et de médicaments, et peut être expliqué pour partie par les premiers effets de la réforme de l'assurance maladie (encadré 1). Il convient également de souligner que la part des dépenses de santé prises en charge par les régimes d'assurance maladie a légèrement diminué, passant de 77,27 % en 2004 à 77,13 % en 2005. Cet écart de 0,14 point correspond approximativement à l'impact de la participation forfaitaire d'un euro pour chaque consultation ou acte réalisé par un médecin ainsi que pour les analyses de biologie médicale.

Les prestations en espèces liées au risque maladie, d'un montant de 10 milliards d'euros, tendent à se stabiliser (+0,8 % en valeur), après une progression de +2,6 % en 2004 déjà en ralentissement par rapport aux taux de croissance très élevés du début de la décennie (+9,1 % en 2001 et +10,5 % en 2002). Cette évolution très modérée s'explique par celle des indemnités journalières (IJ), qui représentent l'essentiel de cette rubrique (9,3 milliards d'euros en 2005). Leur stabilisation semble liée à la réorientation du dispositif de contrôle des régimes d'assurance maladie, intervenue à partir du second semestre 2003, mais pourrait également avoir été favorisée par les possibilités de retraite anticipée offertes aux salariés qui ont débuté tôt leur carrière professionnelle et qui sont particulièrement exposés au risque d'arrêt de travail. Les prestations en espèces du risque maladie comprennent également les prestations versées aux personnes atteintes de maladies liées à l'exposition à l'amiante par le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) : les premiers versements sont intervenus en 2002 et continuent de progresser encore (433 millions d'euros en 2005, soit une hausse de 14,6 % par rapport à 2004). Y sont enfin incluses les prestations versées par l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM), créé par la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé : ces prestations atteignent 30 millions d'euros en 2005.

Les prestations afférentes au risque invalidité (fiche 11) s'accroissent de 5,1 %, après 3,9 % en 2004 et 2,8 % en 2003 en euros courants (respectivement 3,1 % en 2005, 2,1 % en 2004 et 1,0 % en 2003 en termes réels). Cette forte progression s'explique par celle, toujours soutenue, des dépenses d'hébergement des personnes handicapées, mais aussi par l'accélération des rentes d'invalidité (+4,0 % après +2,2 %) et des dépenses au titre de l'allocation aux adultes handicapés (+5,6 % après +3,0 %), dont le nombre de bénéficiaires a augmenté de 1,8 % pour atteindre 800 000.

7. Fenina A., Geffroy Y., 2006, «Les comptes nationaux de la santé en 2005», *Études et Résultats*, n° 505, juillet, DREES.

8. Clerc M.-É., 2006, «Les ventes de médicaments remboursables en 2005», *Études et Résultats*, n° 508, juillet, DREES.

Les prestations liées au risque accidents du travail

Les prestations relatives au risque accidents du travail progressent également de 5,1 % en 2005 en euros courants et 3,1 % en termes réels, du fait de la croissance prononcée des allocations versées par le fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (FCAATA) et des rentes d'accidents du travail (respectivement +22,4 % et +6,4 %). S'agissant des allocations versées aux travailleurs de l'amiante, l'évolution observée en 2005 marque cependant un ralentissement après la très forte expansion des années 2002 à 2004 ; de fait, le nombre de bénéficiaires de ces allocations progresse de 14 % en 2005 (après 22 % en 2004 et 35 % en 2003) pour atteindre 31 400 personnes. Les indemnités journalières d'accidents du travail restent quant à elles stables en 2005 (+0,1 %), suivant en cela une dynamique proche de celle des indemnités journalières de maladie.

Les prestations du risque vieillesse-survie

En 2005, les prestations relatives au risque vieillesse-survie atteignent 222,7 milliards d'euros, soit 44,1 % de l'ensemble des prestations de protection sociale (fiche 12). Elles augmentent de +5,0 % en euros courants et +2,9 % en termes réels, soit un rythme proche de celui observé en 2004 (respectivement +5,2 % et +3,3 %), qui marquait une nette accélération par rapport à 2003 (respectivement +4,0 % et +2,3 %). Comme l'année précédente, la progression des dépenses de retraites est soutenue par le dynamisme de la retraite anticipée pour carrières longues instituée dans le cadre de la réforme des retraites issue de la loi du 21 août 2003. Cette mesure permet à des travailleurs salariés et non salariés du secteur privé âgés de 56 à 59 ans, et ayant eu des carrières longues, de partir en retraite sans attendre l'âge de soixante ans. En 2004 et en 2005, 230 000 salariés au total sont partis à la retraite en application de cette disposition, ce qui a contribué pour une part importante à la hausse de l'ensemble des prestations liées à la vieillesse.

Ces dispositions ont également entraîné des changements dans les comportements de départ en retraite, et dans la structure par âge des retraités du régime général. Dans ce régime, qui est le principal régime de retraite de base, les effectifs de retraités étaient au 31 décembre 2005 en hausse de 290 000 personnes, soit +2,9 % par rapport au 31 décembre 2004. Même si cette croissance est légèrement en retrait par rapport à celle de 2004 (+3,4 %), elle reste très supérieure à celle des trois années précédentes, régulièrement inférieure à 2 %. Les retraités âgés de moins de 60 ans étaient en 2005 au nombre de 161 000, soit 1,6 % de l'ensemble des retraités du régime général, contre 96 000 fin 2004. La progression du nombre de retraités de 60 ans et plus est également sensible (+2,3 %). Ce n'est qu'à partir de 64 ans que l'on retrouve des diminutions du nombre de retraités, qui concordent avec les effectifs particulièrement faibles des générations 1940-1941.

Le nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse – qui forme avec d'autres prestations non contributives le « minimum vieillesse » – atteint 609 000 personnes au 31 décembre 2005 (métropole et départements d'outre-mer), après 622 000 fin 2004. Cette diminution confirme la tendance de longue période à la baisse des effectifs du minimum vieillesse, à la faveur de la maturation des régimes de retraite. Les pensions de réversion progressent de leur côté de 5,8 %, après 4,1 % en 2004 ; cette accélération peut s'expliquer par les premiers effets de la réforme des pensions de réversion entrée en vigueur en 2005, avec notamment l'abaissement de 55 à 52 ans de l'âge permettant de bénéficier d'une pension de droit dérivé.

Enfin, les dépenses au titre de la prise en charge des personnes âgées dépendantes ont atteint 4 milliards d'euros en 2005, en progression de 6,9 % par rapport à 2004. En leur sein,

les dépenses concernant l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) s'élèvent à 3,9 milliards en 2004 (+9,0% sur un an, fiche 12). Cette hausse, qui connaît un certain infléchissement par rapport à celle enregistrée en 2004 (+11,9%), traduit la poursuite de la montée en charge de cette prestation créée en 2002, puis redéfinie en 2003 en instituant une participation financière plus importante de ses bénéficiaires. De fait, la progression du nombre de bénéficiaires reste soutenue, quoiqu'en ralentissement: au 31 décembre 2005, on dénombrait ainsi 938 000 bénéficiaires de l'APA (France entière), contre 876 000 au 31 décembre 2004, soit une progression de 7,1%, contre +10,6% en 2004.

Les prestations liées au risque maternité-famille

En 2005, l'ensemble des prestations afférentes au risque maternité-famille s'élève à 45,4 milliards d'euros, soit une hausse de 3,8% en euros courants et 1,7% en termes réels, après respectivement 4,5% et 2,5% en 2004 (fiche 13). Les prestations liées au risque famille atteignent 39,6 milliards, en léger ralentissement par rapport à 2004 (+4,5%, contre +5,0%). Comme la base mensuelle des allocations familiales a été revalorisée de 2,2% et que le nombre de personnes de moins de 20 ans n'a que peu progressé (+0,2%), les allocations familiales et le complément familial ont connu une croissance modérée (respectivement +2,2% et +1,3%). Comme en 2004, la croissance des prestations du risque famille est tirée par la mise en place de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE), laquelle se substitue progressivement aux anciennes prestations en faveur des familles comportant des enfants âgés de moins de trois ou six ans. Le nombre de bénéficiaires de cette nouvelle prestation passe de 786 000 fin 2004 à 1 483 000 fin 2005 (France entière, tous régimes). Le montant total des dépenses liées à l'accueil du jeune enfant (PAJE et anciennes prestations) progresse de 11% après 6% en 2004. La croissance des dépenses au titre de l'allocation de parent isolé se poursuit également (+7,7% après +8,2% en 2004), avec des bénéficiaires qui augmentent en moyenne de près de 4% par an depuis 2000. La mise en place de la PAJE a également modifié légèrement la frontière entre les risques maternité et famille depuis 2004: seule la prime de naissance, qui ne remplace qu'une partie de l'allocation pour jeune enfant (APJE) «courte», reste en effet comptabilisée au titre de la maternité. Cela explique la légère diminution des prestations du risque maternité (-0,9%).

Les prestations liées à l'emploi

Les prestations liées à l'emploi s'élèvent à 37,3 milliards d'euros en 2005, soit un recul de 1,3% par rapport à 2004 en euros courants et de 3,2% en termes réels (fiche 14). Les dépenses afférentes au chômage, qui représentent plus de 90% du total de ce poste, diminuent de 1,5%. Certes, les préretraites contribuent fortement à cette tendance, avec une nouvelle diminution de 10,8% en 2005 (après -8,9% en 2004). Le nombre de personnes bénéficiant d'un dispositif de préretraite, qu'il soit financé par l'État (allocation spéciale du Fonds national de l'emploi) ou par l'UNEDIC (allocation de remplacement pour l'emploi ARPE), n'était ainsi plus que de 56 500 au 31 décembre 2005. Mais les dépenses d'indemnisation du chômage proprement dites se sont elles aussi orientées à la baisse en 2005 (-1,4% après +4,0% en 2004). Au sens du Bureau international du travail (BIT), le nombre de demandeurs d'emploi est resté stable entre 2004 et 2005 (-0,6% en moyenne annuelle), à un niveau légèrement supérieur à 2,7 millions de personnes, soit 9,8% de la population active en moyenne sur l'année 2005, contre 9,9% en 2004. Cette stabilité globale recouvre une réduction importante en glissement sur l'année, de plus de 120 000 demandeurs d'emploi,

qui s'est amorcée à partir du mois de juin. Le nombre de chômeurs potentiellement indemnisables, soit les demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories 1 à 3 et 6 à 8 et les personnes dispensées de recherche d'emploi, a quant à lui progressé de +1,5% en moyenne annuelle. Mais le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés, dans le régime d'assurance comme dans le régime de solidarité, a diminué de 2,7% en moyenne annuelle entre 2004 et 2005. Le taux de couverture des demandeurs d'emploi par les dispositifs d'indemnisation, soit le rapport entre le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés et le nombre de chômeurs potentiellement indemnisables, est ainsi passé de 62,3% fin 2004 à 59,6% fin 2005. C'est à la fois la conséquence de l'augmentation de l'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi, et de la convention d'assurance chômage signée le 27 décembre 2002 par une partie des organisations représentatives des salariés et des employeurs, qui a entraîné un raccourcissement de la durée maximale d'indemnisation dans les diverses filières. Par exemple, dans la filière la plus longue, accessible aux salariés ayant cotisé pendant 14 mois au cours des 24 mois précédant la rupture du contrat de travail, la durée d'indemnisation a été réduite de 30 à 23 mois. Ces nouvelles dispositions se sont appliquées aux indemnisations qui ont débuté au début 2003. Leurs premiers effets ont été enregistrés à partir de la fin 2004, avant de s'amplifier progressivement au cours de l'année 2005.

Les prestations logement

L'ensemble des prestations logement atteint 13,9 milliards d'euros en 2005, soit un recul de 0,1% par rapport à 2004 (fiche 15). En termes réels, cette diminution atteint 2,1%. Cette stabilité en valeur s'explique en partie par l'effet en année pleine de mesures d'économies prises à partir du second semestre 2004, lesquelles ont rendu l'éligibilité aux aides au logement plus stricte, par une revalorisation des aides (+1,8%) intervenue seulement dans la seconde partie de l'année (septembre 2005). Le nombre total de bénéficiaires d'allocations logement s'est stabilisé (+0,3%) alors qu'il diminuait depuis 1999, avec des évolutions contrastées selon les allocations : le nombre d'allocataires de l'allocation de logement à caractère familial (ALF) et de l'allocation de logement à caractère social (ALS) continue à progresser (respectivement +1,7% et +0,7% en glissement), alors que le nombre de bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement (APL) poursuit son érosion tendancielle (-0,8% en glissement).

Les prestations liées au risque pauvreté-exclusion sociale

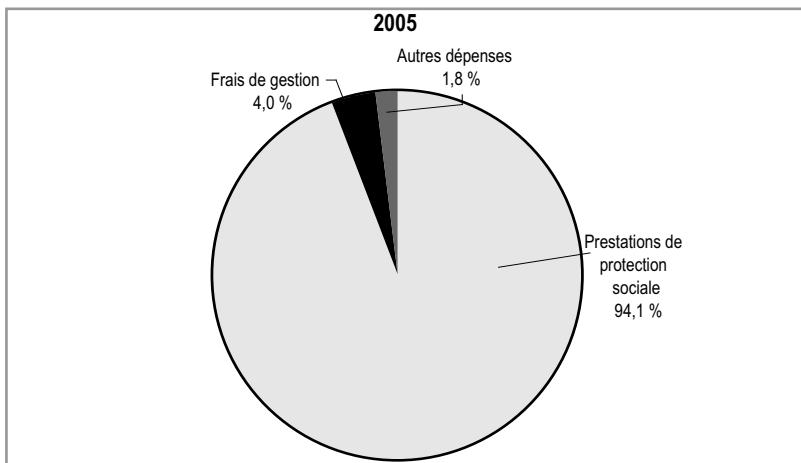
Enfin, les prestations liées au risque pauvreté-exclusion sociale s'élèvent en 2005 à 7,8 milliards d'euros, soit une hausse de 6,4% par rapport à 2004 en euros courants et 4,3% en termes réels (fiche 16). Elles sont toutes attribuées sous conditions de ressources. Le revenu minimum d'insertion (RMI), au titre duquel 6,1 milliards d'euros ont été versés, en représente les trois quarts. Le nombre d'allocataires du RMI s'établissait à 1 113 300 au 31 décembre 2005 (champ France métropolitaine, CNAF, données corrigées des variations saisonnières), et il a progressé en moyenne annuelle de +5,7% par rapport à 2004. Une part importante de cette évolution peut être expliquée par la diminution du taux de couverture des demandeurs d'emploi par les régimes d'indemnisation du chômage, qu'il s'agisse du régime d'assurance ou du régime de solidarité, celui-ci ayant eu pour conséquence d'augmenter le recours au RMI des demandeurs d'emploi qui ne peuvent prétendre au bénéfice de l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

Les autres prestations relevant du risque pauvreté-exclusion sociale sont des secours accordés en majorité par les régimes d'intervention sociale des Institutions sans but lucratif

au service des ménages (ISBLSM), c'est-à-dire le secteur associatif, ainsi qu'une fraction, réduite, de la prime pour l'emploi, directement versée sous forme de prestation⁹. Cet ensemble s'élève à 1,7 milliard d'euros en 2004.

La structure des emplois des comptes de la protection sociale se modifie très peu d'une année sur l'autre, du fait du poids prépondérant des prestations de protection sociale (graphique 2). Les frais de gestion de l'ensemble de la protection sociale représentent 4 % des emplois hors transferts et ont progressé de +2,4 % par rapport à 2004. Cette évolution reflète essentiellement la progression de la rémunération des salariés des organismes de protection sociale. Les frais financiers ont diminué de 44 % entre 2004 et 2005, passant de 725 à 407 millions d'euros. Cette réduction est la conséquence de la reprise par la caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), classée avec les organismes divers d'administration centrale, des déficits cumulés de la branche maladie du régime général, en application de la réforme de l'assurance maladie (fiche 20). Cette mesure a donné lieu à des versements de la CADES au régime général d'un montant total de 35 milliards d'euros en 2004 et de 6,6 milliards d'euros en 2005.

graphique 02 ● Structure des emplois (hors transferts) des comptes de la protection sociale



Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale*.

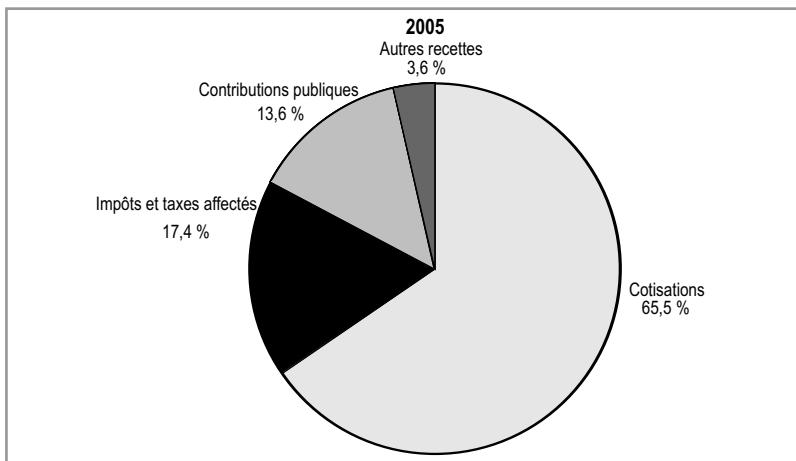
III.2 L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES

En 2005, pour la première fois depuis 2001, les ressources de la protection sociale ont progressé plus rapidement que ses emplois (+5,3 %, contre +4,6 %). L'accélération de l'augmentation des ressources est importante entre 2004 et 2005 : +5,3 %, contre +3,9 % l'année précédente. Cependant, une partie de cette accélération tient à la forte croissance des transferts entre régimes de protection sociale en 2005 (+10,5 % contre +4,7 % en 2004) ; celle-ci affecte identiquement les emplois et les ressources et tient essentiellement à des modifications du périmètre de la protection sociale. Hors transferts, la progression des ressources de

9. Il s'agit des montants de la prime pour l'emploi effectivement versés sous forme de prestation. La majeure partie de celle-ci, prenant la forme d'une réduction d'impôts, n'est pas considérée comme une prestation sociale.

la protection sociale reste cependant supérieure à celle de l'année précédente (+4,4% contre +3,8% en 2004). Ce résultat doit toutefois s'apprécier au regard, d'une part, de la détérioration de l'environnement macroéconomique en 2005 et, d'autre part, des mesures de recettes qui sont intervenues au cours de l'année.

graphique 03 ● Structure des ressources (hors transferts) des comptes de la protection sociale



Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale*.

Les cotisations sociales représentent près des deux tiers des ressources de la protection sociale hors transferts (graphique 3 et fiche 5). En 2005, elles progressent de +3,5% en valeur, soit un rythme sensiblement supérieur à celui de la masse des salaires bruts reçus par les ménages (+3,0%). Ce phénomène peut s'expliquer par la création en 2005 du régime additionnel de la fonction publique (RAFP), qui a perçu 1,4 milliard d'euros de cotisations, tandis que les allégements de cotisations sociales ont progressé de façon modérée (+3% selon le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale de juin 2006), les nouvelles mesures d'exonération ayant seulement concerné les hôtels - cafés - restaurants (fiche 17).

Les impôts et taxes affectés à la protection sociale représentent 17,4% des ressources de la protection sociale en 2005. Comme en 2004, la compensation des allégements généraux de cotisations sociales consentis aux entreprises au titre des bas salaires et de la réduction du temps de travail a été essentiellement assurée par des versements du budget de l'État et non au moyen d'impôts et taxes affectés. C'était en revanche le cas jusqu'en 2003 par l'intermédiaire du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de Sécurité sociale (FOREC), un fonds dédié à cette compensation qui a été supprimé en 2004 (fiche 18). La part des impôts et taxes affectés dans l'ensemble des ressources de la protection sociale hors transferts se situe donc en 2005 à un niveau relativement peu élevé par rapport aux années antérieures (19,4% en 2003), mais au-dessus de son niveau de 2004 (16,4%).

Les impôts et taxes affectés à la protection sociale ont en effet connu une forte progression d'une année sur l'autre (+10,3%). Le montant de la contribution sociale généralisée (CSG), principal impôt affecté à la protection sociale avec 71,7 milliards d'euros en 2005, a progressé de +7,3%. C'est la conséquence directe de l'extension de l'assiette de la CSG sur les salaires et les allocations de chômage (passée de 95 % à 97 % du montant brut de ces revenus) et de la hausse des taux de la CSG pesant sur les préretraites et les retraites ainsi que les revenus du patrimoine et les produits de placement, en application de la réforme de l'assu-

rance maladie. Les autres impôts et taxes affectés ont également progressé de façon importante : le taux de la contribution sociale de solidarité des sociétés a été augmenté de 0,13 % à 0,16 %, les ressources additionnelles étant affectées à la branche maladie du régime général ; les droits sur les tabacs perçus par la protection sociale ont bénéficié d'une accélération du recouvrement par l'administration des douanes. La compensation des exonérations de cotisations sociales pour le mois de décembre 2005 s'est en outre traduite par une affectation de recettes fiscales, et non par des contributions publiques. Enfin, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) a bénéficié du rendement en année pleine du produit de la contribution de solidarité pour l'autonomie, qui constitue la contrepartie du surcroît d'activité induit par la suppression d'un jour chômé (dispositif dit de la «journée de solidarité»).

À l'inverse, les contributions publiques, qui représentent 13,6 % du total des ressources de la protection sociale hors transferts, n'ont progressé que de +1,3 % par rapport à 2004 (fiche 19). Les contributions versées par l'État et les organismes divers d'administration centrale ont diminué de 1,1 %, sous l'effet de la substitution d'impôts et de taxes affectés aux derniers versements de l'année au titre de la compensation des allégements de charges, tandis que les contributions publiques versées par les administrations publiques locales ont progressé de +9,3 %, traduisant le poids croissant des collectivités locales dans le financement de la protection sociale. La masse des prestations de protection sociale à la charge des collectivités locales a en effet connu une progression très importante à partir de 2004 (tableau 9), du fait du transfert aux départements de la gestion et du financement du revenu minimum d'insertion, ainsi que, dans une moindre mesure, de la poursuite de la montée en charge de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Ces deux mouvements concourent à une augmentation sensible de la part prise par les administrations publiques locales dans les prestations de protection sociale, qui atteint désormais 5,0 % en 2005. Ce mouvement devrait s'accentuer au cours des prochaines années avec le développement de la prestation de compensation du handicap à la charge des conseils généraux, avec le soutien financier de la CNSA.

Les produits financiers ont connu en 2005 une augmentation de +3,0 %, après une réduction de plus de 10 % en 2004. La progression de 2005 reflète le rétablissement de la situation de trésorerie du régime général à la suite du transfert à la caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) des déficits de la branche maladie.

Les transferts entre régimes de protection sociale, enfin, représentent 16,1 % de l'ensemble des ressources des régimes de protection sociale en 2005 (fiche 19). Ils sont par construction équilibrés en emplois et en ressources et leur montant a augmenté de 10,5 % et leur part dans l'ensemble des ressources de la protection sociale est en hausse par rapport à 2004 (15,3 %). Cette progression s'explique par la montée en charge de la CNSA¹⁰ et par la création du fonds de financement des prestations sociales agricoles (FFIPSA)¹¹.

Ces transferts résultent de trois mécanismes importants.

- en premier lieu, les compensations entre régimes, qui visent à atténuer les disparités financières résultant des déséquilibres démographiques entre régimes de retraite, représentent 31,7 % de l'ensemble des transferts ;
- ensuite, les prises en charge de cotisations, qui recouvrent notamment les compensations des allégements de charges et représentent 33,7 % de l'ensemble des transferts ;

10. Crée par la loi du 30 juin 2004 pour financer la prise en charge de la perte d'autonomie, la CNSA n'a donc fonctionné que 6 mois en 2004 (1 milliard d'euros de transferts versés aux départements) contre 12 mois en 2005 (2,4 milliards d'euros de transferts).

11. Les impôts et taxes affectés qui étaient perçus par le régime des exploitants agricoles jusqu'en 2004, d'un montant d'environ 5 milliards d'euros, transiteront désormais par le FFIPSA, ce qui augmente d'autant les transferts.

– les 34,6 % restants sont constitués de prises en charge de prestations et de transferts divers, par exemple le financement par le fonds de solidarité vieillesse (FSV) des avantages vieillesse non contributifs versés par les régimes de retraite (le minimum vieillesse, une partie des majorations de pensions pour enfants élevés et pour conjoint à charge, la validation pour la retraite de certaines périodes de chômage).

tableau 09 ● Les administrations publiques locales et la protection sociale

en millions d'euros

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Prestations sociales du régime d'intervention sociale des administrations publiques locales | 5 838 | 5 641 | 6 974 | 8 692 | 14 232 | 15 303 |
| donc: | | | | | | |
| - action sociale | 3 232 | 3 160 | 2 991 | 3 131 | 3 321 | 3 671 |
| - aides aux personnes âgées dépendantes (APA, ACTP, PSD) | 833 | 865 | 2 459 | 3 472 | 3 773 | 4 033 |
| - revenu minimum d'insertion | | | | 391 | 5 438 | 5 800 |
| Prestations de services sociaux | 4 934 | 5 360 | 6 596 | 7 473 | 9 275 | 9 924 |
| Ensemble des concours des administrations publiques locales à la protection sociale | 10 772 | 11 001 | 13 570 | 16 165 | 23 507 | 25 227 |
| Part des administrations publiques locales dans les prestations de protection sociale (en %) | 2,7 % | 2,6 % | 3,1 % | 3,5 % | 4,8 % | 5,0 % |

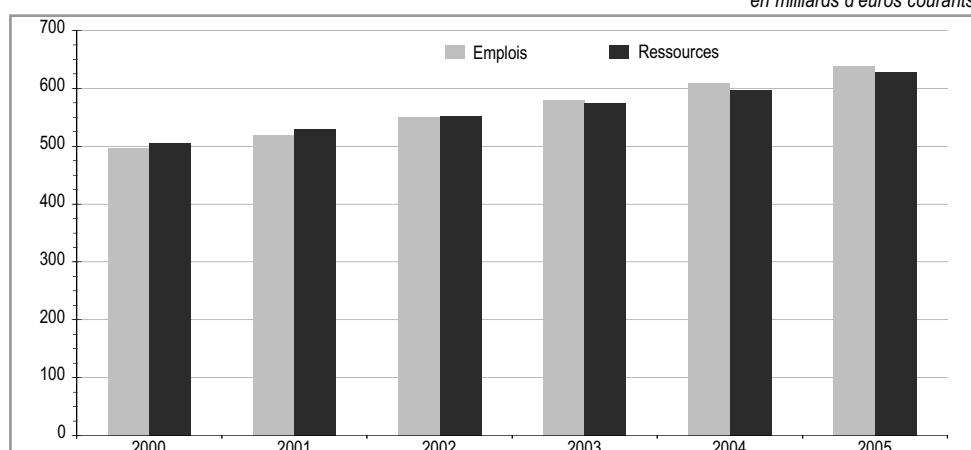
Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

III.3 L'ÉVOLUTION COMPARÉE DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

La croissance des ressources de la protection sociale a donc été en 2005 plus rapide que celle de ses emplois, ce qui a permis à la plupart des régimes de protection sociale d'améliorer leur situation financière. Toutefois, le total des emplois de la protection sociale excérait encore de 9,2 milliards d'euros en 2005 le total de ses ressources (graphique 5).

graphique 04 ● Emplois et ressources hors transferts des comptes de la protection sociale

en milliards d'euros courants



Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

La capacité de financement des administrations de Sécurité sociale¹², évaluée par l'INSEE¹³, avait culminé à +6,8 milliards d'euros en 2000, contribuant à l'amélioration des comptes de l'ensemble du secteur des administrations publiques (tableau 10). En 2001, elle s'est toutefois réduite pour atteindre 6 milliards d'euros. Du fait du retournement de la conjoncture économique intervenu à partir de 2002, les administrations de Sécurité sociale ont connu à nouveau un besoin de financement, qui est allé croissant pour atteindre 15,9 milliards d'euros en 2004, soit 1 % du PIB. L'année 2005 se caractérise par une amélioration très sensible de la situation financière des administrations de Sécurité sociale, avec un besoin de financement ramené à -3,8 milliards d'euros. Ce solde reflète à la fois l'écart positif entre la croissance des ressources et celle des prestations de protection sociale et des opérations non prises en compte dans les comptes de la protection sociale, en particulier la ressource exceptionnelle engendrée par le versement par les industries électriques et gazières (IEG) d'une soultre de 8,4 milliards d'euros à l'occasion de la réforme de leurs conditions de financement. L'amélioration du besoin de financement des administrations de Sécurité sociale a au total contribué à hauteur de 0,7 point de PIB à la réduction du déficit de l'ensemble des administrations publiques, lequel est passé de -3,7 % en 2004 à -2,9 % du PIB en 2005, soit en deçà du seuil imposé par les traités européens.

Le régime général, principal bénéficiaire de la soultre versée par les IEG, est logiquement le régime dont la situation s'améliore le plus nettement, d'autant qu'il a également bénéficié du redressement des comptes de l'assurance maladie. Il convient également de noter l'amélioration de la situation financière de l'UNEDIC, du fait de la diminution des prestations versées aux demandeurs d'emploi en 2005, et celle des régimes de retraite complémentaire, également grâce aux versements des IEG, mais aussi à la création du régime additionnel de la fonction publique (RAFP), qui a perçu 1,4 milliard d'euros de cotisations mais n'a pratiquement pas versé de prestations¹⁴. En revanche, les fonds spéciaux ont vu leur situation se dégrader, en particulier le fonds de solidarité vieillesse ; celui-ci compense aux régimes de retraite de base le coût de certains avantages non contributifs d'assurance vieillesse, et a vu ses charges augmenter fortement au cours des dernières années, en raison de la hausse du chômage qui a augmenté le nombre de périodes non cotisées à financer, et des revalorisations du Smic qui sert de base à l'évaluation de ses transferts aux régimes de retraite de base.

tableau 10 ● Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de Sécurité sociale

en milliards d'euros

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|------------|------------|-------------|--------------|--------------|-------------|
| Régime général | 2,1 | 1,6 | -5,0 | -11,9 | -14,3 | -5,3 |
| Régimes d'indemnisation du chômage | 1,6 | -1,3 | -4,9 | -5,6 | -5,6 | -4,2 |
| Fonds spéciaux | -1,4 | -0,3 | -0,8 | 0,3 | -0,7 | -2,5 |
| Régimes complémentaires | 3,7 | 4,6 | 6,9 | 6,9 | 6,0 | 7,5 |
| Autres régimes | 0,4 | 1,0 | 0,1 | 0,7 | -0,9 | 1,3 |
| Hôpitaux publics | 0,4 | 0,4 | 0,0 | -0,4 | -0,3 | -0,6 |
| Ensemble des administrations de sécurité sociale | 6,8 | 6,0 | -3,7 | -10,0 | -15,9 | -3,8 |

Sources : INSEE, *Comptes nationaux*.

12. Le solde courant des comptes de la protection sociale (-9,2 milliards d'euros pour l'ensemble du compte en 2005, et -4,4 milliards pour les seules assurances sociales) correspond à une notion d'épargne et non à une capacité de financement. En effet, les comptes de la protection sociale ne retracent pas les opérations en capital. Par ailleurs, le champ des comptes de la protection sociale est plus large, puisqu'il intègre, par exemple, les mutuelles, les régimes d'employeurs et les ISBLSM.

13. INSEE première : « Les Comptes des administrations publiques en 2005 », n° 1078, mai 2006.

14. En effet, n'ont pu recevoir des prestations que les fonctionnaires étant partis en retraite en 2005 et ayant cotisé au RAFP après le 1^{er} janvier 2005. A l'inverse, le RAFP a perçu des cotisations pour tous les fonctionnaires en poste en 2005.

note méthodologique ■

■ STATUT, OBJECTIFS, SOURCES ET MÉTHODES

Deux systèmes distincts concourent à l’information publique dans le domaine de la protection sociale. Il s’agit des Comptes de la Sécurité sociale et du Compte de la protection sociale.

Leurs finalités sont voisines : établir chaque année des états descriptifs des prestations sociales versées aux ménages, ainsi que les comptes des unités concernées par le financement de ces prestations. Cependant, chacun de ces outils s’inscrit dans une démarche qui lui est propre, liée à son statut et à ses objectifs, entraînant des différences entre les deux systèmes.

Les Comptes de la Sécurité sociale présentent les dépenses, les recettes et le solde financier des comptes des régimes obligatoires de Sécurité sociale et des organismes ayant pour mission de concourir au financement de ces mêmes régimes. Sont également présentés les comptes prévisionnels pour l’année en cours et l’année suivante. Ces comptes sont établis dans le cadre de la Commission des Comptes de la Sécurité sociale prévue à l’article L 114-1 du code de la Sécurité sociale. Ils servent directement à l’élaboration du projet de loi de financement de la Sécurité sociale et de ses annexes 4 (Recettes des régimes de Sécurité sociale par catégorie et par branche) et 8 (Les comptes du FSV, du FFIPSA, de la CADES, du FRR et de la CNSA).

Le Compte de la protection sociale a un champ plus large et a pour vocation à décrire l’ensemble du système de protection sociale et son insertion dans l’équilibre macroéconomique général. Il présente la contribution de l’ensemble des agents économiques à la protection sociale. Comme l’illustre le schéma ci-dessous, le champ de ce compte comprend, à côté des organismes de sécurité sociale, l’Unedic, l’État, les collectivités locales, divers fonds publics, les mutuelles, les entreprises et diverses associations. D’autre part l’analyse des prestations par risque et par type y est particulièrement poussée. Le Compte de la protection sociale est élaboré dans le cadre des Comptes nationaux de l’INSEE dont il est un compte satellite. Il constituait jusqu’en 2005 la première partie de l’annexe G au projet de loi de financement de la Sécurité sociale, et est appelé à l’avenir à

répondre aux engagements français dans le cadre du futur règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Système européen de statistiques de protection sociale (SESPROS).

Les champs de ces deux entités sont plus ou moins extensifs, celui du Compte de la protection sociale étant le plus étendu. Il en résulte que les dépenses et les recettes totales, et par conséquent le solde, comptabilisés par chacun des systèmes ne sont pas directement comparables.

Protection sociale, assurances sociales et Sécurité sociale

| Comptes de la protection sociale | Assurances sociales | | Régimes de Sécurité sociale | | Régime général de Sécurité sociale 223,3 |
|----------------------------------|--|-------------------------------|---|--|--|
| | au sens des Comptes de la protection sociale | au sens des Comptes nationaux | prévus par le code de la Sécurité sociale | entrant dans le champ de la loi de financement de la Sécurité sociale (régime de base et fonds de financement) | |
| 505,5 | 410,1 | 371,9 | 346,0 | 292,8 | Autres régimes obligatoires de base : 67,2 |
| | | | | | Fonds concourant au financement des régimes obligatoires de base (FSV, etc.) : 2,3 |
| | | | | | Régimes complémentaires (yc. RAFP) : 53,2 |
| | | | | | Régimes d'indemnisation du chômage (Unedic) : 25,9 |
| | | | | | Régimes directs d'employeurs publics : 38,2 |
| | | | | | Régimes d'employeurs, publics et privés (prestations extralégales) : 10,7 |
| | | | | | Régimes de la mutualité, de la retraite complémentaire et de la prévoyance : 21,7 |
| | | | | | Régimes d'intervention sociale des administrations publiques : 55,4 |
| | | | | | Régimes d'intervention socialz des ISBLSM : 7,6 |

Le Compte de la protection sociale, compte satellite des Comptes nationaux, est conforme aux concepts et méthodes de ces derniers, tant au niveau national qu'au niveau européen. Une différence importante réside cependant dans la prise en compte des régimes directs d'employeurs, qui font partie des assurances sociales dans le Compte de la protection sociale, mais pas dans les Comptes nationaux. Les Comptes de la Sécurité sociale, quant à eux, utilisent la nomenclature fixée par le plan comptable unique des organismes de Sécurité sociale, commun à l'ensemble des régimes à compter de l'année 2002. Des divergences conceptuelles sont apparues entre cette nomenclature et celle des Comptes nationaux. Elles conduisent à des écarts, même si les deux systèmes utilisent en grande partie, sur leur champ

commun, des sources d'information identiques constituées des états budgétaires et comptables et des statistiques des régimes, et présentent tous deux des comptes en droits constatés.

Une des règles suivies dans les Comptes nationaux a des implications sur les évaluations du Compte de la protection sociale : c'est la notion de « l'État - pilote » qui privilégie les chiffres du budget de l'État sur toute autre source. Du côté des Comptes de la Sécurité sociale, ce « calage » n'est pas effectué et ce sont les données des régimes de Sécurité sociale qui sont retenues. À titre d'exemple un transfert (ou une subvention) de l'État à un régime peut avoir deux évaluations différentes dans les systèmes de comptes. Le Compte de la protection sociale retient par principe la valeur fournie par l'État qui correspond au crédit budgétaire ouvert, et qui pourra donner lieu à un versement effectif; les Comptes de Sécurité sociale retiennent la valeur fournie par les organismes qui correspond à la créance, que celle-ci soit réglée ou non dans le cadre des lois de finances votées.

■ LE PASSAGE À LA « BASE 2000 » DES COMPTES NATIONAUX : INCIDENCES SUR LES COMPTES DE LA PROTECTION SOCIALE

L'année dernière avait vu l'entrée en vigueur de la nouvelle base des Comptes nationaux de l'INSEE, dite « base 2000 », et à cette occasion une révision générale avait été menée, destinée à revoir les concepts, la méthodologie et l'évaluation des séries, l'année pivot du passage d'un système à l'autre étant l'année 2000. Ce changement de base vise à corriger les erreurs éventuelles intervenues lors de l'élaboration de la base précédente et à intégrer les sources d'information les plus récentes. Ce rapport présente des séries en base 2000 pour les années 2000 à 2005, ainsi que des séries en « base 95 » pour la période 1990-2003. Une rétropolation plus longue en « base 2000 » sera réalisée prochainement.

Si les modifications apportées par la base 2000 au compte des administrations publiques sont parfois d'ampleur, notamment celles concernant les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIN) et la consommation de capital fixe, leur impact effectif sur les comptes de la protection sociale est resté relativement limité. Une analyse détaillée, régime par régime, des prestations, montrerait toutefois l'apparition de nouveaux flux, notamment en ce qui concerne l'action sociale. Certaines dépenses d'action sociale autrefois comptées en prestations sociales des régimes de sécurité sociale ou des collectivités locales sont désormais considérées comme des prestations de services sociaux versés par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), lesquelles perçoivent en contrepartie des transferts en provenance des administrations publiques concernées. Il semble donc utile de rappeler ici les principales modifications intervenues à l'occasion du changement de base.

Des changements de périmètre

Les soins aux personnes âgées en établissement d'hébergement (EHPA et EHPAD) sont désormais considérés comme une activité d'action sociale marchande, et non plus de santé non marchande. Ils sortent donc du champ des comptes de la protection sociale.

La branche recouvrement de l'Organic, qui perçoit le produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), jusqu'ici classée en organisme divers d'administration centrale (ODAC), est reclassée dans le secteur des administrations de Sécurité sociale (ASSO) avec la caisse de Sécurité sociale du même nom.

Des reclassements portant sur les opérations

La base 2000 corrige le traitement de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), désormais enregistrée comme une prestation versée par l'État, alors qu'en base 1995 elle était versée par la CNAF, son financement donnant alors lieu à un transfert de l'État vers la CNAF.

Les contrats aidés de type emploi-solidarité (CES) donnaient lieu à des aides versées par le Cnasea (classé en ODAC) aux bénéficiaires, aides comptabilisées parmi les prestations d'assistance sociale. Ces aides sont désormais considérées comme des rémunérations versées par les employeurs, qui percevront en contrepartie des subventions sur rémunérations. Ces dernières n'entrant pas dans le champ du compte de la protection sociale, les prestations versées par les ODAC sont diminuées d'autant.

Des modifications concernant le traitement de l'action sociale

Comme on l'a vu, les modifications les plus importantes, en termes d'impact sur les comptes de la protection sociale, concernent l'action sociale, et en particulier l'hébergement des personnes âgées et handicapées, l'accueil en crèches des jeunes enfants en bas âge.

Certaines dépenses d'action sociale, principalement dans les domaines de l'hébergement des personnes handicapées et âgées, de l'accueil des jeunes enfants et de l'aide sociale à l'enfance, enregistrées en base 1995 en prestations sociales versées par les administrations de sécurité sociale ou les départements, sont désormais considérées comme des prestations de services sociaux versés par les institutions à but non lucratif qui offrent ces services sociaux, classées en Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), ou par les départements.

Ces modifications ont conduit à découpler le montant des prestations de services sociaux des ISBLSM, qui passent pour l'année 2003, de 450 millions d'euros en base 1995, à 5 750 millions en base 2000 ; l'augmentation porte essentiellement sur le risque invalidité. On constate par ailleurs une hausse sensible des prestations de services sociaux des départements, qui s'élevaient pour l'année 2003 à 2 170 millions d'euros en base 1995, et se montent à 7 470 millions en base 2000 ; cette hausse concerne avant tout les risques invalidité, vieillesse et famille.

Les prestations de services sociaux ne sont pas ventilées, dans les Comptes de la protection sociale, à un niveau aussi détaillé que les prestations sociales. À l'intérieur de chaque risque, il n'est pas toujours aisés d'affecter les différents dispositifs qui sont passés en prestations de services sociaux aux postes appropriés de la nomenclature détaillée des prestations, alors qu'ils étaient renseignés en base 1995 quand ils étaient traités en prestations sociales. Ainsi, dans le cas des lignes « accueil des jeunes enfants, crèches, haltes garderies » et « transports scolaires », les montants correspondants se retrouvent désormais dans des postes intitulés « prestations diverses ».

Il y a lieu enfin de constater que la base 2000 a permis des réévaluations et des corrections, portant sur de moindres montants, d'éventuelles erreurs de la base 1995. L'ensemble de ces corrections est au total d'ampleur modeste, se traduisant par une révision à la baisse de l'ensemble des prestations de protection sociale de 4 milliards d'euros en moyenne sur la période 2000-2003 (-12 milliards pour le régime général, +3 milliards pour les départements, +5 milliards pour les ISBLSM). Ayant conduit par ailleurs à une réévaluation à la hausse du PIB, d'environ 20 milliards, la base 2000 permet d'estimer la part des prestations de protection sociale dans le PIB à 29,06 % en 2003, contre 29,86 % en base 1995, soit un écart de 0,8 point. L'augmentation du PIB y contribue pour 0,5 point, et la diminution des prestations pour 0,3 point.

FICHES ■ THÉMATIQUES

fiche 1

Le cadrage général

Les prestations de protection sociale, qui représentent 94 % des emplois – hors transferts – de l'ensemble des régimes de protection sociale, ont atteint 505,5 milliards d'euros en 2005 (tableau 1). Elles se décomposent en 438,3 milliards d'euros de prestations sociales proprement dites, correspondant à des transferts reçus à titre individuel par les ménages, et en 67,2 milliards d'euros de prestations de services sociaux, correspondant à l'accès à certains services fournis à titre gratuit et concourant à la couverture des risques sociaux, dont la principale composante est le financement des hôpitaux publics ou privés participant au service public hospitalier. Au sein des prestations sociales, un quart environ (109,1 milliards d'euros) correspond à des prestations en nature, c'est-à-dire au remboursement de frais exposés par les ménages pour la couverture des risques sociaux, principalement en matière de santé et de logement. Les trois quarts restants sont constitués de prestations en espèces qui sont pour leur plus grande part des droits sociaux acquis par les assurés du fait d'un effort contributif antérieur: retraites, assurance chômage, indemnités de maladie, de maternité et d'accidents du travail...

Le taux de redistribution sociale, qui représente le poids des prestations de protection sociale dans le produit intérieur brut (PIB), s'établit en 2005 à 29,6 % (graphique 1). L'analyse rétrospective de l'évolution de cet indicateur doit prendre en compte le passage à la «base 2000» des comptes de la protection sociale, qui entraîne une légère rupture de série en 2000, avec une réduction de 0,8 point de PIB par rapport à l'ancienne base dite «base 1995». Après la diminution observée de 1996 à 2000, le taux de redistribution sociale est reparti à la hausse en raison d'une situation économique moins favorable. Il connaît en 2005 une progression très modeste par rapport à 2004 (précisément 29,56 % du PIB en 2005 après 29,33 % en 2004, en «base 2000»), qui s'explique principalement par le ralentissement de la croissance du produit intérieur brut (+3,1 % en valeur, contre +4,0 % en 2004), car dans le même temps les prestations de protection sociale ont connu un net ralentissement (+3,9 % en valeur après +5,1 % en 2004). Ce ralentissement est principalement imputable à celui des prestations du risque maladie ainsi qu'à la diminution des prestations du risque chômage, alors que les prestations de vieillesse – survie restent dynamiques (fiche 4). Le ratio des prestations de protection sociale au revenu disponible brut ajusté des ménages suit une évolution similaire sur moyenne période, quoique légèrement amortie, ce qui traduit le rôle contra-cyclique des dépenses sociales sur le revenu disponible des ménages: en 2005, les prestations de protection sociale représentaient ainsi 35,9 % du revenu disponible ajusté des ménages (graphique 1).

Hors transferts entre régimes, les ressources de la protection sociale ont progressé de +4,4 % en 2005. Ces ressources se composent de trois catégories principales: les cotisations sociales, les impôts et taxes affectés et les contributions publiques (tableau 1). Les cotisations sociales, qui représentent environ les deux tiers des ressources hors transferts, ont progressé un peu plus fortement que la masse salariale totale (+3,5 %, contre +3,0 % pour la masse

salariale tous secteurs, privé et public, confondus, fiche 17), en raison d'une modification de périmètre intervenue en 2005 (création du régime additionnel de retraite de la Fonction publique, RAFP) ainsi que de la progression contenue des exonérations de charges sociales (+3,0 % selon les données de la commission des comptes de la sécurité sociale de juin 2006). Les impôts et taxes affectés à la protection sociale, qui pèsent pour 17 % environ dans les ressources hors transferts, ont connu une augmentation sensible en 2005 (+10,3 %, fiche 18), due aux mesures de recettes prévues par la réforme de l'assurance maladie – hausse du taux et de l'assiette de la contribution sociale généralisée (CSG), hausse du taux de la contribution sociale de solidarité des sociétés –, à la création du fonds de financement des prestations sociales agricoles (FFPSA) en substitution à l'ancien budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) – ce nouveau fonds se voyant affecter des recettes fiscales supplémentaires –, et enfin à la perception en année pleine par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) de la contribution de solidarité pour l'autonomie, qui constitue la contrepartie du surcroît d'activité induit par la suppression d'un jour chômé (dispositif dit de la «journée de solidarité»). A contrario, les contributions publiques, soit les participations budgétaires directes de l'Etat et des collectivités locales au financement de la protection sociale, augmentent seulement de 1,3 %.

Depuis le début des années 1990, la part des cotisations sociales dans l'ensemble des ressources de la protection sociale hors transferts a nettement diminué, au profit des impôts et taxes affectés. Ce mouvement, amorcé avec la création et le développement de la CSG en 1991, s'est amplifié à partir de 1998 avec la substitution presque intégrale de la CSG aux cotisations sociales d'assurance maladie à la charge des salariés (fiche 18). Le montant des cotisations sociales reçues par les régimes de protection sociale s'élève ainsi à 20,2 % du PIB en 2005, contre 23,0 % en 1996 (graphique 2). Au cours de la même période, les impôts et taxes affectés sont passés de 2,2 % à 5,4 % du PIB, cependant que la part des contributions publiques dans le PIB est restée globalement stable.

Malgré une situation économique moins favorable en 2005 qu'en 2004, les ressources de la protection sociale ont progressé plus rapidement que les dépenses (+3,6 % contre +4,4 %, hors transferts). Complétées par l'attribution au régime général d'une recette exceptionnelle (versement exceptionnel de 8,4 milliards d'euros par les industries électriques et gazières à l'occasion de l'adossement de leur régime de retraite au régime général et aux régimes complémentaires), ces évolutions se sont traduites par une amélioration sensible de la situation financière des principaux régimes d'assurances sociales. Le besoin de financement des administrations de sécurité sociale, mesuré par INSEE, s'établit ainsi à 3,8 milliards d'euros, contre 15,9 milliards d'euros en 2004 (fiche 3), et a ainsi fortement contribué à la réduction du besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques, qui est passé de 3,7 % du PIB en 2004 à 2,9 % du PIB en 2005. ■

1. Ces chiffres peuvent être comparés entre eux malgré le passage de la «base 1995» à la «base 2000», l'impact de ce changement étant du second ordre au regard des évolutions décrites.

tableau 01 • Évolution des Comptes de la protection sociale

montants en millions d'euros

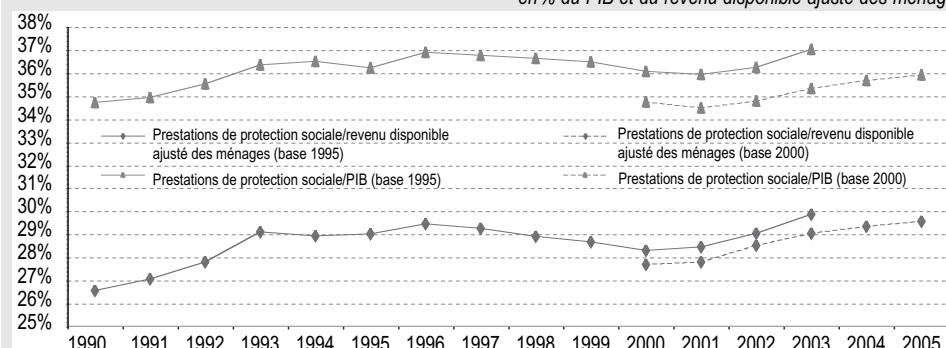
évolution en %

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2005/2000* | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| EMPLOIS | | | | | | | | | | | | |
| Prestations de protection sociale | 399 020 | 415 927 | 441 443 | 463 008 | 486 624 | 505 476 | 4,8 | 4,2 | 6,1 | 4,9 | 5,1 | 3,9 |
| Prest. sociales | 349 325 | 363 893 | 385 143 | 403 512 | 421 546 | 438 310 | 4,6 | 4,2 | 5,8 | 4,8 | 4,5 | 4,0 |
| Prest. en espèces | 264 854 | 274 924 | 290 730 | 304 240 | 316 837 | 329 187 | 4,4 | 3,8 | 5,7 | 4,6 | 4,1 | 3,9 |
| Prest. en nature | 84 471 | 88 969 | 94 413 | 99 272 | 104 709 | 109 124 | 5,3 | 5,3 | 6,1 | 5,1 | 5,5 | 4,2 |
| Prest. de services sociaux | 49 695 | 52 034 | 56 301 | 59 496 | 65 077 | 67 166 | 6,2 | 4,7 | 8,2 | 5,7 | 9,4 | 3,2 |
| Frais de gestion | 18 061 | 18 645 | 19 066 | 20 115 | 20 997 | 21 505 | 3,6 | 3,2 | 2,3 | 5,5 | 4,4 | 2,4 |
| Transferts | 73 312 | 76 346 | 81 061 | 87 358 | 91 425 | 100 996 | 6,6 | 4,1 | 6,2 | 7,8 | 4,7 | 10,5 |
| Frais financiers | 316 | 468 | 461 | 545 | 725 | 407 | 5,2 | 48,1 | -1,4 | 18,2 | 33,0 | -43,9 |
| Autres dépenses | 7 173 | 7 887 | 9 211 | 9 335 | 9 837 | 9 510 | 5,8 | 10,0 | 16,8 | 1,3 | 5,4 | -3,3 |
| Total des emplois | 497 881 | 519 272 | 551 243 | 580 361 | 609 608 | 637 894 | 5,1 | 4,3 | 6,2 | 5,3 | 5,0 | 4,6 |
| Total emplois hors transferts | 424 568 | 442 926 | 470 181 | 493 003 | 518 182 | 536 898 | 4,8 | 4,3 | 6,2 | 4,9 | 5,1 | 3,6 |
| RESSOURCES | | | | | | | | | | | | |
| Cotisations | 284 830 | 299 385 | 312 429 | 323 763 | 333 749 | 345 565 | 3,9 | 5,1 | 4,4 | 3,6 | 3,1 | 3,5 |
| Impôts et taxes affectés | 82 795 | 89 924 | 92 477 | 94 505 | 83 083 | 91 680 | 2,1 | 8,6 | 2,8 | 2,2 | -12,1 | 10,3 |
| Transferts | 73 261 | 76 287 | 81 010 | 87 358 | 91 425 | 100 996 | 6,6 | 4,1 | 6,2 | 7,8 | 4,7 | 10,5 |
| Contributions publiques | 48 438 | 47 414 | 50 064 | 51 625 | 70 615 | 71 531 | 8,1 | -2,1 | 5,6 | 3,1 | 36,8 | 1,3 |
| Produits financiers | 2 193 | 2371 | 2 425 | 2 151 | 1 926 | 1 983 | -2,0 | 8,1 | 2,3 | -11,3 | -10,5 | 3,0 |
| Autres recettes | 14 108 | 14 424 | 14 408 | 14 726 | 16 002 | 16 933 | 3,7 | 2,2 | -0,1 | 2,2 | 8,7 | 5,8 |
| Total des ressources | 505 625 | 529 804 | 552 812 | 574 127 | 596 799 | 628 689 | 4,5 | 4,8 | 4,3 | 3,9 | 3,9 | 5,3 |
| Total ressources hors transferts | 432 364 | 453 517 | 471 803 | 486 769 | 505 374 | 527 692 | 4,1 | 4,9 | 4,0 | 3,2 | 3,8 | 4,4 |
| SOLDE | 7745 | 10 532 | 1570 | -6 234 | -12 808 | -9 205 | | | | | | |

*Evolution en moyenne annuelle. Sources: DREES, Comptes de la protection sociale.

graphique 01 • Évolution des prestations de protection sociale

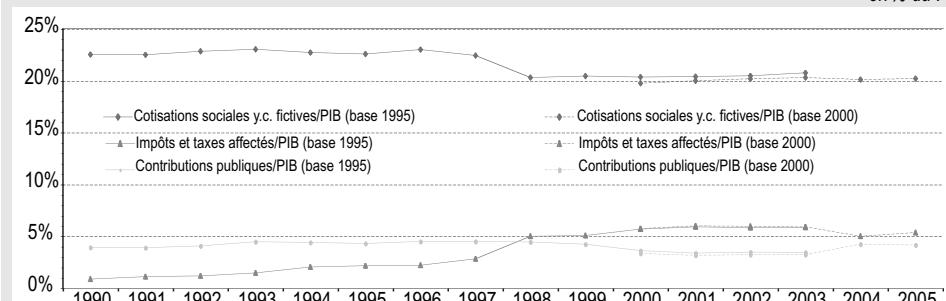
en % du PIB et du revenu disponible ajusté des ménages



Sources: DREES, Comptes de la protection sociale ; INSEE, Comptes nationaux.

graphique 02 • Cotisations sociales, impôts et taxes affectés et contributions publiques

en % du PIB



Sources: DREES, Comptes de la protection sociale ; INSEE, Comptes nationaux.

fiche 2

La conjoncture économique en 2005

Après quatre trimestres de croissance ralenti, l'économie française a connu une embellie à partir du troisième trimestre 2005. En définitive, le produit intérieur brut (PIB) a ralenti avec une croissance de +1,2% en volume pour l'année 2005, contre +2,3% en 2004 (d'après les comptes nationaux annuels, cf. tableau 2 de la vue d'ensemble), soit un rythme proche de celui de 2003 (+1,1%). Ce sont les dépenses de consommation des ménages (+2,1% après +2,3% en 2004) qui demeurent le principal soutien de la croissance. La consommation des administrations publiques est restée stable en volume (-0,2% contre +2,4% en 2004). La croissance de la formation brute de capital fixe a quant à elle accéléré (+3,6% après +3,0%): malgré un léger ralentissement par rapport à 2004, l'investissement est resté dynamique dans les sociétés non financières et entreprises individuelles (+3,6% après +4,7%), avec notamment un raffermissement au second semestre; l'investissement des ménages en logement continue de progresser à un rythme soutenu (+4,1% après +4,0%), porté par des taux d'intérêt toujours bas et par une durée des prêts qui s'est allongée. Pour la troisième année consécutive, les échanges extérieurs ont pesé négativement sur la croissance (-0,8 point): le déficit des échanges extérieurs de biens et services se monte à 16,3 milliards d'euros, contre un excédent de 4,4 milliards en 2004, cette aggravation s'expliquant pour moitié par l'alourdissement de la facture énergétique. Les importations ont fortement augmenté (+6,1% en volume après +6,6%) sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure. Les exportations se sont accrues modérément (+3,1% après +3,9%) malgré une demande mondiale robuste et une compétitivité qui s'est redressée. Enfin, la variation des stocks des entreprises a été neutre pour la croissance en 2005 (-0,1 point) alors qu'elle avait été nettement favorable en 2004 (+0,6 point).

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages a progressé de 3,1% en euros courants (tableau 1), en net retrait par rapport à 2004 (+4,1%). Le pouvoir d'achat du RDB augmente quant à lui de +1,3% après 2,5% en 2004. La masse salariale, qui représente la composante principale des revenus des ménages, ralentit (+3,0% après +3,5% en 2003), malgré la reprise de l'emploi; ce ralentissement s'explique par celui du salaire moyen par tête, malgré une importante revalorisation du Smic en juillet (+5,5%). Tirés par les dépenses de retraites, les transferts sociaux en espèces, deuxième composante du RDB, restent dynamiques (+3,9% après +4,0%). Par ailleurs, la croissance des prélèvements sociaux et fiscaux a pesé sur le revenu des

ménages (0,9 point). Face au ralentissement de leurs revenus, les ménages ont puisé dans leur épargne: leur taux d'épargne a ainsi baissé de 0,8 point pour atteindre 15,0%. Le taux d'épargne de la France, qui a longtemps été supérieur à la moyenne des pays de la zone euro, est aujourd'hui comparable à celui de l'Allemagne et de l'Italie.

L'emploi total amorce une reprise en 2005 (+99 000 en glissement annuel contre +43 000 en 2004); contrairement à l'année précédente, ces créations d'emploi proviennent essentiellement des branches marchandes. Cette amélioration s'explique en partie par la mise en place du contrat nouvelle embauche (CNE) au 1^{er} septembre 2006 qui, selon les estimations de l'INSEE et de la DARES, aurait permis la création nette de 10 000 à 20 000 emplois par trimestre. L'emploi progresse surtout dans les services marchands et la construction, alors qu'il baisse dans l'industrie et l'agriculture. Dans les branches non marchandes, l'emploi s'est stabilisé; la baisse de l'emploi aidé non marchand, plus limitée que l'année précédente, a été compensée par la hausse de l'emploi non aidé.

Stabilisé autour de 10% jusqu'à la fin du premier semestre 2005, le taux de chômage au sens du BIT a ensuite amorcé un repli pour atteindre 9,6% fin 2005. Le nombre de chômeurs au sens du BIT diminue de 124 000 personnes en glissement annuel, essentiellement au second semestre.

Le déficit des administrations publiques au sens de Maastricht atteint 2,9% du PIB en 2005, après 3,7% en 2004 et 4,2% en 2003. Cette amélioration est essentiellement due aux administrations de Sécurité sociale, dont le déficit passe de -15,9 milliards à -3,8 milliards; elles bénéficient du redressement du régime général d'assurance maladie, mais aussi du versement exceptionnel de 8,4 milliards d'euros pour l'adossement du régime de retraite des industries électriques et gazières (IEG) au régime général et à l'AGIRC-ARCCO. La dette publique continue quant à elle de progresser et atteint 66,6% du PIB (64,4% en 2004).

La réduction du déficit des administrations publiques s'est faite dans un contexte d'augmentation des prélèvements obligatoires, qui atteignent 44,0% du PIB, contre 43,1% en 2004. Cette augmentation est due pour moitié au dynamisme des prélèvements existants, notamment la TVA et l'impôt sur le revenu (malgré les mesures d'allégements), et pour moitié à des mesures nouvelles, comme la hausse de la CSG maladie, la création du régime additionnel de retraite des fonctionnaires, ou la modification du mode de calcul du 4^e acompte de l'impôt sur les sociétés. ■

tableau 01 ● Éléments d'analyse conjoncturelle

données CJO-CVS

| Évolution en % | 2004 | | | | 2005 | | | | 2004 | 2005 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | | |
| Produit Intérieur brut | 0,5 | 0,8 | 0,1 | 0,6 | 0,1 | 0,0 | 0,6 | 0,3 | 2,0 | 1,2 |
| Contributions à la croissance du PIB | | | | | | | | | | |
| Demande intérieure hors stocks | 0,5 | 0,9 | 0,1 | 0,9 | 0,5 | 0,2 | 0,9 | 0,4 | 2,4 | 2,2 |
| Variations de stocks | 0,2 | 0,4 | 0,4 | -0,4 | 0,1 | 0,1 | -0,4 | 0,2 | 0,3 | 0,0 |
| Commerce extérieur | -0,2 | -0,6 | -0,4 | 0,1 | -0,5 | -0,2 | 0,1 | -0,4 | -0,7 | -1,0 |
| Revenu disponible brut des ménages | 0,5 | 1,6 | 0,8 | 0,8 | 0,3 | 0,7 | 1,1 | 1,0 | 4,1 | 3,1 |
| <i>dont: masse salariale prestations sociales en espèces</i> | 1,1 | 0,7 | 0,8 | 0,6 | 0,8 | 0,5 | 0,9 | 0,9 | 3,5 | 3,0 |
| 0,6 | 1,6 | 0,7 | 0,9 | 1,2 | 1,0 | 0,5 | 0,6 | 4,0 | 3,9 | |
| Prix de la consommation des ménages | 0,3 | 0,6 | 0,4 | 0,5 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 1,6 | 1,8 |
| Pouvoir d'achat du RDB | 0,3 | 1,0 | 0,5 | 0,4 | -0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,7 | 2,5 | 1,3 |
| Transferts sociaux en nature | 0,8 | 1,2 | 0,7 | 0,9 | 0,9 | 0,6 | 1,2 | 0,3 | 3,9 | 3,4 |
| Taux d'épargne des ménages (% du RDB) | 15,6 | 15,8 | 16,2 | 15,5 | 15,0 | 15,1 | 14,9 | 15,1 | 15,8 | 15,0 |
| Emploi total* | | 10 | | 33 | | 35 | | 65 | 43 | 99 |
| <i>dont: emploi salarié branches marchandes</i> | 9 | | 7 | | 21 | | 41 | | 16 | 63 |
| emploi non marchand aidé | -60 | | -32 | | -23 | | -13 | | -92 | -36 |
| Chômeurs BIT* (variation en milliers) | | -35 | | 18 | | -14 | | -110 | -17 | -124 |
| Taux de chômage au sens du BIT (fin de période) | 9,9 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,1 | 10,0 | 9,8 | 9,6 | 9,9** | 9,8** |
| Évolution en % | | | | | | | | | | |
| Cotisations de salariés | 1,2 | 0,5 | 0,6 | 1,5 | 1,6 | 0,8 | 1,1 | 0,9 | 3,1 | 4,5 |
| Cotisations de non salariés | 2,0 | 1,6 | 1,5 | -4,0 | 6,4 | 0,5 | 3,0 | -1,6 | 5,8 | 5,9 |
| Cotisations sociales employeurs | 1,2 | 0,5 | -0,3 | 1,4 | 0,2 | 0,1 | 0,7 | 1,3 | 2,8 | 1,9 |
| Niveau en milliards d'euros | | | | | | | | | | |
| Capacité (+)/besoin (-) de financement des administrations publiques | | | | | | | | | -61,0 | -50,0 |
| État | - | - | - | - | - | - | - | - | -52,8 | -51,8 |
| Organismes divers d'administration centrale | - | - | - | - | - | - | - | - | 10,0 | 7,4 |
| Administrations publiques locales | - | - | - | - | - | - | - | - | -2,3 | -1,8 |
| Administrations de Sécurité sociale | - | - | - | - | - | - | - | - | -15,9 | -3,8 |

* Glissements annuels et semestriels, en milliers.

* Moyenne annuelle.

Sources : INSEE.

Note de lecture : les données des comptes trimestriels peuvent s'écartez légèrement de celles des comptes nationaux annuels. Cet écart tient essentiellement à la correction des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS) mise en œuvre pour les comptes trimestriels.

● *fiche 3*

Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend trois sous-secteurs: les administrations publiques centrales (AAPUC), les administrations publiques locales (APUL), et les administrations de Sécurité sociale (ASSO). On a en outre pour habitude de distinguer au sein des APUC l'État d'une part, et d'autre part les organismes divers d'administration centrale (ODAC), qui sont les établissements publics de l'État.

En 2005, les dépenses de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 920 milliards d'euros, soit 53,8 % du PIB après 53,2 % en 2004. Leur progression accélère à nouveau en valeur après deux ans de ralentissement (+4,1 %, après +3,8 % en 2004 et +4,4 % en 2003, cf. tableau 2). Les prestations et autres transferts comptent pour plus de la moitié dans ces dépenses. Avec 491,9 milliards d'euros en 2005, ils repartent à la hausse également: +4,7 % en valeur après +4,1 % en 2004. Leur part dans le PIB augmente, à 28,8 %, après s'être stabilisée pour atteindre 28,3 % en 2003 et 2004. Les recettes s'élèvent à 869,7 milliards d'euros. En raison de la progression des prélèvements obligatoires, notamment la TVA et l'élargissement de l'assiette de la CSG (à la suite de la réforme de l'assurance maladie de 2004), elles progressent fortement en 2005: +5,8 % après +4,8 % en 2004¹. La croissance des impôts et cotisations sociales reçues par l'ensemble des administrations publiques se stabilise à 5,0 % en 2005 en valeur après +4,9 % l'année précédente pour s'établir à 779 milliards d'euros. L'ensemble des impôts et cotisations sociales effectives – hors cotisations sociales fictives – reçus par les administrations publiques s'élève à 747,7 milliards d'euros, ce qui représente 43,7 % du PIB. Au total les administrations publiques dégagent donc un besoin de financement de 50 milliards d'euros, équivalent à 2,9 % du PIB, niveau qui est pour la première fois depuis 2001 inférieur à la norme de 3 % autorisée par le pacte de stabilité (tableau 1). Cette amélioration est principalement imputable aux administrations de Sécurité sociale.

S'agissant des administrations publiques centrales, les dépenses de l'État s'élèvent à 388 milliards d'euros et ses recettes à 336 milliards (tableau 3). D'une part, le taux de croissance des dépenses de l'État s'est réduit de moitié en 2005, passant à +3% en valeur, après la vive progression de 2004 (+5,9%). Les recettes connaissent une augmentation analogue aux dépenses, avec +3,8% en 2005, contrastant avec les 10,4% de l'année précédente, qui étaient dues au retour au sein du budget de l'État des recettes fiscales affectées au fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de Sécurité sociale (FOREC) jusqu'en 2003. En conséquence, son déficit se stabilise à 51,8 milliards. L'État est le sous-secteur qui contribue le plus fortement en 2005 au déficit de l'ensemble des administrations publiques en niveau

avec un besoin de financement de 51,8 milliards d'euros, soit 3,0 % du PIB. Les organismes divers d'administration centrale (ODAC), qui comprennent entre autres la caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et le fonds de réserve des retraites, structurellement excédentaires, dégagent une capacité de financement de 7,4 milliards d'euros, après 10 milliards en 2004. Leurs dépenses s'élèvent à 60,5 milliards d'euros (6,6 % du total des administrations publiques) et leurs recettes, constituées aux deux tiers de transferts, à 67,9 milliards

Les dépenses des administrations publiques locales (APUL) s'élèvent à 187,5 milliards d'euros (20,4 % du total), et reviennent à un rythme de croissance proche de celui de 2003 (+5,4 % après +8,4 % en 2004). Les prestations et autres transferts versés par les APUL s'élèvent à 49,9 milliards d'euros, connaissant une augmentation de 5,1 % en 2005. Les départements ont versé notamment 5,8 milliards au titre du RMI (+7,4 %). Les contributions sociales employeurs ont progressé de 7,0 % en raison de la mise en place du régime de retraite additionnel des fonctionnaires ainsi que d'une hausse des taux des cotisations retraite. Leurs recettes augmentent encore de façon soutenue (+5,7 %), s'élevant à 185,6 milliards. Malgré la forte progression des prélèvements obligatoires qu'elles reçoivent (+8,6 %), les administrations publiques locales connaissent en 2005 un déficit de 1,8 milliard d'euros (tableau 3) ; ce déficit est cependant légèrement réduit par rapport à 2004 (2,3 milliards), première année depuis 1995 où les APUL n'étaient pas excédentaires.

Les dépenses des administrations de Sécurité sociale (ASSO) s'élèvent à 422 milliards d'euros en 2005 (soit 45,8 % des dépenses totales) et leurs recettes à 418 milliards d'euros, soit 48 % de l'ensemble des recettes des administrations publiques. L'évolution des dépenses des administrations de Sécurité sociale décélère encore en 2004 (+4,3 %, après +4,9 % en 2004) ; les prestations et autres transferts, qui en représentent 81 %, progressent de 4,7 % en valeur après +4,9 % en 2004 (tableau 3). Les impôts et cotisations sociales, principale ressource des administrations de Sécurité sociale, augmentent fortement (+6 %). Cette nette progression des ressources est principalement due à l'adossement du régime de retraite des salariés des industries électriques et gazières (IEG) au régime général et aux régimes complémentaires (+8,4 milliards), ainsi qu'à la mise en place du régime de retraite additionnelle des fonctionnaires (+1,4 milliard) qui a perçu des cotisations mais n'a pratiquement pas versé de prestations. Le déficit des administrations de Sécurité sociale s'est très sensiblement résorbé en 2005, s'établissant à -3,8 milliards d'euros après -15,9 milliards en 2004 (tableau 3 et graphique 1).

tableau 01 • Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

en % du PIB

Sources: INSEE, Comptes nationaux

1. On se reportera, pour un plus grand détail, à l'INSEE Première n° 1078, mai 2006 : « Les comptes des administrations publiques en 2005 ».

tableau 01 ● Recettes, dépenses et soldes des administrations publiques

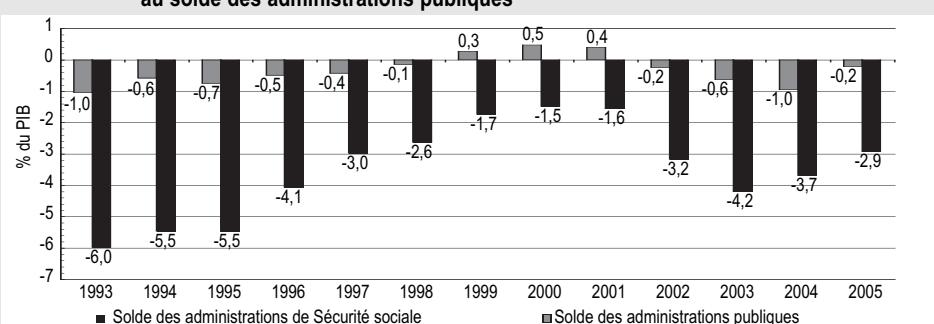
| | Niveau en Mds d'euros | | | | | | Évolution | | | | |
|---|-----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| DÉPENSES | | | | | | | | | | | |
| Dépenses de fonctionnement | 273,0 | 279,6 | 294,2 | 304,2 | 314,8 | 323,8 | 2,4% | 5,2% | 3,4% | 3,5% | 2,9% |
| Intérêts | 41,4 | 45,0 | 45,2 | 44,7 | 44,7 | 46,2 | 8,7% | 0,4% | -1,1% | 0,0% | 3,3% |
| Prestations et autres transferts | 383,7 | 401,3 | 428,5 | 451,3 | 469,8 | 491,9 | 4,6% | 6,8% | 5,3% | 4,1% | 4,7% |
| Acquisitions nettes d'actifs non financiers | 46,2 | 46,2 | 47,4 | 50,9 | 53,9 | 57,8 | 0,0% | 2,5% | 7,5% | 5,8% | 7,3% |
| Total des dépenses | 744,3 | 772,1 | 815,2 | 851,1 | 883,1 | 919,7 | 3,7% | 5,6% | 4,4% | 3,8% | 4,1% |
| RECETTES | | | | | | | | | | | |
| Recettes de production | 48,8 | 50,7 | 52,2 | 52,5 | 54,9 | 57,3 | 3,7% | 3,0% | 0,6% | 4,7% | 4,2% |
| Revenus de la propriété | 9,8 | 13,3 | 11,9 | 9,1 | 9,8 | 10,3 | 35,0% | -10,0% | -23,9% | 7,6% | 5,4% |
| Impôts et cotisations sociales | 653,2 | 673,5 | 688,6 | 707,6 | 742,1 | 779,0 | 3,1% | 2,2% | 2,8% | 4,9% | 5,0% |
| Autres transferts | 11,1 | 11,3 | 13,4 | 15,1 | 15,3 | 23,1 | 2,3% | 18,4% | 12,5% | 1,2% | 50,9% |
| Total des recettes | 723,0 | 748,8 | 766,1 | 784,2 | 822,1 | 869,7 | 3,6% | 2,3% | 2,4% | 4,8% | 5,8% |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | -21,3 | -23,3 | -49,1 | -66,8 | -61,0 | -50,0 | | | | | |

Sources: INSEE, Comptes nationaux.

tableau 02 ● Recettes, dépenses et soldes par sous secteur des administrations publiques en 2005
en milliards d'euros

| | État | ODAC | APUL | ASSO | Total APU |
|---|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| Dépenses de fonctionnement | 136,2 | 19,8 | 93,8 | 74,1 | 323,8 |
| Intérêts | 39,1 | 3,9 | 3,3 | 0,7 | 46,2 |
| Prestations et autres transferts | 205,1 | 33,1 | 49,9 | 340,9 | 491,9 |
| Acquisitions nettes d'actifs non financiers | 7,7 | 3,7 | 40,5 | 6,0 | 57,8 |
| Total des dépenses | 388,1 | 60,5 | 187,5 | 421,7 | 919,7 |
| Recettes de production | 6,2 | 6,2 | 29,9 | 14,9 | 57,3 |
| Revenus de la propriété | 6,0 | 2,0 | 2,1 | 1,2 | 10,3 |
| Impôts et cotisations sociales | 307,5 | 14,9 | 95,7 | 361,0 | 779,0 |
| Autres transferts | 16,7 | 44,8 | 57,9 | 40,8 | 23,1 |
| Total des recettes | 336,3 | 67,9 | 185,6 | 417,9 | 869,7 |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | -51,8 | 7,4 | -1,8 | -3,8 | -50,0 |

Sources: INSEE, Comptes nationaux.

graphique 01 ● Contribution du solde des administrations de Sécurité sociale
au solde des administrations publiques

Sources: INSEE, Comptes nationaux.

fiche 4

Les prestations de protection sociale par risque et par nature

Une croissance plus modérée des prestations, différenciée selon les risques

Les prestations de protection sociale atteignent 505,5 milliards d'euros en 2005. Elles ont progressé de +3,9% en valeur et de +1,9% en volume (tableau 1), ce qui constitue un net ralentissement par rapport à 2004 (+5,1% en valeur). Ce ralentissement est principalement lié à l'inféchissement du rythme de progression des dépenses liées au risque santé, dû à une croissance plus modérée des volumes consommés et des prix des soins de santé, ainsi qu'à une légère augmentation de la part des dépenses restant à la charge des ménages (fiche 10). La diminution des dépenses relatives au chômage et à la perte d'emploi contribue également à ce ralentissement : elle est particulièrement marquée pour les préretraites (-10,8%) et pour les indemnités de chômage versées par l'Unedic (-1,9% après +4,1% en 2004), dans un contexte d'amélioration du marché du travail et de diminution du taux de couverture des demandeurs d'emploi par l'indemnisation du chômage (fiche 14). Y contribuent enfin la stabilisation des montants versés au titre du risque logement (fiche 15) et le léger ralentissement observé pour le risque maternité-famille, après la forte croissance de 2004, liée au début de la mise en place de la PAJE (fiche 13). À l'inverse, les prestations versées au titre de la vieillesse et de la survie, qui représentent la part la plus importante des dépenses de protection sociale (44,1% en 2005), continuent à croître à un rythme soutenu (5% après +5,2% en 2004), en raison notamment des possibilités de retraite anticipée ouvertes en 2004 aux personnes ayant eu des carrières longues (fiche 12). Enfin, d'un montant plus modeste, les prestations liées à la pauvreté et à l'exclusion sociale progressent à un rythme toujours soutenu (fiche 16).

La structure des prestations par risque est marquée par la prédominance des risques vieillesse – survie et santé qui représentent ensemble près des quatre cinquièmes des dépenses (graphique 1). Les risques logement et pauvreté – exclusion sociale sont en revanche minoritaires (moins de 5% au total). Sur la période récente, la part du risque santé a nettement augmenté (passant de 34,1% en 2000 à 35,3% en 2005). La part des dépenses liées à l'emploi, sensible à la conjoncture, a progressé entre 2000 et 2004 (passant de 7,2% à 7,8%) en raison de la dégradation du marché du travail, puis a diminué pour revenir à 7,4% en 2005.

Les prestations sous conditions de ressources

Certaines prestations sont attribuées aux ménages sous réserve que leurs ressources ne dépassent pas un plafond fixé par la réglementation, variable selon la prestation considérée. Au total, les prestations sous condition de ressources représentent 11,9% de l'ensemble des prestations de protection sociale en 2005 (tableau 2).

La part relative des prestations sous conditions de ressources est très différente selon les risques : de 100% pour le logement et la pauvreté – exclusion sociale, cette part est de 35,1% pour les prestations afférentes à la famille, et elle est inférieure à 10% pour les autres risques.

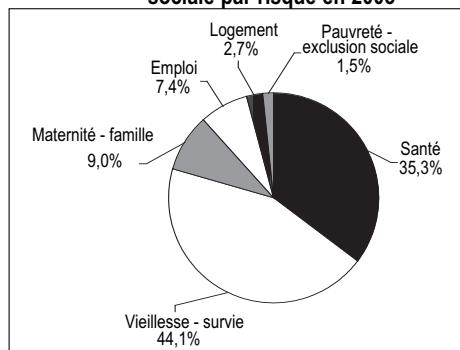
Au sein du risque santé, seule l'invalidité comprend une part significative de prestations sous conditions de ressources. La principale prestation de ce type est l'allocation aux adultes handicapés (AAH). La part des prestations sous

conditions de ressources au sein du risque vieillesse et survie reste limitée mais augmente depuis 2000, sous l'effet de l'augmentation rapide des prestations liées à prise en charge des personnes âgées dépendantes.

La part des prestations maternité et famille versées sous conditions de ressources est en hausse depuis 2002, en lien avec le ralentissement de la croissance économique et ses conséquences sur les revenus des ménages. Il faut cependant noter que les conditions de ressources de certaines allocations sont peu restrictives : ainsi, l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) mise en place en 2004 est sous conditions de ressources, mais les plafonds de ressources ont été fixés de manière à en faire bénéficier 90 % des familles avec jeunes enfants.

Trois allocations constituent l'ensemble des allocations sous condition de ressources liées à l'emploi : l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation spécifique d'attente (ASA), remplacée en avril 2002 par l'allocation équivalent retraite (AER), et l'allocation d'insertion (AI). Elles sont versées par le régime de solidarité. Ayant atteint 9,2% en 2000, la part des prestations sous condition de ressources dans le total du risque emploi – chômage a ensuite diminué pour n'atteindre que 7,2% en 2004. En effet, en raison de la conjoncture économique, les indemnités versées par l'Unedic, sans condition de ressources, ont nettement augmenté jusqu'en 2004, alors que celles versées par le régime de solidarité, essentiellement au bénéfice des demandeurs d'emploi de longue durée, ont progressé plus lentement puisqu'elles reflètent l'évolution du marché du travail avec un retard moyen de deux ans environ. En 2005, la part des prestations sous conditions de ressources augmente à nouveau (7,6%) : à la suite de la diminution du taux d'indemnisation des demandeurs d'emploi par l'Unedic, les prestations versées par ce régime sont en effet en baisse (-1,9%), alors que les prestations du régime de solidarité poursuivent leur progression (+2,8%). ■

graphique 01 ● Les prestations de protection sociale par risque en 2005



Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 01 ● Évolution des prestations de protection sociale par risque de 2000 à 2005

| Montants en millions d'euros courants | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| SANTÉ | 135 998 | 143 331 | 153 727 | 162 390 | 171 695 | 178 403 |
| VIEILLESSE - SURVIE | 177 015 | 184 508 | 193 547 | 201 637 | 212 141 | 222 678 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 38 511 | 39 457 | 40 826 | 41 924 | 43 796 | 45 439 |
| EMPLOI | 28 858 | 29 708 | 33 387 | 36 795 | 37 813 | 37 327 |
| LOGEMENT | 12 608 | 12 820 | 13 448 | 13 396 | 13 894 | 13 877 |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 6 029 | 6 104 | 6 509 | 6 866 | 7 286 | 7 752 |
| ENSEMBLE DES PRESTATIONS | 399 020 | 415 928 | 441 443 | 463 008 | 486 624 | 505 476 |
| <i>Évolution annuelle en euros courants (en %)</i> | <i>2005/2000(1)</i> | <i>2001/2000</i> | <i>2002/2001</i> | <i>2003/2002</i> | <i>2004/2003</i> | <i>2005/2004</i> |
| SANTÉ | 5,6 | 5,4 | 7,3 | 5,6 | 5,7 | 3,9 |
| VIEILLESSE - SURVIE | 4,7 | 4,2 | 4,9 | 4,2 | 5,2 | 5,0 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 3,4 | 2,5 | 3,5 | 2,7 | 4,5 | 3,8 |
| EMPLOI | 5,3 | 2,9 | 12,4 | 10,2 | 2,8 | -1,3 |
| LOGEMENT | 1,9 | 1,7 | 4,9 | -0,4 | 3,7 | -0,1 |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 5,2 | 1,2 | 6,6 | 5,5 | 6,1 | 6,4 |
| ENSEMBLE DES PRESTATIONS | 4,8 | 4,2 | 6,1 | 4,9 | 5,1 | 3,9 |
| <i>Évolution annuelle en termes réels (en %)</i> | <i>2005/2000(1)</i> | <i>2001/2000</i> | <i>2002/2001</i> | <i>2003/2002</i> | <i>2004/2003</i> | <i>2005/2004</i> |
| SANTÉ | 3,8 | 3,6 | 6,1 | 3,8 | 3,8 | 1,9 |
| VIEILLESSE - SURVIE | 3,0 | 2,5 | 3,8 | 2,3 | 3,3 | 2,9 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 1,6 | 0,7 | 2,4 | 0,9 | 2,5 | 1,7 |
| EMPLOI | 3,5 | 1,2 | 11,2 | 8,2 | 0,9 | -3,2 |
| LOGEMENT | 0,2 | 0,0 | 3,8 | -2,2 | 1,8 | -2,1 |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 3,4 | -0,4 | 5,5 | 3,6 | 4,1 | 4,3 |
| ENSEMBLE DES PRESTATIONS | 3,1 | 2,5 | 5,0 | 3,0 | 3,2 | 1,9 |

(1) Évolution moyenne par an.

Sources: DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 02 ● Les prestations selon leur nature de 2000 à 2005

| | | | | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| SANTÉ (Maladie + Invalidité + AT) | 135 998 | 143 331 | 153 727 | 162 390 | 171 695 | 178 403 |
| <i>Dont prestations sous condition de ressources</i> | 6 742 | 7 167 | 7 408 | 7 241 | 7 411 | 7 837 |
| VIEILLESSE - SURVIE | 177 015 | 184 508 | 193 547 | 201 637 | 212 141 | 222 678 |
| <i>Dont prestations sous condition de ressources</i> | 6 401 | 6 808 | 8 864 | 10 053 | 11 316 | 12 049 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 38 511 | 39 457 | 40 826 | 41 924 | 43 796 | 45 439 |
| <i>Dont prestations sous condition de ressources</i> | 12 769 | 13 016 | 13 375 | 14 003 | 15 103 | 15 937 |
| EMPLOI | 28 858 | 29 708 | 33 387 | 36 795 | 37 813 | 37 327 |
| <i>Dont prestations sous condition de ressources</i> | 2 657 | 2 457 | 2 619 | 2 642 | 2 731 | 2 824 |
| LOGEMENT | 12 608 | 12 820 | 13 448 | 13 396 | 13 894 | 13 877 |
| <i>Dont prestations sous condition de ressources</i> | 12 608 | 12 820 | 13 448 | 13 396 | 13 894 | 13 877 |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 6 029 | 6 104 | 6 509 | 6 866 | 7 286 | 7 752 |
| <i>Dont prestations sous condition de ressources</i> | 6 029 | 6 104 | 6 509 | 6 866 | 7 286 | 7 752 |
| TOTAL DES PRESTATIONS SOCIALES | 399 020 | 415 928 | 441 443 | 463 008 | 486 624 | 505 476 |
| <i>Dont prestations sous condition de ressources</i> | 47 207 | 48 373 | 52 222 | 54 202 | 57 740 | 60 276 |

Sources: DREES, Comptes de la protection sociale.

fiche 5

La structure des ressources de la protection sociale

Première composante des ressources de la protection sociale hors transferts, les cotisations sociales reçues par les régimes de protection sociale se sont élevées en 2005 à 345,6 milliards d'euros (tableau 1, graphique 1 et fiche 17). Elles représentent ainsi 65,4 % des ressources hors transferts. En leur sein, les cotisations sociales effectives à la charge des employeurs tiennent la première place (36,5 % de l'ensemble des ressources hors transferts), suivies par les cotisations sociales effectives à la charge des salariés (16,8 %). Les cotisations sociales effectives à la charge des non salariés s'élèvent à 18,9 milliards d'euros, et représentent 3,6 % de l'ensemble des ressources. Depuis la substitution de la CSG aux cotisations d'assurance-maladie en 1998, les cotisations sociales assises sur les prestations ne représentent plus qu'un montant très faible. Les cotisations sociales imputées (8,3 % de l'ensemble des ressources hors transferts) correspondent quant à elles à la contrepartie de prestations versées directement aux salariés par leurs employeurs, qu'il s'agisse de dispositifs légaux de protection sociale – comme le régime de retraite des agents titulaires de la fonction publique de l'État – ou de dispositifs extralégaux. Elles sont en légère baisse en 2005 en raison de l'adossement des industries électriques et gazières (IEG) au régime général et aux régimes complémentaires de retraite, les cotisations correspondantes étant désormais comptabilisées comme des cotisations effectives liées à l'emploi salarié (fiche 17).

Les impôts et taxes affectés sont des prélèvements obligatoires explicitement affectés, comme la contribution sociale généralisée (CSG), au financement de la protection sociale. Les contributions publiques correspondent quant à elles aux dotations directes des budgets de l'État et des collectivités locales au financement des prestations de protection sociale. En 2004, le montant des impôts et taxes affectés à la protection sociale avait connu une réduction importante, compensée par une hausse de même ampleur des contributions publiques. Ce mouvement s'expliquait entièrement par la suppression du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) qui prenait en charge la compensation aux régimes de sécurité sociale de la plus grande partie des exonérations de cotisations sociales consenties aux entreprises, principalement au titre des bas salaires et de la réduction du temps de travail. En 2005, comme en 2004, ces exonérations sont compensées par des contributions publiques du budget de l'État, ce qui se traduit par une stabilité du périmètre des recettes fiscales¹. Toutefois, plusieurs impôts affectés à la protection sociale en 2004 et en 2005 ont vu leur rendement augmenter considérablement à la faveur de la mise en œuvre de la réforme de l'assurance maladie (fiche 18). Ces évolutions concourent à la progression sensible (+10,3 %) des impôts et taxes affectés en 2005, qui représentent désormais 17,4 % des ressources hors transferts (graphique 1).

La structure des ressources de la protection sociale a été profondément modifiée depuis une quinzaine d'années (graphique 1). En particulier, le poids des cotisations sociales dans l'ensemble des ressources hors transferts a reculé de 14 points entre 1990 et 2005 (65,5 % en 2005, contre 79,5 % en 1990²), à la suite de la mise en place de la CSG et du développement des exonérations de cotisations sociales en faveur des entreprises dans le cadre de l'allègement du coût des emplois faiblement qualifiés, puis de la mise en œuvre de la réduction de la durée légale du travail (fiche 17). Une partie de ces exonérations de cotisations sociales a été compensée à la sécurité sociale par l'affectation de recettes fiscales spécifiques, et de plus l'année 1998 a vu la substitution directe à l'essentiel des cotisations sociales d'assurance maladie à la charge des salariés de la contribution sociale généralisée (CSG, fiche 18). Ces deux mouvements expliquent la forte croissance de la part des impôts et taxes affectés dans les ressources hors transferts de la protection sociale (17,4 % en 2005, contre 3,1 % en 1990), et ce malgré l'évolution de sens contraire observée en 2004, évoquée précédemment. Dans le même temps, la part des contributions publiques est restée globalement stable (13,6 % en 2005, contre 13,9 % en 1990), ce qui confirme la tendance à une fiscalisation accrue du financement de la protection sociale.

Pour mesurer l'ampleur des changements de la structure du financement de la protection sociale depuis le début des années 1990, il est possible de calculer ce qu'aurait été en 2005 la répartition des ressources hors transferts en appliquant la structure de 1990, et de comparer avec la répartition des ressources effectivement observée en 2005 (tableau 2). On constate que les changements de la structure du financement de la protection sociale entre 1990 et 2004 ont eu pour effet de réduire de 69,8 milliards d'euros le montant des cotisations sociales – effectives et imputées – perçues par les régimes de protection sociale, de réduire également de 1,7 milliard d'euros le montant des contributions publiques, et d'augmenter de 75,2 milliards d'euros le montant des impôts et taxes affectés à la protection sociale. Comme la masse des salaires bruts rapporté au PIB est restée relativement stable depuis 1990 (fiche 17), on peut considérer que cette évaluation n'est pas liée à un différentiel de croissance sur moyenne période entre les salaires et les autres assiettes du financement de la protection sociale, et reflète bien de ce fait l'impact financier des substitutions d'assiette intervenues depuis le début des années 1990. Cependant, ces changements de la structure juridique des prélèvements ne préjugent pas de leur incidence économique effective sur les salaires et l'emploi, dans la mesure où la CSG, principal prélevement fiscal venu se substituer aux cotisations sociales, est elle aussi majoritairement assise sur la masse salariale (fiche 18). ■

1. Toutefois, pour le mois de décembre 2005, la compensation des exonérations de cotisations sociales s'est traduite non pas par des contributions publiques, mais par une affectation de recettes fiscales, comme ce sera le cas en année pleine à partir de 2006.

2. Les données ne sont en principe pas directement comparables sur l'ensemble de la période 1990-2004, en raison de la légère rupture de série intervenue en 2000 avec le passage à la nouvelle base, dite «base 2000», des Comptes nationaux. Cependant, ce changement est de faible incidence sur la structure du financement de la protection sociale, au regard des évolutions tendancielles qui affectent cette dernière sur l'ensemble de la période.

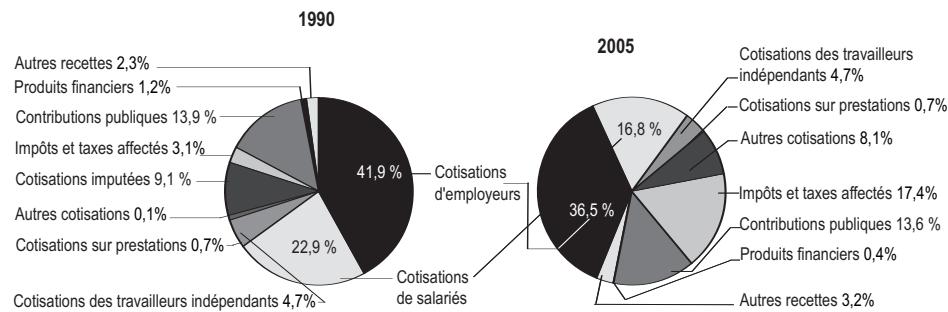
tableau 01 • Évolution des ressources de la protection sociale, hors transferts

en millions d'euros

| | | | | | | |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | | | | | | |
| <i>Cotisations des employeurs</i> | 160 482 | 167 823 | 174 275 | 180 476 | 185 717 | 192 776 |
| <i>Cotisations des salariés</i> | 70 074 | 74 560 | 79 094 | 82 032 | 84 546 | 88 415 |
| <i>Cotisations des travailleurs indépendants</i> | 14 765 | 16 165 | 16 506 | 17 034 | 17 796 | 18 922 |
| <i>Cotisations sur prestations</i> | 928 | 952 | 974 | 996 | 1 080 | 1 166 |
| <i>Autres cotisations</i> | 319 | 382 | 431 | 464 | 610 | 631 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

graphique 01 ● Structure des ressources de la protection sociale, en 1990 et en 2005



Note : cf. note de bas de page 1 de la page précédente

Sources: DREES. Comptes de la protection sociale.

tableau 02 ● Impact des changements de la structure des ressources de la protection sociale entre 1990 et 2005

en millions d'euros

Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

fiche 6

L'intervention des différents régimes de protection sociale**Les régimes de protection sociale**

Les régimes de la protection sociale sont des organismes ou institutions gérant un système de prévoyance collective en relation avec un des risques de la protection sociale. Ces régimes peuvent être séparés selon une distinction entre deux notions fondamentales de la protection sociale :

- l'assurance sociale, qui regroupe des régimes pour lesquels il existe une correspondance entre les droits à prestation consentis aux assurés et les contributions qui leur sont ou leur ont été demandées. Ils sont organisés de façon collective, pour le compte d'un groupe de personnes affiliées au régime. La majorité des régimes d'assurances sociales répondent à cette définition ; ils sont financés principalement par des cotisations sociales ou par des recettes fiscales explicitement affectées.
- l'assistance sociale, qui englobe les prestations qui ne sont subordonnées ni à l'affiliation à un régime ni à un circuit de cotisations. Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics et ceux des ISBLSM entrent typiquement dans ce cadre.

Les prestations versées et les ressources reçues par les différents régimes

Les régimes d'assurances sociales, avec 410,1 milliards d'euros de prestations, soit 81,1 % du montant total des prestations de protection sociale en 2005, sont prépondérants dans le système de protection sociale. À lui seul le régime général de la sécurité sociale verse près de la moitié (44,2 %) des prestations, soit 223,3 milliards (tableau 1). Cette proportion a augmenté de 0,5 point par rapport à 2004, à la suite notamment à l'adossement des industries électriques et gazières (IEG) au régime général et aux régimes complémentaires de retraite.

Les régimes d'employeurs (2,1 % du total des prestations) versent des prestations qualifiées d'extralégales, liées au contrat de travail établi dans le cadre de conventions collectives ou d'accords d'entreprises. Versées directement par l'employeur, ce sont principalement des prestations familiales, des compléments d'indemnités journalières, des indemnités de licenciement. Leur part dans l'ensemble des prestations est en légère diminution (2,4 % en 2000 et 2,1 % en 2005). Les prestations versées par les régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance (21,7 milliards d'euros) se partagent quasi exclusivement entre les risques santé (16,2 milliards d'euros) et vieillesse – survie (5,3 milliards d'euros).

Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics représentent, avec 55,4 milliards d'euros, 11,0 % du total des prestations de protection sociale, proportion qui est globalement stable depuis 2000. Ils développent des actions

de solidarité nationale en faveur de populations cibles ainsi que dans des domaines spécifiques, comme le logement ou la formation. On distingue ainsi : les prestations sociales versées par l'État telles que l'allocation aux adultes handicapés, celles gérées par des fonds spécialisés classés dans les organismes divers d'administration centrale (ODAC), à l'instar de la couverture maladie universelle complémentaire, et enfin les prestations des collectivités locales. Ces dernières comprennent une partie de l'action sociale des collectivités locales, le revenu minimum d'insertion (depuis le mois de décembre 2003), l'allocation compensatrice versée aux handicapés et aux personnes âgées, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) qui se substitue à la prestation spécifique dépendance depuis 2002, les frais d'hébergement des handicapés et des personnes âgées et enfin l'aide sociale à l'enfance. Ainsi, tous les risques sont-ils concernés à un titre ou un autre par les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics.

Enfin, les régimes d'intervention sociale des ISBLSM sont tournés vers la protection de certaines catégories fragiles de la population, essentiellement au titre d'actions sociales. Leur périmètre a été élargi à l'occasion du passage en base 2000 des comptes nationaux et concerne désormais essentiellement le risque invalidité-handicap au titre de prestations de services sociaux relatives à l'hébergement des personnes handicapées (6,1 milliards d'euros en 2005), ainsi que le risque pauvreté-exclusion (1,5 milliard d'euros). Au total, ces régimes versent 7,6 milliards d'euros en 2005, soit 1,5 % du total des prestations de protection sociale, proportion stable depuis 2000.

Concernant les ressources, les cotisations sociales (345,6 milliards d'euros en 2005) sont reçues à 90 % par les régimes d'assurances sociales, les 10 % restants étant reçus par les régimes directs d'employeurs, par le biais des cotisations sociales imputées (10,7 milliards d'euros), contrepartie des prestations directes d'employeurs qu'ils versent, et par les régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance, qui perçoivent 21,7 milliards de cotisations en 2005 (soit 6,3 % du total). Les impôts et taxes affectés (91,7 milliards d'euros en 2005) sont reçus quasi exclusivement par les régimes de Sécurité sociale (88,4 milliards d'euros), en premier lieu par le régime général (59,0 milliards). Les contributions publiques (71,5 milliards d'euros) constituent presque exclusivement une ressource des régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics (64,0 milliards d'euros) qui recouvrent l'intervention de leurs budgets généraux en faveur du financement des prestations qu'ils versent. Les transferts entre régimes qui s'élèvent à 101,0 milliards d'euros en 2005 sont à plus de 90 % des mouvements internes aux régimes d'assurances sociales, découlant des mécanismes de compensations entre régimes, ou de la prise en charge de certaines cotisations ou prestations (fiche 19). ■

tableau 01 ● Comptes de la protection sociale en 2005

en millions d'euros

| EMPLOIS | Assurances sociales | | | | | | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des ISBLSM | TOTAL | | | | |
|-----------------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------|---------------|--|---|---|---------------|--|--|--|--|
| | Régime général | Régimes de la Sécurité sociale | | Total ass. sociales | Régimes d'employeurs | | | | | | | | | |
| | | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | | | | | | | | | | | |
| Prestations de protection sociale | 223 294 | 30 632 | 53 161 | 77 056 | 384 154 | 25 902 | 4 100 956 | 10 679 | 21 728 | 55 412 | | | | |
| Prestations sociales | 181 250 | 26 160 | 53 161 | 73 099 | 333 669 | 25 902 | 3 595 571 | 10 679 | 21 728 | 45 315 | | | | |
| dont prestations en espèces | 116 650 | 18 934 | 53 009 | 67 183 | 255 776 | 25 729 | 2 815 05 | 9 910 | 8 442 | 28 314 | | | | |
| dont prestations en nature | 64 600 | 7 226 | 151 | 5 916 | 77 893 | 173 | 7 806 | 770 | 13 287 | 17 001 | | | | |
| Prestations de services sociaux | 42 045 | 4 482 | 0 | 3 958 | 50 484 | 0 | 50 484 | 0 | 0 | 10 097 | | | | |
| Frais de gestion | 9 610 | 1 583 | 1 700 | 974 | 13 867 | 1 452 | 15 319 | 0 | 6 186 | 6 584 | | | | |
| Transferts | 24 659 | 4 812 | 7 340 | 41 419 | 78 230 | 2 651 | 80 881 | 0 | 0 | 0 | | | | |
| Frais financiers | 44 | 59 | 53 | 25 | 181 | 184 | 365 | 0 | 42 | 0 | | | | |
| Autres dépenses | 7 474 | 159 | 59 | 354 | 8 046 | 527 | 8 573 | 0 | 937 | 0 | | | | |
| TOTAL | 265 081 | 37 255 | 62 313 | 119 828 | 484 478 | 30 716 | 515 194 | 10 679 | 28 893 | 75 528 | | | | |
| RESSOURCES | | | | | | | | | | 7 600 | | | | |
| Coisations totales | 153 416 | 14 296 | 57 307 | 61 675 | 286 694 | 26 465 | 313 159 | 10 679 | 21 727 | 0 | | | | |
| Coisations effectives | 153 416 | 14 296 | 57 307 | 288 899 | 253 718 | 26 465 | 280 183 | 0 | 21 727 | 0 | | | | |
| coisations d'employeurs | 120 258 | 0 | 34 617 | 18 164 | 173 039 | 16 690 | 189 729 | 0 | 3 047 | 0 | | | | |
| coisations de salariés | 28 646 | 0 | 22 689 | 10 137 | 61 472 | 9 775 | 71 247 | 0 | 17 168 | 0 | | | | |
| autres coisations effectives | 4 512 | 14 296 | 1 | 398 | 19 207 | 0 | 19 207 | 0 | 1 512 | 0 | | | | |
| Coisations imputées | 0 | 0 | 0 | 32 976 | 32 976 | 0 | 32 976 | 10 679 | 0 | 0 | | | | |
| Impôts et taxes | 58 997 | 7 864 | 0 | 21 524 | 88 385 | 0 | 88 385 | 0 | 0 | 3 295 | | | | |
| Transferts | 38 939 | 16 625 | 10 528 | 26 598 | 92 690 | 79 | 92 769 | 0 | 0 | 8 227 | | | | |
| Contributions publiques | 832 | 139 | 588 | 5 742 | 7 301 | 225 | 7 525 | 0 | 64 005 | 0 | | | | |
| Produits financiers | 358 | 238 | 491 | 47 | 1 134 | 12 | 1 146 | 0 | 837 | 0 | | | | |
| Autres recettes | 1 876 | 458 | 222 | 1 320 | 3 876 | 176 | 4 052 | 0 | 5 281 | 0 | | | | |
| TOTAL | 254 418 | 39 620 | 69 136 | 119 005 | 480 080 | 26 957 | 507 037 | 10 679 | 27 845 | 75 528 | | | | |
| SOLDE | -10 663 | 2 365 | 6 823 | -2 923 | -4 398 | -3759 | -8 157 | 0 | -1 048 | 0 | | | | |
| | | | | | | | | | | -9 205 | | | | |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

● *fiche 7***L'intervention des administrations publiques centrales dans la couverture des risques de la protection sociale****L'État intervient à un double titre dans la couverture des risques de la protection sociale :**

- en premier lieu, en tant qu'employeur, il verse à ses agents certaines prestations sociales, qu'il s'agisse de prestations légales – essentiellement les pensions civiles et militaires, y compris celles des anciens agents de France Telecom et de La Poste – ou extralégales comme le supplément familial de traitement versé aux agents publics qui ont des enfants à charge, qui s'ajoutent aux prestations familiales légales ;
- en second lieu, en tant que puissance publique garante de la solidarité nationale, il verse des prestations au titre de sa fonction d'intervention sociale ; au contraire de celles versées par les régimes d'assurances sociales dont une grande part obéit à une logique de contributivité, les prestations servies par l'État – puissance publique sont pour l'essentiel destinées à des ménages aux ressources modestes – ce qui explique qu'elles soient dans leur grande majorité soumises à conditions de ressources et ont même dans certains cas un caractère différentiel – et sans exiger des bénéficiaires des conditions de contribution ou d'affiliation à des régimes sociaux.

Toutefois, l'État délègue parfois certaines de ces missions de solidarité nationale à des établissements publics : c'est notamment le cas pour la couverture maladie universelle (CMU) complémentaire, les allocations de solidarité spécifique et d'insertion, ainsi que les aides au logement, dont le financement est confié à des établissements publics créés expressément à cette fin (le fonds de financement de la CMU, le fonds de solidarité, le Fonds national d'aide au logement et le Fonds national de l'habitat). Ces établissements publics, qui sont regroupés dans les comptes nationaux parmi les organismes divers d'administration centrale (ODAC), bénéficient de subventions du budget de l'État qui couvrent une part déterminante des prestations qu'ils financent. Il paraît dès lors logique de regrouper leurs interventions avec celles de l'État, et de considérer la contribution de l'ensemble des administrations publiques centrales à la couverture des risques sociaux.

Dans la plupart des cas, l'État et les ODAC n'assurent pas eux-mêmes le service des prestations d'intervention sociale, mais le déléguent à des organismes disposant de réseaux d'accueil des bénéficiaires : les caisses d'allocations familiales pour l'allocation de parent isolé, l'allocation aux adultes handicapés, les aides au logement et le revenu minimum d'insertion (jusqu'en 2003), les Assedic pour les allocations de solidarité spécifique et d'insertion. Indépendamment des enjeux de trésorerie que ces délégations peuvent créer, ces prestations sont considérées dans les comptes de la protection sociale comme des prestations versées directement selon les cas par l'État ou les ODAC, et non comme des prestations versées par les régimes auxquels le service de ces prestations est délégué.

Ainsi définie, l'intervention des administrations publiques

centrales dans le versement des prestations de protection sociale s'est élevée à 64,6 milliards d'euros en 2005 (tableau 1). Ce montant représente 12,8 % du total des prestations de protection sociale. Au sein de cet agrégat, les prestations directes d'employeurs, y compris les prestations extralégales, représentent 34,6 milliards d'euros, soit 53,6 % du total, et sont constituées pour l'essentiel des pensions civiles et militaires. Ces dernières progressent de +4,8 % en 2005, après +5,7 % en 2004, traduisant les premiers effets sur les comportements de départ en retraite des fonctionnaires de la réforme des retraites, qui se traduit dans la fonction publique par un allongement de la durée de services requise pour obtenir une pension complète et par l'institution d'une décote en cas de départ en retraite avec une durée inférieure à ce seuil. Les prestations versées au titre de l'intervention sociale des pouvoirs publics centraux s'élèvent à 30,0 milliards d'euros, et se répartissent à parts presque égales entre l'État et les ODAC. L'État, avec 14,9 milliards d'euros, prend en charge notamment l'allocation aux adultes handicapés, la garantie de ressources en faveur des travailleurs handicapés, l'allocation de parent isolé, les bourses d'études et les préretraites du Fonds national de l'emploi. En revanche, il n'assure plus le financement du revenu minimum d'insertion (RMI), transféré aux départements à partir de 2004, à l'exception de la « prime de Noël », complément d'allocation versé en fin d'année, qui reste à la charge des pouvoirs publics centraux. Les ODAC, quant à eux, prennent en charge 15,1 milliards d'euros, dont la CMU complémentaire, les allocations de solidarité spécifique et d'insertion, et les aides au logement.

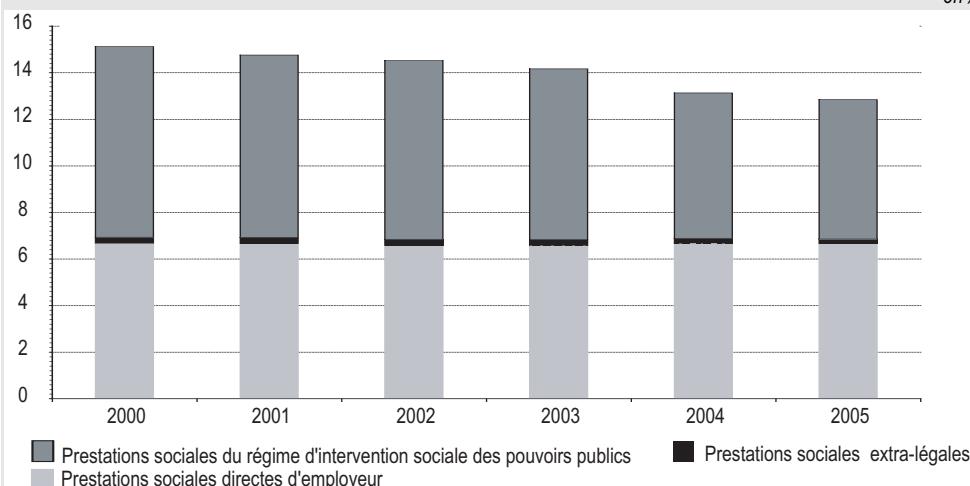
Depuis 2000, la part des administrations publiques centrales dans la couverture des risques de la protection sociale a diminué de plus de deux points (12,8 % en 2004, contre 15,1 % en 2000, graphique 2). Une première moitié de cette évolution tient aux prestations versées au titre de l'intervention sociale des pouvoirs publics centraux, qui ont amorcé un repli à partir de 2000 à la faveur de l'amélioration de la situation économique. Le nombre de bénéficiaires de certaines prestations comme le RMI s'est ainsi réduit, mouvement ensuite prolongé par la diminution des préretraites. Par ailleurs, nombre de ces prestations sont d'un montant forfaitaire valorisé chaque année par référence à l'évolution des prix, leur progression étant – à législation inchangée – plus faible que celle de l'ensemble des prestations de protection sociale constituées principalement de revenus de remplacement – indemnités journalières, retraites, allocations d'assurance chômage –, qui suivent l'évolution des salaires. Le graphique 1 souligne à ce propos la remarquable stabilité depuis le début de la décennie des prestations sociales directes d'employeurs (dans lesquelles les pensions civiles et militaires pèsent pour 97 % environ) dans l'ensemble des prestations de protection sociale. En outre, l'année 2004 enregistre une diminution d'un peu plus d'un point de la part des administrations publiques centrales dans l'ensemble des prestations de protection sociale, qui se prolonge en 2005, en conséquence du transfert aux départements du financement du revenu minimum d'insertion. ■

tableau 01 ● Les prestations sociales versées par les administrations publiques centrales en 2005
en millions d'euros

| | État | Organismes divers d'administration centrale (ODAC) | Total |
|--|---------------|--|---------------|
| <i>dont:</i> | | 0 | |
| vieillesse - survie | 32 658 | 0 | 32 658 |
| <i>dont:</i> | | | |
| - pensions, retraites | 15 | 2 | 17 |
| - supplément familial de traitement | 617 | 74 | 690 |
| Total des prestations sociales directes d'employeurs versées par l'État et les ODAC | 34 468 | 159 | 34 627 |
| <i>dont:</i> | | | |
| - CMU complémentaire | 4 921 | 1 262 | 1 262 |
| - allocation aux adultes handicapés | 1 091 | | 4 921 |
| - garantie de ressources des travailleurs handicapés | | | |
| - allocation de parent isolé | 963 | | 963 |
| - bourses d'études | 2 224 | | 2 224 |
| - préretraites | 1 033 | | |
| - allocations de solidarité spécifique et d'insertion | | 2 628 | 2 628 |
| - aide personnalisée au logement | | 6 096 | 6 096 |
| - allocation de logement sociale | | 4 155 | 4 155 |
| - revenu minimum d'insertion (prime de Noël) | 283 | | 283 |
| Part de l'État et des ODAC dans les prestations de protection sociale (en %) | 9,8 % | 3,0 % | 12,8 % |

Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale*.

graphique 01 ● Part des administrations publiques centrales dans les prestations de protection sociale
en %



Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale*.

● *fiche 8***La protection sociale complémentaire et supplémentaire**

Les Comptes de la protection sociale permettent de distinguer les régimes de protection sociale selon que les prestations qu'ils versent assurent une couverture de base des risques sociaux, ou au contraire une couverture complémentaire ou supplémentaire s'ajoutant à des prestations de base. Trois catégories de régimes identifiables dans la nomenclature des comptes de la protection sociale participent à la couverture complémentaire des risques sociaux : les régimes complémentaires de salariés, les régimes extralégaux d'employeurs, et les régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance. L'agrégation de ces trois régimes permet donc de délimiter de façon simple une notion de protection sociale complémentaire et supplémentaire, tout en étant conscient de sa fragilité : elle inclut par exemple dans la protection sociale de base l'ensemble des opérations des régimes des non-salariés, les comptes de la protection sociale ne permettant pas de distinguer entre couverture de base et complémentaire pour cette catégorie de régimes. Il est à noter que ce regroupement de régimes conduit à faire masse de régimes complémentaires obligatoires de protection sociale qui concourent à l'équilibre d'ensemble des finances publiques (fiche 6), comme les régimes complémentaires de retraite des salariés, et des régimes facultatifs qui participent à la couverture des risques sociaux.

Ainsi définie, la protection sociale complémentaire et supplémentaire a versé 85,6 milliards d'euros de prestations de protection sociale aux ménages en 2005, ce qui représente 16,9 % du total des prestations de protection sociale (tableau 1). Au sein de cet ensemble, les régimes complémentaires des salariés tiennent une place prépondérante, avec 53,2 milliards d'euros de prestations versées, suivies par les régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance (21,7 milliards d'euros) et les régimes extralégaux d'employeurs (10,7 milliards d'euros). Ainsi plus de 60 % de la protection sociale complémentaire

et supplémentaire sont-ils dans cette acception fournis par des régimes obligatoires.

Depuis le début de la présente décennie, la part de la protection sociale complémentaire et supplémentaire dans l'ensemble des dépenses sociales est restée globalement stable (graphique 1). Cette stabilité est toutefois la résultante de deux mécanismes de sens contraire : d'une part, la progression de la couverture de la population par des dispositifs d'assurance maladie complémentaire, et d'autre part la diminution régulière du poids des dispositifs extralégaux de protection sociale institués dans le cadre professionnel. La part des régimes de retraite complémentaire des salariés reste continuellement voisine de 10 % de l'ensemble des prestations de protection sociale, en raison de l'arrivée à l'âge de la retraite des générations peu nombreuses nées pendant la seconde guerre mondiale et des réformes mises en œuvre afin d'assurer l'équilibre financier à long terme de ces régimes. Cependant les prestations versées par ces régimes progressent de +7,3 % en 2005, ce qui traduit l'impact de l'extension aux régimes complémentaires, par l'accord interprofessionnel du 13 décembre 2003, de la possibilité d'un départ anticipé en retraite en faveur des personnes ayant débuté précocement leur carrière professionnelle et totalisant une très longue durée de carrière.

L'intervention des régimes complémentaires de salariés porte exclusivement sur le risque vieillesse – survie, ce qui explique que les deux tiers environ des prestations de protection sociale versées à titre de couverture complémentaire relèvent de ce risque (tableau 2). Les régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance interviennent en premier lieu dans le domaine du risque santé, et à titre secondaire en matière de couverture vieillesse – survie. Les régimes extralégaux d'employeurs, quant à eux, participent à la couverture d'une plus grande diversité de risques, et en particulier à celles des risques maternité – famille et emploi. ■

tableau 01 ● Prestations de protection sociale versées par les régimes complémentaires et supplémentaires

en millions d'euros

| - dont régimes extralégaux d'employeurs | 9 606 | 9 933 | 10 329 | 10 264 | 10 562 | 10 679 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| - dont régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | 16 094 | 17 791 | 19 798 | 20 849 | 21 009 | 21 728 |
| | | | | | | |

Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

graphique 01 ● Évolution des prestations de protection sociale versées

par les régimes complémentaires et supplémentaires

en % de l'ensemble des dépenses de protection sociale

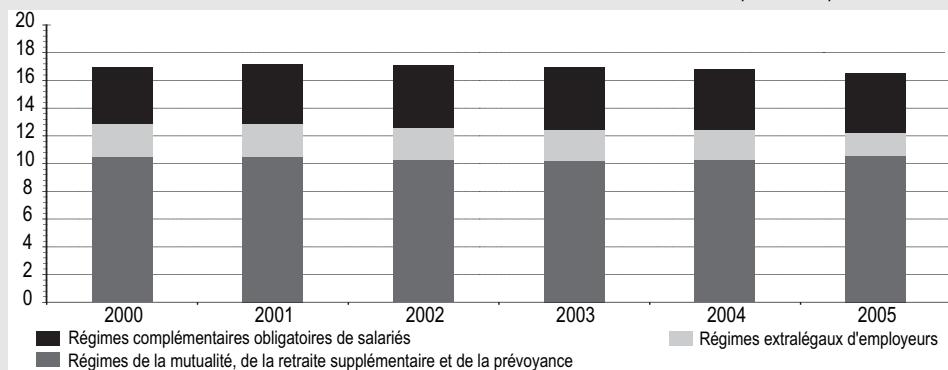
Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

tableau 02 ● Répartition par risques des prestations de protection sociale versées

par les régimes complémentaires et supplémentaires en 2004

en millions d'euros

| | Régimes complémentaires obligatoires de salariés | Régimes extralégaux d'employeurs | Régimes de la mutualité, de la retraite sup. et de la prévoyance | Ensemble de la protection sociale complémentaire |
|--|--|----------------------------------|--|--|
| SANTÉ | 10 | 2 119 | 16 173 | 18 302 |
| Maladie | 4 | 1 784 | 14 676 | 16 464 |
| Invalidité | 6 | 95 | 1 442 | 1 543 |
| Accidents du travail | 0 | 240 | 55 | 295 |
| VIEILLESSE - SURVIE | 53 111 | 85 | 5 340 | 58 536 |
| Vieillesse | 44 297 | 85 | 2 523 | 46 905 |
| Survie | 8 813 | 0 | 2 818 | 11 631 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 40 | 3 495 | 216 | 3 751 |
| Maternité | 0 | 0 | 42 | 42 |
| Famille | 40 | 3 495 | 174 | 3 709 |
| EMPLOI | 0 | 4 980 | 0 | 4 980 |
| Chômage | 0 | 4 980 | 0 | 4 980 |
| Insertion et réinsertion professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LOGEMENT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DES PRESTATIONS | 53 161 | 10 679 | 21 728 | 85 569 |

Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

● *fiche 9***La protection sociale dans les pays de l'Union européenne en 2003****Le poids des dépenses de protection sociale dans l'Union européenne de 1990 à 2003**

La part des prestations de protection sociale dans le produit intérieur brut (PIB) s'est élevée en 2003 à 27,2% en moyenne dans l'Union européenne (graphique 1). Des données par pays sont publiées par Eurostat, chaque État membre de l'Union fournissant des statistiques conformes au Système européen de statistiques intégrées de protection sociale (Sespros) : ainsi, les comptes de la protection sociale sont-ils à la fois des comptes satellites des comptes nationaux de l'INSEE, et des comptes articulés au système Sespros. Les comparaisons entre pays doivent cependant être faites avec précaution car ces données ne tiennent pas compte des impôts ou charges sociales susceptibles d'être prélevés sur les prestations, ni des transferts réalisés au moyen d'allégements ou d'abattements fiscaux.

C'est en Irlande que la part des prestations de protection sociale dans le PIB est la plus faible (15,8%) et en Suède qu'elle est la plus élevée (32,3%). À l'exception de l'Irlande et du Luxembourg, les pays du nord de l'Europe et la France se situent plutôt au-dessus de la moyenne européenne, alors que les pays du sud de l'Europe (Espagne, Grèce, Italie, Portugal) consacrent généralement une part moins importante de leur PIB à la protection sociale.

Cette situation est, pour une part significative, liée au niveau de développement des différents pays, les plus riches étant ceux qui redistribuent le plus. Cette tendance n'est cependant pas systématique et d'autres facteurs influent sur le niveau des prestations sociales : ainsi le Royaume-Uni a un niveau de PIB par tête légèrement supérieur à celui de la France (25 400 contre 24 300 SPA¹), mais consacre 3,2 points de PIB de moins à la protection sociale. La France se caractérise donc par un niveau de protection sociale relativement élevé. Interviennent à cet égard des causes structurelles, comme la pyramide des âges, la structure des ménages ou le taux de chômage, mais aussi et surtout d'autres facteurs touchant aux différences dans les systèmes nationaux de protection sociale, aux solidarités familiales, etc.

Le poids des prestations de protection sociale s'est généralement réduit du milieu de la décennie 1990 jusqu'en 2000, sous l'effet de la reprise économique, de la décrue du chômage, mais aussi des efforts d'ajustement budgétaire précédant l'entrée dans l'Union monétaire européenne (1^{er} janvier 1999). Les années suivantes s'accompagnent d'une reprise à la hausse dans l'ensemble des états membres (+0,6 point de PIB en moyenne en 2003). Deux pays se distinguent : la Grèce avec une croissance continue de 1991 à 2001, puis une légère décroissance ; et le Portugal avec une croissance de 1996 à 2003. Ces deux exceptions pourraient s'expliquer par un phénomène de «rattrapage» lié à la maturation des systèmes de protection sociale.

La structure du financement de la protection sociale dans l'Union européenne en 2003

En 2003, les cotisations sociales ont assuré, en moyenne, 60,0% du financement de la protection sociale dans l'Union européenne. Les autres ressources se composent principalement des contributions publiques et des impôts et taxes affectés (graphique 2). Bien que ces sources de financement soient communes à l'ensemble des pays, leur poids relatif varie en fonction de l'histoire et des logiques institutionnelles des systèmes de protection sociale. On classe habituellement les pays en deux groupes : ceux de tradition «bismarckienne» où le système repose sur des mécanismes d'assurance, souvent sur une base professionnelle, et les pays de tradition «beverdienne» où le système a pris originellement la forme d'une aide universelle. Le premier groupe est formé des pays d'Europe continentale (France, Benelux, Allemagne, Autriche). Dans le second on retrouve les pays nordiques, l'Irlande et le Royaume-Uni. Aujourd'hui les deux systèmes semblent toutefois en voie de rapprochement, en particulier du fait de l'accroissement du financement fiscal dans les pays où prédominent les cotisations. C'est particulièrement net pour la France où la part des cotisations, tout en restant supérieure à la moyenne européenne, a diminué de près de 8 points entre 1996 et 2003, à la suite du transfert vers la CSG de la part salarié relative au risque maladie.

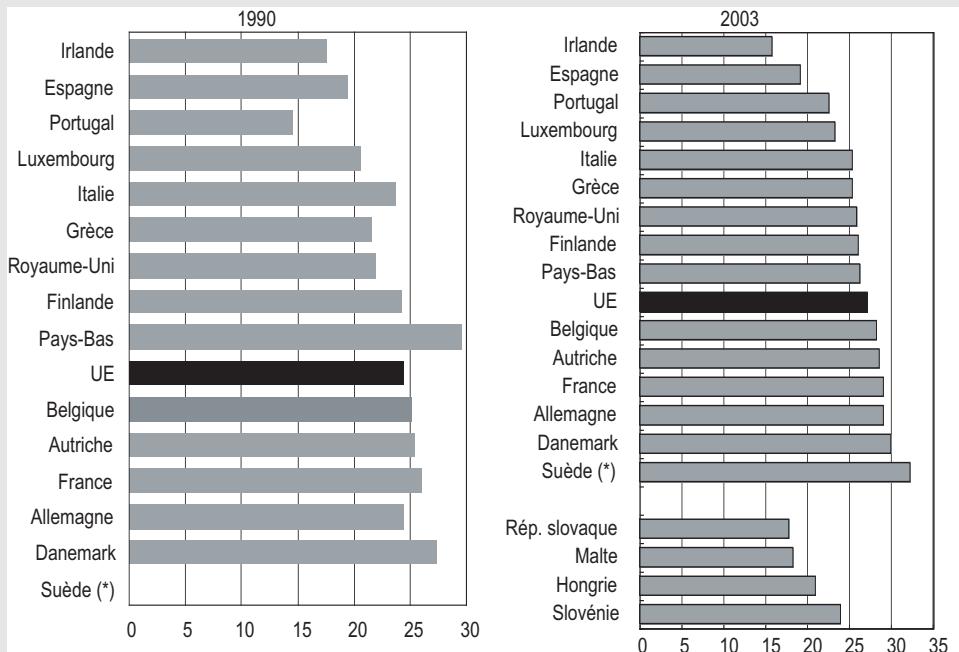
Entre 1990 et 2003, la part des cotisations a diminué de 5,9 points dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. Au sein des cotisations sociales, la part des cotisations versées par les employeurs reste prépondérante, malgré un mouvement de recul dans la majorité des pays, traduisant l'objectif d'alléger les coûts de la main-d'œuvre pour favoriser l'emploi. Trois pays ne s'inscrivent pas dans ce mouvement de baisse : d'une part la Belgique, qui a modifié les taux de cotisations de sécurité sociale en 1995, et d'autre part le Danemark et les Pays-Bas, pour lesquels il faut cependant noter que les cotisations patronales pèsent faiblement dans le financement de la protection sociale. Parallèlement, dans les pays nordiques, la part des cotisations versées par les salariés, les indépendants et les autres bénéficiaires de prestations sociales s'est légèrement accrue depuis le milieu de la décennie 1990. À l'inverse, dans d'autres pays, comme en France, leur poids a diminué en raison d'une réorientation du financement de la protection sociale vers des recettes fiscales, qui restent toutefois en large part assises sur la masse salariale.

Les contributions publiques et les impôts et taxes affectés pèsent en moyenne européenne en 2003 pour 36,9% dans les recettes de protection sociale, contre moins de 30% en 1990. Le mouvement de hausse est sensible dans les pays où la part des cotisations était importante, comme la France. À l'inverse, au Danemark, l'introduction en 1994 de nouvelles cotisations pour alimenter des fonds du marché du travail a contribué à réduire la part largement prépondérante des contributions publiques et des impôts et taxes affectés : leur poids dans les recettes est passé de 80% en 1990 à 63,0% en 2003.

1. SPA (Standard de pouvoir d'achat) : unité indépendante des monnaies nationales qui gomme les distorsions dues aux différences de niveaux de prix. Les SPA sont calculées sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA), obtenues sous la forme d'un prix moyen pour un panier homogène de biens et services.

graphique 01 ● Les dépenses de protection sociale en Europe en 2003

en % du PIB

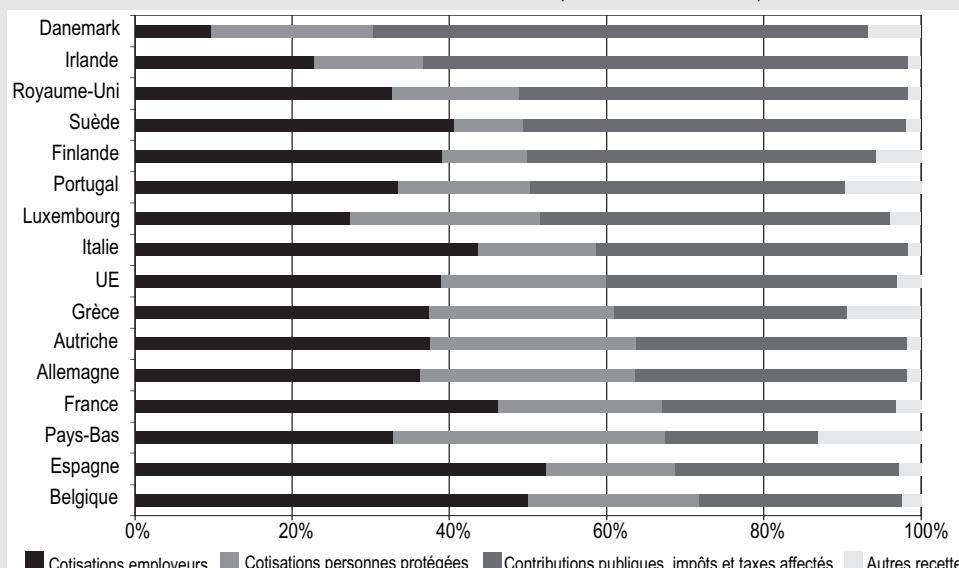


(*) Les données pour la Suède ne sont disponibles qu'à compter de l'année 1993 (les prestations de protection sociale représentaient alors 37,7% du PIB).

Sources: Eurostat, Sespros.

graphique 02 ● Le financement de la protection sociale dans l'Union européenne en 2003

par ordre croissant de la part des cotisations sociales



Sources: Eurostat, Sespros.

fiche 10**Les prestations maladie**

Les prestations versées au titre de la maladie se composent en grande partie de prestations sociales en nature (remboursements de soins), et de prestations de services sociaux, qui sont la contrepartie des services de soins mis gratuitement à la disposition des ménages dans le service public hospitalier. Elles sont servies en grande majorité par les régimes d'assurances sociales (notamment la Cnamts pour les salariés relevant du régime général, la Canam pour les indépendants, la MSA pour les salariés et exploitants agricoles, et les régimes directs d'employeurs). Une part des prestations de santé, minoritaire mais tendanciellement en progression régulière, est versée par les régimes complémentaires (mutuelles, assurances et institutions de prévoyance).

Une progression moins rapide des prestations maladie en 2005

En 2005, les prestations du risque maladie ont augmenté de 3,6 % en valeur pour atteindre 144,8 milliards d'euros (tableau 1). Ce rythme de progression a été divisé par deux depuis 2002. Ce ralentissement concerne également l'évolution de la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) retracée dans les Comptes nationaux de la santé (+3,9 % en valeur en 2005, après 5,1 % en 2004 et 6,4 % en 2003 et en 2002), qui inclut la part des dépenses de santé qui restent directement à la charge des ménages. Dans les comptes de la protection sociale, les prestations maladie incluent les versements effectués au bénéfice des titulaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMUC) par le fonds de financement de la CMU. Ces paiements se sont élevés en 2005, comme en 2004, à 1,2 milliard d'euros. Les effectifs de bénéficiaires de la CMUC s'élèvent à la fin de 2005 à 4,7 millions de personnes couvertes, et ont progressé entre les mois de décembre 2004 et 2005 de 2 %. Les prestations maladie comprennent également les prestations versées aux personnes atteintes de maladies liées à l'exposition à l'amiante par le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA); les premiers versements sont intervenus en 2002 et progressent encore: 433 millions d'euros en 2005 soit une hausse de 14,6 % par rapport à 2004. S'y ajoutent les indemnités journalières du risque maladie, qui restent stables à 9,3 milliards d'euros (-0,1 % par rapport à 2004), après les nets ralentissements de 2003 et 2004. Sont enfin incluses les prestations versées par l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM), qui atteignent 30 millions d'euros en 2005.

Une analyse de l'évolution des dépenses de santé en 2004 à travers les comptes nationaux de la santé

Les Comptes de la santé mesurent l'évolution des dépenses de santé quel qu'en soit le financeur: Sécurité sociale, État, mutuelles, assurances, institutions de prévoyance et ménages. Les Comptes de la santé décrivent les évolutions

de trois agrégats: la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) regroupe les dépenses hospitalières, les soins ambulatoires (séances de médecins et de dentistes, prestations des auxiliaires médicaux, analyses, thermalisme), les transports sanitaires, et les biens médicaux (médicaments, prothèses...), à l'exception des soins aux personnes âgées hébergées en établissement; la consommation médicale totale (CMT) ajoute à la CSBM les dépenses de prévention individuelles (vaccinations, dépistages...); enfin, la dépense courante de santé (DCS) regroupe la totalité des dépenses de santé: elle adjoint à la CMT, entre autres, les indemnités journalières, les dépenses de recherche et de formation médicales et les coûts de gestion de la santé.

En 2005, la CSBM s'élève à 150,6 milliards d'euros (tableau 2), soit 2 402 euros par habitant. Elle représente 8,8 % du produit intérieur brut (PIB) et 12,1 % de la consommation effective des ménages. La CMT et la DCS pèsent respectivement, 9,0 % et 11,1 % du PIB. L'année 2005, comme la précédente, enregistre une faible augmentation de ces agrégats dans le PIB à la différence des années 2002 et 2003 où la croissance des dépenses de santé était conjuguée à une moindre progression du PIB.

Le ralentissement de la consommation de soins et de biens médicaux en valeur en 2005 (+3,9 % après +5,1 % en 2004) est sensible pour toutes les catégories de dépenses et s'explique par la modération conjointe des hausses de prix (+1,1 % après +1,7 % en 2004) et de volumes (+2,7 %, hausse la plus faible depuis l'année 2000). La variation de prix des soins de médecins (+1,6 %) bien que supérieure à celle observée en 2004 (+1,1 %) confirme le ralentissement intervenu après les augmentations de 2002 et 2003 liées aux revalorisations des tarifs des consultations. Dans le secteur hospitalier public, les prix poursuivent leur ralentissement (+2,3 % en 2005, après +3,9 % en 2004 et +4,9 % en 2003). L'impact, sur la masse salariale, des embauches résultant de la réduction du temps de travail s'atténue. La baisse des prix des médicaments est identique à celle de l'année précédente (-1,2 %) contre -0,4 % en 2003; cette diminution est due en partie aux médicaments génériques qui progressent six fois plus vite que le marché global en 2005. L'infléchissement des volumes est sensible pour les dépenses de médicaments et de soins ambulatoires, et peut être expliqué pour partie par les premiers effets de la réforme de l'assurance maladie.

Le financement de la CSBM décrit les versements des financeurs aux prestataires de soins et aux distributeurs de biens médicaux. La part de la Sécurité sociale dans le financement de la consommation de soins et de biens médicaux diminue légèrement en 2005 (-0,14 point), retrouvant son niveau de 2002 (77,1%). À l'inverse, la part restant à la charge des ménages augmente de 0,27 point et s'établit à 8,7 % (tableau 3). Cet infléchissement, qui est concentré dans les soins ambulatoires, peut s'expliquer par la mise en place, au 1^{er} janvier 2005, de la participation forfaitaire de 1 euro qui est déduite du montant des remboursements pour les consultations et actes réalisés par un médecin ainsi que pour les actes de biologie médicale; cette mesure a permis à la Sécurité sociale une économie d'environ 400 millions d'euros en 2005.

tableau 01 ● Évolution des prestations maladie

| Montants en millions d'euros courants | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|---------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| MALADIE | 109 764 | 115 828 | 123 913 | 131 632 | 139 738 | 144 811 |
| - dont remplacement de revenu temporaire (1) | 7 434 | 8 053 | 8 959 | 9 480 | 9 517 | 9 511 |
| - dont soins de santé (2) | 101 744 | 107 098 | 114 296 | 121 645 | 129 158 | 134 132 |
| Évolution annuelle en euros courants (en %) | 2005/2000 (3) | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| MALADIE | 5,7 | 5,5 | 7,0 | 6,2 | 6,2 | 3,6 |
| - dont remplacement de revenu temporaire (1) | 5,1 | 8,3 | 11,2 | 5,8 | 0,4 | -0,1 |
| - dont soins de santé (2) | 5,7 | 5,3 | 6,7 | 6,4 | 6,2 | 3,9 |
| Évolution annuelle en termes réels (en %) | 2005/2000 (3) | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| MALADIE | 3,9 | 3,8 | 5,9 | 4,3 | 4,2 | 1,6 |
| - dont remplacement de revenu temporaire (1) | 3,3 | 6,5 | 10,1 | 3,9 | -1,5 | -2,0 |
| - dont soins de santé (2) | 3,9 | 3,5 | 5,6 | 4,5 | 4,2 | 1,8 |

(1) Comprend les indemnités journalières et les congés maladie de longue durée.

(2) Y compris aide médical gratuite jusqu'en 1999 et CMU depuis 2000.

(3) Évolution moyenne annuelle.

Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale*.

tableau 02 ● Principaux agrégats des comptes nationaux de la santé

| | Évolutions en valeur (%) | | | Montants en 2005 | |
|---|--------------------------|------------|------------|---------------------|-------------|
| | 2003 | 2004 | 2005 | En millions d'euros | En % du PIB |
| SOINS HOSPITALIERS | 6,0 | 5,0 | 3,8 | 67 040 | 3,9 |
| SOINS AMBULATOIRES | 7,2 | 4,4 | 3,1 | 40 853 | 2,4 |
| TRANSPORTS DE MALADES | 8,2 | 7,9 | 6,6 | 2 812 | 0,2 |
| MÉDICAMENTS | 6,0 | 5,3 | 4,2 | 31 343 | 1,8 |
| AUTRES BIENS MÉDICAUX | 7,1 | 8,7 | 6,0 | 8 547 | 0,5 |
| CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX | 6,4 | 5,1 | 3,9 | 150 595 | 8,8 |
| MÉDECINE PRÉVENTIVE | 5,9 | 5,2 | 5,9 | 2 964 | 0,2 |
| CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE | 6,4 | 5,2 | 3,9 | 153 559 | 9,0 |
| DÉPENSE COURANTE DE SANTÉ | 6,3 | 4,5 | 4,4 | 190 509 | 11,1 |

Sources : DREES, *Comptes nationaux de la santé*.

tableau 03 ● Structure du financement de la consommation de soins et de biens médicaux

| | 2000 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Sécurité sociale | 77,1 | 77,1 | 77,4 | 77,3 | 77,1 |
| État et collectivités locales | 1,2 | 1,4 | 1,4 | 1,3 | 1,3 |
| Mutuelles | 7,7 | 7,3 | 7,2 | 7,3 | 7,3 |
| Sociétés d'assurances | 2,7 | 2,8 | 2,9 | 3,1 | 3,1 |
| Institutions de prévoyance | 2,4 | 2,6 | 2,6 | 2,6 | 2,5 |
| Ménages | 9,0 | 8,8 | 8,5 | 8,5 | 8,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Sources : DREES, *Comptes nationaux de la santé*.

● *fiche 11***L'invalidité, le handicap et les accidents du travail****Les prestations liées à l'invalidité et aux accidents du travail**

Les prestations de protection sociale afférentes au risque invalidité représentent 25,3 milliards d'euros en 2005 ; elles poursuivent en 2005 l'accélération de 2004, et progressent ainsi de 5,1%, après 3,9% en 2004 et 2,8% en 2003. Cette forte progression s'explique par la progression toujours soutenue des prestations de nature médico-sociale, de l'action sociale et des autres frais correspondant à l'hébergement des personnes handicapées, mais aussi par l'accélération des rentes d'invalidité (+4,0% après +2,2%) et des dépenses au titre de l'allocation aux adultes handicapés (+5,6% après +3,0, tableau 1). Après une forte croissance jusqu'en 2002, les montants versés au titre de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) avaient ralenti en 2003 (+1,0%), puis repris en 2004 (+3,0%). En revanche, les pensions militaires d'invalidité diminuent (-4,9% en 2005).

Ces prestations recouvrent un ensemble de dispositifs comprenant tout d'abord les rentes – pensions d'invalidité, y compris militaires, et garantie de ressources en faveur des travailleurs handicapés – pour un montant de 9,6 milliards d'euros, ensuite les prestations en nature et celles relevant de l'action sociale en faveur des handicapés, totalisant 9,2 milliards d'euros, et enfin les compensations de charges et allocations sous condition de ressources – dont l'AAH et l'ACTP – pour un montant de 6,5 milliards.

Le rythme de croissance de l'AAH reste supérieur à celui du nombre de ses bénéficiaires, qui augmente de +1,8% en glissement, avec 800 000 allocataires au 31 décembre 2005 (métropole et Dom, tableau 2). Dans le cas de l'AES, la croissance des montants versés est désormais liée à celle de ses bénéficiaires qui, atteignant 138 000 personnes à fin 2005, progressent de +4,6% en glissement, après +4,7% en 2004, et alors que la forte croissance des dépenses enregistrée en 2003 (+20,8%) était essentiellement due à l'amélioration de la prestation moyenne consécutive à la réforme des compléments d'AES entrée en vigueur en 2002. L'allocation de présence parentale, créée en 2001, poursuit son développement, mais à un niveau encore modeste (4 100 personnes concernées fin 2005).

Les prestations afférentes au risque accidents du travail atteignent 8,3 milliards d'euros en 2005, en légère accélération par rapport à 2004 (+5,1% après +3,9%). Les rentes

d'accidents du travail et les allocations versées par le fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (Fcaata) progressent fortement (respectivement +6,4% et +22,4%). À l'inverse, les indemnités journalières d'accidents du travail restent stables (+0,1%), suivant en cela une dynamique proche de celle des indemnités journalières de maladie.

Le Compte social du handicap

Actualisé pour 2005, le compte permet d'évaluer à 32,5 milliards d'euros, soit 2,0% du PIB, les dépenses publiques consacrées à la prise en compte du handicap (tableau 3). Cet agrégat regroupe l'ensemble des dépenses de protection sociale des risques invalidité et accidents du travail, à l'exclusion toutefois, et par souci d'homogénéité, des soins de santé dispensés aux personnes victimes d'accidents du travail. En effet, les soins de santé dispensés aux personnes invalides sont retracés au sein du risque maladie des comptes de la protection sociale. Le compte social du handicap permet ainsi de mesurer l'effort de la collectivité au titre de la compensation des diverses formes de handicap. Cette évaluation est réalisée pour la seconde fois selon la base 2000 des comptes nationaux, qui a permis d'inclure dans le champ de cette évaluation des prestations de services sociaux qui n'y figuraient pas auparavant, et qui retracent, dans la nouvelle base des comptes nationaux, une part de l'action sociale des départements en faveur des personnes handicapées.

Lorsque l'on répartit les dépenses sociales affectées au compte social du handicap entre les différentes administrations qui en supportent le financement – État, collectivités locales, Sécurité sociale –, c'est la Sécurité sociale qui demeure le plus fort contributeur au financement de l'effort en faveur des handicapés, à hauteur de deux tiers des dépenses (graphique 1). Cela s'explique par le fait que le compte social du handicap est composé aux trois-quarts de prestations d'assurances sociales : pensions d'invalidité, rentes et indemnités journalières d'accidents du travail. L'État supporte 22% de l'effort, principalement au titre du financement des minima sociaux, dont l'AAH. La part des collectivités locales est réduite à 11%, correspondant à l'ACTP attribuée aux personnes de moins de soixante ans, mais aussi à des transferts aux ISBLSM qui assurent l'accueil et l'hébergement des personnes handicapées. ■

tableau 01 ● Les prestations liées à l'invalidité et au handicap entre 2000 et 2005

en millions d'euros courants

| Montants en millions d'euros courants | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| INVALIDITÉ | 19 728 | 20 952 | 22 572 | 23 199 | 24 102 | 25 335 |
| - dont remplacement de revenu permanent (1) | 7 695 | 8 244 | 8 822 | 9 234 | 9 336 | 9 621 |
| - dont compensation de charges et prestations en espèces (2) | 5 232 | 5 468 | 5 785 | 5 958 | 6 149 | 6 474 |
| - dont action sociale (prestations en nature) | 6 801 | 7 240 | 7 966 | 8 007 | 8 617 | 9 240 |
| ACCIDENTS DU TRAVAIL | 6 507 | 6 552 | 7 242 | 7 558 | 7 855 | 8 257 |

(1) Comprend les pensions d'invalidité (yc militaires) et la garantie de ressources.

(2) Comprend principalement l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et l'AAH.

Sources: DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 02 ● Évolution du nombre de bénéficiaires des prestations liées au handicap

| (en milliers, au 31 décembre) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|------|------|------|------|------|------|
| Allocation pour adultes handicapés (AAH) | 710 | 732 | 751 | 766 | 786 | 800 |
| Complément d'AAH* | 143 | 149 | 153 | 156 | 162 | 168 |
| allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)** | 114 | 119 | 121 | 126 | 132 | 138 |
| Allocation de présence parentale (APP) | - | 1,8 | 2,5 | 3,4 | 3,7 | 4,1 |

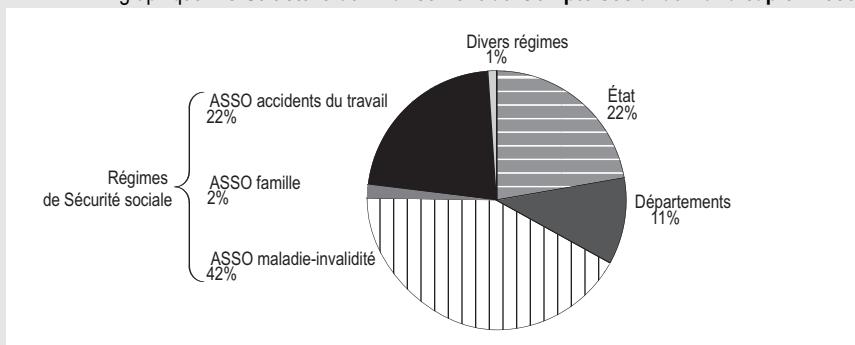
* Y compris, à partir de 2005, majoration pour la vie autonome (MAV) et garantie de ressources (Grph). *

**Allocation d'éducation spéciale (AES) avant 2005.

Champ : métropole et DOM, tous régimes.

Sources: CNAF.

graphique 1 ● Structure du financement du Compte social du handicap en 2005



● *fiche 11 (suite)****L'invalidité, le handicap et les accidents du travail***tableau 01 ● **Les prestations du Compte social du handicap**

| Catégories et listes des prestations sociales | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| INVALIDITÉ | 19728 | 20952 | 22572 | 23199 | 24102 | 25335 |
| Remplacement de revenu permanent | 6216 | 6825 | 7449 | 7920 | 8089 | 8436 |
| Rentes d'invalidité (y compris charges techniques) | 5377 | 5940 | 6498 | 6913 | 7062 | 7344 |
| Garantie de ressources aux travailleurs handicapés | 839 | 885 | 952 | 1007 | 1027 | 1091 |
| Compensation de charges sans conditions de ressources | 329 | 355 | 405 | 497 | 527 | 560 |
| Allocation d'éducation spéciale (AES) | 329 | 350 | 388 | 468 | 492 | 521 |
| Allocation de présence parentale (APP) | 0 | 6 | 18 | 29 | 35 | 39 |
| Compensation de charges avec conditions de ressources | 597 | 529 | 533 | 566 | 593 | 610 |
| Alloc. compensatrice pour tierce personne (ACTP) versée aux moins de 60 ans | 597 | 529 | 533 | 566 | 593 | 610 |
| Autres prestations en espèces sans conditions de ressources périodiques | 1535 | 1472 | 1440 | 1386 | 1312 | 1253 |
| Congés d'invalidité, prestations d'invalidité | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Allocation aux handicapés | 46 | 44 | 66 | 68 | 63 | 66 |
| Pensions militaires d'invalidité | 1478 | 1419 | 1373 | 1314 | 1247 | 1185 |
| Allocations spéciales | 9 | 8 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Autres prestations en espèces avec conditions de ressources périodiques | 4223 | 4501 | 4748 | 4792 | 4930 | 5201 |
| Allocation adultes handicapés (AAH), y compris alloc. forfaitaire ou complément d'AAH | 3967 | 4240 | 4484 | 4527 | 4663 | 4921 |
| Allocations et prestations du fonds de solidarité invalidité | 256 | 261 | 263 | 265 | 268 | 280 |
| Autres prestations en espèces sans conditions de ressources occasionnelles | 27 | 28 | 31 | 32 | 34 | 35 |
| Prestations diverses | 27 | 28 | 31 | 32 | 34 | 35 |
| Action sociale sans conditions de ressources | 6554 | 6984 | 7710 | 7733 | 8317 | 8919 |
| Prestations médico-sociale pour l'hébergement des personnes handicapées | 4667 | 5006 | 5481 | 5343 | 5686 | 6086 |
| Frais d'hébergement et aide sociale aux personnes handicapées | 1839 | 1928 | 2162 | 2319 | 2550 | 2752 |
| Action sociale avec condition de ressources | 155 | 172 | 177 | 191 | 229 | 244 |
| Prestations extralégales diverses des caisses de sécurité sociale | 155 | 172 | 177 | 191 | 229 | 244 |
| Autres prestations en nature avec condition de ressources | 92 | 84 | 79 | 83 | 71 | 77 |
| Prestations diverses | 92 | 84 | 79 | 83 | 71 | 77 |
| ACCIDENTS DU TRAVAIL | 5541 | 5556 | 6210 | 6478 | 6774 | 7155 |
| Remplacement de revenu permanent | 3672 | 3516 | 3920 | 4050 | 4315 | 4694 |
| Rentes d'accidents du travail | 3581 | 3434 | 3615 | 3590 | 3680 | 3917 |
| Allocations du FCAATA | 91 | 82 | 305 | 460 | 635 | 777 |
| Remplacement de revenu temporaire | 1869 | 2040 | 2290 | 2428 | 2460 | 2461 |
| Indemnités journalières | 1869 | 2040 | 2290 | 2428 | 2460 | 2461 |
| TOTAL DES PRESTATIONS «HANDICAP» | 25269 | 26508 | 28783 | 29677 | 30877 | 32489 |
| Ensemble des prestations de protection sociale | 399 020 | 415 928 | 441 443 | 463 008 | 486 624 | 505 476 |
| Part des prestations sociales «handicap» | 6,3% | 6,4% | 6,5% | 6,4% | 6,3% | 6,4% |

Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale*.

● *fiche 12***Les prestations de vieillesse – survie**

Les prestations afférentes au risque vieillesse – survie comprennent non seulement les pensions de retraite, mais aussi les avantages non contributifs comme le minimum vieillesse, des compensations de charges notamment dans le cas des personnes âgées ayant perdu leur autonomie et des aides versées dans le cadre de l'action sociale des différents régimes. Le risque vieillesse proprement dit correspond aux prestations versées au titre des droits propres des bénéficiaires, tandis que le risque survie englobe les pensions versées au titre de droits dérivés, c'est-à-dire les pensions de réversion et les allocations de veuvage¹.

Au total, 222,7 milliards d'euros de prestations de protection sociale ont été versés aux ménages au titre du risque vieillesse – survie en 2005 (tableau 1), représentant 44,1% de l'ensemble des prestations et 13,0% du produit intérieur brut (PIB). La progression de ces dépenses (5,0%), bien que ralentie par rapport à 2004 (5,2%) reste plus rapide que les trois années précédentes.

Les prestations de vieillesse représentent, avec un montant de 189,3 milliards d'euros, 85% de l'ensemble vieillesse – survie. Du fait de leur nette prépondérance au sein des prestations de vieillesse, les pensions de retraite, hors avantages non contributifs, ont un rôle directeur dans l'évolution de cet ensemble. Elles s'élèvent à 176,6 milliards d'euros en 2005, et ont progressé de +4,8% en valeur et de +2,8% en euros constants, bien que les pensions versées par les principaux régimes de retraite n'aient bénéficié en 2005 que de revalorisations modérées (2% pour le régime général – au 1^{er} janvier – et pour les régimes de retraite complémentaire des salariés du secteur privé – au 1^{er} avril), soit le rythme moyen de hausse des prix de la consommation finale des ménages en 2005. Outre l'effet du maintien en 2005 de la mortalité au faible niveau observé en 2004, le facteur principal de la forte progression des pensions de vieillesse en 2005 réside comme l'année précédente dans l'application de la disposition de la réforme des retraites issue de la loi du 21 août 2003 permettant le départ en retraite avant 60 ans des assurés du régime général et des salariés agricoles et des régimes des professions indépendantes ayant eu des carrières longues. Un dispositif de retraite anticipée a également été mis en œuvre en faveur des personnes lourdement handicapées. Selon les données de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), ce sont au total 228 000 personnes affiliées au régime général d'assurance vieillesse qui ont bénéficié de ce dispositif en 2004 et 2005. Une partie des bénéficiaires de cette mesure ont atteint leur 60^e anniversaire au cours des années 2004 ou 2005, et auraient bénéficié d'une retraite normale au cours de l'une ou l'autre année ; cependant, on dénombrait au 31 décembre 2005 environ 161 000 pensionnés du régime général âgés de moins de 60

ans, soit 1,6% de l'ensemble des retraités de droit direct de ce régime, alors qu'en n'en dénombrait aucun avant le 1^{er} janvier 2004 (tableau 2). Ce dynamisme de la retraite anticipée explique près d'un quart de la croissance du nombre des retraités du régime général (+ 66 000 retraités sur une hausse totale de + 290 000). Le nombre de retraités âgés de 60 à 63 ans augmente fortement (6,3%). Ce n'est qu'à partir de 64 ans que l'on retrouve des diminutions du nombre de retraités, qui concordent avec les effectifs particulièrement faibles des générations 1940-1941 (tableau 2).

Les allocations non contributives de vieillesse qui constituent le minimum vieillesse sont en progression de +4,2%, soit un rythme légèrement inférieur à celui des pensions de droits directs. Une première estimation portant sur les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse – principale allocation composant le « minimum vieillesse » – permet d'évaluer leur nombre à 610 000 au 31 décembre 2005 (France entière), après 622 000 fin 2004. Cette diminution confirme la tendance de longue période à la baisse des effectifs du minimum vieillesse, à la faveur de la maturation des régimes de retraite. Les compensations de charges liées à la dépendance, qui comprennent pour l'essentiel les dépenses au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation spécifique dépendance (PSD), atteignent quant à elles 4,4 milliards d'euros en 2004, et sont en progression de +6,1%. En leur sein, les dépenses concernant l'allocation personnalisée d'autonomie (HAPPA) s'élèvent à 3,9 milliards en 2004, en progression de 9,0% sur un an. Cette hausse, qui connaît un certain infléchissement par rapport à celle enregistrée en 2004 (11,9%), traduit la poursuite de la montée en charge de cette prestation créée en 2002, puis redéfinie en 2003 en instituant une participation financière plus importante des bénéficiaires. De fait, la progression du nombre de bénéficiaires reste soutenue, quoiqu'en ralentissement : au 31 décembre 2005, on dénombrait 921 000 bénéficiaires (France métropolitaine), contre 854 500 au 31 décembre 2004, soit une progression de 7,8%, contre +11,7% en 2004 (tableau 3). En conséquence, les dispositifs d'aide sociale aux personnes âgées préexistants – allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) versée aux personnes âgées de 60 ans ou plus, et PSD – tendent à revêtir un caractère résiduel.

Enfin, les prestations de survie atteignent 33,4 milliards d'euros en 2005, et progressent de +5,2% en valeur par rapport à l'année précédente. En leur sein, les pensions de réversion, qui représentent 86% de cet agrégat, progressent de +5,8%, contre +4,1% en 2004. Cette accélération peut s'expliquer par les premiers effets de la réforme des pensions de réversion entrée en vigueur en 2005, avec notamment l'abaissement de 55 à 52 ans de l'âge permettant de bénéficier d'une pension de droit dérivé. ■

1. Le rythme d'évolution des pensions de retraite de base subit une rupture en 2002. Ce choc s'explique par des raisons statistiques, liées au changement du traitement par la CNAV des cas de cumul de pensions de droits directs et de droits dérivés. Jusqu'en 2001 inclus, la CNAV ne distinguait pas pour un même assuré sa pension de droit direct et sa pension de droit dérivé, et imputait l'ensemble des avantages perçus par les assurés cumulant une pension propre et une pension de réversion en pension de droit direct. À partir de 2002, la CNAV répartit ces avantages entre droits directs et droits dérivés, ce qui se traduit logiquement en 2002 par un net ralentissement de l'évolution des pensions de base de droits directs, et en sens contraire par une forte augmentation des pensions de réversion (tableau 1).

● fiche 12 (suite)

Les prestations de vieillesse – survie

tableau 01 ● Évolution des prestations de vieillesse - survie

| Montants en millions d'euros courants | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| VIEILLESSE | 153 291 | 159 949 | 163 641 | 171 013 | 180 424 | 189 300 |
| - dont pensions directes : | | | | | | |
| de base | 146 186 | 152 443 | 154 057 | 160 354 | 168 411 | 176 553 |
| complémentaires | 109 717 | 114 486 | 114 613 | 119 115 | 125 126 | 130 187 |
| - dont allocations supplémentaires (1) | 36 469 | 37 957 | 39 444 | 41 238 | 43 284 | 46 366 |
| - dont compensation de charges (2) | 2 567 | 2 546 | 2 402 | 2 398 | 2 453 | 2 557 |
| - dont prestations en nature(3) | 1 224 | 1 258 | 2 890 | 3 792 | 4 145 | 4 397 |
| | 3 165 | 3 556 | 4 131 | 4 297 | 5 234 | 5 601 |
| SURVIE | 23 724 | 24 559 | 29 906 | 30 623 | 31 716 | 33 378 |
| - dont pensions de réversion : | | | | | | |
| 19 671 | 20 279 | 25 307 | 25 966 | 27 034 | 28 615 | |
| - dont compensation de charges (4) | 1 398 | 1 602 | 1 859 | 1 901 | 1 887 | 1 949 |
| TOTAL VIEILLESSE-SURVIE | 177 015 | 184 508 | 193 547 | 201 637 | 212 141 | 222 678 |
| Évolution annuelle en euros courants (en %) | 2005/2000 (5) | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| VIEILLESSE | 4,3 | 4,3 | 2,3 | 4,5 | 5,5 | 4,9 |
| - dont pensions directes : | | | | | | |
| de base | 3,8 | 4,3 | 1,1 | 4,1 | 5,0 | 4,8 |
| complémentaires | 3,5 | 4,3 | 0,1 | 3,9 | 5,0 | 4,0 |
| - dont allocations supplémentaires (1) | 4,9 | 4,1 | 3,9 | 4,5 | 5,0 | 7,1 |
| - dont compensation de charges (2) | -0,1 | -0,8 | -5,6 | -0,2 | 2,3 | 4,2 |
| - dont prestations en nature(3) | 29,1 | 2,8 | 129,8 | 31,2 | 9,3 | 6,1 |
| | 12,1 | 12,4 | 16,2 | 4,0 | 21,8 | 7,0 |
| SURVIE | 7,1 | 3,5 | 21,8 | 2,4 | 3,6 | 5,2 |
| - dont pensions de réversion : | | | | | | |
| 7,8 | 3,1 | 24,8 | 2,6 | 4,1 | 5,8 | |
| - dont compensation de charges (4) | 6,9 | 14,6 | 16,1 | 2,3 | -0,8 | 3,3 |
| TOTAL VIEILLESSE-SURVIE | 4,7 | 4,2 | 4,9 | 4,2 | 5,2 | 5,0 |
| Évolution annuelle en euros courants (en %) | 2005/2000 (5) | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| VIEILLESSE | 2,6 | 2,6 | 1,2 | 2,6 | 3,6 | 2,9 |
| - dont pensions directes : | | | | | | |
| de base | 2,1 | 2,5 | 0,0 | 2,2 | 3,1 | 2,8 |
| complémentaires | 1,8 | 2,6 | -0,9 | 2,1 | 3,1 | 2,0 |
| - dont allocations supplémentaires (1) | 3,2 | 2,3 | 2,8 | 2,7 | 3,0 | 5,0 |
| - dont compensation de charges (2) | -1,7 | -2,5 | -6,6 | -2,0 | 0,4 | 2,2 |
| - dont prestations en nature(3) | 27,0 | 1,1 | 127,3 | 28,9 | 7,3 | 4,0 |
| | 10,2 | 10,5 | 15,0 | 2,1 | 19,6 | 4,9 |
| SURVIE | 5,3 | 1,8 | 20,5 | 0,6 | 1,7 | 3,2 |
| - dont pensions de réversion : | | | | | | |
| 6,0 | 1,4 | 23,5 | 0,8 | 2,2 | 3,8 | |
| - dont compensation de charges (4) | 5,1 | 12,6 | 14,9 | 0,4 | -2,6 | 1,3 |
| TOTAL VIEILLESSE-SURVIE | 3,0 | 2,5 | 3,8 | 2,3 | 3,3 | 2,9 |

(1) Il s'agit principalement du *minimum vieillesse* : allocation supplémentaire du FSV, majoration L 842 et allocation aux vieux travailleurs (AVTS, AVTSN). (2) Comprend principalement la prestation spécifique dépendance (PSD) jusqu'en 2001, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à partir de 2002 et les aides au départ. (3) Comprend l'action sociale et les autres prestations en nature (aide à l'habitat, exonération de la redevance télévision...). (4) Comprend les capitaux décès et les frais funéraires. (5) Évolution moyenne annuelle.

Sources: DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 02 ● Effectifs de retraités de droit direct de la CNAV au 31 décembre

en milliers (métropole et DOM) et ventilation par âge

| Âge | 2000 | 2001 | Évolution 2001 /2000 | 2002 | Évolution 2002 /2001 | 2003 | Évolution 2003 /2002 | 2004 | Évolution 2004 /2003 | 2005 | Évolution 2005 /2004 |
|----------------|--------|--------|----------------------------|--------|----------------------------|--------|----------------------------|--------|----------------------------|---------|----------------------------|
| 55 ans | | | | | | | | 0,0 | | 0,1 | |
| 56 ans | | | | | | | | 8,9 | | 14,0 | 57,2 % |
| 57 ans | | | | | | | | 24,6 | | 38,5 | 56,5 % |
| 58 ans | | | | | | | | 31,9 | | 49,0 | 53,7 % |
| 59 ans | | | | | | | | 30,2 | | 59,8 | 97,9 % |
| 55-59 ans | | | | | | | | 95,6 | | 161,4 | 68,9 % |
| 60 ans | 244,4 | 231,0 | -5,5 % | 254,2 | 10,1 % | 269,2 | 5,9 % | 279,1 | 3,7 % | 291,3 | 4,4 % |
| 61 ans | 329,6 | 307,0 | -6,9 % | 292,9 | -4,6 % | 317,9 | 8,5 % | 340,7 | 7,2 % | 351,0 | 3,0 % |
| 62 ans | 344,9 | 346,2 | 0,4 % | 325,5 | -6,0 % | 307,4 | -5,6 % | 337,3 | 9,7 % | 363,5 | 7,8 % |
| 63 ans | 356,4 | 355,6 | -0,2 % | 357,7 | 0,6 % | 333,8 | -6,7 % | 319,6 | -4,2 % | 351,4 | 9,9 % |
| 64 ans | 366,9 | 363,1 | -1,0 % | 362,5 | -0,2 % | 361,6 | -0,2 % | 342,7 | -5,2 % | 328,8 | -4,1 % |
| 60-64 ans | 1642,2 | 1602,8 | -2,4 % | 1592,8 | -0,6 % | 1589,9 | -0,2 % | 1619,4 | 1,8 % | 1686,0 | 4,1 % |
| 65-69 ans | 2352,1 | 2352,1 | 0,0 % | 2338,4 | -0,6 % | 2335,8 | -0,1 % | 2331,7 | -0,2 % | 2318,3 | -0,6 % |
| 70-74 ans | 2028,6 | 2089,5 | 3,0 % | 2150,8 | 2,9 % | 2182,7 | 1,5 % | 2221,8 | 1,8 % | 2219,3 | -0,1 % |
| 75-79 ans | 1565,3 | 1592,1 | 1,7 % | 1620,6 | 1,8 % | 1660,9 | 2,5 % | 1711,7 | 3,0 % | 1775,6 | 3,7 % |
| 80-84 ans | 761,1 | 902,9 | 18,6 % | 1025,0 | 13,5 % | 1129,0 | 10,1 % | 1222,3 | 8,2 % | 1239,8 | 1,4 % |
| 85-89 ans | 503,5 | 468,1 | -7,0 % | 433,6 | -7,4 % | 410,8 | -5,3 % | 411,1 | 0,0 % | 509,3 | 23,9 % |
| 90 ans et plus | 234,6 | 251,2 | 7,1 % | 269,0 | 7,1 % | 283,4 | 5,4 % | 307,1 | 8,0 % | 301,1 | -2,0 % |
| Ensemble | 9087,5 | 9258,6 | 1,9 % | 9430,1 | 1,9 % | 9592,5 | 1,7 % | 9920,7 | 3,4 % | 10210,7 | 2,9 % |

Sources: CNAV.

tableau 03 ● Bénéficiaires de l'aide sociale des départements - France métropolitaine

effectifs au 31 décembre 2005

| | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005(e) |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|-----------|
| Personnes âgées dépendantes | 200 000 | 168 500 | 174 000 | 658 800 | 795 100 | 873 500 | 939 900 |
| dont: | | | | | | | |
| ACTP 60 ans ou plus | 200 000 | 43 200 | 27 300 | 21 400 | 20 500 | 18 800 | 18 900 |
| PSD | - | 125 300 | 146 700 | 37 100 | 9 600 | 200 | - |
| APA | - | - | - | 600 300 | 765 000 | 854 500 | 921 000 |
| Autres aides aux personnes âgées (*) | 220 890 | 178 040 | 175 010 | 159 880 | 149 960 | 146 650 | 141 010 |
| Total aide aux personnes âgées | 420 890 | 346 540 | 349 010 | 818 680 | 945 060 | 1 020 150 | 1 080 910 |

(*) Total à la charge des conseils généraux comprenant également les aides ménagères, l'accueil en établissement au titre de l'aide sociale aux handicapés et l'accueil auprès de particuliers; (e): estimation provisoire. Sources: DREES, enquête Aide sociale.

● *fiche 13***Les prestations afférentes au risque famille – maternité**

Les prestations maternité – famille comprennent les dépenses liées à la maternité, les prestations familiales et des dispositifs relevant de l'action sociale en faveur des familles. La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2004 a institué la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) qui se substitue progressivement aux quatre prestations de l'ancien système en faveur des familles avec des enfants âgés de moins de trois ou six ans : l'allocation pour jeune enfant (APJE), l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA), l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) et l'allocation parentale d'éducation (APE). Cette nouvelle prestation vise à unifier et étendre le système des aides liées à l'accueil des jeunes enfants. Elle est servie aux familles pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1^{er} janvier 2004. Les familles qui bénéficient des anciennes prestations continuent de les percevoir jusqu'à leur terme, sauf si elles accueillent un nouvel enfant. Au 1^{er} janvier 2007, l'ensemble des ménages et personnes en remplissant les conditions d'éligibilité bénéficieront de la PAJE. Cette évolution législative a légèrement modifié la frontière entre les risques maternité et famille en 2004.

Les prestations liées à la maternité se composent d'indemnités journalières, de soins de santé dispensés au cours de la grossesse et à l'issue de l'accouchement, ainsi que, depuis 2004, de la prime de naissance qui se substitue à l'ancienne APJE « courte ». Les prestations maternité comprennent aussi depuis 2002 les montants attribués au titre du congé de paternité.

Les prestations familiales se composent tout d'abord des allocations mentionnées au code de la Sécurité sociale : allocations familiales proprement dites, complément familial versé aux familles de trois enfants et plus âgés de plus de trois ans, allocation de base de la PAJE (PAJE AB), ancienne APJE « longue », aides à la garde d'enfants, complément libre choix d'activité de la PAJE (CLCA, ancienne APE), aides aux parents isolés (allocation de soutien familial, ASF, allocation de parent isolé, API, une allocation différentielle versée aux personnes isolées assumant la charge d'un ou plusieurs enfants), allocation de rentrée scolaire (ARS) versée sous conditions de ressources, allocation d'adoption. Elles comprennent également le supplément familial de traitement, attribué aux agents publics ayant au moins un enfant à charge au sens des prestations familiales, les bourses d'étude et les montants consacrés à l'action sociale et diverses prestations en nature. Une particularité des prestations couvrant le risque maternité-famille est d'être, dans une proportion appréciable (35 % en 2004), sous conditions de ressources ; il faut cependant noter que les conditions de ressources de certaines allocations sont peu restrictives, notamment dans le cas de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) (fiche 4).

Ralentissement des prestations liées à la famille

En 2005, l'ensemble des prestations afférentes au risque maternité - famille s'élève à 45,4 milliards, en progression de +3,8 % en euros courants après +4,5 % en 2004 (tableau 1). Les prestations liées au risque famille, principale composante de cet ensemble, atteignent 39,6 milliards, en léger ralentissement par rapport à 2004 (+4,5 % en euros courants après +5,0 %) où la croissance avait été tirée par la création de la PAJE. Les aides à la garde d'enfants (AGED, AFEAMA et complément mode de garde de la PAJE) enregistrent à nouveau une forte hausse en 2005, sous l'effet de l'amélioration de la prise en charge des frais de garde liée à la mise en place de la PAJE. Leurs bénéficiaires, cumulés, augmentent de seulement 2,6 %. En revanche, les montants versés au titre de l'APE et du nouveau CLCA (2,7 milliards d'euros au total) diminuent nettement (-9 % par rapport à 2004), alors que le nombre de leurs bénéficiaires croît de près de 2 %; ces évolutions divergentes des montants et des bénéficiaires s'expliquent par une plus grande proportion d'APE et CLCA à taux partiel, ainsi que par la modification des règles de plafonnement et de cumul des diverses prestations (l'APE comprend implicitement l'APJE, tandis que le CLCA s'ajoute à l'allocation de base de la PAJE, dont le droit est ouvert à 90 % des bénéficiaires du CLCA).

Parmi les autres prestations d'importance du risque famille, le supplément familial de traitement dans la fonction publique diminue très légèrement (-0,7 %) après la nette baisse enregistrée en 2004. Les allocations familiales augmentent quant à elles de +2,2 % en valeur, comme en 2004, sous l'effet de la valorisation de la base mensuelle des allocations familiales et de la progression +0,5 % en glissement annuel du nombre de bénéficiaires (tableau 2). Enfin, les prestations d'action sociale et d'aide sociale ralentissent mais restent dynamiques, avec +5,6 %. Comme en 2004, les montants versés au titre de l'API, minimum social sous conditions de ressources destiné aux familles monoparentales, progressent vivement (+7,7 % après +8,2 %); les effectifs de bénéficiaires croissent en moyenne de près de 4 % par an depuis 2000.

Contrairement aux prestations liées à la famille, celles consacrées à la maternité (5,9 milliards d'euros) diminuent pour retrouver un niveau proche de celui de 2003. Pourtant, les naissances augmentent de 0,9 % (807 400 contre 800 200 l'année précédente en France entière). La diminution des prestations maternité s'explique notamment par le transfert de charges partiel relatif à l'APJE « courte », en diminution de 9 % cette année après 19 % en 2004: seule la partie « prime de naissance », correspondant aux derniers mois de grossesse, est comptabilisée au sein du risque maternité, alors que les versements effectués après la naissance sont intégrés à l'allocation de base, et augmentent donc les prestations du risque famille. Les indemnités journalières liées à la maternité progressent quant à elles de 2,9 %. ■

tableau 01 ● Évolution des prestations maternité - famille

| Montants en millions d'euros courants | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| MATERNITÉ | 5 067 | 5 220 | 5 655 | 5 840 | 5 907 | 5 856 |
| FAMILLE | 33 444 | 34 237 | 35 171 | 36 083 | 37 889 | 39 583 |
| <i>dont allocations familiales</i> | <i>10 954</i> | <i>11 086</i> | <i>11 258</i> | <i>11 447</i> | <i>11 699</i> | <i>11 952</i> |
| <i>dont autres prestations familiales</i> | <i>16 896</i> | <i>17 172</i> | <i>17 895</i> | <i>18 058</i> | <i>18 662</i> | <i>19 685</i> |
| <i>dont action sociale et aide sociale</i> | <i>5 594</i> | <i>5 979</i> | <i>6 019</i> | <i>6 578</i> | <i>7 529</i> | <i>7 947</i> |
| TOTAL MATERNITÉ-FAMILLE | 38 511 | 39 457 | 40 826 | 41 924 | 43 796 | 45 439 |
| Évolution annuelle en euros courants (en %) | 2005/2000 (1) | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| MATERNITÉ | 2,9 | 3,0 | 8,3 | 3,3 | 1,1 | -0,9 |
| FAMILLE | 3,4 | 2,4 | 2,7 | 2,6 | 5,0 | 4,5 |
| <i>dont allocations familiales</i> | <i>1,8</i> | <i>1,2</i> | <i>1,5</i> | <i>1,7</i> | <i>2,2</i> | <i>2,2</i> |
| <i>dont autres prestations familiales</i> | <i>3,1</i> | <i>1,6</i> | <i>4,2</i> | <i>0,9</i> | <i>3,3</i> | <i>5,5</i> |
| <i>dont aide sociales</i> | <i>7,3</i> | <i>6,9</i> | <i>0,7</i> | <i>9,3</i> | <i>14,4</i> | <i>5,6</i> |
| TOTAL MATERNITÉ-FAMILLE | 3,4 | 2,5 | 3,5 | 2,7 | 4,5 | 3,8 |
| Évolution annuelle en termes réels (en %) | 2005/2000 (1) | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| MATERNITÉ | 1,2 | 1,3 | 7,2 | 1,4 | -0,7 | -2,8 |
| FAMILLE | 1,7 | 0,7 | 1,7 | 0,8 | 3,1 | 2,4 |
| <i>dont allocations familiales</i> | <i>0,1</i> | <i>-0,5</i> | <i>0,5</i> | <i>-0,1</i> | <i>0,3</i> | <i>0,2</i> |
| <i>dont autres prestations familiales</i> | <i>1,4</i> | <i>-0,1</i> | <i>3,1</i> | <i>-0,9</i> | <i>1,4</i> | <i>3,4</i> |
| <i>dont action et aide sociales</i> | <i>5,5</i> | <i>5,1</i> | <i>-0,4</i> | <i>7,4</i> | <i>12,3</i> | <i>3,5</i> |
| TOTAL MATERNITÉ-FAMILLE | 1,6 | 0,7 | 2,4 | 0,9 | 2,5 | 1,7 |

tableau 02 ● Effectifs des bénéficiaires des principales prestations familiales hors PAJE
(Tous régimes métropole et départements d'outre-mer)

| | Effectifs en milliers au 31 décembre | | | | | | Évolutions en glissement annuel, en % | | | | |
|----------------------------------|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| Allocations familiales (AF) | 4 709 | 4 736 | 4 756 | 4 782 | 4 813 | 4 839 | 0,6 | 0,4 | 0,6 | 0,6 | 0,5 |
| Complément familial (CF) | 960 | 944 | 922 | 915 | 909 | 899 | -1,7 | -2,3 | -0,7 | -0,6 | -1,2 |
| Alloc. de rentrée scolaire (ARS) | 3 185 | 3 198 | 3 147 | 3 091 | 3 102 | 3 038 | 0,4 | -1,6 | -1,8 | 0,3 | -2,1 |
| Alloc. de parent isolé (API) | 170 | 177 | 181 | 189 | 197 | 206 | 3,8 | 2,5 | 4,4 | 4,0 | 4,8 |
| Alloc. soutien familial (ASF) | 630 | 644 | 655 | 673 | 686 | 695 | 2,1 | 1,8 | 2,7 | 2,0 | 1,3 |

Sources : CNAF.

tableau 03 ● Les prestations liées à l'accueil du jeune enfant (PAJE)
(tous régimes métropole et départements d'outre-mer)

| | Montants en millions d'euros | | | Effectifs en milliers au 31 décembre | | |
|---|------------------------------|--------------|--------------|--------------------------------------|------|-------|
| | 2003 | 2004 | 2005 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Prestations antérieures à la PAJE | | | | | | |
| Allocation pour jeune enfant courte (APJE courte) | 803 | 64 | 1 | 403 | | |
| Allocation pour jeune enfant longue (APJE longue) | 2 012 | 1 719 | 985 | 1 041 | 703 | 322 |
| Alloc. emploi assistante maternelle (AFAEMA) | 2 168 | 2 225 | 1 670 | 629 | 567 | 391 |
| Alloc. de garde d'enfant à domicile (AGED) | 113 | 115 | 173 | 53 | 46 | 35 |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | 3 034 | 2 712 | 1 555 | 563 | 409 | 191 |
| Prestations composant la PAJE | | | | | | |
| Prise de naissance (*) | | 586 | 591 | | 720 | 712 |
| Allocation de base | | 754 | 2 139 | | 690 | 1 332 |
| Complément mode de garde - assistante maternelle | | 170 | 1 255 | | 104 | 296 |
| Complément mode de garde - garde à domicile | | 9 | 75 | | 7 | 21 |
| Complément de libre choix d'activité | | 290 | 1 170 | | 186 | 415 |
| Ensemble des prestations liées à l'accueil du jeune enfant | 8 131 | 8 645 | 9 612 | | | |

Sources : CNAF et DREES, Comptes de la protection sociale. (*) : estimation DREES, effectif annuel.

● *fiche 14***Les prestations liées à l'emploi**

Après avoir nettement ralenti en 2004 (+2,8% en valeur après +10,2% en 2003), les prestations liées à l'emploi ont diminué en 2005 de 1,3% en euros courants et de 3,2% en termes réels (tableau 1). Parmi ces prestations, on compte celles liées à l'indemnisation du chômage, celles liées à l'insertion et à la réinsertion professionnelle, ainsi que les pré-retraites, dispositif situé à la frontière entre les risques chômage et vieillesse.

Le système d'indemnisation du chômage est assuré par deux régimes. En cas de perte d'emploi, c'est tout d'abord l'assurance chômage, gérée et financée par les partenaires sociaux (Unedic et Assedic), qui intervient et verse des prestations pendant une durée limitée. Ensuite, les demandeurs d'emploi peuvent, sous certaines conditions, basculer dans le régime de solidarité, qui relève de l'État. Pour le régime d'assurance chômage, une convention a été signée en décembre 2002 qui a commencé à s'appliquer aux demandeurs d'emploi inscrits à partir du 1^{er} janvier 2004. Ayant pour objectif le redressement de la situation financière de l'assurance chômage, qui a connu une dégradation importante à partir de 2002, cette convention a notamment raccourci la durée maximale d'indemnisation dans les diverses filières. Avec le même objectif, une nouvelle convention est entrée en vigueur en janvier 2006 ; elle modifie également l'organisation des différentes filières d'indemnisation et prévoit une hausse des cotisations. Le régime de solidarité, créé en 1984, permet sous certaines conditions, notamment de ressources, d'assurer un revenu de remplacement aux personnes qui ne sont pas ou plus couvertes par le régime d'assurance chômage. Le régime intervient à titre subsidiaire, c'est-à-dire qu'il intervient pour certains groupes non couverts par l'assurance chômage et s'efface au moment de l'accès aux avantages vieillesse. Ce régime verse trois allocations : l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation équivalent retraite (AER) – qui a remplacé l'allocation spécifique d'attente (ASA) en avril 2002 et garantit un minimum de ressources aux personnes âgées de moins de 60 ans et totalisant quarante années de cotisations –, et l'allocation d'insertion (AI).

Diminution pour l'assurance chômage et léger ralentissement pour le régime de solidarité

En 2005, l'ensemble des indemnités de chômage s'est élevé à 26,9 milliards d'euros, en diminution de 1,4% en valeur par rapport à 2004, année qui avait déjà marqué un net ralentissement. En leur sein, les indemnités versées par le régime d'assurance se réduisent de 1,9% en valeur, après avoir augmenté de 4,1% en 2004 et 17,9% (tableau 3). Ces évolutions s'expliquent en partie par la conjoncture économique : stabilisé autour de 10% de fin 2003 jusqu'au deuxième trimestre 2005, le taux de chômage au sens du BIT a ensuite amorcé un repli pour atteindre 9,6% fin 2005. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 a nettement diminué en 2005 (-5,2% en glissement annuel, cf. tableau 2). L'effectif total des demandeurs d'emploi potentiellement indemnifiables

(DEFM de catégories 1 à 3 et 6 à 8 + dispensés de recherche d'emploi) se réduit également. L'autre paramètre influant sur l'évolution des prestations d'assurance chômage est la proportion de demandeurs d'emploi indemnisés par ce régime. Alors qu'elle était en hausse entre 2000 et 2003, cette proportion s'est stabilisée en 2004 puis a diminué fortement pour atteindre 48,8% fin 2005 (données brutes). Cette diminution s'explique par une augmentation de l'ancienneté moyenne des chômeurs, mais aussi par la réforme des filières qui a réduit les durées d'indemnisation. Au total, le nombre de chômeurs indemnisés par le régime d'assurance a diminué de 10% en glissement annuel, et de 3,9% en moyenne annuelle.

Les indemnités versées par le régime de solidarité suivent, quant à elles, l'évolution du chômage avec un décalage d'environ deux ans. Leur croissance reste soutenue en 2005 (+2,8% en valeur après +3,1% en 2004), ce qui est la conséquence de la situation difficile observée sur le marché du travail jusqu'à la mi-2005 et du raccourcissement des durées d'indemnisation dans le régime d'assurance chômage. Le nombre total de personnes indemnisées par le régime de solidarité a fortement progressé (+7,5% en glissement et +3,4% en moyenne annuelle), avec des évolutions différencierées selon les prestations. Pour la principale, l'allocation de solidarité spécifique (ASS), le nombre d'allocataires progresse vivement (+28 500 bénéficiaires en glissement en métropole) alors qu'il diminuait depuis 1999. L'allocation équivalent retraite (AER) voit également son nombre de bénéficiaires augmenter nettement (+10 200 personnes) ; elle remplace l'allocation spécifique d'attente (ASA) depuis 2002, et garantit un minimum de ressources aux personnes âgées de moins de soixante ans et totalisant quarante années de cotisations. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation d'insertion diminue quant à lui de 13 300 personnes.

Les préretraites sont toujours en recul

Les dépenses de préretraites atteignent 2,8 milliards d'euros en 2005. Elles enregistrent encore une diminution de 10,8% en valeur, après 8,9% en 2004, du fait notamment de la baisse sensible des dépenses liées à l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) dont l'accès a été fermé depuis le 1^{er} janvier 2003 (tableau 4). Les préretraites versées par l'État s'élèvent quant à elles à 1 milliard d'euros. En dehors des préretraites, les autres prestations liées au chômage sont essentiellement des indemnités de licenciement et de perte d'emploi (versées par les régimes directs et les régimes d'employeurs), qui s'élèvent respectivement à 3,4 et 1 milliard d'euros en 2005.

Enfin, les montants versés au titre de l'insertion et de la réinsertion professionnelle augmentent pour atteindre 2,5 milliards d'euros en 2005, après avoir diminué de 2000 à 2003 et s'être stabilisés en 2004. Ils sont constitués pour près de la moitié d'indemnités de formation versées par l'Unedic ; celles-ci progressent de 4,5% comme en 2004, après la forte augmentation de 2003 (+13%) liée à la montée en charge de l'ARE formation, qui se substitue à l'allocation de formation reclassement (AFR). ■

tableau 01 ● Évolution des prestations emploi

| Montants en millions d'euros courants | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| INSERTION ET RÉINSERTION PROFESSIONNELLE | 2 873 | 2 770 | 2 434 | 2 398 | 2 414 | 2 452 |
| CHÔMAGE | 25 985 | 26 938 | 30 953 | 34 397 | 35 398 | 34 875 |
| - dont préretraites | 4 691 | 4 616 | 3 882 | 3 464 | 3 155 | 2 813 |
| - dont indemnités de chômage (hors chômage partiel) | 17 136 | 18 132 | 22 608 | 26 265 | 27 310 | 26 919 |
| TOTAL EMPLOI | 28 858 | 29 708 | 33 387 | 36 795 | 37 813 | 37 327 |
| Évolution annuelle en euros courants (en %) | 2005/2000* | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| INSERTION ET RÉINSERTION PROFESSIONNELLE | -3,1 | -3,6 | -12,1 | -1,5 | 0,7 | 1,6 |
| CHÔMAGE | 6,1 | 3,7 | 14,9 | 11,1 | 2,9 | -1,5 |
| - dont préretraites | -9,7 | -1,6 | -15,9 | -10,8 | -8,9 | -10,8 |
| - dont indemnités de chômage (hors chômage partiel) | 9,5 | 5,8 | 24,7 | 16,2 | 4,0 | -1,4 |
| TOTAL EMPLOI | 5,3 | 2,9 | 12,4 | 10,2 | 2,8 | -1,3 |
| Évolution annuelle en termes réels (en %) | 2005/2000* | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| INSERTION ET RÉINSERTION PROFESSIONNELLE | -4,7 | -5,2 | -13,0 | -3,3 | -1,2 | -0,4 |
| CHÔMAGE | 4,3 | 1,9 | 13,7 | 9,1 | 1,0 | -3,4 |
| - dont préretraites | -11,2 | -3,3 | -16,8 | -12,4 | -10,6 | -12,6 |
| - dont indemnités de chômage (hors chômage partiel) | 7,6 | 4,0 | 23,4 | 14,1 | 2,1 | -3,3 |
| TOTAL EMPLOI | 3,5 | 1,2 | 11,2 | 8,2 | 0,9 | -3,2 |

* Évolution en moyenne annuelle.

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 02 ● Évolution du nombre de demandeurs d'emploi et de chômeurs indemnisés en métropole
effectifs au 31 décembre et évolutions en glissement annuel

| | Effectifs bruts en milliers au 31 décembre | | | | | | Évolutions en % | | | | |
|--|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|------------|------------|------------|-------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) (catégories 1,2,3,6,7 et 8)* + DRE | 3 847,6 | 3 885,2 | 4 022,7 | 4 251,4 | 4 356,8 | 4 220,8 | 1,0 | 3,5 | 5,7 | 2,5 | -3,1 |
| dont DEFM (catégorie 1) nouvelle définition (CVS) | 2 209,4 | 2 264,1 | 2 373,1 | 2 514,9 | 2 513,2 | 2 381,8 | 2,5 | 4,8 | 6,0 | -0,1 | -5,2 |
| Régimes d'assurance-chômage | 1 687,1 | 1 904,9 | 2 137,8 | 2 281,4 | 2 285,8 | 2 058,0 | 12,9 | 12,2 | 6,7 | 0,2 | -10,0 |
| Régime de solidarité | 457,2 | 428,3 | 418,3 | 423,5 | 426,9 | 458,9 | -6,3 | -2,6 | 1,2 | 0,8 | 7,5 |
| dont : allocation d'insertion | 31,9 | 36,7 | 43,5 | 47,2 | 47,4 | 34,1 | 15,0 | 18,5 | 8,5 | 0,4 | -28,1 |
| Allocation équivalent retraite** | | | 2,8 | 27,1 | 32,2 | 42,4 | - | - | 867,9 | 18,8 | 31,7 |
| Allocation de solidarité spécifique | 425,3 | 391,6 | 372,0 | 349,2 | 346,0 | 374,5 | -7,9 | -4,5 | -6,1 | -0,9 | 8,2 |
| Ensemble des deux régimes | 2 144,3 | 2 333,2 | 2 556,1 | 2 704,9 | 2 712,7 | 2 516,9 | 8,8 | 9,6 | 5,8 | 0,3 | -7,2 |

* Catégorie 1 : personnes sans emploi, immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à plein temps.

Catégorie 2 : personnes sans emploi, immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps partiel.

Catégorie 3 : personnes sans emploi, immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée temporaire ou saisonnier.

Catégorie 6 : personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein.

Catégorie 7 : personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps partiel.

Catégorie 8 : personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier.

** AER : créée en 2002, elle se substitue à l'allocation spécifique d'attente.

Sources : ANPE, Unedic.

tableau 03 ● Évolution des indemnités de chômage versées par les régimes d'indemnisation du chômage

| | en millions d'euros | | | | | | évolution en % | | | | |
|-----------------------------|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|-------------|-------------|------------|-------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| Régimes d'assurance chômage | 14 546 | 15 749 | 20 181 | 23 786 | 24 754 | 24 291 | 8,3 | 28,1 | 17,9 | 4,1 | -1,9 |
| Régime de solidarité | 2 590 | 2 384 | 2 427 | 2 479 | 2 556 | 2 628 | -8,0 | 1,8 | 2,1 | 3,1 | 2,8 |
| Ensemble | 17 136 | 18 132 | 22 608 | 26 265 | 27 310 | 28 919 | 5,8 | 24,7 | 16,2 | 4,0 | -1,4 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 04 ● Nombre de préretraites en fin d'année (en métropole)

| | effectifs bruts en milliers au 31 décembre | | | | | | évolutions en % | | | | |
|--|--|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| Préretraites - État (hors congé de fin d'activité) | 103,0 | 89,9 | 84,5 | 83,7 | 67,6 | 55,4 | -12,7 | -6,0 | -0,9 | -19,3 | -18,0 |
| Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) | 87,1 | 72,9 | 38,1 | 16,2 | 5,3 | 1,1 | -16,3 | -47,8 | -57,5 | -67,3 | -79,2 |
| Ensemble | 190,1 | 162,8 | 122,6 | 99,9 | 72,9 | 56,5 | -14,3 | -24,7 | -18,5 | -27,0 | -22,5 |

Sources : Unedic.

fiche 15**Les prestations de logement**

Il existe trois allocations de logement destinées à assurer une couverture partielle des frais de logement: l'allocation de logement à caractère familial (ALF), l'allocation de logement à caractère social (ALS) et l'aide personnalisée au logement (APL). S'y ajoutent, pour un faible montant, des prestations extra légales, qui viennent compléter les prestations du risque logement. Les trois principales allocations logement sont toutes attribuées sous conditions de ressources aux locataires et aux accédants à la propriété qui occupent un logement répondant à des normes minimales de salubrité et de peuplement. L'APL est l'allocation la plus importante: en 2005 elle représente 45 % des aides au logement, l'ALS 30 % et l'ALF 25 %.

L'allocation de logement à caractère familial (ALF)

Cette allocation est une prestation destinée aux jeunes ménages (versée au maximum pendant cinq ans à compter de la date du mariage) et aux familles avec des personnes à charge (enfants, ascendants ou infirmes) payant un minimum de loyer.

L'allocation de logement à caractère social (ALS)

Depuis le 1^{er} janvier 1993, l'accès à l'ALS est étendu à toute personne disposant de ressources ne dépassant pas un certain plafond (qui varie selon le lieu où l'on vit). Sont concernés en particulier les étudiants, les jeunes travailleurs de plus de 25 ans, les personnes âgées de 60 à 65 ans et les chômeurs.

L'aide personnalisée au logement (APL)

Celle-ci est destinée aux locataires de logements conventionnés et aux accédants à la propriété ou aux propriétaires qui ont amélioré leur logement avec des prêts

d'accession à la propriété (PAP) aidés par l'État ou des prêts conventionnés (PC).

À partir de juillet 2000, sont intervenues plusieurs étapes aboutissant à l'unification des barèmes des aides au logement du secteur locatif (alignement des loyers plafond de l'ALF et de l'ALS sur ceux de l'APL). Ces modifications du calcul des allocations expliquent la forte progression de l'ALF et de l'ALS constatée au cours des années en 2001 et surtout 2002 (tableau 1).

L'ensemble des prestations logement reste stable en 2005 à 13,9 milliards d'euros, dans un contexte où le nombre total de bénéficiaires d'allocations logement s'est stabilisé (+0,3 %, tableau 2) alors qu'il diminuait depuis 1999. Cette situation est due à l'augmentation du nombre des allocataires en secteur locatif, qui représentent plus de 80 % de l'ensemble des bénéficiaires. Les évolutions des trois allocations sont cependant contrastées.

Pour l'APL, les montants versés diminuent (-1,4 %) après la hausse de 2004 (+3,1 %), tandis que le nombre de bénéficiaires poursuit son érosion tendancielle (-0,8 % en 2005).

À l'inverse, le nombre d'allocataires de l'ALF et de l'ALS continue à progresser (respectivement +1,7 et +0,7 %) et les montants versés au titre de ces prestations augmentent également (respectivement +0,6 et +1,1 %) mais à un rythme plus modéré qu'en 2004 (respectivement +6,2 et +2,8 %).

L'évolution modeste des prestations logement en 2005, après les vives augmentations des années 2002 et 2004, s'explique en partie par l'effet en année pleine de mesures d'économies prises à partir du second semestre 2004, qui ont rendu plus stricte l'éligibilité aux aides au logement, et par une revalorisation des aides (+1,8 %) intervenue seulement dans la seconde partie de l'année (septembre 2005). ■

tableau 01 ● Évolution des prestations logement

| Montants en millions d'euros courants | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| LOGEMENT | 12 608 | 12 820 | 13 448 | 13 396 | 13 894 | 13 877 |
| dont ALF | 2 815 | 3 039 | 3 228 | 3 267 | 3 470 | 3 492 |
| dont APL | 6 117 | 5 930 | 6 103 | 5 995 | 6 182 | 6 096 |
| dont ALS | 3 531 | 3 713 | 3 979 | 3 997 | 4 110 | 4 155 |
| Évolution annuelle en euros courants (en %) | 2005/2000* | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| LOGEMENT | 1,9 | 1,7 | 4,9 | -0,4 | 3,7 | -0,1 |
| dont ALF | 4,4 | 7,9 | 6,2 | 1,2 | 6,2 | 0,6 |
| dont APL | -0,1 | -3,1 | 2,9 | -1,8 | 3,1 | -1,4 |
| dont ALS | 3,3 | 5,2 | 7,2 | 0,5 | 2,8 | 1,1 |
| Évolution annuelle en termes réels (en %) | 2005/2000* | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| LOGEMENT | 0,2 | 0,0 | 3,8 | -2,2 | 1,8 | -2,1 |
| dont ALF | 2,7 | 6,1 | 5,1 | -0,6 | 4,3 | -1,3 |
| dont APL | -1,7 | -4,7 | 1,8 | -3,5 | 1,2 | -3,3 |
| dont ALS | 1,6 | 3,4 | 6,0 | -1,3 | 0,9 | -0,9 |

* Évolution moyenne annuelle.

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 02 ● Effectif de bénéficiaires d'allocations logement

tous régimes métropole et département d'outre-mer

| | Effectifs en milliers au 31 décembre | | | | | | Évolutions en % | | | | |
|---|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| Allocation de logement à caractère familial (ALF) | 1 253 | 1 251 | 1 245 | 1 228 | 1 236 | 1 257 | -0,1 | -0,5 | -1,3 | 0,6 | 1,7 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 2 797 | 2 752 | 2 708 | 2 637 | 2 585 | 2 565 | -1,6 | -1,6 | -2,6 | -2,0 | -0,8 |
| Allocation de logement à caractère social (ALS) | 2 234 | 2 200 | 2 221 | 2 221 | 2 232 | 2 249 | -1,5 | 0,9 | 0,0 | 0,5 | 0,7 |
| TOTAL | 6 283 | 6 203 | 6 173 | 6 086 | 6 053 | 6 071 | -1,3 | -0,5 | -1,4 | -0,6 | 0,3 |

Sources : CNAF.

● *fiche 16***Les prestations afférentes au risque pauvreté et exclusion sociale**

Les prestations liées au risque pauvreté – exclusion sociale s'élèvent à 7,8 milliards d'euros en 2005. Elles sont entièrement sous conditions de ressources et sont constituées aux trois quarts par le revenu minimum d'insertion (RMI), au titre duquel 6,1 milliards d'euros ont été versés. Les autres prestations sont des secours accordés en majorité par les régimes d'intervention sociale des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), c'est-à-dire le secteur associatif, ainsi qu'une fraction, très réduite, de la prime pour l'emploi¹.

La croissance des prestations afférentes au risque pauvreté – exclusion sociale en 2005 (+6,4% en euros courants) reflète donc la croissance des montants versés au titre du RMI, qui reste forte (+6,3%) même si elle a ralenti après la nette accélération observée en 2003. Le barème du RMI a été revalorisé de 1,8% en janvier 2005 et les effectifs d'allocataires ont crû de 4,7% en glissement annuel sur 2005, soit 49 900 allocataires supplémentaires, pour s'établir en fin d'année à 1 113 300 (données corrigées des variations saisonnières, métropole, champ CNAF). Cette évolution marque un net ralentissement par rapport à 2004 (+9,1%). L'action publique a été marquée depuis 2003 par la création de dispositifs visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du RMI. Parmi ces dispositifs, le Contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA), entré en vigueur en 2004, peut être signé avec un employeur du secteur marchand; fin 2005, ce contrat concernait 4 200 allocataires en France entière. Le contrat d'avenir, entré en vigueur en mars 2005, peut quant à lui être conclu entre un employeur du secteur non marchand et un bénéficiaire d'un minimum social (RMI, API, ASS ou AAH); fin 2005, il concernait 11 100 allocataires. Par ailleurs, une prime de retour à l'emploi d'un montant de 1 000 euros a été instituée par le décret du 29 août 2005, à destination des titulaires de certains minima sociaux qui retrouvent un emploi. Environ 3 000 allocataires ayant un droit ouvert au RMI, et ayant trouvé un emploi fin 2005, ont bénéficié de cette prime en février 2006. La loi du 23 mars 2006, relative au retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux, a pérennisé ce dispositif en en modifiant les conditions d'attribution. Ainsi, les bénéficiaires du RMI, mais aussi de l'ASS et de l'API, qui retrouvent un emploi d'au moins 78 heures par mois conserveront leur allocation pendant trois mois, puis toucheront une prime forfaitaire de 1 000 euros au qua-

trième mois suivant l'embauche, et recevront du quatrième au douzième mois une prime de 150 euros (avec une bonification de 75 euros par mois pour les familles).

L'évolution du RMI suit, avec un certain retard, la conjoncture du marché du travail (graphique 1). Le chômage non indemnisé et l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles apparaissent, avec une incidence décalée dans le temps, comme des déterminants importants de l'évolution du nombre d'allocataires du RMI. L'année 2005 a été caractérisée par une amélioration du marché du travail avec notamment une baisse continue du chômage depuis le mois de mai: sur l'année, on observe ainsi une baisse du nombre de chômeurs potentiellement indemnisables de 131 000 unités. Le nombre d'emplois salariés du secteur marchand non agricole a quant à lui augmenté de 52 000, soit de 0,3% en glissement annuel.

Ainsi, l'augmentation du nombre d'allocataires du RMI en 2005 semble surtout résulter de la réduction importante de la couverture de l'indemnisation chômage qui perd 2,5 points en un an (la proportion de chômeurs indemnisés par le régime d'assurance chômage ou le régime de solidarité passant de 62,2% à 59,6%). De ce fait, le nombre de demandeurs d'emploi non indemnisés (au sein des catégories 1 à 3, 6 à 8 et dispensés de recherche d'emploi) a augmenté de 3,3% en glissement annuel, soit + 53 800 individus. En effet, la situation difficile du marché du travail entre 2002 et 2004 a progressivement entraîné une augmentation de l'ancienneté des demandeurs d'emploi: à la fin de 2005, 12,4% d'entre eux ont une ancienneté de deux ans ou plus, contre 11,9% fin 2004 et 11,1% fin 2003 (données CVS). Le nombre de chômeurs ayant épousé leurs droits à l'assurance chômage a donc également augmenté, une partie seulement réunissant les conditions pour bénéficier de l'allocation de solidarité spécifique (ASS). De plus, la réforme de l'assurance chômage décidée fin 2002, dont la montée en charge s'est fait sentir jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2005, s'est traduite dans la plupart des cas par un raccourcissement de la durée maximale d'indemnisation. Par exemple, dans la filière la plus longue, accessible aux salariés ayant cotisé pendant 14 mois au cours des 24 mois précédant la rupture du contrat de travail, la durée d'indemnisation a été réduite de 30 à 23 mois. Ce raccourcissement de l'indemnisation a pu conduire à un basculement plus fréquent et plus précoce des chômeurs vers le dispositif du RMI. ■

1. Conformément aux règles de la comptabilité nationale, il s'agit des montants de la prime pour l'emploi effectivement versés sous forme de prestation, lorsque le montant de cette prime excède le montant cumulé de l'impôt sur le revenu, de la CSG et de la CRDS payé par le foyer. La majeure partie de celle-ci, prenant la forme d'une réduction d'impôts, n'est pas considérée comme une prestation sociale.

tableau 01 ● Évolution des prestations pauvreté - exclusion sociale

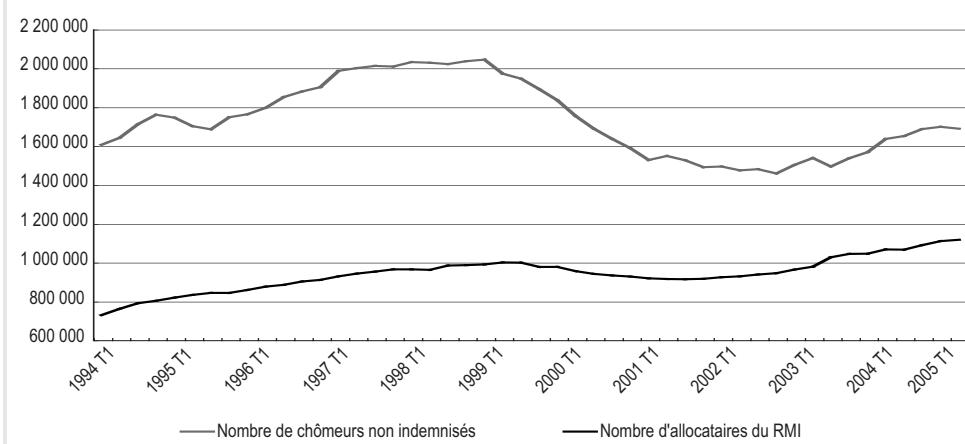
| Montants en millions d'euros courants | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble | 6 029 | 6 104 | 6 509 | 6 866 | 7 286 | 7 752 |
| - dont RMI | 4 600 | 4 590 | 4 892 | 5 368 | 5 721 | 6 083 |
| Évolution annuelle en euros courants (en %) | 2005/2000* | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| Ensemble | 5,2 | 1,2 | 6,6 | 5,5 | 6,1 | 6,4 |
| - dont RMI | 5,7 | -0,2 | 6,6 | 9,7 | 6,6 | 6,3 |
| Évolution annuelle en termes réels (en %) | 2005/2000* | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
| Ensemble | 3,4 | -0,4 | 5,5 | 3,6 | 4,1 | 4,3 |
| - dont RMI | 4,0 | -1,9 | 5,5 | 7,8 | 4,6 | 4,3 |

* Évolution moyenne annuelle.

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

graphique 01 ● Évolution entre 1994 et 2005 du nombre de chômeurs non indemnisés

catégories 1 à 3, 6 à 8 et dispensés de recherche d'emploi) et du nombre d'allocataires du RMI en métropole hors MSA (données CVS et corrigé des effets de barèmes)



Sources : CNAF, Unedic.

fiche 17**Les cotisations sociales**

En 2005, le montant total des cotisations sociales reçues par les régimes de protection sociale s'est élevé à 345,6 milliards d'euros (tableau 1), en augmentation de +3,5% en valeur par rapport à 2004, après +3,1% l'année précédente. Les cotisations sociales se composent à 87% de cotisations effectives, dont 56% de cotisations d'employeurs, 26% de cotisations de salariés, et 6% de cotisations sur les autres revenus. Les 13% restants proviennent des cotisations imputées, qui sont la contrepartie des prestations directes versées par les employeurs à leurs salariés (par exemple le supplément familial de traitement pour les fonctionnaires). Les cotisations effectives (301,9 milliards d'euros reçus par l'ensemble des régimes en 2005) constituent la recette principale des régimes d'assurances sociales qui en reçoivent la majeure partie (280,2 milliards d'euros, fiche 6), notamment pour le régime général (153,4 milliards d'euros, soit 50,8% de l'ensemble des cotisations sociales effectives) ; elles sont particulièrement prépondérantes pour l'Unedic et pour les régimes complémentaires (respectivement 98% et 83% de l'ensemble des ressources y compris transferts). Les cotisations effectives représentent également l'essentiel des ressources (78%) des régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance.

Cotisations sociales effectives, masse salariale, allégements

L'évolution des cotisations sociales est principalement liée à celle de la masse salariale, compte tenu du poids déterminant des cotisations sociales assises sur les salariés. Le rapport de la masse salariale brute au PIB est resté stable autour de 38% entre 1990 et 1996 ; il a augmenté entre 1998 et 2002 pour atteindre 39% mais il s'est ensuite infléchi à la baisse pour s'établir à 38,6% en 2005 (graphique 1). La dynamique des cotisations sociales est également affectée par les évolutions de la législation sur le financement de la protection sociale, comme la montée en charge de la CSG et les baisses de cotisations décidées en compensation, ou encore les exonérations de charges insitutées sur les bas salaires ou liées à la réduction du temps de travail. Rappelons qu'une grande partie des exonérations donnent lieu à compensation par l'État (90% en 2005), la loi du 25 juillet 1994 prévoyant que toute nouvelle mesure d'exonération de cotisation doit être compensée.

En 2005, la croissance des cotisations effectives liées à l'emploi salarié a nettement accéléré (+4,0% après +2,9%), alors qu'elle avait ralenti depuis 2001, passant de +5,1% à +3,0% en 2004 (graphique 2). L'accélération de 2005 s'explique en grande partie par l'adossement des industries électriques et gazières (IEG) au régime général et aux régimes complémentaires de retraite ; les cotisations correspondantes sont désormais comptabilisées comme des cotisations effectives liées à l'emploi salarié, alors qu'elles

étaient précédemment comptabilisées dans les cotisations imputées. La création du régime additionnel de la Fonction publique (RAFP) a également contribué à l'augmentation des cotisations, de même que la progression modérée des exonérations de charges sociales (+3,0% selon les données de la commission des comptes de la sécurité sociale de juin 2006), les nouvelles mesures d'exonération n'ayant concerné que les hôtels-cafés-restaurants.

De 2001 à 2003, le ralentissement de l'évolution des cotisations effectives liées à l'emploi salarié s'expliquait essentiellement par celui de l'évolution de la masse salariale, même si en 2003 la hausse des taux de cotisations Unedic avait permis aux cotisations de croître plus vite que la masse salariale (+3,6% contre +2,5%). En 2004, les cotisations sociales effectives liées à l'emploi salarié (+3,0%) n'avaient que peu profité du rebond de la masse salariale (+3,5%) en raison d'une nette augmentation des exonérations (+5,1% selon le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale) liée au développement des allégements du « dispositif Fillon », qui a remplacé les mesures « Aubry 2 » et la réduction dégressive des cotisations sur les bas salaires.

Les cotisations employeurs progressent moins fortement que les cotisations salariés

Au sein des cotisations sociales effectives, celles à la charge des employeurs sont redevenues en 2005 nettement moins dynamiques que celles à la charge des salariés (+3,8% contre +4,6%, tableau 2), après deux années où les évolutions étaient très proches. En effet, le surcroît de cotisations liées à l'emploi salarié, généré par la création de la RAFP et par l'adossement des industries électriques et gazières (IEG) au régime général et aux régimes complémentaires de retraite, a été réparti à parts égales entre salariés et employeurs, entraînant une augmentation relative plus forte pour les cotisations à la charge des salariés. Par ailleurs, les employeurs ont bénéficié d'allégements de charges (mesures Fillon, restaurateurs), qui ont accentué l'écart entre cotisations salariés et employeurs.

Les cotisations des travailleurs indépendants progressent de 6,3% en 2005 et s'élèvent à 18,9 milliards d'euros. Les cotisations sur prestations et les autres cotisations, qui progressent respectivement de 8,0% et 3,4%, restent marginales (au total 1,8 milliard d'euros en 2005). Enfin, les cotisations imputées (43,7 milliards d'euros en 2005), qui sont la contrepartie des prestations directes d'employeurs versées pour l'essentiel par l'État et les grandes entreprises nationales, diminuent de 0,8% en 2005, sous l'effet de l'adossement des IEG au régime général et aux régimes complémentaires de retraite. ■

tableau 01 ● Les cotisations sociales 2000-2005

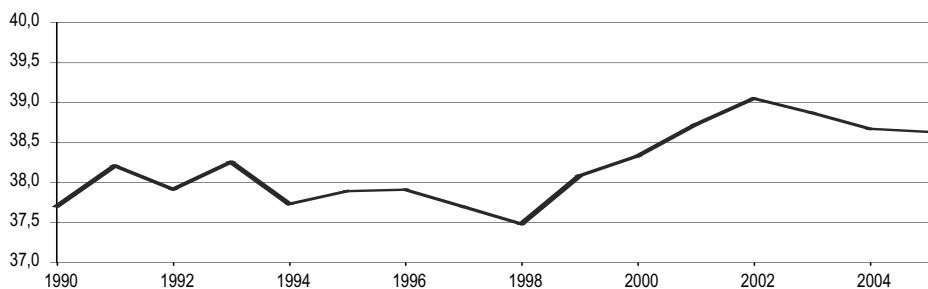
en millions d'euros

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Cotisations effectives | 246 568 | 259 882 | 271 280 | 281 002 | 299 749 | 301 910 |
| Cotisations d'employeurs | 160 482 | 167 823 | 174 275 | 180 476 | 185 717 | 192 776 |
| Cotisations de salariés | 70 074 | 74 560 | 79 094 | 82 032 | 84 456 | 88 415 |
| Cotisations des travailleurs indépendants | 14 765 | 16 165 | 16 506 | 17 034 | 17 796 | 18 922 |
| Cotisations sur prestations | 928 | 952 | 974 | 996 | 1 080 | 1 166 |
| Autres cotisations | 319 | 382 | 431 | 464 | 610 | 631 |
| Cotisations fictives | 38 262 | 39 503 | 41 149 | 42 761 | 43 999 | 43 655 |
| Cotisation totales | 284 830 | 299 385 | 312 429 | 323 763 | 333 749 | 345 565 |

Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale*.

graphique 01 ● Part dans le PIB des salaires et traitements bruts reçus par les ménages

en % du PIB

Sources : INSEE, *Comptes nationaux*.

graphique 02 ● Croissance en valeur de la masse salariale brute et des cotisations effectives liées à l'emploi salarié

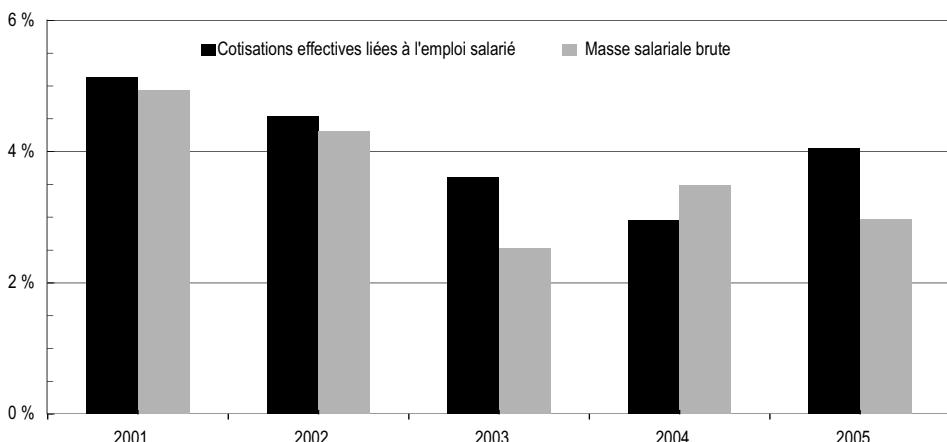
Sources : INSEE, *Comptes nationaux*; DREES, *Comptes de la protection sociale*.

tableau 02 ● Taux de croissance des cotisations effectives liées à l'emploi salarié

| | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Cotisations d'employeurs | 4,6 | 3,8 | 3,6 | 2,9 | 3,8 |
| Cotisations de salariés | 6,4 | 6,1 | 3,7 | 3,1 | 4,6 |
| Total | 5,1 | 4,5 | 3,6 | 3,0 | 4,0 |

Sources : INSEE, *Comptes nationaux*; DREES, *Comptes de la protection sociale*.

fiche 18

Les impôts et taxes affectés

Les régimes de protection sociale reçoivent des impôts et taxes qui leurs sont expressément affectés, dont le montant s'élève à 91,7 milliards d'euros en 2005 (tableau 1) et qui représentent 17,4 % des ressources hors transferts de la protection sociale.

Le régime général de la Sécurité sociale est, avec 59,0 milliards d'euros en 2005, le principal bénéficiaire de ces impôts et taxes affectés. Les fonds spéciaux reçoivent quant à eux 18,7 milliards d'euros : le fonds de solidarité vieillesse (FSV) est le principal fonds bénéficiaire (10,4 milliards d'euros), puis vient le fonds de financement de la protection sociale agricole (FFIPSA), qui se substitue depuis 2005 au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et reçoit 5,3 milliards d'euros, et enfin la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) qui reçoit 3,0 milliards d'euros. Cet organisme reçoit notamment une fraction de CSG (1,3 milliard d'euros) et la contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA, 1,7 milliard d'euros), qui constitue la contrepartie du surcroît d'activité induit par la suppression d'un jour chômé (dispositif dit de la «journée de solidarité»). Les autres régimes d'assurances sociales totalisent 13,9 milliards, en incluant l'intégralité du produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés recouvré par l'Organic (4,2 milliards d'euros), et qui peut bénéficier à certains fonds de financement. En dehors du champ de la sécurité sociale proprement dite, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics (fonds de financement de la couverture maladie universelle, Fonds national d'aide au logement, fonds de solidarité...) bénéficient à ce titre de 3,3 milliards d'euros.

Plus de 80 % de ces impôts et taxes affectés sont constitués d'impôts sur le revenu et le patrimoine (74,7 milliards), au sein desquels la contribution sociale généralisée (CSG) tient une place déterminante (71,7 milliards d'euros en 2005, tableau 1). Elle bénéficie à l'ensemble des régimes d'assurance maladie et de prestations familiales, au FSV et à la CNSA. Les 17,0 milliards restants se répartissent entre les impôts sur les produits (9,2 milliards d'euros, au titre des taxes sur les tabacs et sur les alcools bénéficiant à la branche maladie du régime général, mais aussi à partir de 2005 au FFIPSA, lequel reçoit également des taxes agricoles), les impôts sur les salaires correspondant à la CSA et à la contribution des employeurs au Fonds national d'aide au logement (3,6 milliards d'euros), enfin les impôts divers liés à la production constitués du produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés (4,2 milliards d'euros).

En 2004, le montant des impôts et taxes affectés à la protection sociale avait connu une réduction importante, compensée par une hausse de même ampleur des contributions publiques. Ce mouvement s'expliquait entièrement par la suppression du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) qui prenait en charge la compensation aux régimes de sécurité sociale de la plus grande partie des exonérations de cotisations sociales consenties aux entreprises. En 2005, comme en 2004, ces exonérations sont compensées par des contributions publiques du budget de l'État (fiche 19), ce qui se traduit par une stabilité globale du périmètre des recettes fiscales¹. Toutefois, plusieurs impôts affectés à la protection

sociale en 2004 et en 2005 ont vu leur rendement considérablement augmenté à la faveur de la mise en œuvre de la réforme de l'assurance maladie : c'est le cas de la CSG, dont le taux a été augmenté sur les revenus de remplacement et du patrimoine, et dont l'assiette a été élargie sur les revenus d'activité, et de la contribution sociale de solidarité sur les sociétés, qui pèse sur le chiffre d'affaires des entreprises les plus grandes, et dont le taux a été relevé au 1^{er} janvier 2005. Avec la perception en année pleine de la contribution de solidarité pour l'autonomie, cela explique la progression sensible des impôts et taxes affectés à la protection sociale entre 2004 et 2005 (+10,3 %).

L'évolution amorcée à partir de 2004 marque un infléchissement, mais non une rupture dans l'évolution de la structure du financement de la protection sociale depuis une quinzaine d'années. Les années quatre-vingt-dix ont été marquées en effet par un mouvement considérable de substitution des impôts et taxes affectés aux cotisations sociales, dont l'impact cumulé entre 1990 et 2005 peut être évalué, sous réserve des incertitudes introduites par le passage à la «base 2000» des comptes nationaux, à 75,2 milliards d'euros (fiche 5). En d'autres termes, avec la structure des ressources hors transferts de 1990, le montant des impôts et taxes affectés à la protection sociale en 2005 n'aurait été que de 16,4 milliards d'euros, soit 75,2 milliards d'euros de moins que le montant effectivement observé.

Ce changement de structure a eu notamment pour objectif de réduire les prélèvements sociaux pesant spécifiquement sur le facteur travail. Sur ce point, l'analyse détaillée de la structure des impôts et taxes affectés conduit cependant à nuancer l'analyse : d'une part, 3,6 milliards d'euros sur un montant total de 91,7 milliards sont constitués d'impôts sur les salaires qui affectent directement le coût du travail; d'autre part, la CSG, principal impôt affecté à la protection sociale, est également assise, à hauteur de 62 %, sur les salaires. Au total, plus de la moitié des impôts et taxes affectés à la protection sociale en 2005 – 48,1 milliards d'euros – seraient directement prélevés sur les salaires. Ainsi, au-delà des changements de la qualification juridique des différentes recettes de la protection sociale, qui ont été importants, leur impact économique effectif sur le coût relatif des facteurs de production a sans doute été plus limité. Encore le calcul précédent se limite-t-il à l'impact ex ante des substitutions d'assiettes induites par la montée en puissance des impôts et taxes affectés à la protection sociale, sans prendre en compte leur incidence ex post une fois l'ensemble des ajustements des prix et des salaires réalisés.

Les impôts et taxes affectés contribuent aux prélèvements obligatoires sollicités par le système de protection sociale, dont le poids peut être mesuré par le taux de prélèvements obligatoires sociaux, somme des cotisations sociales effectives perçues par les administrations publiques et des impôts et taxes affectés à la protection sociale rapportée au PIB. En 2005, ce taux s'est élevé à 21,6 % (graphique 1), soit 49 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires, qui se sont élevés au total à 44,0 % du PIB. Les impôts et taxes affectés à la protection sociale représentent 5,4 % du PIB, soit un quart de l'ensemble des prélèvements obligatoires sociaux. ■

1. Toutefois, pour le mois de décembre 2005, la compensation des exonérations de cotisations sociales s'est traduite non pas par des contributions publiques, mais par une affectation de recettes fiscales, comme ce sera le cas en année pleine à partir de 2006.

tableau 01 ● Répartition des impôts et taxes affectés par régime et type d'impôts en 2005
en millions d'euros

| | Impôts sur les produits | Impôts sur les salaires | Impôts divers liés à la production | Impôts sur le revenu et le patrimoine | | Ensemble | |
|---|-------------------------|-------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|-----------------|---------------|--------------|
| | | | | | dont CSG | montants | % |
| CNAM | 3 499 | | | 44 604 | (43 967) | 48 103 | 52,5 |
| CNAF | | | | 10 453 | (10 432) | 10 453 | 11,4 |
| CNAV | | | | 230 | | 230 | 0,3 |
| ACOSS | | | | 92 | | 92 | 0,1 |
| FCATA* | 22 | | | | | 22 | 0,0 |
| FCATA** | 30 | 70 | | | | 100 | 0,1 |
| CNSA | | 1 705 | | 1 255 | (940) | 2 960 | 3,2 |
| FFIPSA | 5 304 | | | | | 5 304 | 5,8 |
| Fonds de solidarité vieillesse (FSV) | | 4 | | 10 360 | (9 922) | 10 364 | 11,3 |
| Régimes particuliers de salariés | 6 | | | 1 681 | (1 657) | 1 687 | 1,8 |
| Salariés agricoles | | | | 1 087 | (1 087) | 1 087 | 1,2 |
| Exploitants agricoles | | | | 919 | (919) | 919 | 1,0 |
| Régimes de non-salariés non agricoles | 43 | | | 2 777 | (2 777) | 2 820 | 3,1 |
| ORGANIC | | | 4 244 | | | 4 244 | 4,6 |
| Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | 302 | 1 778 | | 1 215 | (0) | 3 295 | 3,6 |
| Total | 9 206 | 3 557 | 4 244 | 74 673 | (71 701) | 91 680 | 100,0 |
| % | 10,0 | 3,9 | 4,6 | 81,4 | (78,2) | 100,0 | |

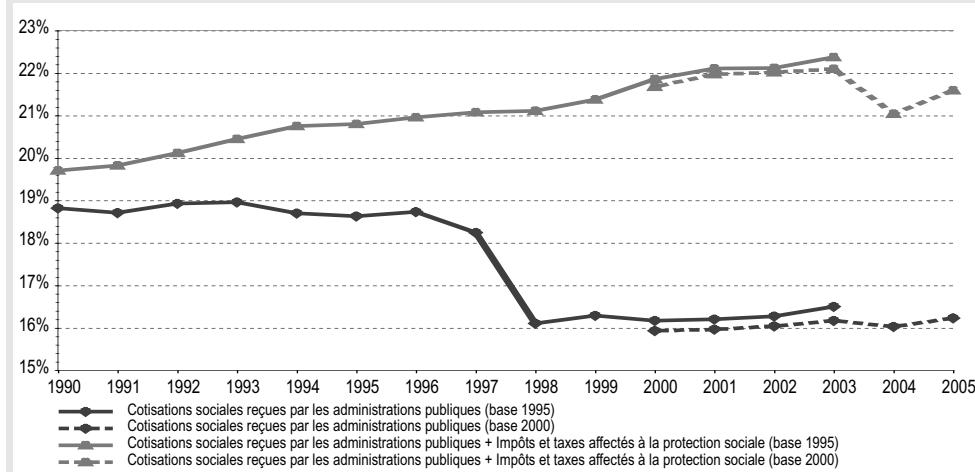
* Fonds commun des accidents du travail agricole.

** Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale ; Commission des Comptes de la Sécurité sociale.

graphique 01 ● Le taux des prélèvements obligatoires sociaux

cotisations sociales et impôts en % du PIB



Sources : DREES, Comptes de la protection sociale ; INSEE, Comptes nationaux.

fiche 19

Les contributions publiques et les transferts

Les administrations publiques centrales et locales participent au financement de la protection sociale non seulement au moyen des ressources fiscales qui sont explicitement affectées à ce financement, mais aussi par les concours budgétaires qu'elles apportent directement à certains régimes. Ces contributions publiques peuvent prendre essentiellement trois formes :

- des ressources des régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics, servant d'une part à financer des prestations de protection sociale qui sont directement à la charge des administrations publiques centrales et locales, comme par exemple les dépenses afférentes au revenu minimum d'insertion (RMI), à l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ou aux aides au logement, et d'autre part à compenser aux régimes de protection sociale les allégements de charges sociales consenties aux entreprises, notamment ceux liés aux bas salaires et à la réduction du temps de travail ; à ce double titre, elles se sont élevées à 64,0 milliards d'euros en 2005, soit une augmentation modeste (+2,4 %) ;
- des versements au régime général (0,8 milliard d'euros), essentiellement au titre de la prise en charge par l'État de la Couverture maladie universelle (CMU) complémentaire, mais aussi sous forme de prises en charge de cotisations ;
- des versements aux autres régimes d'assurances sociales, au titre principalement de subventions d'équilibre à certains régimes de protection sociale (régime des mineurs, des marins, des agents de la SNCF ou de la RATP), qui ont atteint 6,5 milliards d'euros en 2005, en diminution de 8,2 % par rapport à 2004 ; cette diminution s'explique par la non-reconduction en faveur du fonds de financement des prestations sociales agricoles (FFIPSA) de la subvention d'équilibre dont bénéficiait jusqu'en 2004 le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA).

Au total, les contributions publiques se sont élevées à 71,5 milliards d'euros en 2005, soit 13,6 % du total des ressources des régimes de protection sociale hors transferts. Leur croissance modeste (+1,3 % en euros courants par rapport à 2004) s'explique par la quasi-stabilité en euros constants des versements aux régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics et par la diminution des subventions d'équilibre aux régimes spéciaux. L'évolution des contributions publiques est liée sur moyenne période à la dynamique des prestations versées par les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics. Ainsi, la création de la Couverture maladie universelle en 2000, puis celle de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) en 2002, ont-elles entraîné au cours des dernières années des à-coups dans le montant des contributions publiques. En 2004, la suppression du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de Sécurité sociale (FOREC) s'est traduite par une diminution des impôts et taxes affectés (fiche 18) et par une augmentation à due concurrence des contributions publiques, le budget de l'État ayant assuré en lieu et place du FOREC la compensation des allégements de charges sociales en faveur des entreprises. En 2005, le périmètre des interventions budgétaires de l'État et des collectivités locales n'a pas connu de profonde modification hormis la non-reconduction en faveur du FFIPSA de la subvention

d'équilibre dont bénéficiait le BAPSA, qui explique la diminution importante des subventions d'équilibre dans leur ensemble.

En réalité, du point de vue des finances publiques dans leur ensemble, c'est la somme des impôts et taxes affectés et des contributions publiques qui permet d'approcher au plus près la part du financement de la protection sociale qui est assurée par l'ensemble des ressources de nature fiscale ou budgétaire. Cette somme représente en 2005 30,9 % de l'ensemble des ressources hors transferts de la protection sociale, contre 30,5 % l'année précédente. Cette légère hausse, entièrement due à la progression des impôts et taxes affectés (fiche 18), ne remet cependant pas en cause la stabilité globale de ce ratio depuis 1998.

Enfin, les différents régimes de protection sociale sont liés entre eux par un système complexe de transferts reçus et versés, qui est retracé dans le compte de la protection sociale de telle sorte que la somme des transferts reçus par l'ensemble des régimes équilibre exactement la somme des transferts versés par eux. Les transferts correspondent :

- d'une part, à des transferts à somme nulle entre régimes d'assurances sociales, exprimant une solidarité interprofessionnelle entre les assurés de ces régimes. Les principaux d'entre eux sont les mécanismes de compensation démographique entre les différents régimes de retraite et d'assurance maladie. Il y a également lieu de prendre en compte des mécanismes de prise en charge de cotisations (comme le versement de la CNAF à la CNAV des cotisations d'assurance vieillesse des parents au foyer), des prises en charge de prestations (comme la prise en charge par les régimes d'indemnisation du chômage du coût pour les régimes de retraite complémentaire des salariés de l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite), et des transferts divers comme le partage entre régimes de non salariés de la contribution sociale de solidarité des sociétés et de la taxe additionnelle sur le chiffre d'affaires ;
- d'autre part, à des transferts entre les régimes d'assurances sociales, les fonds de financement et les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics, et qui mettent ainsi en œuvre une solidarité nationale, parmi lesquels la prise en charge par le FSV des cotisations d'assurance vieillesse des demandeurs d'emploi et des majorations de pensions à raison des charges de famille, le remboursement aux régimes d'assurance maladie des coûts qu'ils supportent au titre de la Couverture maladie universelle (CMU) complémentaire, et la compensation aux régimes de sécurité sociale des allégements de charges sociales au titre des bas salaires et de la réduction de la durée légale du travail.

En 2005, ces transferts se sont élevés à 101,0 milliards d'euros (tableau 2), soit près de 16,1 % de l'ensemble des emplois et des ressources de la protection sociale (tableau 2). Cette proportion est en hausse par rapport à 2004 (15,3 %) et s'explique par la montée en charge de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et par la création du FFIPSA (les impôts et taxes affectés qui étaient perçus par le régime des exploitants agricoles jusqu'en 2004 transiennent désormais par le FFIPSA, ce qui augmente d'autant les transferts). ■

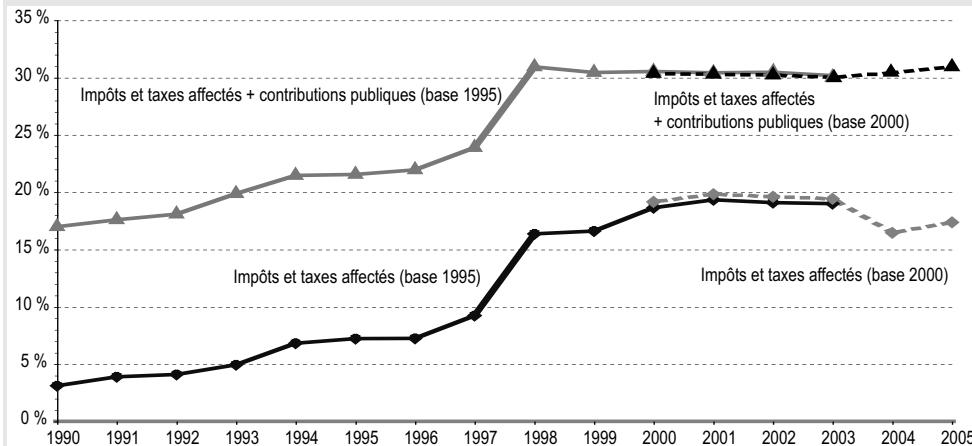
tableau 01 ● Les contributions publiques reçues par les régimes de protection sociale

en millions d'euros

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Régime général de la Sécurité sociale | 1063 | 566 | 889 | 938 | 803 | 832 |
| Régimes d'indemnisation du chômage | 257 | 145 | 72 | 136 | 255 | 225 |
| Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | 38 951 | 38 750 | 41 228 | 43 099 | 62 510 | 64 005 |
| Autres régimes de Sécurité sociale | 8 167 | 7 953 | 7 875 | 7 452 | 7 046 | 6 469 |
| Total | 48 438 | 47 414 | 50 064 | 51 625 | 70 615 | 71 531 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

graphique 01 ● Part des impôts et taxes affectés et des contributions publiques dans les ressources hors transferts de la protection sociale de 1990 à 2005



Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 02 ● Bilan des transferts en 2004

| | Transferts reçus | | | Transferts versés | | Solde des transferts |
|---|---------------------|-----------|--------------------------|---------------------|-----------|----------------------|
| | en millions d'euros | structure | Part dans les ressources | en millions d'euros | structure | |
| Régime général | 38 939 | 38,6 % | 15,3 % | 24 659 | 24,4 % | 14 280 |
| Fonds spéciaux (hors FCOSS) | 4 060 | 4,0 % | 17,8 % | 23 166 | 22,9 % | -19 106 |
| FCOSS* | 13 328 | 13,2 % | 100,0 % | 13 178 | 13,0 % | 150 |
| Régimes particuliers | 4 767 | 4,7 % | 15,5 % | 2 946 | 2,9 % | 1 822 |
| Régimes directs | 0 | 0,0 % | 0,0 % | 1 958 | 1,9 % | -1 958 |
| Salariés agricoles | 4 441 | 4,4 % | 45,4 % | 171 | 0,2 % | 4 271 |
| Exploitants agricoles | 12 298 | 12,2 % | 79,0 % | 144 | 0,1 % | 12 154 |
| Régimes complémentaires | 10 528 | 10,4 % | 15,2 % | 7 340 | 7,3 % | 3 188 |
| Non salariés, non agricoles | 4 327 | 4,3 % | 18,0 % | 4 668 | 4,6 % | -341 |
| Assurance chômage | 79 | 0,1 % | 0,3 % | 2 651 | 2,6 % | -2 572 |
| Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | 8 227 | 8,1 % | 10,9 % | 20 115 | 19,9 % | -11 888 |
| Ensemble | 100 996 | 100,0 % | | 100 996 | 100,0 % | 0 |

* Le fonds de compensation des organismes de Sécurité sociale (FCOSS) n'a qu'un rôle de redistribution des transferts de compensation. Il est théoriquement équilibré (aux décalages comptables près).

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

fiche 20**Les autres emplois et ressources de la protection sociale**

Les autres emplois des régimes de protection sociale (31,4 milliards d'euros en 2005) comprennent notamment les frais de gestion, les frais financiers et les transferts pour prestations de services sociaux (tableau 1). Les frais de gestion sont pour une part constitués par des rémunérations (12,5 milliards d'euros en 2005) qui sont en augmentation de 2,4 % en valeur, soit légèrement moins rapidement que la masse salariale totale (+3,0 % en 2005), et par les consommations intermédiaires (7,5 milliards d'euros) qui augmentent de +2,3 %. Les frais financiers supportés par l'ensemble des régimes (400 millions d'euros environ) sont en forte diminution par rapport à 2004, grâce aux versements exceptionnels dont a bénéficié le régime général: 35,0 milliards d'euros en 2004 et 6,6 milliards d'euros en 2005. Ces versements ont été effectués par la caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) en application de la disposition de la réforme de l'assurance maladie prévoyant la reprise par cet organisme des déficits cumulés par la branche maladie du régime général jusqu'en 2004 et d'une partie des déficits prévisionnels des exercices 2005 et 2006. Ils ont permis de rétablir la trésorerie de l'assurance maladie et donc de réduire ses frais financiers. Les transferts pour prestations de services sociaux connaissent une forte expansion à l'occasion du passage à la «base 2000» des Comptes natio-

naux. Ils retracent les subventions versées par les organismes de protection sociale et les collectivités locales aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) qui dispensent désormais une part déterminante des services relevant de la couverture des risques sociaux, tels que l'hébergement des personnes handicapées ou âgées: ils s'élèvent à 6,3 milliards d'euros en 2005.

Les autres ressources des régimes de protection sociale s'élèvent à 18,9 milliards d'euros en 2005, soit un montant relativement stable depuis le début de la présente décennie. Elles incluent des produits spécifiques, tels que des ventes de biens et de services par les régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance et les transferts pour prestations de services sociaux versés par les organismes de protection sociale aux ISBLSM (*cf. supra*). S'agissant des produits financiers (2,0 milliards d'euros en 2005), plus de 40 % sont perçus par les régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance, et près d'un quart par les régimes complémentaires. Le régime général a perçu environ 350 millions d'euros de produits financiers en 2005, soit autant qu'en 2004, ce qui s'explique comme dans le cas des frais financiers par le rétablissement de la trésorerie de la branche maladie. ■

tableau 01 ● Autres recettes et dépenses des régimes de protection sociale

en millions d'euros

| | Régime général | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Frais de gestion | 8 098 | 9 140 | 9 444 | 9 610 |
| - dont rémunérations | 5 637 | 6 298 | 6 441 | 6 581 |
| - dont consommation de biens et services | 1 964 | 225 | 2 423 | 2 434 |
| - dont autres frais de gestion | 497 | 587 | 580 | 595 |
| Frais financiers | 158 | 355 | 371 | 41 |
| Autres dépenses | 333 | 996 | 1 071 | 1 129 |
| Transferts pour prestations de services sociaux | 4 752 | 5 411 | 5 914 | 6 345 |
| Total | 13 341 | 15 902 | 16 800 | 17 128 |
| Total des emplois (rappel) | 215 450 | 241 059 | 253 015 | 265 081 |
| Recours contre tiers | 891 | 946 | 1 066 | 1 147 |
| Revenus de la propriété | 782 | 848 | 836 | 843 |
| - dont produits financiers | 406 | 395 | 360 | 358 |
| Autres recettes | 276 | 316 | 236 | 244 |
| Transferts pour prestations de services sociaux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 949 | 2 110 | 2 138 | 2 234 |
| Total des recettes (rappel) | 219 539 | 233 304 | 241 178 | 254 418 |
| Adm. de Sécurité sociale | | | | |
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Frais de gestion | 13 082 | 14 400 | 15 026 | 15 318 |
| - dont rémunérations | 8 098 | 9 099 | 9 313 | 9 527 |
| - dont consommation de biens et services | 4 192 | 4 401 | 4 807 | 4 863 |
| - dont autres frais de gestion | 792 | 900 | 906 | 928 |
| Frais financiers | 278 | 506 | 686 | 365 |
| Autres dépenses | 974 | 2 523 | 2 771 | 1 989 |
| Transferts pour prestations de services sociaux | 5 119 | 5 775 | 6 149 | 6 584 |
| Total | 14 334 | 17 429 | 18 483 | 17 672 |
| Total des emplois (rappel) | 396 210 | 443 226 | 449 948 | 457 057 |
| Recours contre tiers | 948 | 1 012 | 1 219 | 1 301 |
| Revenus de la propriété | 2 027 | 2 307 | 2 177 | 2 203 |
| - dont produits financiers | 1 237 | 1 233 | 1 140 | 1 146 |
| Autres recettes | 668 | 612 | 590 | 602 |
| Transferts pour prestations de services sociaux | 302 | 182 | 241 | 202 |
| Total | 302 | 3 931 | 3 986 | 4 308 |
| Total des recettes (rappel) | 406 861 | 438 090 | 438 042 | 466 900 |
| Tous régimes | | | | |
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Frais de gestion | 18 061 | 20 115 | 20 997 | 21 505 |
| - dont rémunérations | 10 501 | 11 852 | 12 158 | 12 455 |
| - dont consommation de biens et services | 6 232 | 6 796 | 7 320 | 7 487 |
| - dont autres frais de gestion | 1 327 | 1 467 | 1 519 | 1 563 |
| Frais financiers | 1 220 | 545 | 725 | 407 |
| Autres dépenses | 1 149 | 3 560 | 3 688 | 2 926 |
| Transferts pour prestations de services sociaux | 5 119 | 5 775 | 6 149 | 6 584 |
| Total | 20 430 | 24 221 | 25 410 | 24 837 |
| Total des emplois (rappel) | 519 272 | 580 361 | 609 608 | 637 894 |
| Recours contre tiers | 948 | 1 012 | 1 219 | 1 301 |
| Revenus de la propriété | 2 983 | 3 225 | 2 963 | 3 040 |
| - dont produits financiers | 2 193 | 2 151 | 1 926 | 1 983 |
| Autres recettes | 6 955 | 6 683 | 7 356 | 7 789 |
| Transferts pour prestations de services sociaux | 5 415 | 5 957 | 6 390 | 6 786 |
| Total | 10 886 | 10 920 | 11 538 | 18 916 |
| Total des recettes (rappel) | 529 804 | 574 127 | 596 799 | 628 689 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

ANNEXES



I • Annexe ■ glossaire

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Ce risque correspond à des accidents liés au travail, au trajet domicile-travail ou à des maladies qualifiées de professionnelles par la réglementation de la Sécurité sociale.

Sont classés dans ce risque les soins dispensés aux victimes et les dépenses de réadaptation fonctionnelle, professionnelle et sociale des victimes (indemnités journalières, rentes, y compris les prestations versées aux travailleurs de l'amiante par le FCAATA).

Sont exclus les soins médicaux aux membres de la famille, les rentes, allocations et indemnités funéraires versées au conjoint et aux enfants des victimes (risque survie).

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Elles regroupent dans les Comptes nationaux les unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de produire des services non marchands destinés à toutes les unités ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Leurs ressources principales proviennent des prélèvements obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend l'État, les Organismes divers d'administration centrale (ODAC), les administrations locales (communes, départements, régions...), les administrations de Sécurité sociale et les organismes en dépendant (hôpitaux publics, œuvres sociales).

AUTRES DÉPENSES

Ce poste reprend toutes les dépenses qui n'ont pas de lien direct avec la gestion courante des caisses, autres que les frais financiers (impôts sur le bénéfice et le patrimoine, transferts courants aux administrations publiques et aux ménages, subventions aux ISBLSM).

AUTRES RECETTES

Ce poste regroupe des ressources de nature diverse (ventes de biens et services, indemnités d'assurance, fonds de concours, dons et legs, profits exceptionnels autres que ceux liés à des opérations de capital).

CHÔMAGE

Le risque chômage regroupe, d'une part, toutes les prestations versées à des personnes involontairement privées d'emploi qui ne remplissent pas les conditions normales de droit à la retraite et dont la cessation d'activité n'est pas envisagée comme définitive et, d'autre part, les préretraites.

Les principales prestations sont : les allocations de l'UNEDIC, les indemnités de chômage partiel versées par les entreprises, les indemnités de perte d'emploi versées par l'État, l'aide sociale aux chômeurs, les allocations des régimes d'assistance (allocation de solidarité spécifique, allocation d'insertion et allocation équivalent retraite) et les préretraites.

CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE DES MÉNAGES – DÉPENSE DE CONSOMMATION DES MÉNAGES

La consommation finale effective des ménages recouvre la globalité des biens et services qu'ils consomment effectivement, quelle que soit la manière dont ils sont financés. La dépense de consommation finale des ménages se limite aux dépenses supportées par les ménages. Elle exclut les remboursements de Sécurité sociale et certaines allocations (telles les allocations logement). Ainsi, seule la partie des médicaments non remboursée par les régimes d'assurances sociales est-elle comptée en dépense de consommation finale.

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES

Les contributions publiques sont des versements de l'État et des collectivités locales aux régimes de la protection sociale. Elles sont prélevées sur l'ensemble des recettes fiscales et ne constituent pas des recettes affectées.

Elles peuvent être décomposées en deux grandes rubriques :

- la contrepartie des dépenses des régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics non couverte par d'autres ressources,
- les autres contributions, catégorie hétérogène regroupant essentiellement des concours ou des subventions publiques aux régimes d'assurances sociales.

COTISATIONS SOCIALES

Les Comptes de la protection sociale distinguent deux grandes catégories de cotisations sociales :

- Les cotisations sociales effectives comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations. Elles sont partagées entre cotisations à la charge des employeurs, cotisations à la charge des salariés, cotisations à la charge des travailleurs indépendants et cotisations sur prestations.
- Les cotisations imputées mesurent la contribution des employeurs au financement du régime d'assurance sociale qu'ils organisent eux-mêmes pour leurs propres salariés ou ayants droits. Elles sont la contrepartie des prestations sociales versées par l'employeur.

DROITS CONSTATÉS

Dans la base 2000 comme dans la base 1995 des Comptes nationaux, le moment d'enregistrement des opérations est modifié. Contrairement à un enregistrement en termes d'encaissement – décaissement, le principe général est une comptabilisation sur la base des droits constatés (c'est-à-dire rattachée à la date de l'événement qui a

donné naissance au flux monétaire en question). Ainsi les prestations sociales sont enregistrées selon la date du fait générateur et les cotisations sociales pour leur montant dû.

ÉPARGNE BRUTE

Le solde du Compte de la protection sociale est une épargne brute. En Comptabilité nationale, c'est le solde du compte d'utilisation du revenu. L'épargne brute représente la part des ressources courantes qui restent disponibles pour accumuler des actifs physiques (achat de logement par exemple) ou financiers.

FAMILLE

Les prestations famille couvrent les besoins résultant de l'éducation des enfants dans un cadre familial ou non.

Les principales prestations sont :

- Les prestations familiales au sens strict : Allocations familiales (AF), complément familial, allocation de base de la PAJE (PAJE AB), ancienne APJE «longue», aides à la garde d'enfants, complément libre choix d'activité de la PAJE (CLCA, ancienne APE), allocation de soutien familial (ASF), de rentrée scolaire (ARS), de parent isolé (API) et les bourses d'études (aide à la scolarité). Il faut mentionner que la mise en place de la PAJE a légèrement modifié la frontière entre le risque famille et le risque maternité : seule la partie «prime de naissance», correspondant aux derniers mois de grossesse, est comptabilisée au sein du risque maternité, alors que les versements effectués après la naissance sont intégrés à l'allocation de base, et augmentent donc les prestations du risque famille.
- Le supplément familial de traitement de la fonction publique.
- Les aides dispensées dans le cadre de l'action sociale : services rendus par les assistantes de service social et les puéricultrices à domicile, interventions des aides ménagères et des travailleuses familiales, aides aux vacances pour les enfants et les familles et aide sociale à l'enfance.

FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion sont des frais administratifs liés au versement des prestations. Ils comprennent : les rémunérations (salaires et cotisations sociales), la consommation de biens et services (hors services rendus entre organismes de Sécurité sociale classés en transferts entre régimes) et les autres frais de gestion (primes d'assurance, impôts et taxes et frais divers).

Le compte n'enregistre pas de frais de gestion pour les régimes d'employeurs, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics et des ISBLSM, faute de pouvoir isoler au sein des dépenses de ces régimes, la part afférente à la protection sociale.

IMPÔTS ET TAXES AFFECTÉS

Cette rubrique comprend l'ensemble de la fiscalité et parafiscalité affectée aux dépenses sociales (taxes sur les tabacs, les alcools, taxe de prévoyance, taxe sur les assurances automobiles, contribution sociale généralisée (CSG) et autres contributions sociales...).

INSERTION ET RÉINSERTION PROFESSIONNELLE

Ce risque correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Les principales prestations sont : les indemnités et stages de formation (notamment au titre de l'ARE formation), les aides aux demandeurs d'emploi créant une entreprise (ACCRE).

INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES (ISBLSM)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources proviennent principalement de subventions.

INVALIDITÉ

Ce risque recouvre l'inaptitude permanente ou durable, lorsqu'elle n'est pas la conséquence d'un accident du travail, à exercer une activité professionnelle ou à mener une vie sociale normale.

Les soins de santé reçus par les invalides ou les infirmes sont classés dans le risque maladie, faute de pouvoir les isoler spécifiquement.

Les principales prestations sont : l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation compensatrice, la garantie de ressources aux handicapés, l'allocation d'éducation spéciale, les rentes et pensions d'invalidité et les frais d'hébergement des handicapés¹.

LOGEMENT

Les prestations logement comprennent principalement les allocations de logement et accessoirement des prestations extralégales des régimes spéciaux.

Les allocations de logement sont : l'allocation de logement à caractère familial (ALF), l'allocation de logement à caractère social (ALS) et l'aide personnalisée au logement (APL).

MALADIE

Les prestations afférentes à ce risque comprennent l'ensemble des dispositifs qui visent à compenser les diminutions de revenus ou les augmentations de charges pour les ménages, consécutives à une détérioration de l'état de santé.

Les principales de ces prestations sont : la prise en charge de soins de santé (y compris à travers la CMU complémentaire), les indemnités journalières, les congés maladie de longue durée et l'indemnisation des victimes de l'amiante par le FIVA.

Sont exclus :

- les soins médicaux accordés à un accidenté du travail ou un travailleur atteint d'une maladie professionnelle (risque accidents du travail),
- les soins médicaux prénataux, obstétricaux ou postnataux (risque maternité),

1. Ces frais correspondent à l'accueil des personnes handicapées dans des foyers, des centres d'unités de long séjour ou des maisons d'accueil spécialisées pour des personnes gravement handicapées.

- les indemnités versées suite à une incapacité permanente de travail (risque accidents du travail ou invalidité),
- les prestations correspondant à l'hébergement des personnes handicapées (risque invalidité).

MATERNITÉ

Ce risque correspond aux besoins supplémentaires et à l'augmentation de charges résultant de la conception et de la mise au monde d'enfants (naissance vivante ou non) ainsi que de l'interruption volontaire de grossesse.

Les prestations comprennent les soins de santé, les indemnités et les primes liées à la maternité (prime de naissance de la PAJE et ancienne allocation pour jeune enfant – APJE «courte»).

ODASS

Il s'agit des organismes dépendant des administrations de Sécurité sociale (hôpitaux publics, œuvres sociales de la CNAF). Le Compte de la protection sociale reprend sous le terme de «prestations des ODASS» la contrepartie de transferts versés par certains régimes de Sécurité sociale à ces organismes. Il s'agit pour l'essentiel du transfert de la CNAM et d'autres régimes maladie aux hôpitaux publics (dotation globale jusqu'en 2003 puis les diverses dotations qui s'y substituent) et du transfert de la CNAF à ses œuvres sociales.

PAUVRETÉ ET EXCLUSION SOCIALE

Ce risque regroupe des prestations diverses qui relèvent soit de l'assistance sociale en faveur des personnes démunies, notamment les dépendances liées au RMI, soit de la protection de catégories particulières (anciens combattants, anciens détenus, victimes de crimes, d'événements politiques ou de catastrophes naturelles).

PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

En Comptabilité nationale, il s'agit de l'ensemble des impôts (après transferts des recettes fiscales) et des cotisations sociales effectives perçus par les administrations publiques et l'Union

européenne. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

Le taux de prélèvements obligatoires sociaux rapporte quant à lui au PIB la somme des cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques et des impôts et taxes affectés à la protection sociale.

PRESTATIONS SOCIALES

Il s'agit de transferts effectifs attribués personnellement à des ménages sans contrepartie équivalente ou simultanée.

On distingue les prestations en espèces (retraites, prestations familiales, allocations de chômage...) et les prestations en nature [remboursement d'une dépense par un tiers payant (soins de santé, allocations logements, bons de transports), ou d'une prise en charge d'une dépense liée à un risque social (comme l'aide ménagère)].

PRESTATIONS DE SERVICES SOCIAUX

Elles retracent l'accès à des services, en relation avec un risque de la protection sociale, fournis à prix réduit, ou gratuitement par une administration.

Leur principale composante est la prise en charge des soins de santé dans le secteur public hospitalier par la Sécurité sociale (au moyen de la dotation globale hospitalière jusqu'en 2003 puis des diverses dotations qui s'y substituent depuis la mise en place progressive de la tarification à l'activité à partir de 2004).

PRIX CONSTANTS (termes réels)

Les comptes à prix constants sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation de prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants (prix de l'année considérée) par un indice de prix approprié. Les évaluations en termes réels présentées dans cette publication sont calculées selon la première méthode.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

Le PIB est le principal agrégat de la comptabilité nationale. Il est égal à la somme des emplois finals, moins les importations. Il est aussi égal à la somme des rémunérations des salariés versées par les unités résidentes, des excédents bruts d'exploitation de ces unités et des impôts liés à la production et à l'importation versés, nets des subventions d'exploitation reçues.

PROTECTION SOCIALE

La protection sociale recouvre tous les mécanismes institutionnels, publics ou privés, prenant la forme d'un système de prévoyance collective et/ou mettant en œuvre un principe de solidarité sociale, et qui couvrent les charges résultant pour les individus ou les ménages de l'apparition ou de l'existence de certains risques sociaux identifiés (santé, vieillesse-survie, maternité-famille, emploi, logement, pauvreté-exclusion sociale). Elle implique le versement de prestations aux individus ou aux ménages confrontés à la réalisation de ces risques. Ces mécanismes compensent tout ou partie de la diminution de ressources ou de l'augmentation de charges, sans qu'il y ait contrepartie équivalente et simultanée des bénéficiaires. Ce dernier terme implique en particulier que le bénéficiaire n'est pas soumis, contrairement au cas des assurances classiques, au versement de primes ou de cotisations établies en fonction de risques spécifiques qu'il présente (âge, morbidité antérieure, antécédents familiaux...).

Conformément à cette définition, la protection sociale recouvre non seulement les régimes obligatoires tels que le régime général de la Sécurité sociale, les institutions chargées de l'indemnisation du chômage ou les régimes de retraite complémentaires, mais aussi les assurances collectives telles que les contrats gérés par les institutions de retraite supplémentaire ou de prévoyance, alors que les assurances individuelles en sont exclues. Les prestations versées par les mutuelles régies par le Code de la mutualité, à adhésion individuelle, entrent également dans le champ de la protection sociale car leur tarification est essentiellement indépendante des caractéristiques individuelles des assurés.

RÉGIMES

Il s'agit des organismes ou institutions qui gèrent un système de prévoyance collective en relation avec un risque de la protection sociale.

On peut distinguer deux groupes de régimes : ceux dont le financement principal est constitué de prélèvements obligatoires et ceux dont les ressources sont essentiellement des cotisations volontaires ou des dons.

1 - Les régimes financés principalement par des prélèvements obligatoires

a) *Les régimes d'assurances sociales*

Ce sont des régimes obligatoires au sens où leur existence a été imposée par les pouvoirs publics. L'affiliation à ces régimes est obligatoire pour les individus en vertu de la législation.

Au sein des régimes d'assurances sociales, on distingue les régimes directs. Les prestations de ces régimes sont directement versées par l'employeur qui assure de surcroît l'équilibre du compte. Dans cette catégorie sont classés les régimes de retraite des fonctionnaires ou d'entreprises ou d'institutions dont le statut s'apparente à celui de la fonction publique : La Poste, RATP...

b) *Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics*

Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics, financés principalement par l'impôt, développent des actions de solidarité nationale en faveur de populations ciblées (familles, personnes âgées, handicapés, victimes de guerre...) et aussi sur certains domaines, comme le logement ou la formation.

2 - Les autres régimes

a) *Les régimes d'employeurs (prestations extralégales)*

Ce sont les régimes organisés par l'employeur sans que la législation en impose l'existence : ils versent des prestations « extralégales ». Celles-ci sont liées au contrat de travail en raison de conventions collectives ou d'accords d'entreprise et versées directement par l'employeur : suppléments familiaux de traitement, complé-

ments d'indemnités journalières et indemnités de licenciement. Ces régimes sont uniquement financés par des cotisations imputées.

b) Les régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance

Les prestations servies par ces régimes complètent celles versées par les régimes d'assurance sociale (par exemple, dans le domaine de la santé, prise en charge du ticket modérateur, du forfait journalier, d'une partie des dépassements, etc.)

Les premières sont les mutuelles régies par le code de la mutualité. L'adhésion y est, en général, facultative, l'assuré acquitte une cotisation volontaire. Elles interviennent principalement dans le risque santé, et dans une moindre mesure dans le risque vieillesse-survie.

Les institutions de retraite supplémentaire sont des régimes non légalement obligatoires, créés par les entreprises, financés majoritairement par les employeurs et gérant des contrats collectifs intervenant dans le risque vieillesse-survie. Généralement, l'adhésion du salarié est obligatoire à partir du moment où l'entreprise l'a créé.

Les institutions de prévoyance sont des caisses complémentaires pratiquant des opérations non obligatoires de prévoyance collective. Ce sont des organismes à but non lucratif à gestion paritaire, financés par des cotisations contractuelles versées par les salariés et leurs employeurs. Ils interviennent principalement dans le risque santé et dans le risque vieillesse-survie.

c) Les régimes d'intervention sociale des ISBLSM

Ils sont constitués des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de subventions. Ils interviennent essentiellement dans les risques invalidité et pauvreté-exclusion sociale.

RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en

nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

REVENU DISPONIBLE BRUT, REVENU DISPONIBLE BRUT AJUSTÉ

En comptabilité nationale, le revenu disponible brut est le solde du compte de distribution secondaire du revenu. Pour les ménages, il représente le revenu courant après impôt qui peut être réparti entre dépense de consommation finale et épargne. Le compte de redistribution du revenu retrace le passage du revenu disponible au revenu disponible ajusté. Alors qu'au premier correspond la dépense de consommation, au second correspond la consommation finale effective (incluant les transferts sociaux en nature).

RISQUES

Les prestations sociales sont définies comme couvrant des risques ou des besoins sociaux, conventionnellement regroupés en domaines.

On distingue six grandes catégories de risques elles-mêmes parfois subdivisées en risques secondaires :

- le risque santé, comprenant la maladie, l'invalidité et les accidents du travail,
- le risque vieillesse-survie, comprenant la vieillesse et la survie,
- le risque famille, comprenant la maternité et la famille,
- le risque emploi, comprenant le chômage et l'insertion et la réinsertion professionnelle,
- le risque logement,
- le risque pauvreté et exclusion sociale.

SURVIE

Le risque survie comprend principalement les pensions de réversion au conjoint survivant calculées, dans la plupart des régimes, en pourcentage de la pension de retraite de l'assuré. Dans le régime général, celle-ci est versée à condition que leurs ressources propres ne dépassent pas un certain plafond. Les autres droits dérivés sont les sommes versées au titre du capital décès. Ce risque intègre aussi les sommes ver-

sées au titre de l'assurance veuvage, qui sont des droits directs et d'autres prestations qui permettent de couvrir des frais ponctuels (par exemple, les frais d'obsèques).

TERRITOIRE NATIONAL

Dans la base 2000 des Comptes nationaux, le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'outre-mer (DOM) mais pas les Territoires d'outre-mer (TOM).

TRANSFERTS

Ce sont des opérations internes à la protection sociale.

Le Compte de la protection sociale opère une double distinction des transferts selon les organismes impliqués et le type de transfert. Il distingue les transferts selon qu'ils sont internes aux régimes de Sécurité sociale ou qu'à côté d'un régime de Sécurité sociale, ils font intervenir l'État ou d'autres organismes publics (régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics) et de façon beaucoup plus marginale les régimes des entreprises publiques (EDF-GDF, SNCF, RATP, La Poste). L'existence d'une solidarité interrégimes, en ce qui concerne l'assurance professionnelle, fonde la première catégorie de transferts.

La seconde catégorie de transferts renvoie à la logique de solidarité nationale pour la couverture de certaines dépenses de protection sociale.

La mise en œuvre des transferts répond à une double logique. La première vise à garantir l'équilibre des régimes au moyen de transferts ou compensations entre régimes, la seconde concerne le financement par un régime tiers, des dépenses (prestations, frais de gestion) ou de recettes (cotisations) d'un régime donné.

VIEILLESSE

Le risque vieillesse distingue deux grands types de prestations.

Les pensions de droits directs sont versées par les régimes de base et les régimes complémentaires aux anciens actifs en fonction de leurs antécédents professionnels (durée et niveau de salaire ayant donné lieu au paiement de cotisations).

Les prestations non contributives sont versées sous conditions de ressources pour assurer un minimum de ressources à leurs bénéficiaires (le minimum vieillesse) mais regroupent aussi d'autres prestations versées au titre de l'aide sociale ou au titre de la prise en charge de certaines dépenses (majoration pour tierce personne, allocation personnalisée d'autonomie...).

II • Annexe ■ les nomenclatures

Les nomenclatures se rapportent aux :

- régimes,
- opérations,
- risques.

A) NOMENCLATURE DES RÉGIMES

100 00 Régimes d'assurances sociales

110 00 Régimes généraux

111 00 Régime général de la Sécurité sociale

- 111 01 Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts)
111 02 Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
111 03 Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS)
111 04 Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS)
111 05 Autres organismes :
Caisse des Français de l'étranger (Centre des liaisons européennes et internationales de Sécurité sociale – Cleiss)
Régime Alsace-Moselle (MABIS)
Centres régionaux de traitement de l'informatique (CERTI)
Unions immobilières des organismes de Sécurité sociale (UIOSS)
Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS)
Centres régionaux de formation et de perfectionnement professionnels (CRFPP)

112 00 Régimes d'indemnisation du chômage

- 112 01 Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic)
112 02 Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (AGS/FNGS)
112 03 Association pour la structure financière (ASF) jusqu'en mars 2001
112 04 Agence centrale des conventions de conversion (AGCC)

113 00 Fonds spéciaux

- 113 01 Service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV, remplace le FSAV au 1^{er} janvier 1994)
113 02 Fonds commun des accidents du travail (FCAT)
113 03 Fonds commun des accidents du travail agricoles (FCATA)
113 04 Fonds de compensation des organismes de Sécurité sociale (FCOSS)

113 05 Fonds de solidarité vieillesse (FSV) (à compter du 1^{er} janvier 1994)

113 06 Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (FCAATA) (instauré en 1999)

113 07 Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales (FOREC) (instauré en 2000)

113 08 Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP) : fusion en 2003 du fonds de modernisation des cliniques privées (FMCP) (instauré en 2001) et du FMES, qui a succédé en 2001 au fonds d'accompagnement social pour la modernisation des hôpitaux (Fasmo)

113 09 Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) prévu par la LFSS 2001, n'a été créé juridiquement qu'en juillet 2002

113 10 Fonds de modernisation des cliniques privées (FMCP) (instauré en 2001), disparu en 2003

113 11 Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des affections nosocomiales (Oniam)

113 12 Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (créeée le 1^{er} juillet 2004)

113 13 Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (FFIPSA)

120 00 Régimes particuliers de salariés

121 00 Régimes directs d'employeurs

- 121 01 Agents de l'État y compris Assemblées parlementaires, Imprimerie nationale et France Télécom (à partir de 1997), hors La Poste
121 02 Agents des grandes entreprises publiques EDF-GDF, RATP, La Poste, hors France Télécom (à partir de 1997)

122 01 Régimes des salariés agricoles

Mutualité sociale agricole

123 00 Autres régimes particuliers des salariés

- 123 01 Caisse autonome nationale de la Sécurité sociale dans les mines (CANSSM)
123 02 Établissement national des invalides de la marine (ENIM)
123 03 Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN)
123 04 Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (Cainagod)
123 05 Caisse nationale de surcompensation du bâtiment et des travaux publics de France (CNSBTP)

- 123 06 Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes (CAMAC) (jusqu'au 31 décembre 1999)
- 123 07 Caisse d'assurance vieillesse des cultes (Camavic) (jusqu'au 31 décembre 1999)
- 123 08 Caisse nationale militaire de Sécurité sociale (CNSSM)
- 123 09 Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOIE)
- 123 10 Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)
- 123 11 Caisse de prévoyance de la SNCF
- 123 12 Salariés des charbonnages de France (ANGR)
- 123 13 Banque de France
- 123 14 Régime de retraite d'Altadis (ex-SEITA)
- 123 15 Caisses de retraite du personnel des théâtres nationaux : Opéra et Comédie française
- 123 16 Régimes spéciaux de retraite et de maladie de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP)
- 123 17 Régimes divers gérés par la Caisse des dépôts et consignations
- 123 18 Fonds routiers (fonds de gestion de fin d'activité des conducteurs de transports : Fongecfa à compter du 1^{er} juillet 1997 et Agecfa à compter du 1^{er} juillet 1998)
- 123 19 Caisse d'assurance vieillesse, invalidité, maladie des cultes (Cavimac) (crée à compter du 1^{er} janvier 2000 suite à la fusion de la Camac et de la Camavic)
- 124 00 Régimes complémentaires de salariés**
- 124 01 Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC)
- 124 02 Association des régimes de retraite complémentaire (ARRCO)
- 124 03 Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (Ircantec)
- 124 04 Caisse de retraite du personnel d'Air France (CRAF)
- 124 05 Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile (CRPNPAC)
- 124 06 Caisse générale de retraite du personnel des caisses d'épargne (CGRPCE), intégrée à l'AGIRC et l'ARRCO à compter du 1^{er} janvier 2000
- 124 07 Régime temporaire de retraites des enseignants du privé (Retrep-Regrep)
- 124 08 CREPA-UNIRS : régimes de retraite affiliée depuis le 1^{er} janvier 1996 à IRRCCO
- 124 09 Caisse centrale de prévoyance de la mutualité Agricole (CCPMA) affiliée depuis le 1^{er} janvier 1997 à IGIRCrc et à IRRCCO
- 124 10 Association pour la gestion financière du fonds de financement de IGIRCrc et de IRRCCO (AGFF) qui s'est substituée à l'ASF (112) le 1^{er} avril 2001
- 124 11 Régime additionnel de la fonction publique (RAFP)

130 00 Régimes de non-salariés

- 131 01 Régimes des exploitants agricoles
Mutualité sociale agricole

132 00 Régimes des non-salariés non agricoles

- 132 01 Caisse nationale d'assurance maladie des professions indépendantes (CANAM)
- 132 02 Caisse de compensation de l'Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (Organic)
- 132 03 Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (Cancava)
- 132 04 Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL)
- 132 05 Caisse nationale des barreaux français (CNBF)

200 00 Régimes d'employeurs (prestations extralégales)

- 200 01 Agents de l'État (civils et militaires)
- 200 02 Agents des Organismes divers d'administration centrale (ODAC)
- 200 03 Agents des collectivités locales
- 200 04 Salariés de la Sécurité sociale
- 200 05 Salariés des hôpitaux publics
- 200 06 Régimes d'employeurs des sociétés non financières y compris grandes entreprises publiques
- 200 07 Régimes d'employeurs des sociétés d'assurance et des banques

300 00 Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance

- 300 01 Groupements mutualistes
- 300 02 Institutions de retraite supplémentaire
- 300 03 Institutions de prévoyance

400 00 Régime d'intervention sociale des pouvoirs publics

- 410 00 État
- 420 00 Organismes divers d'administration centrale (ODAC)
- 430 00 Collectivités locales (APUL)

500 00 Régime d'intervention sociale des ISBLSM

- 500 01 Régime d'intervention sociale des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

B) NOMENCLATURE DES OPÉRATIONS

1 - Emplois

e1 - Prestations :

e11 Prestations sociales :

- e111 Prestations en espèces
- e112 Prestations en nature :
 - e1121 Prestations en nature (remboursement de frais)
 - e1122 Autres prestations en nature

e12 Prestations de services sociaux :

- e121 Budget global des hôpitaux
- e122 Praticiens conventionnés (formation)
- e123 Prestations des Odass
- e124 Prestations des ISBLSM
- e125 Autres prestations

e2 - Frais de gestion :

e21 Rémunérations :

- e211 Salaires et traitements bruts
- e212 Cotisations sociales effectives
- e213 Cotisations sociales fictives

e22 Consommations de biens et services

e23 Autres frais de gestion :

- e231 Primes d'assurance
- e232 Impôts :
 - e2321 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre
 - e2322 Impôts divers liés à la production
- e233 Transferts divers

e3 - Transferts :

- e31 Compensation généralisée
- e32 Autres compensations
- e33 Cotisations prises en charge
- e34 Prestations prises en charge
- e35 Transferts divers

e4 - Frais financiers :

- e41 Frais financiers
- e42 Revenus de la propriété attribués aux assurés

e5 - Autres dépenses :

- e51 Impôts sur le revenu
- e52 Transferts courants :
 - e521 Transferts courants divers
 - e522 Amendes et pénalités
 - e53 Versements divers aux Apu

e6 - Coopération internationale courante

e7 - Transferts pour prestations de services sociaux :

- e71 Subventions aux ISBLSM
- e72 Autres subventions

2 - Ressources

r1 - Cotisations :

r11 Cotisations effectives :

- r111 Cotisations d'employeurs
- r112 Cotisations de salariés
- r113 Cotisations de travailleurs indépendants
- r114 Cotisations sur prestations
- r115 Autres cotisations

r12 Cotisations fictives

r2 - Impôts et taxes affectés :

- r21 Autres impôts sur les produits
- r22 Impôts sur les salaires
- r23 Impôts divers liés à la production
- r24 Impôts sur le revenu et le patrimoine
- r25 Transferts de recettes fiscales

r3 - Transferts :

- r31 Compensation généralisée
- r32 Autres compensations
- r33 Cotisations prises en charge
- r34 Prestations prises en charge
- r35 Transferts divers

r4 - Contributions publiques

r5 - Transferts pour prestations de services sociaux :

- r51 Subventions aux ISBLSM
- r52 Autres subventions

r6 - Recours contre tiers

r7 - Revenus de la propriété :

- r71 Immeubles
- r72 Produits financiers :
 - r721 Intérêts effectifs
 - r722 Dividendes et autres revenus

r8 - Autres recettes :

- r81 Ventes de biens et services
- r82 Indemnités d'assurance
- r83 Transferts publics
- r84 Transferts divers :
 - r841 Transferts courants divers
 - r842 Amendes et pénalités

r9 - Coopération internationale courante

C) NOMENCLATURE DE RISQUES**1 - Santé****11 - Maladie**

- 11 11 13 Remplacement de revenu temporaire
- 11 11 32 Autres prestations en espèces sans condition de ressources occasionnelles
- 11 12 32 Autres prestations en espèces avec condition de ressources occasionnelles
- 11 21 10 Soins de santé
- 11 21 20 Action sociale sans condition de ressources
- 11 22 20 Action sociale avec condition de ressources
- 11 21 30 Autres prestations en nature sans condition de ressources
- 11 22 30 Autres prestations en nature avec condition de ressources

12 - Invalidité

- 12 11 11 Remplacement de revenu permanent
- 12 11 21 Compensation de charges sans condition de ressources
- 12 12 21 Compensation de charges avec condition de ressources
- 12 11 31 Autres prestations en espèces sans condition de ressources périodiques
- 12 12 31 Autres prestations en espèces avec condition de ressources périodiques
- 12 12 32 Autres prestations en espèces avec condition de ressources occasionnelles
- 12 21 20 Action sociale sans condition de ressources
- 12 22 20 Action sociale avec condition de ressources
- 12 21 30 Autres prestations en nature sans condition de ressources
- 12 22 30 Autres prestations en nature avec condition de ressources

13 - Accidents du travail

- 13 11 11 Remplacement de revenu permanent
- 13 11 13 Remplacement de revenu temporaire
- 13 21 10 Soins de santé

2 - Vieillesse-survie**21 - Vieillesse**

- 21 11 11 Remplacement de revenu permanent
- 21 11 13 Remplacement de revenu temporaire
- 21 11 22 Compensation de charges sans condition de ressources occasionnelle
- 21 12 21 Compensation de charges avec condition de ressources périodique
- 21 12 31 Autres prestations en espèces avec condition de ressources périodiques
- 21 11 32 Autres prestations en espèces sans condition de ressources occasionnelles
- 21 12 32 Autres prestations en espèces avec condition de ressources occasionnelles
- 21 21 20 Action sociale sans condition de ressources
- 21 22 20 Action sociale avec condition de ressources
- 21 21 30 Autres prestations en nature sans condition de ressources
- 21 22 30 Autres prestations en nature avec condition de ressources

22 - Survie

- 22 11 11 Remplacement de revenu permanent
- 22 11 22 Compensation de charges sans condition de ressources occasionnelle
- 22 12 22 Compensation de charges avec condition de ressources occasionnelle
- 22 11 31 Autres prestations en espèces sans condition de ressources périodiques
- 22 12 31 Autres prestations en espèces avec condition de ressources périodiques

3 - Famille**31 - Maternité**

- 31 11 13 Remplacement de revenu temporaire
- 31 11 21 Compensation de charges sans condition de ressources périodique
- 31 12 21 Compensation de charges avec condition de ressources périodique
- 31 11 22 Compensation de charges sans condition de ressources occasionnelle
- 31 21 10 Soins de santé

32 - Famille

- 32 11 13 Remplacement de revenu temporaire
- 32 11 21 Compensation de charges sans condition de ressources périodique
- 32 12 21 Compensation de charges avec condition de ressources périodique
- 32 11 22 Compensation de charges sans condition de ressources occasionnelle
- 32 12 22 Compensation de charges avec condition de ressources occasionnelle
- 32 21 20 Action sociale sans condition de ressources
- 32 22 20 Action sociale avec condition de ressources
- 32 21 30 Autres prestations en nature sans condition de ressources
- 32 22 30 Autres prestations en nature avec condition de ressources

4 - Emploi**41 - Insertion et réinsertion professionnelle**

- 41 11 13 Remplacement de revenu temporaire
- 41 11 22 Compensation de charges sans condition de ressources occasionnelle
- 41 12 22 Compensation de charges avec condition de ressources occasionnelle
- 41 21 30 Autres prestations en nature sans condition de ressources
- 41 22 30 Autres prestations en nature avec condition de ressources

42 - Chômage

- 42 11 12 Remplacement de revenu occasionnel
- 42 11 13 Remplacement de revenu temporaire
- 42 11 32 Autres prestations en espèces sans condition de ressources occasionnelles
- 42 12 32 Autres prestations en espèces avec condition de ressources occasionnelles
- 42 21 30 Autres prestations en nature sans condition de ressources
- 42 22 30 Autres prestations en nature avec condition de ressources

5 - Logement

- 50 22 30 Allocation de logement

6 - Pauvreté-exclusion sociale

- 60 12 11 Remplacement de revenu temporaire
- 60 11 32 Autres prestations en espèces sans condition de ressources occasionnelles
- 60 12 32 Autres prestations en espèces avec condition de ressources occasionnelles
- 60 21 30 Autres prestations en nature sans condition de ressources
- 60 22 30 Autres prestations en nature avec condition de ressources

III • Annexe ■ tableaux détaillés

tableau 01 ● Comptes de la protection sociale en 2005

| | Assurances sociales | | | | | | Régimes de la mutualité, de la rétention supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des SBL/SM | TOTAL |
|--|---------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|------------------------------------|---|---|---|---------------|
| | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | | | |
| EMPLOIS | | | | | | | | | | |
| Prestations de protection sociale | 23 294 | 30 642 | 53 161 | 77 056 | 384 154 | 25 602 | 410 056 | 10 679 | 21 728 | 505 476 |
| Prestations sociales | 181 250 | 26 160 | 53 161 | 73 099 | 333 669 | 23 902 | 359 571 | 10 679 | 21 728 | 438 310 |
| dont prestations en espèces | 116 650 | 18 934 | 53 009 | 67 183 | 255 776 | 25 729 | 281 505 | 9 910 | 8 442 | 329 187 |
| dont prestations en nature | 64 600 | 7 226 | 151 | 5 916 | 77 893 | 173 | 78 066 | 770 | 13 287 | 109 124 |
| Prestations de services sociaux | 42 045 | 4 482 | 0 | 3 958 | 50 484 | 0 | 50 484 | 0 | 0 | 67 166 |
| Frais de gestion | 9 610 | 1 583 | 1 700 | 974 | 13 867 | 1 452 | 15 319 | 0 | 6 186 | 21 505 |
| Transferts | 24 659 | 4 812 | 7 340 | 41 419 | 78 230 | 2 651 | 80 881 | 0 | 0 | 100 996 |
| Frais financiers | 44 | 59 | 53 | 25 | 181 | 184 | 365 | 0 | 42 | 407 |
| Autres dépenses | 7 474 | 159 | 59 | 354 | 8 046 | 527 | 8 573 | 0 | 937 | 9 510 |
| TOTAL | 265 081 | 37 255 | 62 313 | 119 828 | 484 478 | 30 716 | 515 194 | 10 679 | 28 883 | 75 528 |
| RESSOURCES | | | | | | | | | | |
| Cotisations totales | 153 416 | 14 296 | 57 307 | 61 675 | 286 694 | 26 465 | 313 159 | 10 679 | 21 727 | 0 |
| Cotisations effectives | 153 416 | 14 296 | 57 307 | 28 699 | 253 718 | 26 465 | 280 183 | 0 | 21 727 | 0 |
| cotisations d'employeurs | 120 258 | 0 | 34 617 | 18 64 | 173 039 | 16 590 | 189 729 | 0 | 3 047 | 301 910 |
| cotisations de salariés | 28 646 | 0 | 22 689 | 10 137 | 61 472 | 9 775 | 71 247 | 0 | 0 | 192 776 |
| autres cotisations effectives | 4 512 | 14 296 | 1 | 398 | 19 207 | 0 | 19 207 | 0 | 17 168 | 88 415 |
| Cotisations fictives | 0 | 0 | 0 | 32 976 | 32 976 | 0 | 32 976 | 10 679 | 15 152 | 20 719 |
| Impôts et taxes | 58 997 | 7 864 | 0 | 21 524 | 88 385 | 0 | 88 385 | 0 | 0 | 43 655 |
| Transferts | 38 939 | 16 625 | 10 628 | 26 598 | 92 690 | 79 | 92 769 | 0 | 8 227 | 91 680 |
| Contributions publiques | 832 | 139 | 588 | 5 742 | 7 301 | 225 | 7 525 | 0 | 0 | 100 996 |
| Produits financiers | 358 | 238 | 491 | 47 | 1 134 | 12 | 1 146 | 0 | 837 | 71 531 |
| Autres recettes | 1 876 | 458 | 222 | 1 320 | 3 876 | 176 | 4 052 | 0 | 5 281 | 0 |
| TOTAL | 254 418 | 39 620 | 69 136 | 116 905 | 480 080 | 28 957 | 507 037 | 10 679 | 27 845 | 75 528 |
| SOLDE | -10 663 | 2 365 | 6 823 | -2 923 | -4 398 | -3 759 | -8 157 | 0 | -1 048 | 0 |
| Sources : DREES, Comptes de la protection sociale. | | | | | | | | | | |

tableau 02 ● Comptes de la protection sociale en 2004

| | | Assurances sociales | | | | | Régimes d'employeurs | | | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | | TOTAL |
|-----------------------------------|----------------|---------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|---------------|------------------------------------|---------------------------|----------------------|--|---|---------------------|
| | | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes d'employeurs | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | en millions d'euros |
| EMPLOIS | | | | | | | | | | | | |
| Prestations de protection sociale | 212 508 | 29 874 | 49 623 | 76 092 | 367 998 | 26 450 | 394 448 | 10 562 | 21 009 | 53 443 | 7 162 | 486 624 |
| Prestations sociales | 171 628 | 25 506 | 49 623 | 71 869 | 318 526 | 26 450 | 344 976 | 10 562 | 21 009 | 43 986 | 1 013 | 421 546 |
| dont prestations en espèces | 110 135 | 18 266 | 49 390 | 66 299 | 244 090 | 26 293 | 270 382 | 9 760 | 8 212 | 27 470 | 1 013 | 316 837 |
| dont prestations en nature | 61 494 | 7 240 | 133 | 5 570 | 74 437 | 157 | 74 594 | 802 | 12 797 | 16 516 | 0 | 104 709 |
| Prestations de services sociaux | 40 880 | 4 368 | 0 | 4 223 | 49 472 | 0 | 49 472 | 0 | 0 | 9 457 | 6 149 | 65 077 |
| Frais de gestion | 9 444 | 1 566 | 1 667 | 927 | 13 604 | 1 423 | 15 027 | 0 | 5 970 | 0 | 0 | 20 987 |
| Transferts | 23 077 | 3 729 | 7 102 | 34 130 | 68 668 | 2 667 | 71 335 | 0 | 0 | 20 090 | 0 | 91 425 |
| Frais financiers | 371 | 55 | 52 | 33 | 511 | 175 | 686 | 0 | 39 | 0 | 0 | 725 |
| Autres dépenses | 6 985 | 939 | 59 | 347 | 8 330 | 590 | 8 920 | 0 | 917 | 0 | 0 | 9 837 |
| TOTAL | 253 015 | 36 163 | 58 403 | 111 529 | 459 111 | 31 305 | 490 416 | 10 562 | 27 334 | 73 533 | 7 162 | 609 608 |
| RESSOURCES | | | | | | | | | | | | |
| Cotisations totales | 148 463 | 13 330 | 53 092 | 61 657 | 276 542 | 25 636 | 302 178 | 10 562 | 21 008 | 0 | 0 | 333 749 |
| Cotisations effectives | 148 463 | 13 330 | 53 092 | 28 220 | 243 105 | 25 636 | 268 741 | 0 | 21 008 | 0 | 0 | 289 749 |
| cotisations d'employeurs | 116 710 | 0 | 32 210 | 17 644 | 166 564 | 16 167 | 182 731 | 0 | 2 986 | 0 | 0 | 165 717 |
| cotisations de salariés | 27 441 | 0 | 20 881 | 10 80 | 58 502 | 9 469 | 67 977 | 0 | 16 575 | 0 | 0 | 84 546 |
| autres cotisations effectives | 4 312 | 13 330 | 1 | 396 | 18 039 | 0 | 18 039 | 0 | 1 447 | 0 | 0 | 19 486 |
| Cotisations fictives | 0 | 0 | 0 | 33 437 | 33 437 | 0 | 33 437 | 10 562 | 0 | 0 | 0 | 43 999 |
| Impôts et taxes | 53 526 | 11 767 | 0 | 14 154 | 79 447 | 0 | 79 447 | 0 | 0 | 3 836 | 0 | 83 083 |
| Transferts | 36 248 | 10 267 | 10 221 | 83 947 | 91 | 84 038 | 0 | 0 | 7 387 | 0 | 0 | 91 425 |
| Contributions publiques | 803 | 973 | 399 | 5674 | 7 849 | 255 | 8 104 | 0 | 0 | 62 510 | 0 | 70 615 |
| Produits financiers | 360 | 245 | 478 | 46 | 1 129 | 11 | 1 140 | 0 | 786 | 0 | 0 | 1 926 |
| Autres recettes | 1 778 | 477 | 191 | 981 | 3 427 | 174 | 3 601 | 0 | 5 239 | 0 | 7 162 | 16 002 |
| TOTAL | 241 178 | 37 059 | 64 381 | 109 724 | 452 342 | 26 167 | 478 599 | 10 562 | 27 033 | 73 533 | 7 162 | 536 799 |
| SOLDE | -11 837 | 896 | 5 978 | -1 806 | -6 769 | -5 138 | -11 907 | 0 | -902 | 0 | 0 | -12 808 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 03 ● Comptes de la protection sociale en 2003

| | | Assurances sociales | | | | | Régimes d'employeurs | | | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | | TOTAL |
|-----------------------------------|----------------|---------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|------------------------------------|---------------------------|--|---|---|---------------------|
| | | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des ISBLSM | en millions d'euros |
| EMPLOIS | | | | | | | | | | | | |
| Prestations de protection sociale | 202 365 | 28 573 | 47 045 | 71 515 | 349 498 | 25 738 | 375 236 | 10 264 | 20 849 | 49 896 | 6 762 | 463 008 |
| Prestations sociales | 163 361 | 24 476 | 47 045 | 68 502 | 303 384 | 25 738 | 329 122 | 10 264 | 20 849 | 42 289 | 987 | 403 512 |
| dont prestations en espèces | 105 423 | 17 772 | 46 627 | 63 146 | 233 269 | 25 595 | 268 863 | 9 540 | 26 584 | 15 705 | 987 | 304 240 |
| dont prestations en nature | 57 938 | 6 704 | 118 | 53 56 | 70 116 | 143 | 70 259 | 724 | 12 584 | 0 | 0 | 59 272 |
| Prestations de services sociaux | 39 004 | 4 097 | 0 | 3 013 | 46 114 | 0 | 46 114 | 0 | 0 | 7 607 | 5 775 | 59 496 |
| Frais de gestion | 9 140 | 1 452 | 1 564 | 907 | 13 063 | 1 337 | 14 400 | 0 | 5 715 | 0 | 0 | 20 115 |
| Transferts | 22 792 | 2 612 | 6 575 | 48 860 | 80 339 | 2 632 | 83 471 | 0 | 0 | 3 887 | 0 | 87 358 |
| Frais financiers | 355 | 20 | 6 | 13 | 394 | 112 | 506 | 0 | 39 | 0 | 0 | 545 |
| Autres dépenses | 6 407 | 833 | 99 | 551 | 7 890 | 408 | 8 298 | 0 | 1 037 | 0 | 0 | 9 335 |
| TOTAL | 241 059 | 33 990 | 55 289 | 121 846 | 451 684 | 30 227 | 481 911 | 10 264 | 27 641 | 53 783 | 6 762 | 580 361 |
| RESSOURCES | | | | | | | | | | | | |
| Cotisations totales | 144 405 | 12 502 | 51 586 | 59 919 | 268 412 | 24 753 | 293 165 | 10 264 | 20 333 | 0 | 0 | 323 763 |
| Cotisations effectives | 144 405 | 12 502 | 51 586 | 27 423 | 23 5916 | 24 753 | 280 699 | 0 | 20 333 | 0 | 0 | 281 002 |
| cotisations d'employeurs | 13 471 | 0 | 31 272 | 17 198 | 16 1947 | 15 554 | 177 555 | 0 | 2941 | 0 | 0 | 180 476 |
| cotisations de salariés | 26 689 | 0 | 20 313 | 9 852 | 56 854 | 9 159 | 66 013 | 0 | 16 019 | 0 | 0 | 82 032 |
| autres cotisations effectives | 4 245 | 12 502 | 1 | 373 | 17 121 | 0 | 17 121 | 0 | 13 73 | 0 | 0 | 18 494 |
| Cotisations fictives | 0 | 0 | 0 | 32 496 | 32 496 | 0 | 32 496 | 10 264 | 0 | 0 | 0 | 42 761 |
| Impôts et taxes | 51 232 | 11 315 | 0 | 27 933 | 90 480 | 0 | 90 480 | 0 | 0 | 4 025 | 0 | 94 505 |
| Transferts | 34 619 | 9 260 | 9 687 | 27 042 | 80 608 | 91 | 80 699 | 0 | 0 | 6 659 | 0 | 87 358 |
| Contributions publiques | 938 | 1651 | 296 | 5 505 | 8 390 | 136 | 8 526 | 0 | 0 | 43 099 | 0 | 51 625 |
| Produits financiers | 395 | 254 | 506 | 71 | 1226 | 7 | 1 233 | 0 | 918 | 0 | 0 | 2 151 |
| Autres recettes | 1 715 | 458 | 185 | 178 | 23 36 | 136 | 26 72 | 0 | 5 292 | 0 | 6 762 | 14 726 |
| TOTAL | 233 304 | 35 440 | 62 260 | 45 1652 | 25 123 | 47 6775 | 10 264 | 26 543 | 53 783 | 6 762 | 574 127 | |
| SOLDE | -7 755 | 1950 | 6971 | -1 199 | -32 | -5 104 | -5 136 | 0 | -1 098 | 0 | 0 | -6 234 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 04 ● Comptes de la protection sociale en 2002

| | | Assurances sociales | | | | | | Régimes d'employeurs | | | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | | TOTAL |
|-----------------------------------|----------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|------------------------------------|---------------------------|--|----------------------|---|---|---|---------------------|
| | | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'employeurs | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | en millions d'euros |
| EMPLOIS | Régime général | 28 203 | 45 192 | 68 424 | 334 500 | 22 557 | 357 057 | 10 329 | 19 798 | 47 238 | 7 021 | 441 443 | |
| Prestations de protection sociale | 192 681 | 24 090 | 45 192 | 65 299 | 290 858 | 22 557 | 31 345 | 10 329 | 19 798 | 40 633 | 967 | 385 143 | |
| Prestations sociales | 156 277 | 17 461 | 45 069 | 60 429 | 224 972 | 22 380 | 247 352 | 9 643 | 7 756 | 25 012 | 967 | 290 730 | |
| dont prestations en espèces | 102 014 | 62 263 | 123 | 48 707 | 65 886 | 177 | 66 063 | 687 | 12 042 | 15 621 | 0 | 94 443 | |
| dont prestations en nature | 54 263 | 41 113 | 0 | 31 255 | 43 642 | 0 | 43 642 | 0 | 0 | 6 605 | 6 054 | 56 301 | |
| Prestations de services sociaux | 36 404 | 8 453 | 1 388 | 1 544 | 917 | 12 302 | 1 330 | 13 632 | 0 | 5 434 | 0 | 0 | 19 066 |
| Frais de gestion | | | | | | | | | | | | | 81 061 |
| Transferts | 20 014 | 1332 | 6 296 | 47 405 | 75 047 | 2 181 | 77 227 | 0 | 0 | 3 834 | 0 | 0 | 461 |
| Frais financiers | 281 | 19 | 19 | 13 | 332 | 92 | 424 | 0 | 0 | 37 | 0 | 0 | 9 211 |
| Autres dépenses | 6 350 | 917 | 72 | 331 | 7 670 | 449 | 8 119 | 0 | 0 | 1 052 | 0 | 0 | |
| TOTAL | 227 779 | 31 859 | 53 123 | 117 090 | 429 851 | 26 609 | 456 459 | 10 329 | 19 798 | 26 361 | 51 072 | 7 021 | 551 243 |
| RESOURCES | | | | | | | | | | | | | |
| Cotisations totales | 140 863 | 12 052 | 50 234 | 57 396 | 260 545 | 21 757 | 282 302 | 10 329 | 19 798 | 0 | 0 | 0 | 312 429 |
| Cotisations effectives | 140 863 | 12 052 | 50 234 | 26 576 | 229 725 | 21 757 | 251 482 | 0 | 19 798 | 0 | 0 | 0 | 271 280 |
| cotisations d'employeurs | 110 634 | 0 | 30 229 | 16 545 | 157 608 | 13 756 | 171 334 | 0 | 2 941 | 0 | 0 | 0 | 174 275 |
| cotisations de salariés | 26 034 | 0 | 19 805 | 9 669 | 55 008 | 8 031 | 63 539 | 0 | 15 555 | 0 | 0 | 0 | 79 094 |
| autres cotisations effectives | 4 195 | 12 052 | 0 | 362 | 16 609 | 0 | 16 609 | 0 | 1 302 | 0 | 0 | 0 | 17 911 |
| Cotisations fictives | 0 | 0 | 0 | 30 820 | 30 820 | 0 | 30 820 | 10 329 | 0 | 0 | 0 | 0 | 41 149 |
| Impôts et taxes | 49 810 | 11 184 | 0 | 27 564 | 88 558 | 0 | 88 558 | 0 | 0 | 3 919 | 0 | 0 | 92 477 |
| Transferts | 32 870 | 7 639 | 8 970 | 25 417 | 74 96 | 189 | 75 085 | 0 | 0 | 5 925 | 0 | 0 | 81 010 |
| Contributions publiques | 889 | 1 440 | 175 | 6 260 | 8 764 | 72 | 8 836 | 0 | 0 | 41 228 | 0 | 0 | 50 064 |
| Produits financiers | 537 | 257 | 562 | 92 | 1 448 | 7 | 1 455 | 0 | 970 | 0 | 0 | 0 | 2 425 |
| Autres recettes | 1 628 | 256 | 192 | 509 | 2 585 | 145 | 2 730 | 0 | 4 657 | 0 | 7 021 | 0 | 14 408 |
| TOTAL | 226 597 | 32 828 | 60 133 | 117 237 | 436 796 | 22 170 | 458 965 | 10 329 | 19 798 | 25 425 | 51 072 | 7 021 | 552 812 |
| SOLDE | -1 182 | 969 | 7 010 | 147 | 6 945 | -4 439 | 2 506 | 0 | -937 | 0 | 0 | 0 | 1570 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 05 ● Comptes de la protection sociale en 2001

| | | Assurances sociales | | | | | Régimes d'employeurs | | | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | | | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | | TOTAL | | |
|-----------------------------------|----------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|------------------------------------|---------------------------|------------------------------------|---------------------------|--|---------------------------|------------------------------------|---|------------------------------------|---|------------------------------------|---------------------------|---|---|
| | | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics |
| EMPLOIS | Régime général | 183 267 | 26 933 | 43 483 | 65 646 | 319 189 | 19 246 | 338 435 | 99 333 | 17 791 | 43 349 | 6 419 | 415 927 | 6 419 | 415 927 | 6 419 | 415 927 | | |
| Prestations de protection sociale | 148 832 | 22 938 | 43 483 | 62 757 | 278 010 | 19 246 | 297 256 | 99 333 | 17 791 | 37 982 | 931 | 931 | 363 833 | 931 | 363 833 | 931 | 363 833 | | |
| Prestations sociales | 98 170 | 16 875 | 43 334 | 57 800 | 216 179 | 19 183 | 235 362 | 91 733 | 6 783 | 22 676 | 931 | 931 | 274 924 | 931 | 274 924 | 931 | 274 924 | | |
| dont prestations en espèces | 50 662 | 6 063 | 149 | 4 957 | 61 831 | 63 | 61 894 | 760 | 11 009 | 15 306 | 0 | 0 | 88 969 | 0 | 88 969 | 0 | 88 969 | | |
| dont prestations en nature | 34 435 | 3 855 | 0 | 2 889 | 41 179 | 0 | 41 179 | 0 | 0 | 5 367 | 5 488 | 5 488 | 52 034 | 5 488 | 52 034 | 5 488 | 52 034 | | |
| Prestations de services sociaux | 82 622 | 13 855 | 1 521 | 936 | 12 104 | 1 356 | 13 460 | 0 | 5 185 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de gestion | 18 087 | 1 963 | 6 102 | 45 092 | 71 243 | 1 850 | 73 033 | 0 | 0 | 3 253 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transferts | 263 | 1 | 53 | 17 | 334 | 99 | 433 | 0 | 35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais financiers | 5571 | 902 | 71 | 99 | 6643 | 167 | 6 810 | 0 | 1 077 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres dépenses | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 468 |
| TOTAL | 219 450 | 31 044 | 51 230 | 111 790 | 409 513 | 22 718 | 432 231 | 99 333 | 24 088 | 46 602 | 6 419 | 6 419 | 519 272 | 6 419 | 519 272 | 6 419 | 519 272 | 6 419 | 519 272 |
| RESOURCES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cotisations totales | 136 608 | 11 806 | 46 317 | 55 143 | 249 874 | 21 787 | 271 661 | 99 333 | 17 791 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 299 385 |
| Cotisations effectives | 136 608 | 11 806 | 46 317 | 25 573 | 220 304 | 21 787 | 242 091 | 0 | 17 791 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 299 385 |
| cotisations d'employeurs | 104 412 | 0 | 28 260 | 15 770 | 151 442 | 13 801 | 165 243 | 0 | 2 580 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 299 385 |
| cotisations de salariés | 25 067 | 0 | 18 054 | 9 453 | 52 574 | 7 986 | 60 560 | 0 | 14 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 167 823 |
| autres cotisations effectives | 4 129 | 11 806 | 3 | 350 | 16 288 | 0 | 16 288 | 0 | 1 211 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 167 823 |
| Cotisations fictives | 0 | 0 | 0 | 29 570 | 29 570 | 0 | 29 570 | 99 333 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 74 560 |
| Impôts et taxes | 40 501 | 10 740 | 0 | 26 634 | 86 875 | 13 | 86 888 | 0 | 0 | 30 36 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 499 |
| Transferts | 30 570 | 7 972 | 8 107 | 24 153 | 70 802 | 669 | 71 471 | 0 | 0 | 48 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 39 503 |
| Contributions publiques | 566 | 1 553 | 245 | 6 155 | 85 19 | 145 | 8 664 | 0 | 0 | 38 750 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 47 414 |
| Produits financiers | 599 | 298 | 390 | 122 | 1 409 | 12 | 1 421 | 0 | 950 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2371 |
| Autres recettes | 1 695 | 212 | 189 | 544 | 2 640 | 137 | 2 777 | 0 | 5 227 | 0 | 0 | 0 | 6 419 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 424 |
| TOTAL | 219 539 | 32 381 | 55 248 | 112 151 | 420 119 | 22 763 | 442 882 | 99 333 | 23 969 | 46 602 | 6 419 | 6 419 | 529 804 | 6 419 | 529 804 | 6 419 | 529 804 | 6 419 | 529 804 |
| SOLDE | 4089 | 1538 | 4 018 | 961 | 10 606 | 45 | 10 651 | 0 | -119 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 532 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 06 ● Comptes de la protection sociale en 2000

| | | Assurances sociales | | | | | | en millions d'euros | | | |
|-----------------------------------|----------------|--------------------------------|-------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------|------------------|--|---|---|---------------|
| | | Régimes de la sécurité sociale | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes d'emploi | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des ISBLSM | TOTAL |
| EMPLOIS | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | | | | | | | | |
| Prestations de protection sociale | 174 839 | 286 16 | 41 768 | 63 647 | 305 870 | 18 246 | 324 116 | 9 606 | 16 094 | 43 207 | 399 020 |
| Prestations sociales | 141 988 | 218 74 | 41 768 | 60 734 | 266 374 | 18 199 | 284 573 | 9 606 | 16 094 | 38 188 | 349 325 |
| dont prestations en espèces | 93 955 | 16 499 | 41 638 | 55 665 | 207 747 | 18 136 | 225 883 | 8 750 | 6 182 | 23 145 | 264 854 |
| dont prestations en nature | 48 043 | 53 75 | 130 | 50 79 | 58 626 | 63 | 58 690 | 856 | 9 902 | 15 023 | 84 471 |
| Prestations de services sociaux | 32 841 | 37 42 | 0 | 29 13 | 39 496 | 47 | 39 543 | 0 | 0 | 5 039 | 49 695 |
| Frais de gestion | 8 098 | 13 12 | 1 450 | 914 | 11 774 | 13 08 | 13 082 | 0 | 4 979 | 0 | 18 061 |
| Transferts | 16 883 | 26 54 | 575 | 42 105 | 62 226 | 7 796 | 70 022 | 0 | 0 | 3 290 | 0 |
| Frais financiers | 158 | 1 | 21 | 8 | 188 | 90 | 278 | 0 | 38 | 0 | 0 |
| Autres dépenses | 5 085 | 670 | 70 | 77 | 59 02 | 191 | 6 093 | 0 | 1 080 | 0 | 0 |
| TOTAL | 205 073 | 30253 | | 43 884 | 106751 | 385950 | 27 631 | 413 591 | 9 606 | 22 190 | 46 497 |
| RESOURCES | | | | | | | | | | | |
| Cotisations totales | 130 503 | 109 18 | 35 881 | 53 105 | 230 406 | 28 723 | 259 129 | 9 606 | 16 094 | 0 | 284 830 |
| Cotisations effectives | 130 503 | 109 18 | 35 881 | 24 449 | 201 751 | 28 723 | 230 474 | 0 | 16 094 | 0 | 246 568 |
| cotisations d'employeurs | 103 188 | 0 | 21 776 | 15 016 | 139 980 | 18 227 | 159 207 | 0 | 2275 | 0 | 160 482 |
| cotisations de salariés | 23 703 | 0 | 14 102 | 9 092 | 46 897 | 10 496 | 57 393 | 0 | 12 681 | 0 | 70 074 |
| autres cotisations effectives | 3 672 | 109 18 | 3 | 341 | 14 874 | 0 | 14 874 | 0 | 1 138 | 0 | 16 012 |
| Cotisations fictives | 0 | 0 | 0 | 28 656 | 28 656 | 0 | 28 656 | 9 606 | 0 | 0 | 38 262 |
| Impôts et taxes | 47 594 | 10 430 | 0 | 21 960 | 79 984 | 24 | 80 008 | 0 | 0 | 2 787 | 82 795 |
| Transferts | 27 848 | 8 682 | 8 050 | 23 193 | 67 773 | 729 | 68 502 | 0 | 0 | 4 759 | 0 |
| Contributions publiques | 1 063 | 1 365 | 334 | 64 68 | 9 230 | 257 | 9 487 | 0 | 0 | 38 951 | 0 |
| Produits financiers | 406 | 247 | 463 | 83 | 1 199 | 38 | 1 237 | 0 | 956 | 0 | 48 338 |
| Autres recettes | 1 543 | 199 | 161 | 786 | 2 669 | 202 | 2 891 | 0 | 5 221 | 0 | 2 193 |
| TOTAL | 208 957 | 31841 | 44 889 | 105555 | 391 282 | 29 973 | 421 255 | 9 606 | 22 271 | 46 497 | 5996 |
| SOLDE | 3 884 | 1588 | 1 005 | -1156 | 5322 | 2 342 | 7 664 | 0 | 81 | 0 | 7745 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 07 ● Prestations de protection sociale en 2005

| | Assurances sociales | | | | | | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'employeurs | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | TOTAL |
|--|---------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|------------------------------------|--|----------------------|---|---|--------------|
| | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | | | | | |
| RISQUES | | | | | | | | | | | |
| SANTÉ | 114 394 | 12 176 | 10 | 14 390 | 140 969 | 0 | 140 969 | 2 119 | 16 173 | 13 052 | 6 090 |
| Maladie | 104 055 | 11 853 | 4 | 10 259 | 126 170 | 0 | 126 170 | 1 784 | 14 676 | 2 142 | 40 |
| Invalidité | 4 793 | 323 | 6 | 1 714 | 6 836 | 0 | 6 836 | 95 | 1 442 | 10 910 | 6 051 |
| Accidents du travail | 5 546 | 0 | 0 | 2 417 | 7 962 | 0 | 7 962 | 240 | 55 | 0 | 0 |
| ANCIENNETÉ - SURVIE | 74 295 | 18 357 | 53 111 | 61 278 | 207 041 | 9 | 207 050 | 85 | 5 340 | 10 203 | 0 |
| Vieillesse | 65 634 | 15 424 | 44 297 | 52 025 | 177 380 | 0 | 177 380 | 85 | 2 523 | 9 313 | 0 |
| Survie | 8 662 | 2 933 | 8 813 | 9 253 | 29 561 | 9 | 29 670 | 0 | 2 818 | 890 | 0 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 31 114 | 109 | 40 | 236 | 31 500 | 0 | 31 500 | 3 435 | 216 | 10 229 | 0 |
| Maternité | 5 498 | 109 | 0 | 207 | 5 814 | 0 | 5 814 | 0 | 42 | 0 | 0 |
| Famille | 25 616 | 0 | 40 | 29 | 25 686 | 0 | 25 686 | 3 435 | 174 | 10 229 | 0 |
| EMPLOI | 0 | 0 | 0 | 1 018 | 25 893 | 26 911 | 26 911 | 4 980 | 0 | 5 435 | 0 |
| Chômage | 0 | 0 | 0 | 1 018 | 1 018 | 24 625 | 25 643 | 4 980 | 0 | 4 252 | 0 |
| Insertion et réinsertion professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 268 | 0 | 0 | 0 | 1 183 | 0 |
| LOGEMENT | 3 492 | 0 | 0 | 134 | 3 626 | 0 | 3 626 | 0 | 0 | 10 251 | 0 |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 242 | 1 510 |
| TOTAL DES PRESTATIONS | 223 294 | 30 642 | 53 161 | 77 056 | 384 154 | 25 902 | 41 056 | 10 679 | 21 728 | 55 412 | 7 600 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 08 • Prestations de protection sociale en 2004

| | Assurances sociales | | | | | | en millions d'euros | | | |
|--|--------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------------|---------------------------|---|---|---|----------------|
| | Régimes de la sécurité sociale | | Assurances sociales | | Régimes d'employeurs | | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | | Régimes d'intervention sociale des ISBLSM | TOTAL |
| | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Total Assurances sociales | Régimes d'indemnisation du chômage | Régimes de la mutuelle, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | | |
| RISQUES | | | | | | | | | | |
| SANTÉ | 109 896 | 12 049 | 10 | 13 868 | 135 824 | 0 | 135 824 | 2 094 | 15 614 | 12 476 |
| Maladie | 99 872 | 11 727 | 4 | 10 115 | 121 718 | 0 | 121 718 | 1 760 | 14 152 | 2070 |
| Invalidité | 4 508 | 322 | 6 | 1 705 | 6 541 | 0 | 6 541 | 96 | 1 408 | 10 406 |
| Accidents du travail | 5 516 | 0 | 0 | 2 048 | 7 564 | 0 | 7 564 | 237 | 54 | 0 |
| ANCIENNERIE - SURVIE | 69 119 | 17 715 | 49 475 | 60 922 | 197 232 | 9 | 197 241 | 94 | 5 188 | 9 618 |
| Vieillesse | 60 798 | 14 841 | 41 268 | 52 257 | 169 165 | 0 | 169 165 | 94 | 2 450 | 8 716 |
| Survie | 8 321 | 2 874 | 8 207 | 8 665 | 28 068 | 9 | 28 077 | 0 | 2 738 | 902 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 30 023 | 110 | 37 | 208 | 30 378 | 0 | 30 378 | 3 510 | 207 | 9 701 |
| Maternité | 5 567 | 110 | 0 | 190 | 5 867 | 0 | 5 867 | 0 | 40 | 0 |
| Famille | 24 456 | 0 | 37 | 17 | 24 511 | 0 | 24 511 | 3 510 | 167 | 9 701 |
| EMPLOI | 0 | 0 | 0 | 962 | 26 441 | 27 403 | 4 864 | 0 | 5 545 | 0 |
| Chômage | 0 | 0 | 0 | 962 | 25 235 | 26 197 | 4 864 | 0 | 4 337 | 0 |
| Insertion et réinsertion professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 206 | 0 | 0 | 1 208 | 0 |
| LOGEMENT | 3 470 | 0 | 0 | 132 | 3 602 | 0 | 3 602 | 0 | 0 | 10 292 |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 811 | 1474 |
| TOTAL DES PRESTATIONS | 212 508 | 29 874 | 49 523 | 76 092 | 367 998 | 26 450 | 394 448 | -10 562 | 21 009 | 53 443 |
| | | | | | | | | | | 7 162 |
| | | | | | | | | | | 486 624 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 09 ● Prestations de protection sociale en 2003

| | Assurances sociales | | | | | | Régimes d'employeurs | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des ISBLSM | TOTAL | |
|--|---------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|------------------------------------|----------------------|--|---|---|----------------|----------------|
| | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | | | | | | |
| RISQUES | | | | | | | 127 783 | 1970 | 11 761 | 5 342 | 162 390 | |
| SANTÉ | 104 520 | 11 230 | 11 | 12 022 | 127 783 | 0 | 127 783 | 1970 | 13 991 | 1 726 | 35 | 131 632 |
| Maladie | 94 845 | 10 899 | 4 | 8 470 | 114 218 | 0 | 114 218 | 1 662 | 14 86 | 10 035 | 5 307 | 23 199 |
| Invalidité | 4 244 | 331 | 7 | 1 698 | 6 280 | 0 | 6 280 | 91 | 0 | 0 | 0 | 7 558 |
| Accidents du travail | 5 431 | 0 | 0 | 1 854 | 7 285 | 0 | 7 285 | 216 | 56 | 0 | 0 | 20 1637 |
| ANCIENNERIE - SURVIE | 65 628 | 17 237 | 47 000 | 58 129 | 187 993 | 9 | 188 003 | 101 | 5 105 | 8 428 | 0 | 20 1637 |
| Vieillesse | 57 657 | 14 446 | 39 226 | 49 747 | 161 046 | 0 | 161 046 | 101 | 23 367 | 7 500 | 0 | 17 013 |
| Survie | 7 971 | 2 821 | 7 774 | 8 382 | 26 948 | 9 | 26 957 | 0 | 27 38 | 929 | 0 | 30 623 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 28 850 | 106 | 34 | 186 | 29 276 | 0 | 29 276 | 3 606 | 212 | 8 829 | 0 | 41 924 |
| Maternité | 5 523 | 106 | 0 | 173 | 5 802 | 0 | 5 802 | 0 | 38 | 0 | 0 | 5 840 |
| Famille | 23 427 | 0 | 34 | 13 | 23 474 | 0 | 23 474 | 3 606 | 174 | 8 829 | 0 | 36 083 |
| EMPLOI | 0 | 0 | 0 | 1 041 | 1 041 | 257 29 | 26 770 | 4 587 | 0 | 5 438 | 0 | 36 795 |
| Chômage | 0 | 0 | 0 | 1 041 | 1 041 | 24 582 | 25 623 | 4 587 | 0 | 4 188 | 0 | 34 397 |
| Insertion et réinsertion professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 147 | 1 147 | 0 | 0 | 1 251 | 0 | 2 398 |
| LOGEMENT | 3 267 | 0 | 0 | 137 | 3 404 | 0 | 3 404 | 0 | 0 | 9 992 | 0 | 13 396 |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 446 | 1 420 | 6 866 |
| TOTAL DES PRESTATIONS | 202 365 | 28 573 | 47 045 | 71 515 | 349 498 | 257 38 | 375 236 | 10 284 | 20 849 | 49 896 | 6 762 | 463 008 |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 10 ● Prestations de protection sociale en 2002

| | Assurances sociales | | | | | | | | | | en millions d'euros | | | |
|--|--------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|---------------|------------------------------------|----------------|---------------|--|--|---|---|-------|
| | Régimes de la Sécurité sociale | | | Autres régimes | | | Régimes d'indemnisation du chômage | | | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | | | | |
| | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Régimes d'employeurs | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des ISBLSM | TOTAL |
| RISQUES | | | | | | | | | | | | | | |
| SANTÉ | 97 729 | 11 098 | 8 | 11 298 | 120 133 | | 0 | 120 133 | 1 942 | 14 132 | 11 441 | 5 479 | 153 727 | |
| Maladie | 88 572 | 10 747 | 3 | 7 914 | 107 235 | | 0 | 107 235 | 1 645 | 13 342 | 1 654 | 36 | 123 913 | |
| Invalidité | 3 934 | 351 | 5 | 1 628 | 5 918 | | 0 | 5 918 | 86 | 1 339 | 9 787 | 5 443 | 22 572 | |
| Accidents du travail | 5 224 | 0 | 0 | 1 756 | 6 980 | | 0 | 6 980 | 211 | 51 | 0 | 0 | 7 242 | |
| ANCIENNERIE - SURVIE | 63 166 | 17 006 | 45 153 | 560 14 | 181 339 | 9 | 181 348 | 115 | 4 873 | 7 210 | 0 | 0 | 193 547 | |
| Vieillesse | 55 448 | 14 222 | 37 625 | 47 781 | 155 076 | | 0 | 155 076 | 115 | 22 00 | 6 249 | 0 | 163 641 | |
| Survie | 7 718 | 2 783 | 7 528 | 8 233 | 26 263 | | 9 | 26 272 | 0 | 2 673 | 961 | 0 | 29 906 | |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 28 558 | 99 | 31 | 172 | 28 850 | | 0 | 28 850 | 3 731 | 193 | 8 042 | 0 | 40 826 | |
| Maternité | 5 363 | 99 | 0 | 156 | 5 619 | | 0 | 5 619 | 0 | 36 | 0 | 0 | 5 655 | |
| Famille | 23 195 | 0 | 31 | 16 | 23 241 | | 0 | 23 241 | 3 731 | 157 | 8 042 | 0 | 35 171 | |
| EMPLOI | 0 | 0 | 0 | 803 | 22 548 | | 23 351 | 4 541 | 0 | 5 496 | 0 | 0 | 33 387 | |
| Chômage | 0 | 0 | 0 | 803 | 21 483 | | 22 286 | 4 541 | 0 | 4 126 | 0 | 0 | 30 953 | |
| Insertion et réinsertion professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 064 | | 0 | 1 064 | 0 | 0 | 1 370 | 0 | 2 434 | |
| LOGEMENT | 3 228 | 0 | 0 | 138 | 3 366 | | 0 | 3 366 | 0 | 0 | 10 082 | 0 | 13 448 | |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 967 | 1 542 | 6 509 | |
| TOTAL DES PRESTATIONS | 192 681 | 28 203 | 45 192 | 68 4424 | 334 500 | 451 92 | 357 057 | 10 329 | 19 798 | 47 238 | 7 021 | 441 443 | | |

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale.

tableau 11 ● Prestations de protection sociale en 2001

| | | Assurances sociales | | | | | Régimes d'employeurs | | | Régimes de mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | | | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | | Régimes d'intervention sociale des ISBL/SM | TOTAL |
|--|--|---------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|------------------------------------|---------------------------|----------------------|---|---|--|---|--|--|-------|
| | | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Autres régimes | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | Total Assurances sociales | Régimes de mutualité | Total Assurances sociales | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | Régimes d'intervention sociale des ISBL/SM | | | | |
| RISQUES | | 91 385 | 10 223 | 10 | 10616 | 112234 | 0 | 112234 | 1892 | 13238 | 11 001 | 4 968 | 143 331 | | | |
| SANTÉ | | 82 693 | 9 857 | 5 | 7 802 | 100 357 | 0 | 100 357 | 1625 | 12 104 | 1 708 | 33 | 115 828 | | | |
| Maladie | | 3 671 | 365 | 5 | 1 543 | 5 585 | 0 | 5 585 | 48 | 1 091 | 9 282 | 4 935 | 20 952 | | | |
| Invalidité | | 5 021 | 0 | 0 | 1 270 | 6 291 | 0 | 6 291 | 219 | 42 | 0 | 0 | 6 552 | | | |
| Accidents du travail | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ANCIENNERIE - SURVIE | | 61 174 | 16 480 | 43 442 | 53 951 | 175 048 | 8 | 175 055 | 102 | 4 393 | 4 958 | 0 | 184 508 | | | |
| Vieillesse | | 57 863 | 13 766 | 36 226 | 45 935 | 153 790 | 0 | 153 790 | 102 | 2 079 | 3 978 | 0 | 159 49 | | | |
| Survie | | 3 311 | 2 714 | 7 216 | 8 016 | 21 257 | 8 | 21 265 | 0 | 2 315 | 980 | 0 | 24 559 | | | |
| MATERNITÉ - FAMILLE | | 27 669 | 90 | 31 | 151 | 27 941 | 0 | 27 941 | 3 519 | 161 | 7 837 | 0 | 39 457 | | | |
| Maternité | | 4 962 | 90 | 0 | 134 | 5 187 | 0 | 5 187 | 0 | 33 | 0 | 0 | 5 220 | | | |
| Famille | | 22 706 | 0 | 31 | 17 | 22 754 | 0 | 22 754 | 3 519 | 127 | 7 837 | 0 | 34 237 | | | |
| EMPLOI | | 0 | 0 | 0 | 791 | 19 238 | 20 029 | 4 420 | 0 | 5 258 | 0 | 0 | 29 708 | | | |
| Chômage | | 0 | 0 | 0 | 771 | 771 | 17 707 | 18 478 | 4 420 | 0 | 4 040 | 0 | 26 938 | | | |
| Insertion et réinsertion professionnelle | | 0 | 0 | 0 | 20 | 20 | 1 531 | 1 551 | 0 | 0 | 1 219 | 0 | 2 770 | | | |
| LOGEMENT | | 3 039 | 0 | 0 | 137 | 3 176 | 0 | 3 176 | 0 | 0 | 9 644 | 0 | 12 820 | | | |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 651 | 1 452 | 6 104 | | | | |
| TOTAL DES PRESTATIONS | | 183 267 | 26 793 | 43 483 | 65 646 | 319 189 | 19 246 | 338 435 | 9933 | 17 791 | 43 349 | 6 420 | 415 928 | | | |

Sources : Compte de la protection sociale - DREES.

tableau 12 ● Prestations de protection sociale en 2000

| | Assurances sociales | | | | | | | | | | Régimes d'employeurs | | | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | | | Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics | | | Régimes d'intervention sociale des SBLSM | | TOTAL | | | | | | |
|--|--------------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--|-------------------------|-------------------------|---|-------------------------|-------------------------|--|-------------------------|-------------------------|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------|---------|
| | Régimes de la sécurité sociale | | | Régimes complémentaires | | | Autres régimes | | | Total | Régimes d'indemnisation du chômage | | | Total Assurances sociales | | | Régimes d'employeurs | | | Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance | | | Régimes d'intervention sociale des SBLSM | | TOTAL | | | |
| | Régime général | Régimes des non salariés | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | Régimes complémentaires | | |
| RISQUES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SANTÉ | 868856 | 9364 | 12 | 10 744 | 106 976 | 0 | 106976 | 1879 | 11905 | 10611 | 10 611 | 10 611 | 10 611 | 10 611 | 10 611 | 4627 | 135 998 | 4627 | 31 | 109 764 | 31 | 109 764 | 31 | 109 764 | 31 | 109 764 | | |
| Maladie | 78 768 | 9 005 | 7 | 7 841 | 95 621 | 0 | 95 621 | 1 628 | 10 879 | 1 605 | 9 006 | 988 | 9 006 | 988 | 9 006 | 4 597 | 19 728 | 4 597 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 728 | |
| Invalidité | 3 248 | 346 | 6 | 1 490 | 5 090 | 0 | 5 090 | 50 | 47 | 50 | 5 090 | 50 | 5 090 | 50 | 5 090 | 0 | 6 507 | 6 507 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 507 | |
| Accidents du travail | 4 840 | 13 | 0 | 1 413 | 6 265 | 0 | 6 265 | 0 | 204 | 38 | 6 265 | 0 | 6 265 | 0 | 6 265 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| ANCIENNERIE - SURVIE | 58 447 | 16 153 | 41 729 | 51 960 | 168 289 | 9 | 168 289 | 88 | 168 289 | 88 | 4 040 | 4 590 | 0 | 4 590 | 0 | 0 | 0 | 177 015 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 177 015 | |
| Vieillesse | 55 178 | 13 518 | 34 824 | 44 155 | 147 675 | 0 | 147 675 | 0 | 147 675 | 88 | 147 675 | 0 | 147 675 | 88 | 147 675 | 88 | 1551 | 1551 | 3 577 | 3 577 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 153 291 |
| Survie | 3 268 | 2635 | 6 905 | 7 805 | 20 614 | 9 | 20 614 | 9 | 20 622 | 0 | 2 089 | 1 013 | 0 | 2 089 | 1 013 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 724 |
| MATERNITÉ - FAMILLE | 26 721 | 99 | 27 | 148 | 26 995 | 0 | 26 995 | 150 | 26 995 | 150 | 8 003 | 8 003 | 0 | 8 003 | 0 | 0 | 0 | 38 811 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 38 811 | |
| Maternité | 4 804 | 99 | 0 | 134 | 5036 | 0 | 5036 | 0 | 5036 | 0 | 5 036 | 0 | 5 036 | 0 | 5 036 | 0 | 31 | 31 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 067 | |
| Famille | 21 917 | 0 | 27 | 14 | 21 958 | 0 | 21 958 | 0 | 21 958 | 0 | 3 364 | 118 | 3 364 | 118 | 3 364 | 118 | 8 003 | 8 003 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 444 | |
| EMPLOI | 0 | 0 | 0 | 651 | 651 | 18 237 | 18 237 | 18 889 | 4 275 | 0 | 5 694 | 5 694 | 0 | 5 694 | 0 | 0 | 0 | 28 858 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 28 858 | |
| Chômage | 0 | 0 | 0 | 651 | 651 | 16 595 | 16 595 | 17 246 | 4 275 | 0 | 4 464 | 4 464 | 0 | 4 464 | 0 | 0 | 0 | 25 985 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 985 | |
| Insertion et réinsertion professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 643 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 873 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 873 | |
| LOGEMENT | 2815 | 0 | 0 | 144 | 2959 | 0 | 2959 | 0 | 2959 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 608 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 608 | |
| PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 029 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 029 | |
| TOTAL DES PRESTATIONS | 17 483 39 | 25 616 | 41 768 | 63 647 | 305 870 | 18 246 | 324 116 | 9 606 | 16 094 | 4 3207 | 5 996 | 4 3207 | 5 996 | 4 3207 | 5 996 | 4 3207 | 5 996 | 399 020 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 399 020 | |

Sources : Compte de la protection sociale - DREES.

tableau 13 ● Ventilation détaillée des prestations sociales par risque

| | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 semi-définitif | 2005 provisoire |
|-----------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|--------------------|
| 1 | SANTÉ | 135998,35 | 143331,48 | 153726,76 | 162389,73 | 171694,81 | 178402,99 |
| 11 | MALADIE | 109763,91 | 115827,60 | 123912,57 | 131632,12 | 139737,58 | 144811,07 |
| 11 11 13 | - Remplacement de revenu temporaire | 7433,83 | 8053,26 | 8959,23 | 9480,28 | 9516,69 | 9510,57 |
| | - Indemnités journalières | 7243,52 | 7839,01 | 8727,62 | 9241,44 | 9281,71 | 9273,80 |
| | - Congés maladie de longue durée | 190,31 | 214,25 | 231,61 | 238,84 | 234,98 | 236,77 |
| 11 11 32 | - Autres prest. en espèces sans cond. de ress. occasionnelles | 11,46 | 77,82 | 31,14 | 183,74 | 393,23 | 473,75 |
| | - Indemnités compensatrices pour dialyse à domicile | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Primes de fin de rééducation | 1,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations extralégales diverses | 10,24 | 13,82 | 18,14 | 9,74 | 10,23 | 10,75 |
| | - Indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) | 0,00 | 64,00 | 13,00 | 171,00 | 378,00 | 433,00 |
| | - indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,00 | 5,00 | 30,00 |
| 11 12 32 | - Autres prest. en espèces avec cond. de ress. occasionnelles | 285,93 | 303,48 | 333,91 | 52,42 | 58,40 | 65,47 |
| | - Secours et prestations supplémentaires | 285,93 | 303,48 | 333,91 | 52,42 | 58,40 | 65,47 |
| 11 21 10 | - Soins de santé | 100647,04 | 105823,08 | 113035,40 | 120355,14 | 127936,79 | 132817,88 |
| | - Soins de santé (y c. soins gratuits aux anciens combat.) | 100647,04 | 105823,08 | 113035,40 | 120355,14 | 127936,79 | 132817,88 |
| | donc pharmacie | 18699,83 | 20366,19 | 21260,61 | 22501,60 | 23665,54 | 24253,43 |
| 11 21 20 | - Action sociale sans cond. de ress. | 1,68 | 1,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Frais d'hébergement (aide médicale générale) | 1,68 | 1,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 11 22 20 | - Action sociale avec cond. de ress. | 265,79 | 274,13 | 246,01 | 234,99 | 274,15 | 290,04 |
| | - Frais d'hébergement (aide médicale générale) | 265,79 | 274,13 | 246,01 | 234,99 | 274,15 | 290,04 |
| 11 21 30 | - Autres prestations en nature sans cond. de ress. | 20,95 | 19,14 | 46,70 | 35,75 | 336,81 | 338,94 |
| | - Frais divers (aide médicale générale) | 20,95 | 19,14 | 46,70 | 35,75 | 336,81 | 338,94 |
| 11 22 30 | - Autres prestations en nature avec cond. de ress. | 1097,23 | 1274,86 | 1260,19 | 1289,80 | 1221,50 | 1314,43 |
| | - Frais divers (aide médicale générale) - CMU complémentaire | 1097,23 | 1274,86 | 1260,19 | 1289,80 | 1221,50 | 1314,43 |
| 12 | INVALIDITÉ | 19727,73 | 20951,59 | 22572,39 | 23199,34 | 24102,40 | 25334,55 |
| 12 11 11 | - Remplacement de revenu permanent | 6216,40 | 6825,20 | 7449,30 | 7920,15 | 8089,20 | 8435,83 |
| | - Rentes d'invalidité (y compris charges techniques) | 5377,31 | 5940,36 | 6497,61 | 6913,12 | 7062,27 | 7344,44 |
| | - Garantie de ressources aux handicapés | 839,08 | 884,84 | 951,70 | 1007,03 | 1026,93 | 1091,39 |
| 12 11 21 | - Compensation de charges sans cond. de ress. | 328,62 | 355,48 | 405,44 | 496,68 | 527,32 | 560,06 |
| | - Allocation d'éducation spéciale (AES) | 328,62 | 349,95 | 387,57 | 468,10 | 492,37 | 520,74 |
| | - Allocation de présence parentale (APP) | 0,00 | 5,53 | 17,87 | 28,58 | 34,95 | 39,31 |
| 12 12 21 | - Compensation de charges avec cond. de ress. | 596,59 | 529,23 | 533,17 | 565,60 | 592,99 | 610,00 |
| | - Allocation compensatrice | 596,59 | 529,23 | 533,17 | 565,60 | 592,99 | 610,00 |
| 12 11 31 | - Autres prest. en espèces sans cond. de ress. périodiques | 1535,12 | 1472,26 | 1440,35 | 1385,91 | 1311,99 | 1252,83 |
| | - Congés d'invalidité, prestations d'invalidité | 2,13 | 0,91 | 0,99 | 2,27 | 1,44 | 0,91 |
| | - Allocation aux handicapés | 45,73 | 44,05 | 65,85 | 68,39 | 62,73 | 65,79 |
| | - Pensions d'invalidité | 1478,26 | 1418,99 | 1372,50 | 1314,29 | 1246,93 | 1185,35 |
| | - Allocations spéciales | 8,99 | 8,32 | 1,01 | 0,96 | 0,89 | 0,77 |
| 12 12 31 | - Autres prest. en espèces avec cond. de ress. périodiques | 4223,25 | 4501,17 | 4747,60 | 4791,79 | 4930,11 | 5201,20 |
| | - Allocation aux adultes handicapés (AAH y compris charges techniques) | 3967,06 | 4240,38 | 4484,27 | 4527,15 | 4662,50 | 4921,27 |
| | - Allocations et prestations du FNS jusqu'au 31/12/93 - Allocation supplémentaire L 815-3 du FSI à partir du 1/1/94 (fonds spécial d'invalidité) | 256,19 | 260,79 | 263,33 | 264,64 | 267,61 | 279,93 |
| | - Majoration de l'article L 814-2 du code de la sécurité sociale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Allocations principales aux handicapés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

tableau 13 ● Ventilation détaillée des prestations sociales par risque (suite)

| | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 semi-définitif | 2005 provisoire |
|-----------|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------------|--------------------|
| 12 11 32 | - Autres prest. en espèces sans cond. de ress. occasionnelles | 26,67 | 28,47 | 30,64 | 32,02 | 33,65 | 34,96 |
| | - Prestations diverses | 26,67 | 28,47 | 30,64 | 32,02 | 33,65 | 34,96 |
| 12 12 32 | - Autres prest. en espèces avec cond. de ress. occasionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 12 21 20 | - Action sociale sans cond. de ress. | 6 554,08 | 6 983,79 | 7 709,59 | 7 732,88 | 8 317,07 | 8 918,80 |
| | - Prestations de nature médico-sociale correspondant à l'hébergement des handicapés | 4 666,56 | 5 006,38 | 5 481,32 | 5 342,74 | 5 686,39 | 6 086,11 |
| | - Frais d'hébergement et aide sociale aux handicapés | 1 839,03 | 1 927,66 | 2 161,51 | 2 318,99 | 2 550,47 | 2 751,53 |
| | - Centre d'aide par le travail (frais de placement) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prest. extralégales diverses des caisses de séc. soc. et frais divers (Collec. locales, État) | 48,49 | 49,74 | 66,77 | 71,15 | 80,21 | 81,16 |
| 12 22 20 | - Action sociale avec cond. de ress. | 155,15 | 172,15 | 177,10 | 191,20 | 229,00 | 244,00 |
| | - Prest. extralégales diverses des caisses de séc. soc. et frais divers (collec. locales, État) | 155,15 | 172,15 | 177,10 | 191,20 | 229,00 | 244,00 |
| 12 21 30 | - Autres prestations en nature sans cond. de ress. | 0,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,02 |
| | - Réductions des frais de transport militaire | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Aide aux anciens combattants | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,02 |
| | - Prestations diverses | 0,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 12 22 30 | - Autres prestations en nature avec cond. de ress. | 91,81 | 83,84 | 79,20 | 83,11 | 71,07 | 76,85 |
| | - Prestations diverses | 91,81 | 83,84 | 79,20 | 83,11 | 71,07 | 76,85 |
| 13 | ACCIDENTS DU TRAVAIL | 6 506,71 | 6 552,30 | 7 241,81 | 7 558,27 | 7 854,83 | 8 257,38 |
| 13 11 11 | - Rempli. revenu permanent | 3 671,85 | 3 516,10 | 3 920,35 | 4 049,52 | 4 314,85 | 4 693,93 |
| | - Rentes d'accidents du travail | 3 581,04 | 3 434,10 | 3 615,35 | 3 589,52 | 3 679,85 | 3 916,93 |
| | - Allocations du FCAATA | 90,81 | 82,00 | 305,00 | 460,00 | 635,00 | 777,00 |
| 13 11 13 | - Remp. revenu temporaire | 1 869,05 | 2 040,37 | 2 289,81 | 2 428,49 | 2 459,62 | 2 461,00 |
| | - Indemnités journalières | 1 869,05 | 2 040,37 | 2 289,81 | 2 428,49 | 2 459,62 | 2 461,00 |
| | | | 9,2% | 12,2% | 6,1% | 1,3% | 0,1% |
| 13 21 10 | - Soins de santé | 965,82 | 995,83 | 1 031,65 | 1 080,26 | 1 080,36 | 1 102,44 |
| | - Soins de santé | 965,82 | 995,83 | 1 031,65 | 1 080,26 | 1 080,36 | 1 102,44 |
| | - dont pharmacie | 77,14 | 82,30 | 81,05 | 86,31 | 79,61 | 72,87 |
| 2 | VIEILLESSE - SURVIE | 177 014,66 | 184 508,15 | 193 546,92 | 201 636,84 | 212 140,77 | 222 678,08 |
| 21 | VIEILLESSE | 153 290,66 | 159 948,88 | 163 640,73 | 171 013,43 | 180 424,33 | 189 299,97 |
| 21 11 11 | - Remplacement de revenu permanent | 146 185,71 | 152 443,19 | 154 056,80 | 160 353,76 | 168 410,78 | 176 552,54 |
| | - Pensions, retraites et avantages complémentaires | 146 185,71 | 152 443,19 | 154 056,80 | 160 353,76 | 168 410,78 | 176 552,54 |
| 21 11 13 | - Remplacement de revenu temporaire | 57,63 | 54,28 | 57,14 | 66,53 | 73,97 | 84,26 |
| | - Pensions anticipées | 57,63 | 54,28 | 57,14 | 66,53 | 73,97 | 84,26 |
| 21 11 22 | - Compensation de charges sans cond. de ress. occasionnelle | 389,39 | 391,31 | 430,22 | 320,04 | 371,91 | 363,70 |
| | - Indemnités de départ pour commerçants, artisans âgés, agriculteurs | 389,39 | 391,31 | 430,22 | 320,04 | 371,91 | 363,70 |
| 21 12 21 | - Compensation de charges avec cond. de ress. périodique | 834,30 | 866,47 | 2 459,65 | 3 472,23 | 3 773,33 | 4 033,15 |
| | - Allocation compensatrice pour tierce personne | 240,00 | 151,00 | 125,00 | 117,00 | 114,03 | 120,00 |
| | - Prestation spécifique dépendance | 594,30 | 715,47 | 479,65 | 146,23 | 68,30 | 0,15 |
| | - Allocation personnalisée d'autonomie (à partir de 2002) | 0,00 | 0,00 | 1 855,00 | 3 209,00 | 3 591,00 | 3 913,00 |
| 21 12 31 | - Autres prest. en espèces avec cond. de ress. périodiques | 2 566,84 | 2 546,03 | 2 402,23 | 2 398,00 | 2 453,25 | 2 557,44 |
| | - Allocation supplémentaire du FNS jusqu'au 31/12/93 - FSV | 1 813,09 | 1 742,16 | 1 616,07 | 1 564,83 | 1 570,83 | 1 588,40 |
| | - Majoration de l'article L 814-2 du code de la sécurité sociale | 495,00 | 554,50 | 522,33 | 569,59 | 613,91 | 662,31 |
| | - Allocations aux mères de famille | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Allocations viagères de rapatriés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 |
| | - Allocations aux vieux travailleurs (AVTS, AVTNS) | 205,75 | 197,74 | 208,29 | 194,86 | 201,26 | 206,85 |
| | - Allocation de vieillesse | 53,00 | 50,00 | 55,00 | 68,25 | 66,67 | 72,00 |
| | - Allocation simple à domicile | 0,00 | 1,63 | 0,54 | 0,46 | 0,58 | 27,89 |

tableau 13 ● Ventilation détaillée des prestations sociales par risque (suite)

| | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 semi-définitif | 2005 provisoire |
|-----------|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|--------------------|
| 21 11 32 | - Autres prest. en espèces sans cond. de ress. occasionnelles | 47,84 | 49,48 | 53,20 | 56,13 | 59,11 | 61,75 |
| | - Prestations extralégales diverses (gratifications) | 46,47 | 49,48 | 53,20 | 56,13 | 59,11 | 61,75 |
| | - Pensions en capital | 1,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 12 32 | - Autres prest. en espèces avec cond. de ress. occasionnelles | 44,36 | 41,74 | 50,00 | 50,01 | 48,00 | 46,35 |
| | - Prestations extralégales diverses (secours) | 44,36 | 41,74 | 50,00 | 50,01 | 48,00 | 46,35 |
| 21 21 20 | - Action sociale sans cond. de ress. | 12,88 | 12,05 | 11,86 | 11,30 | 13,28 | 16,21 |
| | - Prestations extralégales diverses des caisses de sécurité sociale | 0,80 | 0,50 | 0,80 | 0,80 | 1,00 | 1,85 |
| | - Frais d'hébergement des personnes âgées | 12,08 | 11,55 | 11,06 | 10,50 | 12,28 | 14,36 |
| 21 22 20 | - Action sociale avec cond. de ress. | 2526,61 | 2668,45 | 3196,52 | 3413,26 | 4320,24 | 4656,27 |
| | - Aide ménagère à domicile | 572,04 | 600,22 | 562,88 | 467,68 | 474,83 | 500,09 |
| | - Aide au maintien à domicile | 44,82 | 42,75 | 39,67 | 40,72 | 62,96 | 142,24 |
| | - Aide aux vacances | 18,04 | 18,76 | 19,35 | 15,90 | 13,79 | 13,89 |
| | - Prestations extralégales diverses des caisses de sécurité sociale | 58,62 | 71,88 | 48,82 | 49,57 | 52,87 | 56,15 |
| | - Frais d'hébergement des personnes âgées | 1833,08 | 1934,84 | 2525,80 | 2839,39 | 3715,79 | 3943,89 |
| 21 21 30 | - Autres prestations en nature sans cond. de ress. | 327,02 | 318,38 | 315,41 | 307,58 | 321,14 | 312,50 |
| | - Aide à l'habitat | 140,87 | 133,65 | 125,77 | 125,37 | 135,27 | 117,00 |
| | - Prestations extralégales diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations extralégales diverses des régimes spéciaux | 186,15 | 184,73 | 189,64 | 182,21 | 185,87 | 195,50 |
| 21 22 30 | - Autres prestations en nature avec cond. de ress. | 298,09 | 557,51 | 607,70 | 564,59 | 579,32 | 615,80 |
| | - Exonération de la taxe de télévision | 136,52 | 395,48 | 478,57 | 417,41 | 437,44 | 469,82 |
| | - Aide à l'habitat | 69,31 | 64,14 | 46,87 | 36,49 | 40,04 | 45,73 |
| | - Prestations extralégales diverses | 92,26 | 97,89 | 82,26 | 110,69 | 101,84 | 100,25 |
| 22 | SURVIE | 23 723,99 | 24 559,27 | 29 906,19 | 30 623,41 | 31 716,44 | 33 378,11 |
| 22 11 11 | - Remplacement de revenu permanent | 20 494,96 | 21 126,18 | 26 155,26 | 26 868,05 | 27 992,74 | 29 575,70 |
| | - Pensions de réversion | 19 671,39 | 20 279,49 | 25 307,31 | 25 965,76 | 27 034,19 | 28 615,36 |
| | - Pensions d'accidents du travail (ayant droits) | 754,54 | 773,62 | 774,59 | 857,83 | 912,33 | 912,28 |
| | - Pensions d'invalidités | 69,03 | 73,07 | 73,36 | 44,45 | 46,22 | 48,06 |
| 22 11 22 | - Compensation de charges sans cond. de ress. occasionnelles | 1367,77 | 1565,39 | 1801,94 | 1833,28 | 1831,66 | 1891,66 |
| | - Capitaux décès, prestations décès | 1367,77 | 1565,39 | 1801,94 | 1833,28 | 1831,66 | 1891,66 |
| 22 12 22 | - Compensation de charges avec cond. de ress. occasionnelles | 30,17 | 36,18 | 57,34 | 67,95 | 55,28 | 56,91 |
| | - Frais funéraires | 30,17 | 36,18 | 57,34 | 67,95 | 55,28 | 56,91 |
| 22 11 31 | - Autres prest. en espèces sans cond. de ress. occasionnelles | 1730,65 | 1739,53 | 1801,24 | 1767,17 | 1749,99 | 1770,53 |
| | - Assurance veuvage des salariés agricoles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Aide aux veuves de moins de 55 ans (ARCCO) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Pensions de veuves, d'orphelins, | 1730,21 | 1739,20 | 1797,94 | 1766,94 | 1749,78 | 1770,32 |
| | - Allocations aux compagnes | 0,43 | 0,33 | 3,30 | 0,24 | 0,21 | 0,21 |
| | - Indemnités aux orphelins | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 12 31 | - Autres prest. en espèces avec cond. de ress. occasionnelles | 100,44 | 92,00 | 90,41 | 86,96 | 86,77 | 83,32 |
| | - Allocations de veufs ou de veuves | 89,34 | 81,33 | 80,32 | 77,44 | 77,98 | 75,20 |
| | - Secours viagers | 5,11 | 4,87 | 4,51 | 4,11 | 3,84 | 3,59 |
| | - Allocation veuvage | 5,99 | 5,80 | 5,58 | 5,41 | 4,95 | 4,53 |

tableau 13 ● Ventilation détaillée des prestations sociales par risque (suite)

| | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 semi-définitif | 2005 provisoire |
|-----------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|--------------------|
| 3 | FAMILLE | 38 511,47 | 39 456,84 | 40 825,64 | 41 923,76 | 43 795,99 | 45 438,99 |
| 31 | MATERNITÉ | 5 067,47 | 5 219,97 | 5 654,68 | 5 840,27 | 5 907,19 | 5 855,79 |
| 31 11 13 | - Remplacement de revenu temporaire | 2019,19 | 2093,69 | 2388,80 | 2474,17 | 2586,78 | 2665,08 |
| | - Indemnités journalières | 2019,19 | 2093,69 | 2244,12 | 2298,23 | 2395,77 | 2465,21 |
| | - Indemnités journalières : congé de paternité | 0,00 | 0,00 | 144,68 | 175,94 | 191,01 | 199,86 |
| 31 11 21 | - Compensation de charges sans cond. de ress. périodique | 21,04 | 21,16 | 22,00 | 22,92 | 22,82 | 22,72 |
| | - Allocation jeune enfant « courte » (APJE) [jusqu'au 31/12/95] | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Allocations forfaitaires de repos maternel | 21,04 | 21,16 | 22,00 | 22,92 | 22,82 | 22,72 |
| 31 12 21 | - Compensation de charges avec cond. de ress. périodique | 816,23 | 814,09 | 805,05 | 803,44 | 647,55 | 588,18 |
| | - PAJE : prime de naissance (et ancienne Allocation jeune enfant « courte » (APJE) [à compter du 1/1/96]) | 816,23 | 814,09 | 805,05 | 803,44 | 647,55 | 588,18 |
| 31 11 22 | - Compensation de charges sans cond. de ress. occasionnelle | 39,52 | 44,58 | 49,08 | 50,92 | 57,57 | 59,66 |
| | - Allocations de remplacement | 8,13 | 11,15 | 13,14 | 13,00 | 13,46 | 13,94 |
| | - Allocation de naissance | 31,39 | 33,43 | 35,94 | 37,92 | 44,11 | 45,72 |
| 31 21 10 | - Soins de santé | 2 171,49 | 2 246,45 | 2 389,75 | 2 488,82 | 2 592,48 | 2 520,15 |
| | - Soins de santé dont pharmacie | 2 171,49 | 2 246,45 | 2 389,75 | 2 488,82 | 2 592,48 | 2 520,15 |
| | | 1,68 | 1,69 | 1,73 | 1,70 | 1,70 | 2,13 |
| 32 | FAMILLE | 33 444,00 | 34 236,87 | 35 170,97 | 36 083,49 | 37 888,80 | 39 583,20 |
| 32 11 13 | - Remplacement de revenu temporaire | 2 799,69 | 2 904,96 | 2 996,10 | 3 033,62 | 3 002,45 | 2 738,69 |
| | - PAJE : Complément libre choix d'activité (et ancienne Allocation parentale d'éducation (APE)) | 2 799,69 | 2 904,96 | 2 996,10 | 3 033,62 | 3 002,45 | 2 738,69 |
| 32 11 21 | - Compensation de charges sans cond. de ress. périodique | 16 363,37 | 16 865,50 | 17 556,85 | 17 791,80 | 18 075,09 | 18 887,59 |
| | - Allocations familiales (AF) jusqu'au 31/12/1997 | 10 954,24 | 11 086,18 | 11 257,74 | 11 447,49 | 11 698,56 | 11 951,65 |
| | - PAJE : Complément mode de garde « à domicile » et ancienne Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) jusqu'au 31/12/1997 | 134,60 | 128,94 | 115,50 | 113,32 | 115,43 | 172,50 |
| | - Allocation de soutien familial (ASF) | 896,38 | 927,18 | 955,44 | 992,07 | 1 027,82 | 1 070,85 |
| | - Supplément familial de traitement | 1 451,46 | 1 581,94 | 2 799,28 | 2 690,37 | 2 377,57 | 2 361,09 |
| | - PAJE : Complément mode de garde « assistante maternelle » et ancienne Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEMAMA) | 1 694,95 | 1 871,44 | 2 065,00 | 2 168,12 | 2 403,67 | 2 866,55 |
| | - Allocation d'adoption | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Garde d'enfants (prestations extralégales) | 1 213,84 | 1 248,11 | 340,72 | 355,94 | 426,91 | 443,98 |
| | - Allocation différentielle | 17,90 | 21,70 | 23,16 | 24,49 | 25,14 | 20,96 |
| 32 12 21 | - Compensation de charges avec cond. de ress. périodique | 8 144,16 | 7 948,79 | 8 088,72 | 8 179,20 | 8 783,60 | 9 459,49 |
| | - Allocations familiales (AF) à partir du 1/1/98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Complément familial (CF) | 1 534,95 | 1 565,88 | 1 554,57 | 1 556,29 | 1 574,63 | 1 594,95 |
| | - Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 1 657,21 | 1 351,25 | 1 353,06 | 1 338,44 | 1 370,28 | 1 381,09 |
| | - PAJE : allocation de base et ancienne Allocation pour jeune enfant « longue » (APJE) | 1 933,42 | 1 988,47 | 2 014,38 | 2 012,18 | 2 470,74 | 3 124,10 |
| | - Allocation de parent isolé (API) | 722,53 | 753,71 | 796,00 | 825,78 | 893,57 | 962,68 |
| | - Supplément de revenu familial (supprimé en août 1990) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Bourses d'études | 2 253,58 | 2 250,15 | 2 366,46 | 2 441,89 | 2 471,09 | 2 393,18 |
| | - Aide sociale à l'enfance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - PAJE : Allocation d'adoption | 42,47 | 39,33 | 4,25 | 4,63 | 3,29 | 3,49 |
| 32 11 22 | - Compensation de charges sans cond. de ress. occasionnelle | 127,61 | 131,36 | 129,83 | 58,99 | 142,69 | 156,34 |
| | - Prestations diverses | 127,61 | 131,36 | 129,83 | 58,99 | 142,69 | 156,34 |
| 32 12 22 | - Compensation de charges avec cond. de ress. occasionnelle | 415,52 | 407,26 | 380,92 | 441,54 | 356,37 | 394,48 |
| | - Prestations diverses | 415,52 | 407,26 | 380,92 | 441,54 | 356,37 | 394,48 |

tableau 13 ● Ventilation détaillée des prestations sociales par risque (suite)

| | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 semi-définitif | 2005 provisoire |
|----------|--|----------|----------|----------|----------|------------------------|--------------------|
| 32 21 20 | - Action sociale sans cond. de ress. | 1904,41 | 1837,16 | 1801,92 | 1882,62 | 2096,30 | 2349,39 |
| | - Prestations extralégales des caisses de sécurité sociale | 5,88 | 5,08 | 74,27 | 65,07 | 61,55 | 58,39 |
| | - Aide sociale à l'enfance | 1494,86 | 1412,36 | 1327,87 | 1415,14 | 1632,66 | 1881,00 |
| | - Action éducative en milieu ouvert (AEMO) | 403,67 | 419,72 | 399,79 | 402,40 | 402,09 | 410,00 |
| 32 22 20 | - Action sociale avec cond. de ress. | 3356,52 | 3810,12 | 4069,88 | 4543,15 | 5282,20 | 5463,92 |
| | - Aide ménagère à domicile (auxiliaires de vie sociale) | 136,20 | 145,85 | 119,16 | 138,88 | 146,80 | 161,30 |
| | - Aide aux vacances | 441,67 | 435,57 | 346,72 | 388,29 | 386,53 | 325,07 |
| | - Intervention des travailleuses familiales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Assistance de services sociaux et puéricultrices à domicile | 27,14 | 30,82 | 31,00 | 34,00 | 37,00 | 40,26 |
| | - Prestations extralégales des caisses de sécurité sociale | 503,25 | 765,81 | 746,38 | 692,76 | 726,41 | 761,98 |
| | - Accueil des jeunes enfants (crèche, halte garderie...) | 2212,13 | 2393,00 | 2790,00 | 3261,00 | 3958,00 | 4145,30 |
| | - allocations d'habillement | 36,13 | 39,07 | 36,61 | 28,22 | 27,47 | 30,00 |
| 32 21 30 | - Autres prestations en nature sans cond. de ress. | 295,67 | 296,03 | 116,35 | 116,53 | 116,76 | 102,22 |
| | - Aides à l'amélioration de l'habitat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Réductions de transport SNCF et RATP | 294,64 | 294,64 | 114,91 | 114,91 | 114,91 | 100,00 |
| | - Transports scolaires | 1,03 | 1,39 | 1,44 | 1,62 | 1,85 | 2,22 |
| 32 22 30 | - Autres prestations en nature avec cond. de ress. | 37,06 | 35,69 | 30,40 | 36,04 | 33,35 | 31,08 |
| | - Aides à l'amélioration de l'habitat | 28,97 | 27,65 | 23,01 | 29,06 | 26,39 | 23,97 |
| | - Primes de déménagement | 8,09 | 8,04 | 7,39 | 6,98 | 6,96 | 7,11 |
| | - Prestations diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4 | EMPLOI | 28857,95 | 29707,59 | 33387,32 | 36794,72 | 37812,54 | 37326,97 |
| 41 | INSERTION ET RÉINSERTION PROFESSIONNELLE | 2873,15 | 2770,00 | 2434,41 | 2397,70 | 2414,19 | 2451,82 |
| 41 11 13 | - Remplacement de revenu temporaire | 2803,35 | 2688,69 | 2211,32 | 2230,60 | 2231,99 | 2252,13 |
| | - Indemnités de formation de l'UNEDIC (AFR, ASC) | 1579,49 | 1468,28 | 887,00 | 1004,00 | 1048,90 | 1095,81 |
| | - Congés de reconversion du régime direct des agents de l'État | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Coûts sociaux de la restructuration des chantiers navals (avant 1990) et des hôpitaux (à partir de 2000) | 0,00 | 20,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Convention du Fonds National de l'Emploi | 49,96 | 39,50 | 28,03 | 26,09 | 35,49 | 21,47 |
| | - Stages de formation | 1165,05 | 1152,37 | 1287,29 | 1191,51 | 1137,60 | 1121,86 |
| | - Contrats emploi solidarité (CES) | 8,84 | 8,54 | 9,00 | 9,00 | 10,00 | 13,00 |
| 41 11 22 | - Compensation de charges sans cond. de ress. occasionnelle | 6,40 | 13,28 | 35,88 | 13,00 | 13,00 | 14,00 |
| | - Aide aux demandeurs d'emploi créant une entreprise | 6,40 | 13,28 | 35,88 | 13,00 | 13,00 | 14,00 |
| | - Indemnités de recherche d'emploi | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 41 12 22 | - Compensation de charges avec cond. de ress. occasionnelle | 0,00 | 5,03 | 10,00 | 11,00 | 12,00 | 13,00 |
| | - Aide à la reprise d'activité des femmes (ARAF) | 0,00 | 5,03 | 10,00 | 11,00 | 12,00 | 13,00 |
| 41 21 30 | - Autres prestations en nature sans cond. de ress. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 41 22 30 | - Autres prestations en nature avec cond. de ress. | 63,40 | 63,00 | 177,22 | 143,10 | 157,20 | 172,69 |
| | - Prestations diverses | 63,40 | 63,00 | 177,22 | 143,10 | 157,20 | 172,69 |
| 42 | CHÔMAGE | 25984,80 | 26937,59 | 30952,91 | 34397,02 | 35398,34 | 34875,14 |
| 42 11 12 | - Remplacement de revenu occasionnel | 3669,86 | 3781,78 | 3850,98 | 3995,90 | 4283,02 | 4448,06 |
| | - Indemnités de licenciement et de préavis non effectués versés par les entreprises | 3098,01 | 3202,43 | 3270,54 | 3213,31 | 3343,74 | 3384,08 |
| | - Indemnités de perte d'emploi | 504,39 | 504,34 | 555,72 | 752,57 | 903,92 | 1011,47 |
| | - Prestations extralégales diverses (Fonds social de l'UNEDIC) | 59,46 | 67,01 | 16,72 | 20,00 | 29,16 | 42,51 |
| | - Aide sociale aux chômeurs | 8,00 | 8,00 | 8,00 | 10,02 | 6,20 | 10,00 |

tableau 13 ● Ventilation détaillée des prestations sociales par risque (suite)

| | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 semi-définitif | 2005 provisoire |
|----------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|--------------------|
| 42 11 13 | - Remplacement de revenu temporaire | 22057,51 | 22983,57 | 26738,93 | 30000,09 | 30722,73 | 29994,09 |
| | - Préretraites | 1742,07 | 1496,23 | 1846,89 | 1940,69 | 2141,45 | 1981,95 |
| | - Allocation spéciale du FNE (préretraite) | 671,46 | 765,81 | 738,70 | 859,18 | 693,92 | 658,63 |
| | - ARPE (à partir d'octobre 1995) | 1567,18 | 1532,29 | 957,30 | 438,92 | 167,95 | 64,27 |
| | - Allocations de chômage (alloc. spéc., de base, fin de droits, AUD) | 12878,91 | 13818,55 | 18342,09 | 22347,52 | 23738,22 | 23574,03 |
| | - Indemnités de chômage partiel versées par les entreprises | 229,89 | 235,56 | 248,91 | 271,26 | 257,59 | 261,85 |
| | - Allocations de solidarité du Fonds de solidarité | 2589,96 | 2383,95 | 2427,00 | 2479,00 | 2556,00 | 2628,00 |
| | - Allocations temporaires et spéciales du Fonds national de l'emploi (FNE) | 710,55 | 821,19 | 339,37 | 224,99 | 151,93 | 108,24 |
| | - Stages de formation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Allocation chômeurs âgés (ACA) | 1667,49 | 1929,99 | 1838,67 | 1438,53 | 1015,68 | 717,13 |
| 42 11 32 | - Autres prest. en espèces sans cond. de ress. occasionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 42 12 32 | - Autres prest. en espèces avec cond. de ress. occasionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 42 21 30 | - Autres prestations en nature sans cond. de ress. | 253,43 | 167,24 | 358,00 | 392,00 | 387,00 | 423,00 |
| | - Bons de transport ANPE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations diverses | 253,43 | 167,24 | 358,00 | 392,00 | 387,00 | 423,00 |
| 42 22 30 | - Autres prestations en nature avec cond. de ress. | 4,00 | 5,00 | 5,00 | 9,03 | 5,59 | 10,00 |
| | - Prestations diverses | 4,00 | 5,00 | 5,00 | 9,03 | 5,59 | 10,00 |
| 5 | LOGEMENT | 12608,27 | 12819,94 | 13447,50 | 13396,30 | 13894,05 | 13876,93 |
| 50 22 30 | - Allocations de logement | 12608,27 | 12819,94 | 13447,50 | 13396,30 | 13894,05 | 13876,93 |
| | - Allocations de logement à caractère familial (ALF) | 2815,18 | 3038,95 | 3228,00 | 3267,00 | 3469,88 | 3491,69 |
| | - Aide personnalisée au logement (APL) | 6117,02 | 5930,27 | 6103,00 | 5995,00 | 6182,00 | 6096,00 |
| | - Allocation de logement à caractère social (ALS) | 3531,18 | 3713,35 | 3979,00 | 3997,00 | 4110,00 | 4155,00 |
| | - Prestations extralégales des régimes spéciaux | 144,90 | 137,37 | 137,50 | 137,30 | 132,17 | 134,24 |
| 6 | PAUVRETÉ - EXCLUSION SOCIALE | 6028,80 | 6103,95 | 6509,10 | 6866,33 | 7285,52 | 7752,25 |
| 60 12 11 | - Remplacement de revenu temporaire | 4600,33 | 4589,94 | 4892,33 | 5368,00 | 5721,23 | 6083,00 |
| | - Revenu minimum d'insertion (RMI) | 4600,33 | 4589,94 | 4892,33 | 5368,00 | 5721,23 | 6083,00 |
| 60 11 32 | - Autres prest. en espèces sans cond. de ress. occasionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60 12 32 | - Autres prest. en espèces avec cond. de ress. occasionnelles | 921,07 | 975,36 | 1016,68 | 1038,20 | 1043,54 | 1033,31 |
| | - Prestations diverses | 921,07 | 975,36 | 1016,68 | 1038,20 | 1043,54 | 1033,31 |
| 60 21 30 | - Autres prestations en nature sans cond. de ress. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Prestations diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60 22 30 | - Autres prestations en nature avec cond. de ress. | 507,40 | 538,65 | 600,10 | 460,13 | 520,76 | 635,94 |
| | - Prestations diverses | 507,40 | 538,65 | 600,10 | 460,13 | 520,76 | 635,94 |
| | ENSEMBLE DES PRESTATIONS | 399019,51 | 415927,95 | 441443,24 | 463007,68 | 486623,68 | 505476,21 |

Sources: DREES, *Comptes de la protection sociale*.

tableau 14 ● Prestations par régime détaillé de 2000 à 2005

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | | | | | Semi-définitif | Provisoire |
| 100 00 RÉGIMES D'ASSURANCES SOCIALES | | | | | | |
| 110 00 RÉGIMES GÉNÉRAUX | 399 020 | 415 927 | 441 443 | 463 008 | 486 624 | 505 476 |
| 111 00 RÉGIME GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE | 193 766 | 203 309 | 216 322 | 229 349 | 241 085 | 251 477 |
| 111 01 Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) | 183 267 | 192 681 | 202 365 | 212 508 | 223 294 | |
| 111 02 Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) | 90 760 | 95 519 | 102 232 | 109 128 | 114 723 | 119 153 |
| 111 03 Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) | 25 877 | 26 915 | 27 633 | 27 994 | 29 101 | 30 256 |
| 111 04 Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) | 57 663 | 60 369 | 62 361 | 64 770 | 68 207 | 73 383 |
| 111 05 Autres organismes : | 67 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 471 | 443 | 455 | 473 | 477 | 502 |
| 112 00 RÉGIMES D'INDEMNISATION DU CHÔMAGE | 182 46 | 19 246 | 22 557 | 25 738 | 26 450 | 25 902 |
| 112 01 Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) | 177 05 | 18 812 | 22 557 | 25 738 | 26 450 | 25 902 |
| 112 02 Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (ASSIFNGS) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 112 03 Association pour la structure financière (ASF) jusqu'en mars 2001 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 112 04 Agence centrale des conventions de conversion (AGCC) | 541 | 434 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 113 00 FONDS SPÉCIAUX | 681 | 796 | 1 034 | 1 246 | 2 127 | 2 281 |
| 113 01 Service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV) | 421 | 432 | 456 | 436 | 455 | 464 |
| 113 02 Fonds commun des accidents du travail (FCAT) | 81 | 75 | 68 | 62 | 56 | 58 |
| 113 03 Fonds commun des accidents du travail agricoles (FCATA) | 126 | 123 | 242 | 114 | 110 | 114 |
| 113 04 Fonds de compensation des organismes de sécurité sociale (FCOSS) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 113 05 Fonds de solidarité vieillesse (FSV) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 113 06 Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (FCATA) | 53 | 82 | 305 | 460 | 635 | 777 |
| 113 07 Fonds de financement et de réforme des cotisations patronales (FOREC) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 113 08 Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP) | 0 | 20 | 0 | 0 | 458 | 405 |
| 113 09 Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) | 0 | 64 | 13 | 171 | 378 | 433 |
| 113 10 Fonds de modernisation des cliniques privées (FMCP) (instauré en 2001) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 113 11 Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) | 0 | 0 | 3 | 5 | 30 | 30 |
| 113 12 Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 0 |
| 113 13 Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (FFIPSA) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

tableau 14 ● Prestations par régime détaillé de 2000 à 2005 (suite)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Semi-définitif | 2005 Provisoire |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|----------------|--------------------|
| 12000 RÉGIMES PARTICULIERS DE SALARIÉS | | | | | | | |
| 12100 RÉGIMES DIRECTS D'EMPLOYEURS | | | | | | | |
| 12101 Agents de l'Etat | 104734 | 108333 | 112532 | 117314 | 123488 | | 12736 |
| 12102 Agents des grandes entreprises publiques [EDF-GDF, RATP, La Poste, hors France Télécom] | 31911 | 33200 | 34704 | 36410 | 38357 | 38178 | |
| 12201 RÉGIME DES SALARIÉS AGRICOLES (Mutualité sociale agricole) | 5404 | 5608 | 5808 | 6059 | 6282 | 4503 | 33675 |
| 12300 AUTRES RÉGIMES PARTICULIERS DE SALARIÉS | 7710 | 7876 | 8138 | 8409 | 8836 | 9113 | |
| 12301 Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) | 23345 | 23774 | 24498 | 25451 | 26772 | 27484 | |
| 12302 Établissement national des invalidités de la marine (ENIM) | 3526 | 3339 | 3589 | 3584 | 3610 | 3741 | |
| 12303 Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) | 1416 | 1316 | 1400 | 1413 | 1434 | 1487 | |
| 12304 Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (CAINAGOD) | 571 | 601 | 645 | 669 | 705 | 731 | |
| 12305 Caisse nationale de surcompensation du bâtiment et des travaux publics de France (CNS BTP) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 12306 Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes (CAMAC) | 32 | 31 | 40 | 66 | 44 | 46 | |
| 12307 Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVID) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 12308 Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNSSM) | 1195 | 1169 | 1168 | 1383 | 1403 | 1449 | |
| 12309 Fonds spécial des pensions des ouvriers les établissements industriels de l'Etat (FSPOEIE) | 1485 | 1486 | 1563 | 1576 | 1597 | 1658 | |
| 12310 Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) | 7217 | 7955 | 8232 | 8671 | 9353 | 9712 | |
| 12311 Caisse de prévoyance de la SNCF | 6000 | 5858 | 5784 | 5866 | 6001 | 6223 | |
| 12312 Salariés des charbonnages de France (ANGR) | 483 | 488 | 461 | 464 | 465 | 483 | |
| 12313 Banque de France | 325 | 323 | 335 | 340 | 344 | 357 | |
| 12314 Régime de retraite d'Altadis (ex Seita) | 148 | 151 | 152 | 152 | 151 | 157 | |
| 12315 Caisses de retraite du personnel des théâtres nationaux : Opéra et Comédie française | 20 | 21 | 22 | 23 | 22 | 23 | |
| 12316 Régimes spéciaux de retraite et de maladie de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) | 52 | 53 | 57 | 59 | 64 | 66 | |
| 12317 Régimes divers gérés par la caisse des dépôts et consignations | 453 | 552 | 564 | 684 | 1048 | 801 | |
| 12318 Fonds routiers (fonds de gestion de fin d'activité des conducteurs de transports) | 82 | 115 | 119 | 143 | 165 | 171 | |
| 12319 Caisse d'assurance vieillesse, invalidité, maladie des cultes (CAMMAC) | 340 | 346 | 367 | 358 | 366 | 379 | |

tableau 14 ● Prestations par régime détaillé de 2000 à 2005 (suite)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Semi-définitif | 2005 Provisoire |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|----------------|--------------------|
| 124 00 RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE SALARIÉS | | | | | | | |
| 124 01 Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) | 41 768 | 43 483 | 45 192 | 47 045 | 48 523 | 53 161 | |
| 124 02 Association des régimes de retraite complémentaire (ARRCO) | 13 615 | 14 334 | 14 869 | 15 505 | 16 296 | 17 542 | |
| 124 03 Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) | 26 562 | 27 395 | 28 503 | 29 615 | 31 177 | 33 431 | |
| 124 04 Caisse de retraite du personnel d'Air France (CRAF) | 1 082 | 1 185 | 1 237 | 1 298 | 1 379 | 1 453 | |
| 124 05 Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile (CRPNPAC) | 60 | 60 | 62 | 63 | 63 | 67 | |
| 124 06 Caisse générale de retraite du personnel des caisses d'épargne (CGRPCE) | 319 | 339 | 347 | 364 | 382 | 404 | |
| 124 07 Régime temporaire de retraites des enseignants du privé (RETREP - REGREP) | 130 | 170 | 174 | 200 | 226 | 240 | |
| 124 08 CREPA-LINRS, régimes de retraite (filiale depuis le 1/1/1996 à l'ARRCO) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 124 09 Caisse centrale de prévoyance de la mutualité Agricole (CCPMA) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 124 10 Association pour la gestion financière du fonds de financement de l'AGIRC et de l'ARRCO (AGFF) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 124 11 Régime additionnel de la fonction publique (RAFP) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 |
| 130 00 RÉGIME DE NON SALARIÉS | | | | | | | |
| 131 01 RÉGIME DES EXPLOITANTS AGRICOLES (Mutualité sociale agricole) | 25 616 | 26 793 | 28 203 | 28 573 | 29 874 | 30 642 | |
| 131 02 RÉGIME DES NON SALARIÉS NON AGRICOLES | 13 255 | 13 631 | 14 546 | 14 278 | 14 991 | 15 226 | |
| 132 01 Caisse nationale d'assurance maladie des professions indépendantes (CANAM) | 12 381 | 13 162 | 13 657 | 14 295 | 14 883 | 15 416 | |
| 132 02 Caisse de compensation de l'Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (ORGANIC) | 3 768 | 4 429 | 4 541 | 5 052 | 5 315 | 5 371 | |
| 132 03 Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (CANCAVA) | 3 338 | 3 280 | 3 457 | 3 430 | 3 465 | 3 584 | |
| 132 04 Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL) | 2 684 | 2 783 | 2 887 | 2 983 | 3 081 | 3 281 | |
| 132 05 Caisse nationale des barreaux français (CNBF) | 2 448 | 2 543 | 2 638 | 2 740 | 2 877 | 3 027 | |
| | 123 | 127 | 134 | 140 | 145 | 153 | |

tableau 14 ● Prestations par régime détaillé de 2000 à 2005 (suite)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Semi-définitif | 2005 Provisoire |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|----------------|--------------------|
| 200 00 RÉGIMES D'EMPLOYEURS (prestations extralégales) | | | | | | | |
| 200 01 Agents de l'Etat (civiles et militaires) | 9 606 | 9 933 | 10 329 | 10 264 | 10 562 | | 10 579 |
| 200 02 Agents des organismes divers d'administration centrale (ODAC) | 876 | 903 | 991 | 919 | 812 | | 793 |
| 200 03 Agents des collectivités locales | 141 | 160 | 154 | 150 | 158 | | 159 |
| 200 04 Salariés de la sécurité sociale | 374 | 398 | 434 | 462 | 489 | | 493 |
| 200 05 Salariés des hôpitaux publics | 101 | 109 | 111 | 160 | 187 | | 188 |
| 200 06 Régimes d'employeurs des sociétés non financières y compris grandes entreprises publiques | 604 | 615 | 707 | 740 | 763 | | 777 |
| 200 07 Régimes d'employeurs des sociétés d'assurance et des banques | 6 824 | 7 054 | 7 204 | 7 078 | 7 365 | | 7 454 |
| | 686 | 694 | 728 | 755 | 788 | | 815 |
| 300 00 RÉGIMES DE LA MUTUALITÉ, DE LA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE, ET DE LA PRÉVOYANCE | | | | | | | |
| 300 01 Groupements mutualistes | 16 094 | 17 791 | 19 798 | 20 849 | 21 009 | | 21 728 |
| 300 02 Institutions de retraite supplémentaire | 9 480 | 10 094 | 10 853 | 11 452 | 12 059 | | 12 599 |
| 300 03 Institutions de prévoyance | 1 034 | 1 054 | 1 099 | 1 137 | 1 197 | | 1 221 |
| | 5 580 | 6 643 | 7 846 | 8 260 | 7 752 | | 7 908 |
| 400 00 RÉGIME D'INTERVENTION SOCIALE DES POUVOIRS PUBLICS | | | | | | | |
| 410 00 État | 43 207 | 43 349 | 47 238 | 49 896 | 53 443 | | 55 412 |
| 420 00 Organismes divers d'administration centrale (ODAC) | 18 169 | 18 034 | 18 656 | 18 971 | 15 030 | | 15 115 |
| 430 00 Collectivités locales (APUL) | 14 266 | 14 314 | 15 012 | 14 760 | 14 906 | | 15 070 |
| | 10 772 | 11 001 | 13 570 | 16 165 | 23 507 | | 25 227 |
| 500 00 RÉGIME D'INTERVENTION SOCIALE DES ISBLSM | | | | | | | |
| 500 01 Régime d'intervention sociale des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) | 5 996 | 6 419 | 7 021 | 6 762 | 7 162 | | 7 600 |
| | 5 996 | 6 419 | 7 021 | 6 762 | 7 162 | | 7 600 |

Sources : DREES, *Comptes de la protection sociale*.